

# BERICHT

über die

VERHANDLUNGEN DES SCHWEIZERISCHEN KONGRESSES

für die

INTERESSEN DER FRAU

abgehalten in

GENÈVE, IM SEPTEMBER 1896

REDIGIERT VOM

SEKRETARIAT DER KOMMISSION FÜR DIE FÖRDERUNG DER INTERESSEN DER FRAU

---

## ACTES

du

### CONGRÈS SUISSE DES INTÉRÊTS FÉMININS

ténu à

GENÈVE EN SEPTEMBRE 1896

REDIGÉS PAR LE

SECRÉTARIAT DE LA COMMISSION PERMANENTE POUR LES INTÉRÊTS FÉMININS EN SUISSE

---

BERN

Buchdruckerei Steiger & Cie.

1897

V  
30141206349  
C748  
BVD  
1897

BIBLIOTECA DO SENADO FEDERAL

Este volume acha-se registrado

sob o número 6652

de agosto de 1946

# Inhaltsverzeichnis. — Table des matières.

	pag.
<i>Avant-propos.</i>	
<i>Discours d'ouverture</i> , de M. le Conseiller d'Etat Richard, président d'honneur	I
1. Bericht des Frauenkomitee Bern über seine Erhebungen der Frauenthätigkeit auf dem Gebiete der Philanthropie, erstattet von Frau J. Ryff, Bern (abgekürzt)	1
2. <i>Activité de la femme à Genève</i> , rapport de Mlle. Albert, Genève	26
3. Die gemeinsame Erziehung der Geschlechter, von G. Stucki, Seminarlehrer in Bern.	32
<i>Coéducation des sexes</i> , par Mme. Pieczynska-Reichenbach à Berne	44
<i>Discussion</i>	62
4. Die Ausbildung des weiblichen Geschlechtes auf den höheren Schulstufen, von Rektor Dr. Stadler in Zürich	67
<i>Enseignement supérieur</i> , (Thèses), par M. Numa Droz, ancien conseiller fédéral à Berne	87
<i>Discussion</i>	88
5. Koch- und Haushaltungsschulen, von Frau Villiger-Keller in Lenzburg, Präsidentin des Schweiz. gemeinnützigen Frauenvereins	89
<i>Les écoles ménagères</i> , par Mme. Fanny Tissot-Humbert, Chaux-de-Fonds	99
6. Kommerzielles und industrielles Bildungswesen, von Dr. Largiadèr, Rektor in Basel	113
<i>Enseignement industriel et commercial</i> , de M. G. Gøgg, professeur de Technologie à l'école supérieure de commerce de la ville de Genève	120
<i>Discussion</i>	127
7. Die Ausbildung in Krankenpflege, von Dr. med. Anna Heer in Zürich	128
<i>Infirmières et garde-malades</i> , par Mme. Monneron-Tissot in Lausanne	142
<i>Discussion</i>	145
8. Die Erwerbsfrage des weiblichen Geschlechtes, von E. Boos-Jegher in Zürich	148
<i>La question du gagne-pain de la femme</i> , par M. H. Røehrich, pasteur, Genève	163
<i>La question du gagne-pain dans les diverses professions</i> , par M. Léon Genoud, Fribourg	181
9. Versicherung gegen Arbeitslosigkeit, Krankheit und Unfall, von Frau Konzett, Zürich	194
<i>Assurance de la femme contre les risques d'abandon misérable, en cas de maladie, d'accident, de chômage ou pendant la vieillesse</i> , par M. Ed. Steiner, député au Grand Conseil neuchâtelois	205
<i>Discussion</i>	215
10. Die Beteiligung der Frau an der öffentlichen Verwaltung, von H. J. C. Grob, Stadtrat in Zürich	217
<i>Les femmes et les administrations publiques</i> , par M. Louis Wuarin, professeur de sociologie à l'université de Genève	238
<i>Discussion</i>	245
11. La réforme de la condition légale des femmes, par M. Louis Bridel, professeur à la faculté de droit de Genève	246
<i>Thesen des Herrn G. Wolf, a. Obergerichter in Zürich</i>	251
<i>Discussions</i>	252

### **Berichtigung.**



Seite 88 soll das Wort „applaudissement“ am Schlusse des ersten  
Votums stehen.



### **Correction.**



Page 88 le mot „applaudissement“ doit être placé à la fin du vote.





## Avant-propos.

C'est un signe des temps fort réjouissant que l'attention croissante accordée aux questions féminines.

Les associations les plus diverses poursuivant un but philanthropique ont existé parmi nous de tout temps; mais celles qui se proposent l'avancement des intérêts généraux du sexe féminin sont de date récente.

Ce n'est guère qu'à partir de l'année 1880 que les aspirations nouvelles ont commencé à se faire jour. A cette époque et sous l'influence de la „Schweizerische Frauenzeitung“ s'éveilla simultanément à St-Gall, Zurich et Aarau le besoin d'une assemblée intercantonale pour étudier la situation de la femme. Ce fut les 19 et 20 juillet 1885 que se réunit ce premier Congrès suisse des intérêts féminins.

On se proposait en première ligne de favoriser un échange d'idées sur le but à poursuivre et sur les meilleurs moyens d'entreprendre une œuvre commune; en même temps, l'assemblée devait indiquer ce qui pouvait être tenté immédiatement dans le domaine de l'éducation professionnelle. M. le prof. Anderégg, de Berne, rapporta sur la création d'écoles de ménage par l'Etat; M. le Dr Custer, de Zurich, sur la protection des jeunes filles au point de vue hygiénique, et M. Boos-Jegher, de Zurich, sur l'éducation professionnelle, son importance et ses limites.

L'assemblée se prononça à l'unanimité pour une action immédiate et énergique dans ces divers domaines.

C'est à ce congrès que fut fondé le „Schweizer. Frauenverband“ avec sections à St-Gall, Aarau et Zurich, plus tard à Winterthur. Le principal travail dû à cette association est l'Enquête sur la situation des ouvrières et apprenties en Suisse, faite à la demande du Département fédéral de l'Industrie.

Par suite de diverses circonstances, une scission se produisit dans l'association. Certaines sections s'en séparèrent entièrement pour travailler de leur côté, d'autres pour se joindre à la Société d'utilité publique des femmes suisses, nouvellement créée; d'autres enfin à l'association „Fraternité“.

Toutes ces associations, plus ou moins, laissèrent de côté les questions d'ensemble de la cause féminine pour diriger leurs

efforts dans le sens de l'activité pratique, sur le terrain de l'utilité publique. Depuis quelques années, la pensée de convoquer un congrès suisse qui traiterait la question féminine à un point de vue général a été reprise à la fois à Berne, Zurich et Genève.

L'invitation adressée à tous les Etats de l'Europe d'envoyer à l'Exposition universelle de Chicago des tableaux statistiques de l'activité de la femme, de sa situation légale, industrielle, etc., parut d'abord favoriser la réalisation de cette idée; toutefois, les moyens pécuniaires faisant défaut, aucun travail de ce genre ne put être préparé en vue de l'Exposition de Chicago.

D'un commun accord il fut reconnu qu'un Congrès féminin trouverait tout naturellement sa place pendant l'Exposition nationale de Genève. On fut unanime à comprendre que la question de la femme a une signification sociale et non pas exclusivement féminine et qu'elle intéresse par conséquent les deux sexes à égal degré. Il fut donc décidé que le Comité d'organisation du congrès serait mixte et que l'on s'adresserait pour les travaux à des rapporteurs des deux sexes.

Le Comité d'organisation se composa de M. et Mme. Boos-Jegher, de Zurich, Mme. Ryff, secrétaire du Frauen-Comité de Berne — qui avaient élaboré ensemble le programme adopté par les autres membres du comité; — Mlle. H. de Mulinen, de Berne, — M. le prof. Louis Bridel, Mme. Chaponnière-Chaix, Mlle. Camille Vidart, de Genève.

Les bases adoptées pour le congrès furent les suivantes: les questions inscrites au programme seraient étudiées au point de vue national suisse, en dehors de toute tendance politique ou confessionnelle; il serait proposé au congrès réuni de nommer une commission permanente chargée de la mise à exécution de ses décisions éventuelles.

Des subventions pour le congrès ont été accordées gracieusement par le Département fédéral de l'Industrie, par l'Etat et la Ville de Genève.

La grande salle de l'Université de Genève a été mise à la disposition des organisateurs du congrès, ainsi que le Palais Eynard, et M. le conseiller d'Etat Richard, chef du Département de l'Instruction publique, a bien voulu accepter la présidence d'honneur du congrès et ouvrir les travaux des quatre journées qui ont réuni à l'Aula une assemblée nombreuse, venue de toutes les parties de la Suisse, et dans laquelle se trouvaient également des représentants de sociétés étrangères.

Les sociétés suisses qui ont envoyé des délégués au congrès sont les suivantes:

Rechtsschutzverein und Frauenbildungsreformverein, Zurich; — Frauenverein St. Gallen; — Comité intercantonal des dames de la Fédération; — Comité national de l'Union internationale des Amies de la jeune fille; — Comité neuchâtelois des Amies

de la jeune fille; — Association des institutrices suisses; — Association suisse des ouvrières; — Verein der Schneiderinnen und Glätterinnen, Bâle; — Comité de l'École de couture de Lutry; — Société d'utilité publique des femmes suisses; — Société des Samaritains du canton de Berne; — Rédaction du „Frauenheim“, Zurich; — Rédaction de la „Schweizer. Hauszeitung“, Bâle; — La Solidarité (protection de l'Enfance abandonnée), Lausanne.

Le Conseil d'Etat de Fribourg et le Conseil d'Etat du Valais se sont fait représenter officiellement.

#### *Déléguées et hôtes de l'étranger :*

Mlle. de Trittfeld et Mlle. Weinwurm — Oesterreichischer Frauenverein de Vienne.

Miss Wilson. — Conseil national des femmes du Canada.

Mme. de Tolivéroff-Peschkoff — Secours mutuel des femmes russes à St-Pétersbourg.

Mlle. Sarah Monod, présidente de la Conférence annuelle de Versailles.

Mme. de Reutern, supérieure de l'Institut Nicolas à Moscou.

Mlle. Löwenthal, membre du Frauenverein allemand.

Miss Topliff, présidente de l'Union des femmes à Londres.

M. Louis Frank, avocat au barreau de Bruxelles.

Omar Bey Loutfy, sous-directeur de l'École de Droit du Caire.

A l'issue de la dernière séance, l'assemblée, sur la proposition du Comité d'organisation, a nommé une Commission permanente de neuf membres (dont 7 élus sur le champ), chargée de travailler à la réalisation des vœux émis par le congrès, et dont le bureau aura son siège officiel à Genève jusqu'à la réunion d'un nouveau congrès.

Cette Commission s'est réunie pour la première fois à Berne le 1<sup>er</sup> décembre dernier et a adopté à l'unanimité le règlement suivant:

Art. 1<sup>er</sup>. La Commission permanente instituée par le Congrès des intérêts féminins en Suisse, tenu à Genève en 1896, a pour mandat d'appuyer tous les efforts faits en vue de résoudre la question féminine dans le sens du progrès; elle répandra les principes adoptés par le congrès, fera reconnaître ses décisions et les mettra à exécution dans la mesure du possible.

A cet effet, la Commission agira soit par sa propre initiative, soit en ayant recours à la presse, aux autorités constituées, aux associations spéciales, etc.

Son activité s'exercera en dehors de toute tendance politique et confessionnelle.

Art. 2. La Commission pourra confier certaines branches de son travail à des sous-commissions qui resteront placées sous



sa haute direction et dans la composition desquelles seront représentées, autant que possible, toutes les régions de la Suisse et les différentes classes de la population.

La Commission s'efforcera en outre de s'assurer la coopération de membres correspondants sur tous les points du pays.

Art. 3. La direction des affaires est confiée à un Bureau exécutif composé du président (ou présidente), du secrétaire et du trésorier.

Jusqu'à un prochain congrès, ce Bureau aura son siège officiel à Genève.

Art. 4. Le Bureau est chargé en particulier de préparer les décisions de la commission et de les exécuter ultérieurement.

Les autres membres de la Commission aideront le Bureau dans son travail soit en lui fournissant des rapports, soit de toute autre manière.

Art. 5. Les frais d'administration seront couverts par le reliquat des fonds du Congrès de Genève.

Suivant l'état des finances, les membres de la Commission recevront le remboursement de leurs frais de chemin-de-fer pour se rendre aux séances ou pour des missions spéciales. Leurs fonctions sont d'ailleurs entièrement gratuites.

La Commission s'efforcera d'obtenir des subsides tant des autorités que des sociétés diverses, ou des particuliers.

Art. 6. Au prochain congrès, la Commission présentera un rapport sur son activité et sur l'état général de la question féminine en Suisse.



## Discours d'ouverture.

*De M. le Conseiller d'Etat Richard, président d'honneur.*

*Mesdames,*

L'année 1896, qui fut si avare de ses rayons de soleil jusqu'à votre arrivée, marquera cependant dans nos souvenirs par une floraison qui a produit des fruits abondants et précieux. Notre petit pays à l'ordinaire si calme, et si paisible dans son berceau de montagnes qui sertit un lac enchanteur a été le siège d'un important mouvement intellectuel. Il sent croyez le bien tout le prix d'un pareil honneur.

Les brillantes discussions dont il a été le théâtre laisseront des traces lumineuses où pourront désormais s'engager tous ceux qui ont foi au progrès et le recherchent avec sincérité.

Heureux de ces manifestations d'une évidente utilité le Conseil d'Etat de notre République Genevoise s'y est associé avec empressement et aujourd'hui, tout particulièrement il se réjouit de prendre part à vos importants travaux et d'en acclamer l'initiative.

Ai-je besoin de vous dire combien que je suis fier de la mission de le représenter qu'il m'a accordée sur la gracieuse demande de votre comité? Je vous prie toutefois de me permettre au début un mot personnel. J'ai eu à plusieurs reprises la faveur insigne d'être président d'honneur de congrès. C'est une fonction délicieuse entre toutes qui procure le régal d'une compagnie distinguée et souvent même le spectacle de discussions animées. Vous entrevoyez aisément ses multiples avantages, mais en ce jour je ne l'aborde pas sans inquiétude — et même sans quelque émotion — et je me sens bien prêt de répéter les accents de surprise du prédicateur Bridaine en présence d'un auditoire „*si nouveau*“.

Les assemblées auxquelles j'ai assisté jusqu'ici étaient en effet composées de Messieurs, ou mixtes, et les sujets qui s'y traitaient n'intéressaient guère les dames que par répercussion de solidarité humaine. Appartenant moi-même à la catégorie des congressistes que je fréquentais, il ne me semblait pas extra-



vagant d'occuper le fauteuil présidentiel comme représentant du gouvernement. Mais la tâche devient plus délicate lorsqu'il s'agit de congrès féminin, — j'allais dire *féministe* quand le respect de la langue française m'a arrêté. J'ai cependant accueilli avec joie le mandat très honorable d'ouvrir vos délibérations parce que si je ne suis pas encore au clair, je l'avoue loyalement, sur ce qui est à faire, j'ai une profonde conviction que la condition de la femme au triple point de vue juridique, social et économique doit être révisée à bref délai. Beaucoup partagent, je le sais, ce sentiment sans s'y être assez arrêtés pour en tirer un avis définitif ou suffisamment précis. Ceux-là attendent de votre congrès des explications nécessaires. Certes ils ne seront pas déçus si vous parvenez, dans les quelques heures trop rapides qui vous sont accordées, à élucider les nombreux points de votre programme.

C'est l'organisation sociale presque toute entière que vous allez passer en revue.

Cet après-midi l'éducation, c'est-à-dire la formation de l'être moral, l'instruction, c'est-à-dire son armement, l'enseignement de la vie domestique, c'est-à-dire la famille, puis la préparation aux exigences du commerce et de l'industrie, l'initiation aux devoirs de l'infirmière et de la garde-malades, — demain les gros problèmes du travail des femmes et de l'assurance contre le chômage, les accidents, la maladie, etc., — après-demain enfin la participation des femmes à l'administration des écoles, orphelinats, hôpitaux, prisons, etc., et un magistral exposé de la condition légale de la femme. Que restera-t-il en dehors de ces questions maîtresses, lorsque vous les aurez largement traitées avec toute l'ampleur qu'elles réclament, pour achever l'étude de l'ensemble des institutions actuelles.

Votre programme est touffu et chacune de ses parties fournirait à elle seule la matière d'un long congrès. Je ne me sens néanmoins pas le cœur de critiquer une pareille opulence; la question du sort de la femme est en effet d'une telle complexité que l'on risque de s'y égarer si on ne l'examine pas dans toutes ses parties et en les repérant avec soin.

Vous abordez donc hardiment cet examen général et vous faites ainsi preuve d'un courage qu'on ne saurait blâmer.

La question de la condition de la femme est peut-être aussi mal connue des femmes que des hommes. Vos discussions contribueront, je l'espère, à la remettre au point. Nous parlons la même langue et pourtant nous attribuons aux mots une signification différente. Il convient, par conséquent, de commencer par nous mettre d'accord sur le sens des expressions employées, de préciser aussi bien la portée des revendications formulées que la mesure des concessions offertes. A la nécessité d'une complète

et franche explication s'ajoute également l'obligation de procéder avec logique et au plus près des indications de la nature.

Là seulement est la méthode sûre, moins tapageuse que celle de la réclame retentissante, plus sérieuse que celle de la déclamation bruyante. Nous avons tous intérêt et profit à poser sans passion les termes de l'équation et à en chercher d'une manière pondérée la solution.

Méfions-nous des intransigeants de l'enthousiasme autant que de ceux de la négation.

C'est un axiome démontré que la condition de la femme marque le degré de civilisation ou plutôt de valeur morale d'un peuple. Les révélations de l'histoire à cet égard sont peu édifiantes. Au lieu de l'union des deux principes humains, au lieu de l'observance de la loi naturelle et suprême par ses deux agents, l'homme et la femme, que voyons-nous dans le déroulement du passé? L'homme méprisant la femme, lui interceptant la vue de la vie — et la femme redoutant l'homme. De là une hostilité latente qui se traduit tantôt d'une façon, tantôt d'une autre: hostilité sourde, faite de passions charnelles et de criantes injustices. Si le mépris de l'homme dégrade la femme, la sujétion de celle-ci avilit l'homme, et ils s'en veulent tous les deux d'un inconscient état de choses, dont ils sont à la fois les coupables et les victimes. L'antiquité, le moyen-âge et les temps modernes, jusqu'à la première moitié de ce siècle ne nous offrent guère qu'un type de femme, soumise à la besogne servile ou au désir de l'homme, — servante ou courtisane.

Je vous laisse le soin de classer les reines illustres qui depuis Sémiramis ont revêtu la pourpre royale.

Ces deux ordres étaient mal préparés à une éducation libérale des femmes, — les unes n'y songeant pas ou s'en souciant peu, la jugeant inutile, superflue, dangereuse même puisqu'elle risquait de leur enlever le plaisir de voir Hercule filer une quenouille à leurs pieds, — les autres, humiliées, travailleuses obscures, n'osant élever leur idéal au dessus d'une vie animale, et bien pénétrées de leur infériorité que l'ironie du maître leur rappelait sans cesse.

Le tableau est sommaire, mais il est exact.

Pendant longtemps le sort de l'homme ne fut guère plus brillant et la servitude de la femme était la conséquence d'une condition précaire dont l'homme tirait ainsi une basse vengeance. Le jour où il conquit ses droits, l'idée d'équité commença à luire et à pénétrer dans la famille, et à partir de ce moment — peut-être ne l'a-t-on pas assez remarqué — la question du rôle de la femme naquit.

Je n'ai pas à vous rappeler les étapes successives qu'elle a parcourues, les efforts constants que de généreux esprits ont

accomplis et accomplissent sans trêve en vue d'une justice distributive plus loyale.

La résistance fut grande, mais elle accrut d'autant l'intensité de la poussée qui aboutit à la revendication actuelle d'une *absolue égalité des droits entre les deux sexes*. La devise est simple et facile à retenir.

Je doute cependant que toutes les femmes l'adoptent, et vous me permettez de vous dire très franchement ma pensée, d'autant plus que je ne considère pas ma fonction de président comme entraînant l'obligation de vous faire des compliments, bouquets à Chloris demain fanés. Je crois au contraire vous montrer toute mon estime et ma volonté de concourir au succès de vos travaux en m'expliquant à cœur ouvert, même au péril de heurter l'opinion d'une partie de mon auditoire ou d'encourir le reproche de n'être qu'un attardé. Profondément désireux de réaliser tous les progrès possibles, je redoute les exagérations. Or, l'exercice des droits politiques de la femme, son intervention dans les luttes du Forum, sa participation active aux réunions électorales souvent houleuses où sa dignité et le respect qui lui est dû seraient exposés aux grossièretés et même aux brutalités de gens moins bien élevés ou plus passionnés, enfin les discordes possibles entre époux, — tout cela n'est pas mûr pour nous et la controverse loin d'être close n'a pas encore démontré que le jour où elle brandira un bulletin de vote la femme aura atteint la dernière cime.

Je sais plus d'une femme, honnête et simple bourgeoise il est vrai, disposée à faire bon marché de ce plat de lentilles, trouvant que le sexe fort suffit à toutes les sottises de l'esprit de parti. D'autres plus diplomates déclarent ne poursuivre la conquête du scrutin que pour forcer les gouvernements à s'occuper de leurs intérêts. Les recommandations éloqu岸tes des philanthropes et des philosophes en faveur des ouvriers n'ont été écoutées, disent-elles, que le jour où ceux-ci ont compté dans l'armée des électeurs. L'argument est spécieux ; il prouverait tout au plus la place que tiennent dans les sphères parlementaires les préoccupations électorales. Je reconnais volontiers que dans les pays de pleine démocratie où tous les intérêts moraux et matériels doivent être également représentés, il n'y a pas lieu à première vue de distinguer sur le terrain législatif entre ceux des hommes et ceux des femmes — les deux sont également respectables. Pourquoi la fiction légale de la parfaite égalité de valeur des votes émis par les hommes ne s'étendrait-elle pas à la femme aussi intelligente et aussi instruite que son frotteur ou son domestique ? Et puisqu'on n'a pas voulu procéder à une sélection entre les électeurs mâles, qui sont cependant très inégaux entr'eux, quelle motif y a-t-il d'en faire une entre les deux sexes ?

Ce raisonnement, empreint d'une logique absolue, mais qui ne tient aucun compte des éléments connexes de la question, n'entraînera pas de longtemps les races latines. Le droit romain qui les a façonnées à son image proclamait la domination du chef de famille en même temps que la minorité perpétuelle de la femme. Le droit n'appartient qu'à celui qui est capable de la défendre par les armes et la conception qui confère la puissance effective à la supériorité musculaire, est un legs de l'état de guerre qui fonde l'asservissement de la femme et toute la théorie du droit du plus fort.

Nous ne sommes pas encore parvenus à nous débarrasser de cette législation violente et le christianisme qui a relevé l'âme de la femme n'a pas achevé son œuvre.

Les Anglo-Saxons qui nous ont devancé dans cette entreprise d'émancipation ne sont pas davantage allés jusqu'au bout. Sans parler de la vieille Europe, où le passé encore debout gêne l'éclosion des idées nouvelles — comme des quartiers aux maisons vermoulues entravent la circulation de l'air et les progrès de l'hygiène, — l'Amérique du Nord, pays neuf, sur lequel ne pèse pas une routine séculaire ou ethnique s'est arrêtée, et a même reculé, dans l'octroi du droit de vote aux femmes. Et pourtant aucun terrain, surtout dans les Etats de l'Ouest, n'était plus propice à une pareille expérience.

Les rapports sociaux et économiques de l'homme et de la femme y sont sur le pied de la plus complète indépendance réciproque. L'éducation de la jeune fille la prépare à la pratique de la plus entière liberté; le mariage ne lui apparaît pas comme l'évasion de la sujétion ou comme devant restreindre une partie de son activité, au rebours de l'Europe qui tient la jeune fille en servitude et lui présente le mariage comme une libération.

En choisissant son fiancé, l'Américaine cède exclusivement à l'attrait mutuel, — l'Européenne réglera d'abord ou plutôt ses parents régleront la question de la dot, cette cause fatale de la dégénérescence des familles et de la diminution de la population qui préoccupe si fort maintenant tous les hommes d'Etat de notre vieux continent fatigué. Mais la grande différence est ailleurs. La femme américaine a pris possession de tous les métiers et y fait une rude concurrence à l'homme par l'abaissement des salaires. Elle touche à tout, aux carrières libérales déjà encombrées d'avocats, de doctresses, d'architectes, de pasteurs, ingénieurs, etc., aux sciences, à l'art, à la bienfaisance, et il faut bien avouer que dans l'ordre économique surtout elle réussit par l'ardeur de son intelligence, son esprit minutieux et soigneux, son habileté, son adresse, son intuition, sa douceur et surtout son incépuisable dévouement. Ce côté de la vie féminine d'outre-mer n'est pas pour plaire cependant aux orateurs énergumènes des réunions politiques de l'Europe qui seraient sans doute bien dés-



appointés si on leur accordait tout ce qu'ils réclament puisqu'ils y perdraient l'occasion de faire du bruit.

Les pays latins pourraient-ils supporter une semblable dose de libéralisme qui semble parfaitement convenir au robuste génie américain, le plus apte de tous à réaliser un idéal féminin? L'avenir le dira. Nos mœurs en tous cas devront évoluer dans le sens d'une amélioration certaine et urgente de la situation de la femme. Les difficultés croissantes de l'existence, la transformation qui va se précipitant des conditions économiques de chaque nation, la dépréciation montante de la valeur de l'argent et d'autre part l'accroissement des besoins, augmenteront de plus en plus le nombre des femmes obligées de se suffire à elles-mêmes.

L'impérieuse nécessité de la recherche du pain quotidien hâtera la réforme désirée et les femmes n'auront pas de meilleur avocat de leur cause que les hommes eux-mêmes, les hommes de cœur, de pensée et d'équité. Et déjà l'œuvre est entreprise, de sérieux progrès sont réalisés. — Le législateur a édicté des dispositions protectrices de votre travail et vous reconnaît maintenant la libre disposition de son produit. Il est évident que les enfants en profiteront sans qu'il soit nécessaire de faire une loi que la nature a dictée elle-même au cœur des mères.

Dans les classes travailleuses — et ce sont les plus, sinon les seules vraiment intéressantes — la femme est l'artisan de la prospérité de la maison par son activité domestique et son labeur à l'usine, à la ferme, à l'atelier, au magasin. Ce n'était donc que justice élémentaire de lui rendre la propriété de son salaire et tout les pères de famille soucieux de l'avenir de leurs filles ont applaudi à une mesure qui assure à celles-ci le moyen de vivre honnêtement.

D'aucuns vont encore au-delà de cette restitution d'un droit naturel. Ils demandent que la femme contrainte à faire le commerce pour gagner son pain — et que le code trouve capable de faire faillite — soit représentée dans les juridictions consulaires. Et dans cet ordre d'idées ils affirment qu'elle aurait également sa place marquée au barreau ou parmi les juges à l'occasion de certains débats, tels que ceux qui ont trait aux crimes passionnels. Ne serait-elle pas souvent plus qualifiée pour faire entendre un avis juste dans les causes qui intéressent l'honneur des familles que le premier venu bombardé magistrat par l'organisation du jury. L'homme est jugé par ses pairs, pourquoi refuser cette garantie à la femme?

Le bon homme La Fontaine — qui, si ces questions eussent pu être soulevées de son temps n'eût probablement pas été dans le camp féminin, — nous a laissé une fable d'une malice charmante que me rappellent ces protestations contre l'exclusion absolue et systématique de la femme. Il s'agit d'un lion contemplant un



tableau où l'artisan avait tracé un lion d'immense stature par un seul homme terrassé.

„Je vois bien, dit-il, qu'en effet  
On vous donne ici la victoire  
Avec plus de raison nous aurions le dessus,  
Si mes confrères savaient peindre!“

Les hommes ont un peu — et même beaucoup — fait les lois à l'image de leurs prétentions personnelles et sans doute les femmes les auraient modifiées si leur éducation leur avait permis d'y faire pénétrer leur influence.

L'éducation, voilà en dernière analyse la clef de tout le problème féminin. Qu'auraient fait les hommes s'ils n'avaient eu à leur disposition que l'éducation qu'on donnait autrefois à la femme qui „en sait toujours assez“, disait au siècle des grandes dames l'un de ses plus brillants auteurs.

„Quand la capacité de son esprit se hausse,  
À connaître un pourpoint d'avec un haut chausse.“

L'éducation de la femme, elle-même chargée de la tâche sublime d'élever l'enfant, ne date pour ainsi dire que d'hier. Nous réparons maintenant la longue injustice des siècles précédents. Mais pour être féconde cette éducation, qui ira de l'école enfantine au sommet universitaire, ne se contentera pas d'armer la femme pour la lutte de l'existence, elle s'appliquera surtout à lui conserver le caractère auquel la nature l'a prédestinée.

Chaque être doit posséder les moyens d'action nécessaires à ses fins — et cette règle m'amène en terminant au nœud philosophique de tout le débat. Ce serait une véritable utopie de méconnaître les différences physiologiques qui existent entre l'homme et la femme — et cette diversité devra nous mettre en garde contre une confusion trop fréquente. Je ne prétends pas que la société doive appartenir aux hommes seuls et être exclusivement dirigée par eux. Je la conçois au contraire comme réunissant toutes les forces morales et réalisant enfin l'union des êtres pensants et affectifs. A chacun sa fonction. Aussi bien l'homme efféminé est-il déplaisant au même titre que la femme masculinisée.

La femme a commencé par la pratique unique de ses devoirs, elle conquiert aujourd'hui ses droits. Mais que dans ce règlement loyal, qui implique des responsabilités réciproques, elle ne considère pas l'homme comme son ennemi. *Non domina, non ancilla, sed socia*, permettez-moi ce latin: *ni maîtresse, ni servante, mais associée, unie*. Voilà le droit de la femme.

Eclairée par la morale supérieure, elle seule peut réaliser nos rêves d'amour pur, de charité, de dévouement, elle seule est la gardienne fidèle du chemin de l'idéal, des traditions, du respect mutuel et de ce qui ennoblit notre existence, — elle

seule fonde le bonheur domestique par l'affection sincère — et nous lui donnons en échange le gage le plus manifeste de notre confiance en la chargeant d'élever nos enfants.

Excusez-moi, Mesdames, j'ai été plus long que je ne le prévoyais au début; le sujet m'a entraîné et pouvait-il en être autrement puisque en somme c'est l'une des plus captivantes questions humaines que vous posez devant nous. Ce vous serait une preuve de plus — si besoin était — de l'intérêt avec lequel nous suivons vos efforts et de la sincérité des vœux que nous formons pour qu'ils contribuent puissamment au progrès et au bonheur de tous.



**Bericht**  
des  
Frauenkomitee Bern  
über seine  
**Erhebungen der Frauenthätigkeit**  
auf dem  
Gebiete der Philanthropie u. a. m.

erstattet von

**Frau J. Ryff.**

Sekretärin.



Es sind bereits 4 Jahre verflossen, seit 1892 von Genf aus der Ruf an die Schweizer Frauen ergangen ist, sich an der Weltausstellung von Chicago durch Darstellung ihrer Thätigkeit auf socialem Gebiet zu beteiligen.

Wir sollten sagen, was die Frauen der Schweiz auf dem Gebiete der Wohlthätigkeit, im Erziehungswesen, in der Gemeinnützigkeit, in Handel und Gewerbe, in Kunst und Wissenschaft, in der Litteratur leisten, und welches die bürgerliche und gesetzliche Stellung der Frauen in der Schweiz sei.

Mit andern Worten, wir sollten die gegenwärtige Kulturstufe der Frauen unseres Vaterlandes zur Darstellung bringen.

Das ausgedehnte Programm, die äusserst knappe Zeit für Sammlung und Bearbeitung des Materials und sagen wir es offen, das mangelnde Verständnis und Gefühl für die Bedeutung der gestellten Aufgabe, verbunden mit dem Mangel an den notwen-

digen Geldmitteln, liessen das projektierte Werk für die Ausstellung von Chicago nicht zu stande kommen.

Dagegen hatten sich von Anfang an in Bern einige Frauen zusammen gefunden, um, von der Wichtigkeit der Aufgabe überzeugt, die Mittel und Wege zu beraten, wie das Werk für unsere schweizerische Landesausstellung zu unternehmen wäre? — und so bildete sich am 5. April 1892 das Frauenkomitee Bern, bestehend aus Frau von Steiger-Jeandrevin als Präsidentin, Fräulein Helene von Sinner als Beisitzerin und Frau J. Ryff als Sekretärin, denen sich später im Verlauf der zu behandelnden Geschäfte Frau Carola von Wattenwyl-von Stentzsch und Frau Emma Müller-Vogt als Vize-Präsidentinnen und Fräulein Helene von Mülinen als Beisitzerin anschlossen.

Im Laufe der Verhandlungen zeigte sich bald, dass von den berührten Gebieten der Frauenthätigkeit, dasjenige der Gemeinnützigkeit oder der Philanthropie eine hervorragende Stelle einnimmt, und in mancher Beziehung andere Gebiete dieser Thätigkeit in sich schliesst; so namentlich die Wohlthätigkeit, das Bildungswesen, die gegenseitigen Hülfs-genossenschaften, die Stiftungen und Anstalten, die Vereine aller Art zur Verbesserung gesellschaftlicher Zustände; mit einem Wort alles, was zur Förderung der menschlichen Wohlfahrt nützlich und gut ist; und so beschlossen wir die Erhebungen unter der allgemeinen Bezeichnung „der philanthropischen Frauenthätigkeit“ vorzunehmen.

Es sei uns hier gestattet, in dankbarer Erinnerung der Männer zu gedenken, welche sich um unsere, d. h. um die Frauensache überhaupt, besonders verdient gemacht haben, und die Bestrebungen des Frauenkomitee Bern von Anfang an mit Rat und That in wohlwollender Weise unterstützten; wir nennen die Herren Bundesräte Droz und Ruchonnet, beide in den Räten der Bundesversammlung für das Vorhaben des Frauenkomitee Bern mit vortrefflicher Rede einsetzend; und dann namentlich Herr Bundesrat Schenk sel., welcher das Unternehmen seinem Departement des Innern zuteilte und den nötigen Kredit dafür in der Bundesversammlung beantragte und erlangte.

Ehre ihrem Namen.

Nach eingehenden Vorstudien und Beratungen, wobei uns der fachmännische Rat von Herrn Dr. Guillaume, Direktor des eidg. statistischen Bureaus, in verdankenswerter Weise jederzeit zu statten kam, konnte anfangs Januar 1893 die Versendung der ersten Fragebogen mit entsprechenden Begleitschreiben beginnen.

Von dieser ersten Serie wurden 3155 deutsche, 1939 französische und 564 italienische Fragebogen und ebenso viele Begleitschreiben, im ganzen zweimal 5658 gleich 11,316 Drucksachen mit Einlagadresse für Rücksendung, an die Gemeindebehörden, Pfarrämter und geeignete Persönlichkeiten versendet, mit der Bitte um Beantwortung.

Die in der Folge eingehenden Antworten wurden fortlaufend nach Kanton und Ortschaft geordnet und eingetragen; nach Beendigung dieser Arbeiten, welche 3 Hülfspersonen in Anspruch nahmen, musste das eingegangene Material mit der vorhergehenden Versendung verglichen werden, um Ausstehendes zu reklamieren; die Kontrolle ergab, dass von 3185 Gemeinden 817 keine Antwort gegeben hatten; an diese wurde dann die Einladung gerichtet, sie möchten den Fragebogen in jedem Fall mit Antwort versehen zurückschicken, wenn auch gar nichts zu verzeichnen wäre; an manche Stellen mussten 2 und sogar 3-mal Einladung geschickt werden.

Aus den vorläufig eingegangenen Antworten ergab sich eine Anzahl von 3446 Vereinen oder Anstalten, wovon 2106 deutsche, 1329 französische und 11 italienische.

An diese Vereine wurde nun eine zweite Serie von 3446 Fragebogen mit ebenso viel Begleitschreiben, zusammen 6892 Druckbogen versendet, welche die Fragestellung in Bezug auf die innere Organisation enthielten.

Von seiten der meisten Vereine oder Anstalten wurde uns in zuvorkommender Weise die erbetene Auskunft zu teil, was wir hier gerne anerkennen; ihnen allen, die uns ihre Mitwirkung nicht versagt haben, ja wiederholt in ausgiebiger Weise zukommen liessen, sei hier unser wärmster Dank ausgesprochen; ihre Hülfe hat die Aufgabe, die wir uns gestellt haben, und die Möglichkeit der weitgehendsten Bekanntmachung und Erweckung



grössern Interesses für den heute eröffneten Kongress, wesentlich gefördert.

Von den ausstehenden Gemeinden kamen nachträglich die erbetenen Angaben und es wurden dem Frauenkomitee Bern von verschiedenen Seiten Vereine und deren Bestrebungen bekannt gegeben, welche es ermöglichten, das Verzeichnis in mancher Richtung zu vervollständigen; auch einschlägige Litteratur wurde uns in verdankenswerter Weise von mancher Seite zur Verfügung gestellt; so von Frau Amalie Moser-Moser in Herzogenbuchsee „Die schweiz. Armenerziehungsanstalten“; von Hrn. Dr. Schwab in Bern seine Schrift: „Die Armenpflege der Stadt Bern“; von Hrn. Iwan Strohl in Basel „Die Festschrift der Gesellschaft zur Beförderung des Guten und Gemeinnützigen in Basel, von Dr. Aug. Miaskowsky, Professor der Staatswissenschaften in Basel, 1877“ und „Die Vereine und Stiftungen des Kantons Baselstadt, von Dr. Alphons Thun, Professor der Nationalökonomie daselbst, 1883“; von der Direktion des Inselspitals in Bern „Das Inselbuch von J. Imobersteg,“ Bern 1878; vom bernischen statistischen Bureau „Statistik der öffentlichen Krankenpflege im Kanton Bern“ 1892; von Hrn. Dändliker „Ebenezer, 50 Jahre Diakonissendienst“ — und andere.

Es wurde uns auch gestattet von der Aufstellung Kenntnis zu nehmen, welche 1883 über die gemeinnützigen Vereine der Schweiz für die damalige Landesausstellung in Zürich veranstaltet worden ist, wovon einige Angaben für unsere Arbeit verwendet werden konnten.

Ferner hat uns das Schweiz. Arbeitersekretariat ein Verzeichnis der gemischten Fabrikkrankenkassen zukommen lassen, welches wir in Aufstellung der gegenseitigen Kranken- und Sterbekassen verwertet haben; mit wenig Ausnahmen liessen uns alle ihre Jahresberichte zukommen; auch ihnen gebührt dankbare Anerkennung für ihr freundliches Entgegenkommen.

Von den kantonalen Erziehungsbehörden wurden uns über die Bildung von Frauenvereinen für Beaufsichtigung der Mädchen-Arbeitsschulen, die dahin zielenden gesetzlichen Bestimmungen bekannt gegeben, und meistens mit ergänzenden Angaben oder dem Jahresbericht des Erziehungsdepartements begleitet, was jeweilen an betreffender Stelle bemerkt ist; ferner wurden die

Jahresberichte der Vereine und Anstalten, so weit sie uns zugekommen sind, bei Aufstellung der Tabellen benützt.

Alle diese Mitteilungen und nachträgliche Angaben, welche eine weitere Sendung von Fragebogen und Begleitschreiben der II. Serie von 2500 Exemplaren notwendig machten, brachten schliesslich das Verzeichnis der bekannt gewordenen Vereine, Komitees, Anstalten, Stiftungen etc., welche von Frauen oder unter Mitwirkung von Frauen gegründet, geleitet und unterstützt werden, auf die Zahl von 5695, die sich auf bis dahin ermittelte, circa 70 verschiedene Bethätigungen beziehen (vide Beilagen).

Nachdem alle Angaben über Frauenvereine und Anstalten nach Kanton und Ort eingetragen waren, und dieses Verzeichnis im weitern noch durch nähere Auskunft über Zeit der Gründung, Personalbestand, Einnahmen, Ausgaben, Vermögen, Entwicklung etc., so weit sie uns bekannt gegeben wurde, ergänzt waren, mussten wir uns fragen, wie dieses tabellarisch aufgestellte Ergebnis zu einem deutlichen und klaren Gesamtausdruck zu bringen wäre?

Auch hier kam uns der gute Rat von Hrn. Dr. Guillaume, Vorsteher des schweiz. statistischen Bureaus, zu Hülfe, indem er uns veranlasste, bestimmte Kategorien aufzustellen und darnach Auszüge zu machen, und zwar zuerst Ortschafts-, Bezirks- und dann Kantonsweise, um zuletzt ein vollständiges Bild der Gesamtheit in je einer Kategorie zu gewinnen.

Von den 5695 Vereinen und Anstalten könnten im ganzen bis dahin 4697 in solcher Weise behandelt werden, und sie ergeben folgende Zahlen:

Erhebungen über philanthropische  
Zusammenstellung

	Mit- glieder	Vereine
<b>1. WOHLTHÄTIGKEIT.</b>		
Unterstützung von Armen und Kranken in der Gemeinde . . . . .	29,513	941
Gründung und Leitung von Kleinkinderschulen aller Art . . . . .	1,990	254
Weihnachts- und Neujahrsbescheerungen . . . .	2,300	382
Frauenklöster . . . . .	<sup>1</sup> 3,712	52
Diakonissen- und andere Anstalten für Heran- bildung von Krankenpflegerinnen . . . . .	924	6
Verein vom Roten Kreuz (Gemischter Verein) .	9,435	<sup>2</sup> 274
Samariter-Bund (Gemischter Verein) . . . . .	4,575	<sup>4</sup> 56
	52,449	1,965
<b>2. GEMEINNÜTZIGKEIT.</b>		
Beaufsichtigung von Mädchenarbeitsschulen . .	14,947	1,533
Gründung und Leitung von Sonntagsschulen . .	1,882	511
Haushaltungs-, Handfertigungs- und Fachschulen und Kurse aller Art . . . . .	2,312	168
Lokalvereine für gegenseitige Kranken- und Sterbe- kassen, weibliche Mitglieder . . . . .	15,355	271
	34,496	2,483
<b>3. SOCIALREFORM.</b>		
Verein der Freundinnen junger Mädchen . . . .	1,403	<sup>5</sup> 27
La Fédération . . . . .	?	?
Lokalvereine für äussere und innere Mission . .	3,020	226
Verein vom Blauen Kreuz, weibliche Mitglieder .	3,900	<sup>5</sup> 267
Independent order of good Templars, gemischter Verein . . . . .	1,100	<sup>6</sup> 29
	9,423	549
<b>REKAPITULATION.</b>		
1 Wohlthätigkeit . . . . .	52,449	1,965
2 Gemeinnützigkeit . . . . .	34,496	2,483
3 Socialreform . . . . .	9,423	549
	96,368	4,997

## Frauenthätigkeit in der Schweiz. einiger Ergebnisse.

Einnahmen		Ausgaben		Vermögen		Bemerkungen
Fr.	Cts.	Fr.	Cts.	Fr.	Cts.	
588,430	75	384,138	92	781,318	61	} Können nur als Beispiel gelten; in Wirklichkeit dürften es bedeutend mehr sein.
180,455	37	153,249	75	556,801	71	
15,746	68	13,376	24	32,439	72	
—	—	—	—	—	—	<sup>1</sup> Es fehlten die Angaben von 20 Klöstern.
552,846	83	519,860	13	1,184,768	87	<sup>2</sup> Ohne Bern.
9,001	28	2,610	55	66,870	84	<sup>3</sup> Sektionen.
14,341	26	11,098	42	5,800	91	<sup>4</sup> Sektionen.
1,360,822	17	1,084,334	01	2,628,000	66	
52,545	37	31,673	64	131,354	—	Ausser Tessin. Wallis und Genf.
12,977	16	11,869	22	1,590	38	
259,645	68	256,078	85	131,674	68	
618,958	94	396,655	59	1,326,429	71	Gen. Vereine. Total 29,710 Mitgl.
944,128	15	696,277	30	1,591,048	77	
—	—	—	—	—	—	<sup>5</sup> Komitee.
64,558	03	64,731	32	1,711	23	Gen. Verein. Total 8981 Mitgl.
—	—	—	—	—	—	<sup>6</sup> Logen.
—	—	—	—	—	—	800 erwachs. u. 300 jugendl. Mtgl.
64,558	03	64,731	32	1,711	23	
1,360,822	17	1,084,334	01	2,628,000	66	
944,128	15	696,277	30	1,591,048	77	
64,558	03	64,731	32	1,711	23	
2,369,508	35	1,845,342	63	4,220,760	66	

Ausser den Drucksachen wurden circa 1200 Briefe versendet.

Leider war es uns nicht vergönnt, diese Arbeit zu einem vollendeten Abschluss zu bringen.

Durch den Tod des uns so jäh entrissenen Hrn. Bundesrat Schenk sel., Vorsteher des schweiz. Departement des Innern, der die Erhebungen des Frauenkomitees Bern angeordnet hatte, geriet das Unternehmen ins Stocken; anstatt das gesammelte Material durch nachträgliche Erhebungen zu ergänzen und es dem Drucke zu übergeben, mussten wir uns darauf beschränken, die Vorarbeiten zu einem, wie wir annehmen, einstweilen nur provisorischen Abschluss zu bringen, der es aber immerhin ermöglicht, jetzt schon zu erkennen, dass wir Frauen uns doch nicht ganz dem öffentlichen Wirken entziehen, sondern im Gegentheil, da wo es mit unserm eigenen Wesen vereinbar ist, nach Kräften eingreifen; so namentlich auf dem Gebiete der *Wohlthätigkeit*, der *Gemeinnützigkeit*, der *Verbesserung gesellschaftlicher Zustände* oder *Socialreform*.

Ueber einige wesentliche Gruppen dieser Thätigkeit wurden Einzelbeschreibungen oder Monographien verfasst, nämlich I. *Wohlthätigkeit*: Stiftungen und Anstalten: Frauenklöster, Inselehospital Bern, Diakonissenhäuser. II. *Gemeinnützigkeit*: Frauenvereine für Beaufsichtigung der Mädchenarbeitsschulen, ebensolche für die Koch-, Haushaltungs-, Dienstboten- und Fachschulen und -Kurse, auch für Fortbildungsschulen aller Art, ferner der gemeinnützigen Gesellschaften oder Vereine, insofern Frauen darin beteiligt sind.

Von diesen Monographien folgen hier einige Auszüge:

### Stiftungen und Anstalten.

Es würde uns zu weit führen, wollte sich die Berichterstattung hier über alles das verbreiten, was über die philanthropische Frauenthätigkeit in der Schweiz durch die Erhebungen bekannt geworden ist.

Wir müssen uns darauf beschränken, nur einige Gruppen dieser Thätigkeit zu erwähnen, welche entwedér geschichtlich oder ihrer Ausdehnung und Vertiefung nach besonders hervorzuheben sind.



## Frauenklöster.

*Geschichtlich* finden wir als älteste Anstalten für philanthropische Frauenbestrebungen die noch bestehenden *Frauenklöster* verzeichnet, wovon uns 52 mit 3712 barmherzigen Schwestern bekannt geworden sind; ein Gewährsmann, Herr Pfarrer Stammli in Bern, schreibt uns darüber: „Neben dem eigentlichen Zweck, der Beförderung der Ehre Gottes und des Seelenheils der Mitglieder, haben die Frauenklöster auch eine „philanthropische“ Bedeutung. — Sie gewähren nämlich einer bedeutenden Anzahl von Frauen eine Freistätte zur Befriedigung ihrer gesteigerten religiösen Bedürfnisse. Sie bieten vielen, die vielleicht in der Welt allerlei Gefahren und Beschwerden ausgesetzt wären, eine sichere und freundliche Unterkunft. Sie geben nach aussen das Beispiel der Entsagung, des Gehorsams und stiller Arbeit und tragen durch ihre oft sehr hervorragende Wohlthätigkeit zur Linderung vieler Noth bei. — Es ist ein Vorurtheil, wenn man oft meint, in den Klöstern werde nur gefaulenzt und ein wenig gebetet. — Es giebt kein Frauenkloster ohne Arbeit und zwar ist diese überall sehr genau geregelt. Die Arbeiten sind meist für das Haus bestimmt, oft aber auch für die Armen. Einige Klöster, wie *Niederrickenbach*, *Sarnen*, *Au* bei Einsiedeln, *Fahr*, fertigen Kirchenparamente und Stickereien von wahrhaft künstlerischem Werte an und haben hierfür beständig Bestellungen von Kirchen und Kaufleuten, selbst aus Amerika. Ihre Thätigkeit im Erziehungswesen ist ebenfalls nicht zu übersehen.“

Soweit unser Gewährsmann, dem wir auch die meisten Angaben über die Frauenklöster zu verdanken haben.

Von diesen sind zu erwähnen: das Kloster *Cazis* im Kanton Graubünden, als ältestes Frauenkloster der Schweiz, gestiftet Ende des VII. Jahrhunderts; es beherbergt 30 Schwestern und leitet ein Töchterpensionat; dann kommt *Münster*, ebenfalls im Kanton Graubünden, im Jahre 800 von Karl dem Grossen gestiftet.

Das Kloster *Seedorf*, 1197 von Arnold von Brienz gestiftet, am südlichsten Ende des Vierwaldstättersees gelegen. — In frühern Zeiten war Seedorf ein vieldurchreister Ort, die Klosterfrauen, dem Lazarusorden angehörend, nahmen sich der armen und kranken Durchreisenden an, indem sie ihnen freie Herberge und Pflege angedeihen liessen; am Ende des vorigen Jahrhunderts leistete das Kloster während der sogenannten Franzosenzeit für die durchziehenden Truppen erhebliche Dienste der Barmherzigkeit; bald war es Lazaret, bald Gefängnis, bald Hauptquartier; für alle musste es für Speise und Trank aufkommen; die Bitt- und Dankschreiben jener Zeit befinden sich im Archiv des Klosters aufbewahrt.

Vom *St. Katharina-Kloster in Wyl*, von 1228 bis 1608, in St. Gallen, sagt die Chronik, dass es „in der jungen Kinderschul Krütz und Börtli sticken lehrte“; wovon die Stickereiindustrie im Kanton St. Gallen herzuleiten ist.

Das Kloster *St. Clara in Stans*, gestiftet 1621, ist bekannt für Aufnahme der Waisenkinder 1798 durch Pestalozzi.

In neuester Zeit finden wir das Kloster *Ingenbohl* bei Brunnen im Kanton Schwyz, gestiftet 1856 von Pater Theodosius und der Superiorin Anna Maria Scherrer. Zweck dieses Institutes ist: „sich mit dem Unterricht und der Erziehung der Jugend zu befassen, von der Wiege bis zur Berufsthätigkeit, ferner mit der Pflege von Armen und Kranken, Waisen, Verwahrlosten, Sträflingen und wie immer die Hilfsbedürftigen heissen mögen“.

Im Jahr 1894 zählte das Institut 2277 Schwestern, wovon 106 im Mutterhause thätig sind, 728 in 216 Filialen oder Anstalten der Schweiz und 1443 Schwestern auf 192 Filialen oder Anstalten des Auslandes, und zwar in Baden, Sigmaringen, Savoyen, Italien, Ober- und Niederösterreich, Vorarlberg, Tyrol, Böhmen, Steiermark, Mähren, Slavonien.

Der Austritt ist den Schwestern jederzeit gestattet, doch machen, wie es scheint, nur wenige Gebrauch von dieser Freiheit.

Ein Versuch von Pater Theodosius im Schloss *Ortenstein*, Kanton Graubünden, 1858 eine Pflanzschule für Lehr- und barmherzige Brüder zu gründen, entsprach den Erwartungen nicht, so dass er ihn bald wieder aufgab und die Besitzung verkaufte.

### Das Inselspital in Bern.

Nach den Frauenklöstern sind es die Anstalten aller Art, welche für Aufnahme von Armen, Kranken, Gebrechlichen u. a. von Frauen gestiftet, geleitet oder beschenkt sind, zu erwähnen.

Die älteste dieser Anstalten, die uns bekannt geworden sind, ist das Inselspital in Bern, am 30. November 1354 von Frauen Anna Seiler geb. Ab. Berg, Bürgerin von Bern, testamentarisch gestiftet.

Die Urkunde befindet sich heute noch im Original in den Archiven des Inselspitals; sie enthält auf 9 Seiten Kleinoktav alles auf's genaueste, wie es sollte gehalten sein. — Die Anstalt ist darin dem Schultheissen, dem Rat der Zweihundert und den Bürgern von Bern unterstellt, so heisst es namentlich: „Doch „behan ich dieselben Burgern von Bern, dass sie den vor- „genannten Spital und die Dürftigen wohl üffnen und mēren „mögingt mit ir Alhusen und mit andern guten Dingen als ihnen „Gott Gnade git“.

Dr. Schwab sagt in seinem Werke „Die Armenpflege der Stadt Bern“ hierüber folgendes:

„Es hat denn auch vom Tage der Gründung des Seilerinspitals an, die Obrigkeit nie aufgehört, dasselbe unter ihrer Obhut und gewissenhaften Leitung, im Sinne und im Geist der Stifterin zu behalten; und hat sie und haben die Leute ihr Versprechen, die fromme Stiftung zu äufnen und zu mehren, getreulich eingelöst.“

Der Wohlthätigkeitssinn der Berner hat sich dabei in schönem Lichte gezeigt; von 1354—1824 sind 466 Vergabungen, darunter viele von Frauen, genau verzeichnet; und seitdem hat sich die Opferwilligkeit bedeutend vermehrt.

Von der Prediger-gasse, wo das Seilerinspital ursprünglich stand, wurde es bei Verfall der Gebäulichkeiten im Jahre 1531 in das durch Einführung der Reformation aufgehobene Kloster der sog. Inselschwestern verlegt, daher der Name Inselspital. Im Jahre 1718 bis 1724 wurde ein schöner Neubau aufgeführt, der bis in unsere Zeit der Stadt zur Zierde gereichte; allein auch dieser konnte dem stets wachsenden Bedürfnis nicht mehr genügen und so wurde die Verlegung der Anstalt auf das Areal der Kreuzmatte beschlossen, welches nebst dem Vorteil vorzüglicher Bodenbeschaffenheit, denjenigen einer freien Lage mit herrlicher Aussicht auf die Alpen, die niemals verbaut werden kann, verbindet.

Die schweizerische Eidgenossenschaft erwarb das freigewordene Gebäude an der Inselgasse, an dessen Stelle wurde der neue Bundespalast erbaut.

Das neue Inselgebäude auf der Kreuzmatte konnte 1884 bezogen werden; es ist ein nach allen Anforderungen der Neuzeit erstellter Güterkomplex im Pavillonsystem.

Im Jahre 1894 wurden darin 3916 Kranke mit 128,047 Pflegetagen gepflegt; der jährliche Durchschnitt der täglich belegten Betten beträgt 350 mit cirka 32 Pflegetagen per Patient; die Kosten eines Pflegetages für einen Kranken betragen Fr. 2. 40.

Die Ausgaben beliefen sich auf Fr. 313,253. 67, die Einnahmen für Kostgelder und Unterstützungen auf Fr. 182,479. 99; das Betriebsdefizit von Fr. 130,773. 68 wurde durch die laufenden Zinsen gedeckt.

Das reine Vermögen der Anstalt auf 31. Dezember 1894 beträgt Fr. 7,452,646. 01, wovon Fr. 4,543,187. 10 zinstragend angelegt sind.

Bereits sehen die Jahresberichte namhafte Erweiterungen des Inselpitals vor, da jährlich über tausend angemeldete Kranke wegen Mangel an Platz nicht können aufgenommen werden.

Der Verwaltungsrat der Anstalt besteht gegenwärtig aus 15 Herren, das Aerztekollegium aus 8 Herren, denen 12 Assistenzärzte beigegeben sind. Die Leitung besteht aus 1 Direktor, 1 Oekonom, 1 Buchhalter-Sekretär, 1 Geistlicher, 1 Bureaulistin.

Die Zahl der Angestellten beträgt: 12 Wärter, 36 Wärterinnen, 38 Angestellten für den Hausdienst.

Der Plan des Inseleospitals ist in der Schweizerischen Landesausstellung, Gruppe 17, unter der Rubrik der bernischen Hochschule ausgestellt.

Das Steinbild der Anna Seiler steht auf dem Brunnen der Marktgasse, zunächst dem Käfigturm; aber im Herzen der dankbaren Nachwelt lebt es ewig in stets erneuter Gestalt.

Unsere Erhebungen verzeichnen noch manche Anstalten für Aufnahme von Kranken und Gebrechlichen, die alle von Frauen gestiftet und auch unterhalten werden. So das Kinderspital in Basel, 1846 von Frau Elisabeth Burkhardt-Vischer errichtet; das Kinderspital in Bern, 1862 von Fräulein Julie von Jenner gestiftet; das Kinderspital in Genf, von sechs Frauen gestiftet — Chemin Gourgas —; das Frauenspital in Genf, von Herrn und Frauen Butini — und noch manche andere. — Allein der Raum erlaubt uns nicht, hier Näheres darüber zu schreiben. Wir verweisen deshalb auf die Angaben der Sammlung.

### Die Diakonissenhäuser.

Es bestehen in der Schweiz zur Zeit 5 Diakonissenhäuser, welche im allgemeinen den Zweck haben, Kranke zur Verpflegung aufzunehmen, und Krankenpflegerinnen, Diakonissen für den Krankendienst in- und ausserhalb ihrer Anstalten heranzubilden; einige dieser Anstalten befassen sich überdies mit Armenpflege, Kleinkinderbewahranstalten, Krippen u. s. w. und es werden auch Diakonissen zur Gemeindepflege, d. h. zur Kranken-, Armen- und Kleinkinderpflege in die Gemeinden berufen.

Die Diakonissen, auch Schwestern genannt, müssen beim Eintritt in die Anstalt, gewöhnlich das 18. Altersjahr zurückgelegt haben und sollen nicht über 30—40 Jahre alt sein. — Sie haben eine längere oder kürzere Probe- und Lehrzeit zu bestehen, ehe sie in den Verband aufgenommen werden. — Sie werden nach ihrer Prüfung zum Dienste eingesegnet und haben eine besondere Tracht. Geld und Geschenke anzunehmen, ist ihnen verboten, dagegen wird in gesunden und kranken Tagen von der Anstalt für ihre Bedürfnisse gesorgt und nach treuen Diensten erlangen sie Anspruch auf Versorgung im Alter oder im Falle der Invalidität.

Der Austritt aus dem Verband ist den Diakonissen jederzeit gestattet, auch der Eintritt in die Ehe unverwehrt; nur hört damit jede Verbindlichkeit der Anstalt ihnen gegenüber auf.

Ausser diesen allgemein gültigen Grundsätzen sind für jede Anstalt besondere Statuten und Reglemente vorgesehen, welche jeweilen in engem Zusammenhange stehen mit der Idee ihrer Gründung und weitem Entwicklung.



Die *erste Diakonissenanstalt* wurde von Herrn und Frau Pfarrer Louis Germond in Echallens am 19. Dezember 1842 eröffnet, sie wurde 1852 nach St. Loup verlegt; im Berichtsjahr 1892 befanden sich 74 Schwestern und 20 Probeschwestern zur Anstalt gehörig, wovon 68 auf 19 auswärtigen Stationen thätig sind. Das Rechnungsergebnis zeigte an Einnahmen Fr. 66,787. 47, an Ausgaben Fr. 66,295. 67 und einen Vermögensstand von Fr. 212,603. 17. — Gegenwärtige Direktion: Herr Rau-Vaucher.

Die *zweite Diakonissenanstalt* wurde 1845 durch Fräulein Sophie Wurstemberger unter äusserst bescheidenen Verhältnissen gegründet; gegenwärtig steht sie unter der Leitung von Hauseltern, nämlich von Herrn und Frau Dändliker-Snell.

Im Berichtsjahr befanden sich 386 Schwestern in der Anstalt, wovon 135 in 5 eigenen Anstalten und 251 auf 84 Stationen oder Anstalten der Schweiz oder des Auslandes thätig waren.

Die Ausgaben, die jährlich Fr. 150,000 übersteigen, werden durch Pflegegelder, Geschenke und Legate gedeckt, für allfällige Defizite, die oft über Fr. 10,000 betragen, wird das eigene Vermögen der Hauseltern verwendet, sowie auch für die nötigen Einrichtungen und Bauten oder Unterhalt derselben und Abzahlung von Hypothekarschulden.

Das Diakonissenhaus Bern hat seinen Charakter als Privatinstitut gewahrt und niemals Kollekten oder öffentliche Sammlungen veranstaltet. — Durch Bildung eines leitenden Komitees hat es Korporationsrechte erhalten.

Die *dritte Diakonissenanstalt* wurde 1852 in *Riehen bei Basel* auf Anregung von Herrn Spitteler gegründet, der das Komitee zu werben und in Fr. Trinette Bindschädler die richtige Leiterin zu finden wusste.

Im Berichtsjahr waren in der eigenen Anstalt 62 Schwestern thätig und auf 60 Stationen oder Anstalten der Schweiz 180, auf 5 Stationen oder Anstalten des Auslandes 8, zusammen 250 Schwestern auf 65 Stationen und dem Mutterhause; die jährlichen Ausgaben beziffern sich auf circa Fr. 140,000.

Das *vierte Diakonissenhaus* wurde 1856 in *Zürich-Neumünster* gegründet, Herr Antistes Finsler wusste die evangelische Gesellschaft des Kantons Zürich dafür zu gewinnen, so dass die Anstalt bald ihre segensreiche Wirksamkeit in einem neuerbauten Krankenhause beginnen konnte (1858).

Im Berichtsjahr war der Bestand der Schwestern 134, wovon 75 auf 36 auswärtigen Stationen der Schweiz und des Auslandes thätig waren. — Die Einnahmen bezifferten sich auf Fr. 125,916. 85 und die Ausgaben auf Fr. 104,310. 58; das reine Vermögen Fr. 305,503. 49.

Das *fünfte Diakonissenhaus* wurde vom Verein für freies Christentum, Präsident Herr Pfarrer Bion, 1881 in Zürich ge-

gründet, es nennt sich *Schwesternhaus zum roten Kreuz* und befindet sich im Stadtteil Fluntern. Die Anstalt steht unter der Leitung eines Vorstandes von 11 Herren und einem Damenkomitee von 5 Mitgliedern.

Im Berichtsjahr befanden sich 65 Schwestern in der Anstalt, wovon 31 auf 11 auswärtigen Stationen.

Die Einnahmen erzeugten Fr. 74,037. 50, die Ausgaben Fr. 67,402. 19. Das Vermögen der Anstalt betrug Fr. 96,929. 35.

Uebrigens finden wir in Lausanne die Anstalt *La Source*, von Herrn und Frau de Gasparin 1859 für Heranbildung von Krankenpflegerinnen gegründet und mit dem nötigen Stiftungskapital bedacht.

Die Anstalt nimmt eine beschränkte Anzahl Kranke auf und jeweilen 8 Zöglinge zu deren Verpflegung, unter Leitung des Hausarztes; die Lehrzeit dauert 6 Monate; sie ist unentgeltlich, vor der Entlassung findet eine Prüfung statt und die mit Fähigkeitszeugnissen entlassenen Zöglinge üben den erlernten Beruf in freier Thätigkeit aus.

Die *Vereine vom roten Kreuz* und der *Samariterinnen* erstreben ebenfalls Anstalt zu treffen für Heranbildung von Krankenpflegerinnen, allein die Berichte darüber geben nicht genügende Anhaltspunkte zur Besprechung.

Dagegen hoffen wir, von allfällig am Kongress anwesenden Mitgliedern dieser Vereine, nähere Auskunft über ihre Bestrebungen und die erreichten Ziele zu erhalten.

## Die Frauen in den Gemeinnützigen Gesellschaften der Schweiz.

Die älteste gemeinnützige Gesellschaft der Schweiz und wohl auch des Auslandes verdankt ihre Entstehung dem Basler Ratschreiber Isaac Iselin, der 1777 den Plan dazu entwarf und sechs gleichgesinnte Freunde dafür zu gewinnen wusste.

Der Zweck dieser Gesellschaft ist: „alles das, was gut ist, „was löblich, was gemeinnützig ist, was die Ehre und den Wohlstand des gemeinen Wesens, was die Glückseligkeit des Bürgers „und des Menschen überhaupt erhöhen und vermehren kann, „anzuregen oder zu fördern.“

Eine Aufgabe, die sich dann im Laufe der Zeit in eine Menge Specialaufgaben verzweigt hat. Im Jahre 1894 waren es deren 61. — Der Beitritt zur Gesellschaft steht ohne Einschränkung jedem Freunde und Beförderer „des Guten und Gemeinnützigen“ offen, sofern er sich zu einem jährlichen Beitrag von Fr. 10 verpflichtet.

Im Berichtsjahr zählte die Gesellschaft 1779 Mitglieder, wovon 286 Frauen.

Im Jahre 1877 feierte die Gemeinnützige Gesellschaft von Basel ihre Säkularfeier. — In der bei diesem Anlasse veröffentlichten Festschrift, die uns in verdankenswerter Weise von Herrn Iwan Strohl in Basel zur Benützung zugestellt wurde, und in den letztjährigen Jahresberichten der Gesellschaft finden wir eine so vielgestaltete Thätigkeit, welche zum Teil auch in den kleinsten Gemeinwesen nützliche und segenbringende Anregung bieten kann, dass es das Frauenkomitee Bern denn auch nicht unterlassen durfte, diese Thätigkeit in einem längern Berichte darzustellen, auf welchen wir hierorts verweisen.

Dieser Bericht und die folgenden über die Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft und den Gemeinnützigen Verein der Stadt Bern, über welchen uns in verdankenswerter Weise jederzeit freundliche Auskunft erteilt wurde, empfehlen wir Ihrer geneigten Einsicht; über den Schweizerischen gemeinnützigen Frauenverein werden wir von der Präsidentin dieses Vereins hierselbst direkt Auskunft erhalten.

### Die Frauenvereine zur Beaufsichtigung der Mädchenarbeitsschulen.

Unter den vielen Lokalvereinen mannigfacher Art, welche in unserm Vaterlande bestehen, nehmen unstreitig die Frauenvereine für Beaufsichtigung der Mädchenarbeitsschulen in Bezug auf Anzahl und Wirksamkeit die erste Stelle ein.

Wir finden solche in 16 Kantonen und 6 Halbkantonen; Tessin, Wallis und Genf einzig haben keine.

Die Erhebungen weisen 1533 solcher Vereine auf mit 14,947 Mitgliedern; im Berichtsjahr betragen ihre Einnahmen Fr. 52,445.37, ihre Ausgaben Fr. 31,673.64 und ihr Vermögen Fr. 131,354. —

Ihr Ursprung reicht bis in den Anfang unseres Jahrhunderts und liesse sich vielleicht noch viel weiter zurückverfolgen. — Sie befassten sich mit Gründung und Leitung von Mädchenarbeitsschulen, zur Zeit, da solche noch nicht staatlich eingeführt waren; mit Einführung des obligatorischen Arbeitsunterrichts durch den Staat, wurden die Frauenvereine für dessen Beaufsichtigung in den meisten Kantonen beibehalten, oder wo solche noch nicht bestanden, neu eingeführt.

In einigen Kantonen ist diese Einrichtung eine freiwillige, selbständige und als solche vom Staat anerkannt und berücksichtigt; in andern Kantonen ist sie gesetzlich vorgeschrieben mit mehr oder auch weniger Befugnissen gegenüber dem Staate; wieder andere Kantone kennen diese Einrichtung gar nicht, wie denn überhaupt nicht in allen Kantonen die Mädchenarbeitsschulen vom Staate eingerichtet und unterhalten sind; hier reihen

sich dann in sehr nützlicher Weise die sogenannten Müttervereine an.

Diese Müttervereine finden sich namentlich in den Urkantonen vor; gewöhnlich nehmen alle Mütter der Gemeinde daran teil; es sind freiwillige Verbindungen für allgemeine Zwecke, namentlich Armenunterstützung und Erziehung, Einrichtung und Beaufsichtigung der Mädchenarbeitsschulen, Unterstützung ärmerer Schülerinnen; gewöhnlich finden Weihnachtsbescheerungen statt, an denen sich die ganze Ortschaft beteiligt, sei es durch Spendung von nützlichen Gaben, sei es durch angemessene Verteilung derselben.

Neben der erfreulichen Erscheinung reger Thätigkeit der Frauenvereine für Hebung und Förderung der Arbeitsschule, weisen die verschiedenen Berichte aus den Kantonen auch bedenkliche Lücken auf; sowohl die Schulpflegen der Gemeinden, welche die Mitglieder der Frauenkommissionen zu ernennen haben und es nicht thun, als auch die Vereine oder Kommissionen selbst, da wo sie ernannt sind, scheinen sich nicht immer ihrer hohen Aufgabe bewusst zu sein.

Es ist dies sehr zu bedauern, können doch die Frauen und erwachsenen Töchter durch Besuch der Schulen viel Segen stiften, sowohl indem sie den Lehrerinnen helfend zur Seite stehen, als auch indem sie in wohlwollender Weise durch gutes Beispiel auf den Fleiss, die Aufmerksamkeit und das Betragen der Schülerinnen ermunternd einwirken; und da wo es sich zeigt, dass Schulkinder von ihren Eltern nicht in Zucht und Pflege gehalten werden, können die Frauenvereine oder Kommissionen heilsamen Einfluss ausüben; wie sie auch durch Beschaffung von Arbeitsmaterial für Aermere viel Gutes leisten können.

Allein nicht nur als untergeordneter Teil der Schulpflege für den besondern Zweck der Arbeitsschule, *sondern als thätige Mitglieder der Gemeindeschulpflege, sollten die Frauen Sitz und Stimme haben*; die Mitwirkung der Frauen in *allen* Schulfragen wird auch die Erziehung der heranwachsenden Jugend mächtig fördern und die Aufsicht, welche sie auszuüben berufen sein werden, dem Lehrpersonal seine Aufgabe bedeutend erleichtern. Namentlich sollten auch die Frauenvereine oder Kommissionen darnach streben, das gute Einvernehmen zwischen Schule und Familie im wohlverstandenen Interesse der Kinder zu fördern.

Es bleibt noch zu erwähnen, dass im Laufe der Zeit aus den Frauenvereinen für Beaufsichtigung der Mädchenarbeitsschulen mancherorts Vereine anderer Art entstanden sind; so namentlich für Kleinkinderschulen, Sonntagsschulen, Vereine für Armen- und Krankenpflege, für arme Wöchnerinnen, Krippen, Waisenversorgung und manche andere; in neuerer Zeit Vereine



für weibliche Fortbildungsschulen, Koch-, Haushaltungs-, Dienstboten-, und Handfertigkeitsschulen und Kurse aller Art.

Aus den erhaltenen Angaben der Frauenvereine ist zu ersehen, dass die Notwendigkeit der häuslichen Fortbildung der der Schule entwichenen Mädchen durch geeigneten Unterricht überall empfunden wird.

Dank dem Entgegenkommen der hohen Bundesbehörden, welche sich mit der Untersuchung befasst haben, in welcher Weise die Koch-, Haushaltungs-, Dienstboten- und Handfertigkeitsschulen und -Kurse wirksam unterstützt werden können, ist ein Bundesbeschluss zustande gekommen, welcher diesen Schulen und Kursen eine Unterstützung durch den Bund zusichert.

Den Schweizerischen Frauenvereinen ist nun die Aufgabe gestellt, auch ihrerseits zu untersuchen, inwiefern diese Unterstützung für die vorhandenen Bedürfnisse am besten zu verwenden wäre und sowohl dahinzielende Wünsche ihren Heimatbehörden kundzugeben, als auch zweckmässige Vorschläge zu machen; an ihnen ist es, dem Bundesbeschluss nützliche Anwendung zu verschaffen. Bei allen Bestrebungen aber für Fortbildung der der Schule entlassenen Mädchen auf welcher Stufe es sein mag, dürfen die Frauenvereine nie übersehen, dass *die Primarschule der einzige Boden ist, auf welchem die Grundlage aller weitem Bildung beruht.*



## Beilagen.

### 1. *Cirkular.*

## Statistische Erhebungen über die philanthropische Thätigkeit der Frauenvereine in der Schweiz.

Bern, im Januar 1893.

3. Waaghausgasse.

*Tit!*

Wir beehren uns Ihnen im Anschluss einen Fragebogen zu übermitteln, mit der freundlichen Bitte, denselben zu prüfen und den begleitenden Auskunftbogen so vollständig als möglich auszufüllen und anher zu senden.

Wie Sie daraus erschen, handelt es sich um Erhebung über die gemeinnützigen Frauenvereine der Schweiz, und es ist das unterzeichnete Komitee vom schweizerischen Departement des Innern beauftragt, diese Erhebung vornehmen zu lassen.

Es soll kein Werk oder Verein zu gross oder zu klein geachtet werden, um nicht in dem Verzeichnisse genannt zu sein.

Sehr erwünscht wird es uns sein, Ihre Auskunft recht bald zu erhalten und sagen wir Ihnen zum Voraus unsern besten Dank für Ihre freundliche Mitwirkung.

Genehmigen Sie den Ausdruck unserer vollkommenen Achtung!

*Namens des Frauen-Komitee Bern:*

Die Präsidentin: E. v. Steiger-Jeandrevin.

Die Sekretärin: J. Ryff.

*Fragen:*

Welche Stiftungen, Anstalten, Einrichtungen, Vereine, Gesellschaften, Komitees etc. nachbenannter Art befinden sich, soweit Ihnen bekannt, in Ihrer Gemeinde, als von Frauen gestiftet, beschenkt, unterstützt oder geleitet?

Ebenso welche derselben Art unter Mitwirkung von Frauen? — Nämlich in Bezug auf:

#### *I. Wohlthätigkeit.*

1. Hilfs- und Besuchs-Vereine für Kranke, Gebrechliche, Unheilbare, Epileptische, Irren, Sträflinge etc. etc.
2. Anstalten für Blinde, Taubstumme, Epileptische, Schwachsinnige, Irren etc. jeden Alters und Geschlechts.
3. Spitäler und Asyle für Kranke, Altersschwache, Unheilbare, ältere Dienstboten, Pfrundhäuser, Arbeitshäuser etc.
4. Unterstützungs-Vereine für Wöchnerinnen, Krippen, Kleinkinderschulen, Bewahrungsanstalten, Kinderhorte, Kinderspitäler, Suppenanstalten für Schulkinder und Erwachsene, Ferien-

kolonien, Erholungsorte, Bäder, Kindergärten, Weinachts- und Neujahrsbescheerungen, Armenerziehungs-Anstalten, Waisenhäuser etc. etc.

5. Stiftungen für Unterstützung älterer Frauenspersonen durch Verteilung von Holz, Nahrungsmitteln, Kleidungsstücken, Mietzinsen etc.
6. Congregationen, Klöster, welche der Wohlthätigkeit pflegen.
7. Samaritervereine, Sectionen vom roten Kreuz, Vereine zur Bildung von Krankenpflegerinnen, Diakonissen-Anstalten etc.

## II. *Gemeinnützigkeit.*

1. Gegenseitige Hilfsvereine, Kranken- und Begräbniskassen, Sparkassen, Arbeits-Vermittlung.
2. Schutz der Lehrlinge und Arbeiterinnen, Fachkurse für Unbemittelte, Haushaltungs- und Dienstboten-Schulen, Kochkurse, Näh- und Flickschulen.
3. Sonntagsschulen, Sonntagssäle, für Arbeiterinnen, Herbergen, Marthahäuser, Kaffeehallen, Lesesäle etc.

## III. *Verbesserung gesellschaftlicher Zustände:*

1. Vereine aller Art zum Schutze junger Mädchen, die Freundin junger Mädchen, Vereine für innere und äussere Mission.
  2. Rettungsanstalten aller Art, Vereine zur Bekämpfung der Unsitte, der Trunksucht, Asyle für gefallene Mädchen, Trinker-asyle, Schutz entlassener Sträflinge etc.
  3. Frauen- und Jungfrauen-Vereine aller Art, Friedensvereine, Vereine für Reform der gesetzlichen Stellung der Frauen etc.
- oder jedes andere Werk, Stiftung, Anstalt, Verein, Einrichtung oder Komitee, welches in obigem Verzeichnis nicht enthalten ist und den bezeichneten Kategorien entspricht.

---

## 2. *Cirkular.*

### Erhebungen über die gemeinnützige Thätigkeit der Frauen in der Schweiz.

Bern, Datum vom Poststempel.  
3 Waaghausgasse.

#### *Titel*

Das Schweizerische Departement des Innern hat das unterzeichnete Comité beauftragt, statistische Erhebungen über die gemeinnützige Thätigkeit der Frauen in der Schweiz zu veranstalten.

Der Zweck dieser Erhebungen entspricht einem allgemein gefühlten Bedürfnisse, indem damit ein Sammelwerk geschaffen wird, welches geeignet ist, die bestehenden Stiftungen, Vereine, Gesellschaften, Anstalten, Komitees etc. einander näher zu bringen und ihnen Gelegenheit zu bieten, sich gegenseitig mehr als bis dahin kennen zu lernen.





## Zusammenstellung

der im Ganzen ermittelten Vereine, Stiftungen und Anstalten, welche von Frauen oder unter Mithilfe von Frauen gegründet, geleitet oder unterhalten sind.

	Vereine etc.	Gemeinden	Weibl. Bevölkerung
1. Zürich . . . . .	551	200	175,808
2. Bern . . . . .	1179	509	270,430
3. Luzern . . . . .	163	109	67,288
4. Uri . . . . .	10	20	8,898
5. Schwyz . . . . .	42	30	25,609
6. Unterwalden o. d. Wald . . . . .	26	7	7,528
7. Unterwalden n. d. Wald . . . . .	12	11	6,392
8. Glarus . . . . .	42	28	17,829
9. Zug . . . . .	17	11	11,839
10. Freiburg . . . . .	106	281	59,761
11. Solothurn . . . . .	194	132	43,718
12. Baselstadt . . . . .	63	4	40,365
13. Baselland . . . . .	188	74	31,644
14. Schaffhausen . . . . .	134	36	19,813
15. Appenzell A. Rh. . . . .	83	20	27,883
16. Appenzell I. Rh. . . . .	5	6	6,576
17. St. Gallen . . . . .	232	93	117,570
18. Graubünden . . . . .	141	223	48,828
19. Aargau . . . . .	518	249	100,821
20. Thurgau . . . . .	173	74	53,052
21. Tessin . . . . .	43	265	70,745
22. Waadt . . . . .	1023	388	124,328
23. Wallis . . . . .	54	165	50,732
24. Neuenburg . . . . .	461	64	56,412
25. Genf . . . . .	235	48	56,311
	5695	3047	1,500,180

## Verzeichnis der ermittelten Vereine.

Beaufsichtigung der Mädchenarbeitschulen. Gründung und Leitung von Kleinkinderschulen, Fröbelschulen, etc. Sonntagschulen. Weihnachts- und Neujahrsbescheerungen. Haushaltungs-, Handfertigungs-, Dienstbotenschulen und -Kursen. Aeussere und innere Mission. Samaritervereine, Samariterinnen. Vereine vom Roten Kreuz. Kranken- und Sterbekassen. Kantonale Krankenkassen. Unterstützung von Armen und Kranken in der Gemeinde. Bezirks-Frauenvereine für dieselben. Armen- und Korrektionsanstalten. Lokalanstalten für Arme, Gebrechliche und Altersschwache. Verabreichung warmer Speisen an arme Kranke und Wöchnerinnen. Waisenvereine. Fond für Berufsbildung. Frauen- und Jungfrauenvereine für religiöse Zwecke. Rettungsanstalten. Kranken-Mobilen, Vereine für solche. Frauenbund zur Hebung der Sittlichkeit. Unterstützung armer Kinder durch Kleidungsstücke. Krankenasytle. Mässigkeitsvereine. Ferienversorgung, Pestalozzistiftung. Gotthelfstiftung. Waisenhäuser. Armenhäuser. Schulsuppen. Besuchsvereine für Armen- und Waisenhäuser, auch Rettungsanstalten. Arbeitsvereine für dieselben. Freundinnen junger Mädchen. Vereine für Erziehung durch Arbeit. Gesangsvereine. Armenarbeitsvereine. Zürcherischer Frauenbund. Mädchenheim, Marthahäuser etc. Unterstützung durch Arbeit. Sonntagsheime für Dienstboten und Arbeiterinnen. Unterstützung durch Verteilung von Holz, Lebensmitteln, Kleidungsstücken, Mietzinse etc. Arbeitskränzchen für Irrenanstalten. Frauenvereine zur Unterstützung der Schuljugend und Konfirmanden zerstreuter protestantischer Gemeinden. Jugendhorte, Lehrlingsheime. Versorgungsvereine für hilflose Kinder. Schweizerischer Frauenverband Fraternité. Frauenschutz, Rechtsschutzverein. Schutz-aufsichtsvereine für entlassene weibliche Sträflinge. Frauenklinik. Hilfsvereine für Unterstützung und Stellenvermittlung für arme Geisteskranke, die ausserhalb der Anstalten leben. Schweizerischer Gemeinnütziger Frauenverein. Schwesternvereine der Freimaurerlogen. Schweizerische Anstalt für Epileptische. Schweizerischer Friedensverein. Arbeiterinnenverein. Stiftungen. Verpflegungsanstalten für Kranke und Reconvalescenten. Diakonissenanstalten, Frauenklöster. Asyle für gefallene Mädchen. Israelitische Frauenvereine. Mässigkeitsvereine. Gefängnisvereine für weibliche Sträflinge. Heranbildung von Krankenpflegerinnen. Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaften. Arbeiterlesesaal. Anstalten für Aufnahme von schwachsinnigen Kindern. Vereine für Verbreitung guter Schriften. Verein für Frauenbildungsreform. Réforme de la condition légale des femmes. Union des femmes de Genève. Verein schweizerischer Lehrerinnen. Verein für Jugend- und Volksbibliotheken. Protestantischkirchlicher Hilfsverein.

## Bestehende Frauenklöster der Schweiz mit Angabe des Gründungsjahres und des Ordens.

*Bern.* Pruntrut. 1622. Ursulinerinnen.

*Luzern.* Luzern. 1498. Kapuziner. — Eschenbach. 1292.

Cisterzienser. — Baldegg. 1830.

*Uri.* Altorf. 1608. Kapuziner. — Seedorf. 1197. St. Benedikt.

*Schwyz.* Au bei Einsiedeln. 1277. St. Benedikt. — Muotathal. 1288. Franziskaner. — Schwyz. 1272. Franziskaner. — Brunnen. 1852/6. Heil. Kreuz zu Ingenbohl.

*Obwalden.* Sarnen. XI. Jahrhundert, Ende. St. Benedikt. — Melchthal. 1860.

*Nidwalden.* Stans. 1621. Kapuziner, Zuflucht der Waisenk. Pestalozzi. 1798. — Niederrickenbach. 1859. St. Benedikt.

*Zug.* Zug. 1380. Kapuziner. — Frauenthal. 1231. — Mellingen. 1844. Franziskaner. — Cham. 1857. St. Benedikt. — Gubel. 1851. Kapuziner.

*Freiburg.* 1626. Kapuziner. Montorge. 1255. Cisterzienser. 1635. Visitation. 1841. St. Vincent de Paul. — Romont. 1262. Cisterzienser. — Fribourg. 1872. — Estavayer. 1316. Dominicains.

*Appenzell I.-Rh.* Appenzell. XV. Jahrhundert. Kapuziner. — Grimmenstein. XIV. Jahrhundert. Kapuziner. — Wonenstein. 1379.

*Aargau.* Fahr bei Weiningen. 1130. St. Benedikt. Zahlt jährlich Fr. 4500 an das Schul- und Armenwesen des Kantons Aargau. — Hermetschwyl. 1083. Benediktiner. — Baden. 1366. Kapuziner.

*St. Gallen.* Altstätten. 1530. Kapuziner. 1868. — Glattburg. 1721. St. Benedikt. — Notkersegg. 1381. Kapuziner. — Magdenau. 1244. Cisterzienser. — Berg Sion. 1767. Praemonstratenser. — Wattwyl. 1405. Kapuziner. — Wurmsbach. 1259. Cisterzienser. — Wyl. 1228. Dominikaner, bis 1608 in St. Gallen, Einführung der Stickereiindustrie. — Rorschach. XIII. Jahrhundert. Kapuziner. — Wesen. 1250. Dominikaner.

*Graubünden.* Ilanz. 1868. — Cazis. VII. Jahrhundert. Dominikaner, früher St. Lazarus. — Münster. 800. St. Benedikt, soll von Karl dem Grossen gestiftet sein. — Puschlaf. ? Ursulinerinnen.

*Solothurn.* Solothurn. 1609. Kapuziner (Nominus Jesu). 1431. Franziskaner (St. Joseph). 1644 Visitation. Salesianer.

*Wallis.* Brieg. 1661. Ursulinerinnen. — Collombey. 1629. Cisterzienser.

*Tessin.* St. Claro. 1490. St. Benedikt. — Lugano ? — Locarno ?

*Thurgau.* St. Katharinenthal. 1230. Dominikaner.

## Kinderkrippen der Schweiz.

*Zürich III.* Kinderkrippe Hallwylerstrasse 32.

*Bern.* Kinderkrippe Lorrainestrasse 15, Kinderkrippe Länggasse 74, Kinderkrippe Münzengraben 13, Kinderkrippe Mattenhof, Belpstrasse. — *Biel.* Krippenkomitee. — *Burgdorf.* Kinderkrippe. — *St. Immer.* Crèche. — *Delémont.* Crèche. *Thun.* Kinderkrippe.

*Luzern.* Kinderasyl St-Vincent de Paul, ob Krippe?

*Schwyz:* *Brunnen.* Kinderkrippe der Waisenanstalt Paradies.

*Glarus:* *Ennenda.* Kleinkinderbewahranstalt, enthält drei Klassen, ob auch Krippe?

*Baselstadt:* *Basel.* Kinderkrippe zu St. Leonhard, Kinderkrippe zu St. Peter, Kinderkrippe zu St. Alban, Kinderkrippe Kleinbasel. Erholungstation für kränkliche Kinder vom ersten Tag an bis ins 16. Altersjahr.

*Schaffhausen:* *Schaffhausen.* Kinderkrippe. — *Schleitheim.* Kinderkrippe.

*Vaud:* *Lausanne.* Crèche. — *Nyon.* Crèche. *Montcherraud.* Asile. — *Vevey.* Crèche.

*Neuchâtel:* *La Chaux-de-Fonds.* Crèche de l'amitié. — *Locle.* Crèche. — *Neuchâtel.* Crèche. *Cernier-Fontainemelon.* Crèche. — *Fleurier.* Crèche, était en formation, mais n'a pas réussi, faute de besoin.

*Genève:* *Genève.* Crèche de St-Gervais, Crèche des Pâquis.

Dans le canton de Tessin, il y a des établissements indiqués sous le nom de Asile infantile de carità dans les localités suivantes: Bellinzona, Locarno, Ascona, Mendrisio, Brusino, Morcote, Tesserete, Ligornetto, Genestrio, Balerna, Capolago, Astano, Novaggio, Bombinasco.



## Bevölkerung der Schweiz nach dem Berufe.

### Auszug.

Nach den Ergebnissen der Volkszählung vom 1. Dezember 1888.

Veröffentlicht vom eidg. statistischen Bureau.

Wohnbevölkerung: männlich: 1,417,574

" weiblich: 1,500,180

Total 2,917,754

a) Personen die einem bestimmten Berufe angehören:	<i>Männlich</i>	<i>Weiblich</i>
1. Im eigenen Geschäfte thätig . . . . .	327,503	70,547
2. Im Geschäft von Familienangehörigen . . . . .	107,107	61,437
3. In fremdem Geschäft thätig . . . . .	392,812	170,095
4. In unbestimmbarem Verhältnis thätig . . . . .	41,511	54,334
	<u>868,933</u>	<u>356,413</u>
b) Im Haushalt thätige Mitglieder d. Familie . . . . .	279	485,147
"   "   "   Dienstboten . . . . .	784	67,693
	<u>1,063</u>	<u>552,840</u>
c) Mit dem Ernährer zusammenwohnende erwerbslose		
1. Erwachsene Mitglieder . . . . .	36,658	42,178
2. Kinder . . . . .	424,292	423,545
	<u>460,950</u>	<u>465,723</u>
d) Ohne erkennbares Verhältnis zu einem Beruf . . . . .	<u>86,628</u>	<u>125,204</u>

### Rekapitulation.

a) Personen die einem bestimmten Berufe angehören . . . . .	868,933	356,413
b) Im Haushalt thätige Familienmitglieder und Dienstboten . . . . .	1,063	552,840
c) Mit dem Ernährer zusammenwohnende erwerblose Familienmitglieder . . . . .	460,950	465,723
d) Ohne erkennbares Verhältnis zu einem Berufe . . . . .	86,628	125,204
	<u>1,417,574</u>	<u>1,500,180</u>

Total gleich oben: 2,917,754

## Activité de la femme à Genève.

*Rapport de Mademoiselle Albert.*

Il y a 3 ans que, sur la proposition d'un de ses membres, et en vue de l'Exposition nationale, le comité de l'Union des femmes à Genève, décida de mettre à l'étude la situation de la femme en Suisse; il s'agissait de réunir les connaissances nécessaires pour l'élaboration de rapports sur la part de travail de la femme, et la place qu'elle occupe dans les différentes branches: *Industrie, commerce, instruction, éducation, littérature, sciences et beaux-arts*; il fut décidé aussi que l'enquête s'étendrait au salaire.

De l'ouvrière qui, chaque matin se rend à la fabrique ou à l'atelier, pour gagner son pain quotidien; à la femme généreuse qui fonde des hôpitaux et des asiles, il nous semblait intéressant de pouvoir donner une idée de l'activité de la femme dans notre pays, de son labeur et de sa part coopérative dans la société.

Pour des raisons qui n'auraient certes pas leur place ici ce projet dut être abandonné. Cependant les quelques dames qui, s'étaient mises à la tête de cette entreprise, ne se découragèrent point et pensèrent qu'il serait bon peut-être et intéressant de se borner à notre seul canton et de représenter l'activité de la femme à Genève.<sup>1)</sup> Cinq rapports rédigés par Mesdames J. Reh-fous, Ernest Martin, Ch. Montchal, Mesdemoiselles Lucie Achard et M.-J. Albert ont donné le résultat de cette enquête. Un graphique, *Activité de la femme à Genève*, figure à notre Exposition nationale, dans une des salles du groupe 22, Economie sociale.

Nous examinerons donc aussi rapidement que possible, ces différents groupes: Industrie et Commerce, Instruction, Lettres, Sciences, Beaux-arts.

La place que la femme occupe dans l'industrie manufacturière, tend tous les jours à devenir plus considérable. 1100 ouvrières, apprenties, et femmes chefs d'ateliers, sont employées dans nos fabriques d'horlogerie, de bijouterie, de joaillerie, taileries *de diamants*, fabriques de pierres pour l'horlogerie et

<sup>1)</sup> Brochure en vente chez tous les libraires à Genève, prix 1 fr.

l'électricité, ateliers de dorure, argenture, limes et burins; etc., et obtiennent un salaire qui varie de 2 à 4 fr. par jour; quelques ouvrières diamantaires sont arrivées à gagner 7 fr., mais ce sont de rares exceptions. Dans l'horlogerie, une régleuse peut obtenir de 150 à 200 fr. par mois.

Messieurs les industriels se plaignent tous du manque de personnel, le recrutement est très difficile, cependant quelques ateliers de bijouterie rétribuent tout de suite l'apprentie, d'autres demandent un apprentissage de 3 ans pour faire une ouvrière capable.

La *boîte à musique* est une branche plus spéciale de notre industrie, quelques ouvrières sont occupées dans les ateliers, mais le plus grand nombre travaillent chez elles.

Plus de 135 femmes sont employées dans les imprimeries et lithographies, à couper, marger, bronzer, plier et à porter les journaux; leur gain est de 2. 75 à 3 fr. par jour. Dans ce nombre sont comprises quelques compositrices dont nous ne connaissons pas le salaire.

Les ateliers de reliure, les fabriques de papier, de cartonage, de sacs en papier occupent 150 ouvrières, le salaire varie de 1 à 2 fr. 50 et 3 fr. par jour.

Près de 800 ouvrières travaillent dans les ateliers, fabriques et manufactures suivantes: Marbrerie. Ebénisterie. Boissellerie, fabrique de mères. Cannage et empaillage de chaises. Fabriques de brosses et balais, brosseur pour l'industrie. Fabriques de bouchons, de bougies. Faïenceries et poteries. Fabriques de parfumerie. Produits chimiques. Produits pharmaceutiques. Appareils électriques. Manufactures de tabacs; fabriques de cigares et cigarettes. Fabriques de confiserie; de produits alimentaires; de biscuits; de chicorée; de gaufres; de chocolat; de pâtisseries pour forains; casseries de sucre; et, une nouvelle industrie qui nous a été signalée depuis la publication de notre rapport: la fabrique de petits soldats de plomb; les ouvrières sont occupées à l'ébarbage, la peinture et l'emballage des soldats. (rires). (Ce serait à souhaiter que les femmes n'eussent jamais à s'occuper que de ces soldats là).

Le salaire habituel dans ces fabriques et manufactures est de fr. 1. 25, 1. 50, 2. 50 à 3. — par jour. Ces industries ont déclaré en général n'avoir pas de chômage.

On compte à Genève plus de 4000 femmes occupées aux différents travaux d'aiguilles, mais dans ce nombre combien de femmes sans connaissances professionnelles qui, obligées de gagner leur vie, ont pris l'aiguille comme un pis aller!

Les couturières et les lingères se plaignent en général de ne pas trouver d'apprenties, partant peu d'ouvrières capables.

Le salaire habituel de l'ouvrière couturière est de 1. 25 à 3 fr. 50 par jour. Les premières coupeuses et les directrices d'ateliers peuvent gagner de 1800 à 2600 fr. par an.

Quant aux ouvrières lingères, leur salaire est plutôt modeste, quelques-unes, des spécialistes, gagnent de 5 à 7 fr. par jour, mais ce sont des exceptions, et encore ce gain n'est-il que temporaire.

Les tailleurs et les maisons de confections pour hommes occupent un certain nombre d'ouvrières, il y a du chômage.

Les ateliers de fourreurs, qui, depuis quelques années ont pris beaucoup d'extension, les fabriques de gants, de parapluies et de parasols, de cravates, de babouches, de bandages, de couronnes mortuaires, les manufactures de plumes et duvets, emploient un grand nombre de femmes.

La bonneterie, la chapellerie, la mode et les fabriques de fleurs artificielles occupent plus de 1000 ouvrières.

On compte encore 125 brodeuses, dans ce nombre ne sont pas comprises toutes les personnes occupées par différents magasins et qui ne désirent pas être connues.

Dans toutes ces branches de l'industrie de l'aiguille, la moyenne du gain est modeste, cependant toute jeune fille, qui a fait un apprentissage sérieux, peut prétendre à un salaire qui ne soit pas celui d'une manœuvre. Pour devenir une bonne ouvrière, il faut faire des sacrifices.

1200 femmes sont occupées aux travaux de blanchissage et de repassage, pas de chômage attendu l'utilité absolue de cette profession. Salaire de 2. 50 à 3 fr. par jour.

Les ateliers de teinturerie emploient près de 50 ouvrières.

Nous avons dans notre canton environ 2000 femmes titulaires de commerces grands ou petits et plus de 1800 caissières, vendeuses, demoiselles de magasins; il faut des aptitudes et des connaissances spéciales pour embrasser cette carrière et beaucoup de parents débudent mal; ils placent leur fille commissionnaire dans un magasin moyennant un salaire immédiat, et il serait préférable de faire un réel apprentissage.

La connaissance de l'anglais devient tous les jours plus nécessaire, quelques négociants nous ont exprimé aussi le désir que les jeunes filles reçussent quelques notions commerciales. Il nous semble que la création d'une école d'apprentissage de commerce pour les jeunes filles s'impose. (Applaudissements.)

Le salaire des vendeuses varie de 400 à 1800 fr. par an, les caissières obtiennent un traitement de 2000 à 2800 fr. même 3100 fr.



L'Industrie et le Commerce occupent à Genève 14,510 femmes, les domestiques et les volontaires sont au nombre de 9000 environ.

En somme, le salaire habituel de l'ouvrière est en général de 2 à 3 fr. par jour, non nourrie, nous prenons la moyenne, car un grand nombre, c'est triste à dire, gagnent moins. Par contre, quelques-unes peuvent arriver à obtenir un salaire de 4 à 6 fr. par jour.

Sur 4961 ouvrières, appartenant à différents groupes de l'industrie et des travaux de l'aiguille, on en compte 2465, c'est-à-dire la moitié qui ne gagnent pas 2 fr. Nous avons des manufactures qui n'emploient que des jeunes filles, la plupart étrangères et qui ne leur accordent que 90 cts. à 1 fr. 50 par jour. Ces ouvrières de quoi vivent-elles? Vous avez pu constater aussi d'après la liste des fabriques et ateliers où les femmes sont occupées, qu'elles ne redoutent pas les travaux pénibles et quelquefois malsains.

Les administrations des postes et télégraphes, téléphone et chemins de fer occupent sur notre territoire 117 femmes.

390 femmes sont occupées dans l'enseignement officiel de la République et canton de Genève: écoles enfantines, écoles primaires, école secondaire et supérieure, avec un traitement qui varie de 600 fr. à 2500 et 3000 fr. pour les dames professeurs et les inspectrices.

L'enseignement privé, externats, pensionnats, cours spéciaux, leçons à domicile occupent plus de 400 personnes. Donc nous avons à Genève près de 800 femmes qui ont une influence directe sur la culture morale et intellectuelle de l'enfance et de la jeunesse.

Les femmes usant et dans une large mesure du pseudonyme, il est assez difficile de compter toutes celles qui écrivent, nous en avons trouvé 45 seulement, ce chiffre est de beaucoup au-dessous de la réalité. Il paraît que les femmes préfèrent n'être pas connues pendant qu'elles s'essayent dans la carrière littéraire. Je regrette de n'avoir pas le temps de vous lire la jolie page de notre rapport, écrite à ce sujet par Mlle Lucie Achard.

Nous avons à Genève 2 jeunes filles docteurs ès sciences naturelles dont 1 *genevoise*; et 6 femmes docteurs en médecine; 4 de ces dames „pratiquent“ et ont une belle clientèle. Les femmes professeurs de gymnastique médicale, les masseuses, les sages-femmes et les garde-malades, sont au nombre de 200, diaconesses non comprises. Ces carrières fournissent une grande activité, et un gain assez élevé à celles qui les exercent.

Genève possède un grand nombre de femmes qui ont embrassé la carrière artistique, et ce chiffre ne fait que s'accroître depuis quelques années. Nous avons des peintres de portraits, des pastellistes, aquarellistes, peintres sur émail, peintres sur porcelaine, céramistes, sculpteurs, etc. Quelques-unes d'entre-elles gagnent largement leur vie soit comme artistes soit comme professeurs.

Les industries artistiques, fabriques d'émaillage, fabrique et pose des paillons d'or et d'argent, fabrications des cadrans de montres, emploient un certain nombre d'ouvrières.

On trouve encore quelques retoucheuses dans les ateliers de photographie et de phototypie.

Les femmes officiellement connues pour être vouées à la carrière musicale sont au nombre de 153; à côté de celles-là, nous avons une foule de maîtresses de piano, dont les noms ne figurent pas dans la liste des professeurs et qui sont insaisissables. Une personne autorisée me disait qu'elles étaient plus de 2000. Notre rapport les évalue à 600.

Et maintenant, cette étude nous prouve que non seulement la femme a sa bonne part de travail, de labeur et de luttés dans notre vie sociale, mais qu'elle exerce une grande influence dans le domaine intellectuel et moral.

Malgré l'infériorité du salaire accordé à l'ouvrière, à l'employée, à la fonctionnaire, il serait intéressant d'établir le produit de l'activité féminine à Genève.

D'après les chiffres qui nous ont été communiqués par le Bureau fédéral de statistique, la population féminine du canton de Genève en âge de travailler et de gagner sa vie, c'est-à-dire de 15 à 70 ans, est de 50,000. Cet âge de 70 ans paraît excessif, cependant nous tenons à dire que nous avons rencontré dans notre enquête un grand nombre de femmes mêmes plus âgées qui gagnaient leur pain quotidien. C'étaient des journalières, des marchandes, des colporteuses, des laveuses, voire des professeurs. Quelques-unes travaillaient encore pour aider à élever leurs petits-enfants!

Donc, sur 50,000 femmes, 14,510 sont occupées dans l'industrie et le commerce, 1846 sont dans l'instruction, les lettres, les sciences et les beaux-arts. A ces chiffres il faut ajouter 9000 domestiques ou volontaires, ce qui nous donne un total de 25,356 femmes qui gagnent leur vie (celles bien entendu que nous avons pu atteindre) et dans ce nombre combien ont dû se lancer dans la lutte pour le pain quotidien sans y avoir été préparées, combien de femmes *sans profession*. Ces chiffres ont leur éloquence et prouvent d'une manière claire et évidente qu'à l'heure actuelle, à part quelques privilégiées, les femmes ont le

souci de leur existence. Aussi toutes les jeunes filles, quelle que soit leur position, doivent-elles apprendre un *métier sérieusement*, sans pour cela négliger de se préparer à la tenue et à la direction d'un ménage. Il serait injuste de ne pas reconnaître tout ce qu'on a fait à Genève dans l'intérêt du développement professionnel.

Les ouvriers s'opposent avec énergie à l'admission des femmes dans certains ateliers, ils craignent que la concurrence des bras féminins ne fasse baisser le taux de leur salaire.

Cette question est très grave et très complexe, sans doute nous trouvons regrettable que le salaire de l'homme, dans certains cas, ne suffisant plus à l'entretien de la famille, la mère soit obligée d'abandonner le foyer pour gagner sa vie. Mais il faut songer aussi aux veuves, aux mères de famille abandonnées, à celles dont les maris chôment ou sont malades, aux célibataires qui non seulement doivent suffire à leur entretien, mais qui ont des parents à soutenir. Il me semble que toutes ces femmes ont bien le droit au travail, comme le droit de vivre!

Nous aurions désiré nous rendre compte de l'état civil des ouvrières, malheureusement il n'a été possible d'établir cet aperçu que sur un petit nombre: Etant donné 753 femmes travaillant dans la fabrique genevoise, 412 sont célibataires, 210 mariées, 131 veuves ou divorcées, à chacun de conclure!

On a dit, qu'on ne modifiait pas les mœurs, les coutumes, les idées et les lois d'un pays, pour des exceptions. Les femmes qui travaillent et qui luttent ne sont plus des exceptions. Nous demandons que les principes de solidarité et d'égalité qui sont à la base de nos mœurs et de nos lois ne soient pas *des principes stériles!*

Nous émettons donc les vœux:

Que toutes facilités soient accordées aux jeunes filles pour apprendre un métier suivant leurs goûts et leurs aptitudes. Que l'Etat encourage tous les efforts faits en ce sens.

Qu'on nomme des inspectrices pour s'occuper de la situation des apprenties et des ouvrières, dans les ateliers et les fabriques.

Qu'on cherche à faciliter la fondation de nouvelles sociétés de secours mutuels et caisses de prévoyance pour les ouvrières; celles que nous avons à Genève ne sont pas suffisantes.

Droit au travail pour toutes les femmes. A produit égal, salaire égal.

## Die gemeinsame Erziehung der Geschlechter.

Von G. Stucki, Seminarlehrer in Bern.

Wir haben dem Wesen und den besondern Zielen nach in der Gesamtheit der Unterrichtsanstalten drei Gruppen zu unterscheiden, nämlich:

1. Die *Volksschule*, welche sich die allgemeine Emporbildung der menschlichen Kräfte durch Vermittlung jenes Minimums von Wissen und Können, dessen jeder Mensch ohne Rücksicht auf Stand, Wohnort, Religion, Geschlecht und Beruf bedarf, zum Ziele setzt. Hieher gehören nicht nur die Primarschulen, sondern auch die Sekundar- und Bezirksschulen.

2. Die *Vorbereitungsanstalten für wissenschaftliches Studium*: Gymnasien, Realschulen, Kantonsschulen.

3. Die *Berufsschulen* (Seminarier, Handwerker-, Industrie-, Handels- und landwirtschaftliche Schulen etc.).

Es bedarf keiner weitem Begründung, dass die Gemeinsamkeit des Unterrichts am wenigsten fraglich sein kann betreffs der ersten Gruppe von Unterrichtsanstalten und dass sie am meisten Schwierigkeiten finden wird, wo es sich um berufliche Bildung handelt. Wir werden also am besten thun, unsere Frage vom Standpunkt des allgemeinen erziehenden Volksschulunterrichts zu prüfen, um erst hierauf zu untersuchen, in wie weit unsere Resultate auch auf die Bildungsanstalten anderer Art Anwendung finden können.

Die Frage, ob auf der Stufe der Volksschule die beiden Geschlechter getrennt oder vereinigt unterrichtet werden sollen, kann theoretisch so ziemlich als erledigt betrachtet werden. Seit Schleiermacher und Schwarz hat unseres Wissens kein bedeutender Pädagoge von Fach mehr für Geschlechtertrennung geschrieben; aber umgekehrt haben hervorragende pädagogische Autoren wie Pestalozzi, Dinter, Zerenner, Dörfeld und andere sich sehr energisch für gemischte Klassen ausgesprochen, und eine vor drei Jahren durch den Sprechenden veranlasste Umfrage bei 25 Schulmännern sämtlicher Kantone hat das Resultat gehabt, dass sich nur 2 Stimmen gegen Vereinigung, dagegen 18 mehr oder weniger energisch für dieselbe ausgesprochen haben. Im-



merhin dürfen wir uns angesichts der Thatsache, dass man sehr vielerorts in unserem Lande die getrennten Klassen für das bessere System hält, der Aufgabe nicht entschlagen, genau und besonnen die Gründe, die hiefür etwa angeführt werden können, zu prüfen. Lassen Sie uns dieselben einen nach dem andern hören und beurteilen.

1. Man redet noch heute da und dort mit mehr oder weniger Ueberzeugung von *sittlichen Gefahren*, welche die Geschlechtervereinigung nach sich ziehen könnte. Es ist merkwürdig genug: aber es giebt wirklich noch überängstliche und — sagen wir's offen — in gewissen Erziehungsfragen völlig konfuse Mamas, welche sich einsetzen würden, wenn ihr vierzehnjähriges Töchterchen in demselben Schulzimmer und beim nämlichen Lehrer mit gleichaltrigen Knaben Geschichte, Rechnen oder Geographie lernen sollte, während sie kein Bedenken trägt, es in Tanzstunden und an Kinderbälle gehen zu lassen. Wenn etwas geeignet ist, die völlige Naivetät und harmlose Unschuld im Verhältnis der beiden Geschlechter möglichst lange zu erhalten und bezüglich ungesunden Gemütsrichtungen zu wehren, so ist es die Gewohnheit des täglichen Verkehrs und vor allem die ernste gemeinsame Arbeit am geweihten Orte. Man frage doch bei irgend einem Schulmanne, der über die nötigen Erfahrungen verfügt, nach, ob die anmutige naive Harmlosigkeit im Verkehr zwischen Mädchen und Knaben sich nicht weit besser und länger erhält, wenn sie täglich zusammen arbeiten und zusammen spielen, als wenn sie sich nur gelegentlich sehen. Keiner wird diese übrigens selbstverständliche Thatsache verneinen. Man darf im Gegenteil, gestützt auf alle bisher gemachten Beobachtungen und Erfahrungen, mit aller Zuversicht behaupten, dass soweit Verirrungen im schulpflichtigen Alter vorkommen, fast ausschliesslich geschlechtergetrennte Klassen betroffen werden. So ergiebt sich denn gerade unter diesem Gesichtspunkte ein sehr wichtiger Grund *für* die Geschlechtervereinigung, während man aus ihm Bedenken gegen dieselbe ableiten zu müssen glaubt. Es darf wohl gesagt werden, dass aus dieser Rücksicht schlechterdings keine Gründe für Geschlechtertrennung auch auf der Stufe des Gymnasiums und der Berufsschulen herzuleiten sind, wie die bezüglich Erfahrungen z. B. in der Stadt Bern, wo seit einigen Jahren mehrere Töchter das Obergymnasium und andere mit gleichaltrigen Jünglingen zusammen gewisse Kurse der Handwerkerschule besuchen, hinlänglich beweisen.

2. Kaum erheblicher, als der eben beleuchtete, ganz und gar hinfällige oder vielmehr ein wichtiges gegenteiliges Argument enthaltende Einwand gegen gemischte Klassen ist der andere, welcher aus der Rücksicht auf *die Verwendbarkeit weiblicher Lehrkräfte* konstruiert wird. Es giebt nämlich Lehrerinnen,

welche aus der durchgängigen Vereinigung der Geschlechter eine Gefahr für ihre Existenz herleiten zu müssen glauben, und es giebt Mütter, welche ihre heranwachsenden Töchterlein weit lieber einer Lehrerin, als einem Lehrer, anvertrauen. Was den ersten Punkt betrifft, so dürfte jedenfalls von keiner Seite verlangt werden, dass derartige Rücksichten bei einem prinzipiellen Entscheide ins Gewicht fallen sollten, sondern nur, dass bei allfälligen Umgestaltungen im Sinne der Geschlechtervereinigung mit aller Rücksicht gegen vorhandene Lehrkräfte vorgegangen werde. Uebrigens lehrt die Erfahrung, dass im allgemeinen die weiblichen Lehrkräfte für die ersten drei bis vier Schuljahre sowohl in gemischten, als auch in geschlechtergetrennten Klassen ebenso gut oder besser am Platze sind, als Lehrer, und wo eine Lehrerin durch Bildung, Energie und Konsequenz ihres Wesens sich fähig erweist, auch bis in obere Klassen hinauf zu unterrichten, da möge ihr in alle Zukunft ihre Recht gesichert bleiben. Ueberhaupt ist völlig freie Konkurrenz zwischen männlichen und weiblichen Lehrkräften anzustreben; aber es ist inkonsequent, unter den Lehrenden Gleichstellung der Geschlechter zu verlangen und zugleich für die Lernenden Sonderstellung von Mädchen und Knaben zu postulieren. Ich wäre der letzte, der die Stellung der Lehrerinnen im Lehrkörper in Frage stellen wollte; aber diese kommt auch bei weitestgehender Geschlechtervereinigung da wenigstens nicht in Frage, wo sie bereits eine gesicherte ist. Aber wie verhält es sich mit dem Einwurfe der Mütter, welche ihre Töchterchen ausschliesslich weiblicher Leitung anvertrauen möchten? Ihr Bedenken gegen gemischte Klassen beruht im Grunde auf der Thatsache, dass Mädchen und Knaben gewisse Unterschiede in der Gesamtheit ihrer Veranlagungen zeigen und auf dem unmittelbar hieraus gezogenen Schlusse, dass die beiden Geschlechter demgemäss auch auf eine verschiedenartige erzieherische Behandlung Anspruch hätten. Wir stossen hiemit auf den dritten und vielleicht bedeutungsvollsten Einwand, der gegen die Geschlechtermischung erhoben wird.

3. *Die Unterschiede in der Beanlagung der beiden Geschlechter* dürften im allgemeinen die folgenden sein: Das Mädchen ist durchgehends anhänglicher, weicher, empfindsamer und sittsamer, als der Knabe. Es ist zarter besaitet und lenksamer, aber auch gefallsüchtiger, eitler und schwatzhafter. Sein empfindsames Wesen macht, dass bei ihm oft ein ernster Blick oder ein leiser Tadel genügt, wo beim Knaben eine scharfe Zurechtweisung angebracht ist. Seine Anhänglichkeit und seine Gefallsucht bewirken mit einander, dass es eher, als der Knabe, geneigt ist, lediglich um des Lehrers willen zu lernen. Es hat lebhaftere Phantasie und grössere Sprechgewandtheit, überhaupt grössere geistige Beweglichkeit, aber weniger Sinn für das Thatsächliche,

wie für das Spekulative. Was folgt aus diesen Unterschieden? Etwa, dass die beiden Geschlechter möglichst frühe gesondert unterrichtet werden müssen, damit jedem eine seiner Eigenart möglichst entsprechende besondere Behandlung zu teil werden könne und weiter, damit auch in der Auswahl der Unterrichtsstoffe die besondern Anlagen der beiden Geschlechter extra berücksichtigt werden können? Wer diesen Schluss zieht, der fordert im Grunde nichts anderes, als dass der natürliche Gegensatz in der intellektuellen und gemüthlichen Veranlagung der Geschlechter durch die Erziehung möglichst begünstigt und auf die Spitze getrieben werde, also dass beim weiblichen Geschlecht vor allem Phantasie, Gemüthsleben und sprachliche Anlagen, beim männlichen dagegen mehr abstraktes Denken und realistisches Wissen zu pflegen seien. Meine Gehrten! ich habe nie für Frauenemanzipation im weitesten Sinne des Wortes geschwärmt; aber der Thatsache kann sich niemand, der unbefangen und billig urteilt, verschliessen, dass aus Gründen der Gerechtigkeit und im Interesse des gemeinen Wohls in unsern Tagen eine möglichst weitgehende Befähigung des weiblichen Geschlechts zur Ergreifung eines selbständigen Berufes angestrebt werden muss. Es ist ja auch Thatsache, dass sich das weibliche Geschlecht ein Arbeitsfeld um das andere erobert und auf immer neuen Gebieten in Konkurrenz mit dem männlichen tritt. Hieraus folgt mit Notwendigkeit, dass durch die Erziehung eine gewisse Einseitigkeit in der Veranlagung des schwächern Geschlechts nicht noch mehr betont und ausgebildet werden darf, sondern dass vielmehr darauf hingearbeitet werden muss, diese Einseitigkeit so weit zu überwinden, als in ihr Hindernisse für eine selbständige Lebensführung liegen. Das „Ewigweibliche, das uns hinanzieht“, braucht dabei nicht zu kurz zu kommen. Wer dem entgegenhalten wollte, dass die Fälle, wo das Weib zu einer selbständigen Lebensführung gelange, resp. verurteilt sei, doch immer die Ausnahme bilden und dass es Aufgabe der Erziehung sein müsse, die Mädchen vor allem für ihren natürlichen, normalen Beruf als Hausfrauen und Mütter auszubilden, der entkräftet damit durchaus kein Argument für Vereinigung der Geschlechter. Denn auch die Hausfrau und Mutter bedarf in unserer Zeit jener Festigkeit, Energie und Konsequenz, jener Schärfe und Klarheit des Denkens und jenes energischen Sinnes für die Welt der Thatsachen, die wir in der Erziehung des männlichen Geschlechtes zugeständenermassen anzustreben haben.

Die besondere geistige Veranlagung der beiden Geschlechter fordert also durchaus keine Geschlechtertrennung in der Erziehung. Beide Geschlechter haben eine möglichst allseitige harmonische Ausbildung ihrer Anlagen zu verlangen, und ihre verschiedene Beanlagung ist weit entfernt ein Hindernis für einen gemeinsamen Unterricht zu sein, sondern bildet umgekehrt gegenseitig eine



wohlthätige Ergänzung. Wahr bleibt freilich, dass Knaben und Mädchen im allgemeinen ihrer ungleich feinen Empfindsamkeit wegen in betreff der Disziplin eine ungleiche Behandlung erheischen. Aber die heutige Pädagogik macht es überhaupt dem Lehrer zur ernstesten Gewissenspflicht, die Kinder individuell, d. h. jedes nach seiner Veranlagung zu behandeln, und wo die Lehrkraft als ganze Persönlichkeit vor der Klasse steht, wird sie niemals der Vorwurf der Parteilichkeit treffen, wenn sie am einen Orte mit einem leisen Wink tadelt, während sie im analogen Falle gegenüber einem andern Kind energischere Disziplinarmittel anzuwenden für nötig findet. Gerade im Interesse der Disziplin ist die Geschlechtervereinigung nur zu wünschen, aus dem einfachen Grunde, weil, zumal in obern Schulklassen, das Zusammenleben von Knaben und Mädchen beiden von vornherein einen gewissen Zwang auferlegt in bezug auf ihre natürlichen Fehler. Der trotzigste Knabe wird milder und nachgiebiger bei Anwesenheit der Mädchen, und in ihrer Gegenwart ist ihm eine Abkanzelung durch den Lehrer doppelt empfindlich. Und das schwatzhafteste, flüchtigste Mädchen nimmt sich mehr zusammen, wenn es den Spott und Hohn der Kameraden zu fürchten hat. Dazu kommt auf beiden Seiten ein bisschen unbewusster Ehrgeiz mit einer Zumischung von Gefallsucht gegenüber dem andern Geschlecht, und beides wirkt auf Aufmerksamkeit und Gewissenhaftigkeit nur heilsam. Wer über die nötigen Erfahrungen verfügt, wird sicher gerne der Behauptung beistimmen, dass durchschnittlich die Leistungen in gemischten Klassen besser sind, als in geschlechtergetrennten. Das ist von Wichtigkeit; aber noch weit bedeutungsvoller ist die ebenso wenig wegzuleugnende Thatsache, dass die Knaben in gemischten Klassen, zumal in den sog. Flegeljahren gesitteter, weicher, anständiger sich zeigen und dass die Mädchen bei fortwährend erzieherisch überwachtem Verkehr mit den Knaben, weit entfernt, von den letztern ein rohes, trotziges Wesen anzunehmen, entschieden sittsamer, gesetzter und ernster in ihrem Betragen werden, als beides der Fall ist, wenn Mädchen und Knaben immer nur unter sich sind.

4. Aber vielleicht fordert die Rücksicht auf die Bedürfnisse des praktischen Lebens einen wenigstens teilweise *verschiedenen Unterrichtsstoff* für Knaben und Mädchen? Der Mann, der normalerweise seinem Berufe nachgeht und nebenbei am politischen und gesellschaftlichen Leben einen regen Anteil zu nehmen hat, muss doch zweifelsohne für seine Lebensstellung anders vorgebildet sein, als die Frau, von der man in der Regel vor allem ein getreues Walten in Küche, Zimmer, Haus und Garten und nur mässige oder keine Teilnahme an den Fragen des öffentlichen Lebens erwartet, nach dem schönen Schiller'schen



Verse: „Und drinnen waltet die züchtige Hausfrau“ u. s. w.? Abgesehen davon, dass die Rollen zwischen Mann und Weib durchaus nicht immer so schön verteilt, mitunter auch wohl annähernd vertauscht sind, ist zu fragen, ob das Verlangen, dass das Interesse der Frau sich wesentlich auf die Gegenstände der Haushaltung und der Kindererziehung zu beschränken habe, nicht eine schnöde Ungerechtigkeit gegenüber dem weiblichen Geschlecht enthalte. Es kann hier auf eine weitere Darlegung dieser Frage füglich verzichtet werden. Es genügt der Hinweis, dass schon das Zusammenleben einigermaßen gebildeter Ehegatten eine gewisse Gemeinsamkeit der geistigen Interessen voraussetzt, wenn das Glück nicht ein rein äusserliches, ein hohler Schein, bleiben soll. Diese Ueberlegung allein sollte hinreichen zur Rechtfertigung der Forderung, dass die Schule durch möglichst weitgehende Gemeinsamkeit und Gleichartigkeit der Bildung, die sie den beiden Geschlechtern zu teil werden lässt, für diese Gemeinsamkeit der spätern geistigen Interessen eine möglichst breite Grundlage zu schaffen habe. Was aber die Rücksicht auf die speziellen Lebenssphären von Mann und Weib an besondern Bildungsmitteln für Knaben und Mädchen erheischt, das kann im allgemeinen nicht Sache der Volksschule sein, welcher in alle Zukunft der Charakter einer allgemeinen grundlegenden, von keinen besondern Rücksichten geleiteten Volkserziehungsanstalt gewahrt bleiben sollte, sondern ist der Berufsschule, resp. Fortbildungsschule, zuzuweisen. Es wird in der That, vom Handarbeitsunterricht abgesehen, in keinem Unterrichtsplan einer schweizerischen Volksschule irgend ein Lehrpensum nachgewiesen werden können, von dem mit guten Gründen behauptet werden dürfte, dass es entweder nur für Knaben oder nur für Mädchen geeignet sei. Selbst Raumlehre, elementare Verfassungskunde im Anschluss an Geographie und Geschichte und die Elemente der Algebra, wie sie etwa in den obersten Klassen gehobener Volksschulen vorkommen, sind hier nicht auszunehmen. Hiemit soll freilich nicht gesagt sein, dass es nicht, zumal auf obern Schulstufen der Volksschule, Unterrichtsstoffe gebe, die aus Gründen praktischer Verwendbarkeit für das eine oder andere Geschlecht besonders wichtig erscheinen. So wird man das Gleichgewicht in der Belastung der beiden Geschlechter, das durch die Notwendigkeit der Einführung eines separaten Handarbeitsunterrichts für die Mädchen mit wöchentlich 2 bis 6 Stunden gestört erscheint, am öftersten dadurch herzustellen suchen, dass man den Knaben Extrastunden für Raumlehre, Algebra, technisches Zeichnen oder gewisse Partien der Geschichte einräumt, wenn man es nicht vorzieht, was das Naturgemässeste wäre, für sie den Handarbeitsunterricht einfach durch Handfertigkeitunterricht in Holz- und Papp-Arbeiten zu ersetzen. Wir kommen also auch in der Frage, ob nicht mit Rücksicht auf eine Ungleichheit in

den benötigten Bildungsmitteln ein gesonderter Unterricht für Knaben und Mädchen wünschbar sei, zu einem negativen Resultate und fassen nun die bisherigen Erörterungen vorläufig in folgende Thesen zusammen:

1. Von einem gemeinsamen Unterrichte der beiden Geschlechter sind auf keiner Schulstufe sittliche Gefahren zu befürchten; vielmehr bieten die Gewohnheit des Zusammenlebens und die Gemeinsamkeit in ernster Arbeit die sichersten Schutzmittel gegen Verirrungen.

2. Die Rücksicht auf die Verwendbarkeit weiblicher Lehrkräfte kann bei der prinzipiellen Entscheidung der Frage, ob die Geschlechter getrennt oder gemeinsam unterrichtet werden sollen, um so mehr ausser Betracht fallen, als diese Entscheidung den freien Konkurrenzkampf zwischen Lehrer und Lehrerinnen in keinem Fall wesentlich zu beeinflussen vermag.

3. Die Verschiedenheit in der gemüthlichen und intellektuellen Veranlagung der beiden Geschlechter bedingt keineswegs die Notwendigkeit eines gesonderten Unterrichts, sondern lässt vielmehr aus erzieherischen Gründen eine Vereinigung wünschbar und segensreich erscheinen.

4. Da die allgemeine Volksschule nur solche Unterrichtsstoffe in ihr Pensum aufnimmt, welche der allgemeinen Emporbildung der menschlichen Kräfte ohne Rücksicht auf spätere Lebensstellung dienen, so kann sie auch mit Rücksicht auf die von ihr gebotenen Bildungselemente ohne Schwierigkeit die beiden Geschlechter gemeinsam unterrichten (Handarbeits- und Handfertigkeitsunterricht ausgenommen); die besondern Bildungsmittel, welche die Rücksicht auf spezielle Lebensstellungen und Berufskreise erheischt, sind Sache der Fortbildungs- und Berufsschulen.

Wir haben hiemit eine allgemeine Grundlage gewonnen, auf der es uns nicht mehr schwer werden kann zu untersuchen, wie unsere Frage in bezug auf die wissenschaftlich vorbereitenden Anstalten und auf die Berufsschulen zu beantworten sein wird. Was zunächst die erste Art der Bildungsanstalten betrifft, so ist mit der Thatsache zu rechnen, dass an den 7 schweizerischen Universitäten in den letzten Jahren über 300 weibliche Studenten eine wissenschaftliche Berufsbildung gesucht haben. Mag eine grosse Zahl dieser Studentinnen einer fremden Nation angehören, so ist jedenfalls doch nicht zu leugnen, dass auch in der Schweiz die Idee der Berechtigung des weiblichen Geschlechts zu verschiedenen wissenschaftlichen Berufsarten zusehends an Boden gewinnt. Wer will übrigens einer Tochter, welche Neigung und Befähigung hat, Medizin oder Philosophie zu studieren, das Recht hiezu einfach absprechen, und mit welchen Gründen könnte dies geschehen? Sobald man die Thatsache anerkennt —

und sie ist schlechterdings nicht wegzuleugnen — dass es Töchter giebt, die in Befähigung zu wissenschaftlichem Studium hinter dem männlichen Geschlecht durchaus nicht zurückstehen, so fordert die Billigkeit nicht nur, dass man sie zum Universitätsstudium zulasse und ihnen später auch die Berechtigung zur Ausübung ihres Berufes zuerkenne, sondern auch, dass man sie in bezug auf die Gelegenheit zur Vorbereitung zu wissenschaftlichem Studium den Jünglingen gleichstelle. Dies kann in zwei Arten geschehen. Entweder man errichtet besondere Gymnasien für Töchter, wie in jüngster Zeit einige Städte in Deutschland (Karlsruhe, Leipzig, Berlin) gethan haben, oder man öffnet unsere Gymnasien auch den Mädchen, wie z. B. Bern vor drei Jahren verfügt hat. Der erstere Weg empfiehlt sich in unserem Lande schon deswegen nicht, weil einstweilen die Zahl der Töchter, die mit Recht den Beruf zu wissenschaftlichem Studium in sich fühlen, eine zu geringe sein dürfte, die Errichtung besonderer, kostspieliger Anstalten zu rechtfertigen. Wenn man einwenden wollte, man solle nur erst den Versuch machen, die Schülerinnen würden sich dann schon bald in hinreichender Zahl finden, so muss ich darauf hinweisen, dass Bildungsgelegenheiten, welche keinem wirklichen Bedürfnisse entsprechen, gar leicht zur blossen Modesaché zu werden pflegen, und diese Gefahr würde für gewisse Kreise um so grösser sein, je vornehmer der Name klingt, den diese Bildungsgelegenheit trägt. Da scheinen mir denn doch unsere Töchter viel zu gut, als dass sie um einer blossen Modethorheit willen durch Cäsar, Livius und Xenophon und die Formeln der unendlichen Reihen hindurch gequält werden sollten, um dabei den natürlichen Interessensphären des Weibes noch mehr entrückt zu werden. Da nun aber, wie wir gesehen haben, gewichtige Gründe gegen einen gemeinsamen Unterricht der beiden Geschlechter nicht vorgebracht werden können, sofern eine Gemeinsamkeit der Bildungsziele vorhanden ist, so wird in unserem Falle die natürliche Lösung die sein, dass man die wenigen Töchter, welche über Befähigung und innern Beruf zu wissenschaftlichem Studium sich hinlänglich ausweisen, einfach mit den gleichaltrigen Jünglingen gemeinsam die bestehenden Gymnasien bis zur Maturität durchlaufen lässt. So gelangen wir zu unserer fünften These, der wir folgende Fassung geben wollen:

*5. Diejenigen Töchter, welche über Befähigung und innern Beruf zur Ergreifung des wissenschaftlichen Studiums sich hinlänglich ausweisen, haben als Vorbereitung zu demselben mit gleichaltrigen Jünglingen gemeinsam einen vollständigen Kursus in einem bestehenden Gymnasium zu absolvieren.*

In bezug auf die Stufe der Berufsschule ist eine allgemeine Antwort auf unsere Frage nicht leicht zu geben. Obwohl es je



länger je mehr Berufe giebt, in welchen die beiden Geschlechter bereits in Konkurrenz mit einander treten, so darf doch nicht übersehen werden, dass die normale Aufgabensphäre des Weibes eine andere ist, als die des Mannes. Wir bedürfen ganz ohne allen Zweifel besonderer Fortbildungsschulen für das weibliche Geschlecht, und die speziellen Bildungsmaterien dieser Schulen müssen sein: Lebensmittellehre in Verbindung mit hauswirtschaftlicher Chemie, Kochen und Konservieren, Gesundheitslehre und Krankenpflege, Erziehungslehre, weibliche Handarbeiten in Verbindung mit Anleitung zur Behandlung der Wäsche, Führung des Hausbuches u. s. w. Von der Mehrzahl solcher Pensen wird man die Jünglinge ebenso gerne dispensieren, wie die Mädchen von systematischer Verfassungskunde, eigentlicher Buchhaltungslehre, Landwirtschaftslehre und Obstbau etc. Es hat keinen Zweck, weiter in die Frage einzutreten, ob nicht in Gebieten, wo die beiden Geschlechter auf demselben Arbeitsfelde konkurrieren, wie z. B. im Handelsfach, allenfalls in den betreffenden Berufsschulen eine Geschlechtervereinigung stattfinden könne; denn die Fachschulen aller Art bieten eine solche Mannigfaltigkeit dar, dass jede wieder gewissermassen einen individuellen Charakter hat und in bezug auf Ziele und Methode eigene Wege geht, so dass die Frage, ob eine Anstalt allenfalls für beide Geschlechter passen könnte, nur von Fall zu Fall zu entscheiden wäre und hier erst noch gegenüber den verschiedenen Unterrichtszweigen, welche in derselben eingeführt sind, eine ungleiche Beantwortung finden müsste. Wir werden uns also wohl ohne Schwierigkeiten in dem Postulate einigen, das wir hinstellen wollen als These

*6. Die Vorbildung für speziellere Lebenskreise, wie sie z. T. schon durch die Fortbildungsschulen, ausschliesslich aber durch Berufsschulen mannigfachster Art angestrebt wird, erfordert im allgemeinen gesonderte Anstalten für die beiden Geschlechter.*

Messen wir nun nach dem Massstabe der Resultate, zu denen wir gelangt sind, die Verhältnisse, wie sie sich in bezug auf unsere Frage zur Zeit in unserm Vaterlande gestaltet haben, so ist zunächst hervorzuheben, dass irgendwelche Einheitlichkeit in dieser so wenig, als in irgend einer andern Richtung des Volksschulwesens erwartet werden kann in einem Staatsganzen, welches die Vorsorge für die Volksbildung ausdrücklich den 25 Staaten zweiter Ordnung, aus denen es zusammengesetzt ist, überbunden hat. Aber auch die Mehrzahl der Kantone hat sich nicht veranlasst gesehen, unsere Frage prinzipiell zu entscheiden und bezüglich feste Normen aufzustellen, so dass wir zur Zeit in unserem Lande in Sachen eine so grosse Vielgestaltigkeit finden, als nur immer möglich und denkbar ist. In Wallis und



Tessin herrschen die geschlechtergetrennten Klassen auf der Stufe der Primarschule entschieden vor, und in Freiburg, Zug, Schwyz, Ob- und Nidwalden halten sie sich mit den gemischten Klassen ungefähr das Gleichgewicht. Aber auch Baselstadt hat fast lauter geschlechtergetrennte Klassen; in Genf machen diese fast zwei Dritteile und in Neuenburg ungefähr die Hälfte der gesamten Primarschulklassen aus. Man kann es allenfalls begreifen, dass man in Gemeinwesen mit vielgliedrigem Schulorganismus und zahlreichen Parallelklassen es am einfachsten findet, da doch die gleichaltrigen Schüler nicht in einer Klasse vereinigt werden können, dass Knaben und Mädchen gesondert werden, obwohl die Thatsache, dass Städte mit anerkannt trefflich eingerichtetem Schulwesen, wie Basel, Neuenburg, Genf, St. Gallen vom ersten Schuljahre an die Geschlechter getrennt unterrichten, noch lange nicht hinreichen kann, uns an den Gründen, welche wir für die gemischten Klassen vorgebracht haben, irre werden zu lassen. Soweit aber diesen Schulen aus ihrem System ein — freilich nicht in bestimmten Grössen nachweisbarer Nachteil — entsteht, wird derselbe doch in keinen Vergleich gestellt werden können zu dem Schaden, den viele Gemeinden in Tessin, Wallis und den Urkantonen ihrem Schulwesen zufügen, indem sie lieber eine gesonderte Knaben- und Mädchenschule errichten und in beiden je die sämtlichen Altersstufen vereinigen, was anerkanntermassen den Unterricht enorm erschwert, als dass sie, was doch einzig naturgemäss wäre, die Klassen nach Altersstufen trennen würden. Da sind noch viele Vorurteile zu zerstreuen; aber wie ihnen beikommen? In erster Linie müssten die aufgeklärteren Städte und grossen Ortschaften mit dem Beispiele der gemischten Klassen durchwegs vorangehen. Hier, wo so wie so ebensoviele Successivklassen als Jahrgänge bestehen bleiben, ist der Schaden der Trennung weniger augenfällig, und zudem müssten hier die Gefahren der Vereinigung, wenn solche beständen, auch höher angeschlagen werden, als in abgelegenen Dorfschaften. Wenn man es also hier über sich gewänne, überall die Geschlechter zu mischen, so würden die kleinern Ortschaften der zitierten und anderer Kantone allmählich einsehen lernen, dass sie noch weit mehr Grund haben, dies zu thun. Zürich, Luzern, Glarus, Solothurn, Baselland, Schaffhausen, Graubünden, Bern und Appenzell A.-Rh. haben lauter oder annähernd lauter gemischte Primarschulklassen, und in den obgenannten und mehreren anderen Kantonen ist auch die Mehrzahl der Sekundarschulen gemischt. Hervorgehoben zu werden verdient, dass in der Stadt Zürich auch die Mehrzahl der Sekundarschulen gemischt ist, dass das zürcherische kantonale Lehrerseminar im letzten Jahre dreissig Töchter zählte, die mit den Jünglingen gemeinsam den Unterricht besuchten und dass, wie schon oben zu erwähnen Gelegenheit war, die Stadt

Bern seit drei Jahren den Töchtern ihr Obergymnasium geöffnet hat. So wenig scheint unsere Frage, welche der theoretischen Klarlegung so wenig Schwierigkeiten dargeboten hat, in der Praxis noch abgeklärt zu sein oder vielmehr: so wenig allgemein scheint man sich in der Organisation des Schulwesens von einheitlichen sachlichen Erwägungen leiten zu lassen, dass man am einen Orte schon siebenjährige Knaben nicht mit den Mädchen zugleich unterrichten zu können glaubt, während man anderswo kein Bedenken trägt, 14—18jährige Jünglinge und Töchter im selben Lehrzimmer zu vereinigen.

Diejenigen Städte und grössern Ortschaften, welche nur die obern Primar- und Sekundarklassen getrennt haben, können uns aber zur Rechtfertigung ihres Vorgehens Eines einwenden. Wir sind von der Voraussetzung ausgegangen, dass Primar- und Sekundarschule lediglich der allgemein menschlichen Ausbildung ohne Rücksicht auf Stand und spätern Beruf zu dienen haben, und nur unter dieser Voraussetzung konnten wir die durchgängige Geschlechtermischung postulieren und die Trennung der Fortbildungs- und Berufsschule vorbehalten. Wie aber, wenn ein grosser Teil der Knaben und Mädchen unmittelbar nach Absolvierung der Volksschule in praktische Berufskreise eintritt und keine weitere theoretische Ausbildung empfängt? Es ist wahr: das Fortbildungs- und Berufsschulwesen erfreut sich zur Zeit einer recht gedeihlichen Entwicklung und einer zunehmenden Vorsorge; aber wie wenig wird in dieser Beziehung noch für das weibliche Geschlecht gethan und wie häufig haben die Fortbildungskurse für Jünglinge lediglich den Charakter einer Zustützung für die Rekrutenprüfungen! Aber es giebt kaum einen Beruf und kaum eine Sphäre aktiven Wirkens im Leben, im Gebiete weiblicher Thätigkeit ebensowenig, als in dem der männlichen Arbeit, für welche nicht eine theoretisch-praktische Vorbildung gewünscht werden müsste. Es muss eine Zeit kommen, wo es als Regel gilt, dass kein Jüngling und keine Tochter eine selbständige Wirksamkeit antritt, ohne einen Kurs in einer allgemeineren (Fortbildungsschule) oder speziellen Berufsschule durchgemacht zu haben. Bis wir so weit sind, dürfen diejenigen Gemeinwesen kaum getadelt werden, welche in den obern Klassen der Volksschule die Geschlechter trennen, um desto leichter auf die speziellen Bildungsbedürfnisse der Knaben und Mädchen im Hinblick auf ihre respektiven Lebensstellungen Rücksicht nehmen zu können.

Meine Gehrten! Sie sehen, unsere Frage hängt mit derjenigen des gesamten Fortbildungsschulwesens eng zusammen, und wenn wir einer Geschlechtervereinigung in der allgemeinen Volksschule rufen, indem wir dieser lediglich allgemein menschliche Bildungszwecke als Ziel hinstellen, so müssen wir Hand in

Hand damit an der allgemeinen Einführung der Fortbildungs- und Berufsschulen für beide Geschlechter arbeiten. So gelangen wir zu unsern letzten Thesen, welche lauten:

7. *Die allgemeine Durchführung der Geschlechtervereinigung in der Volksschule ist nur erspriesslich, unter der Voraussetzung der allgemeinen Einführung der Fortbildungs- und Berufsschulen auch für das weibliche Geschlecht.*

8. *Es ist Aufgabe der schweizerischen Frauenvereine, durch Wort und Schrift an der Zerstörung der Vorurteile, welche betreffs der Geschlechtervereinigung im Unterricht vielerorts noch bestehen, zu arbeiten und zugleich energisch mitzuwirken in der Vorsorge, dass das weibliche Geschlecht nach absolvierter Volksschule in besondern Kursen und Anstalten die zur richtigen Ausfüllung seiner Lebensstellung erforderliche spezielle Ausbildung empfangt.*

---

## Coéducation des sexes.

*Par Mme. Piczynska-Reichenbach à Berne.*

En abordant l'étude des progrès à réaliser dans l'éducation de la femme en Suisse, le premier sujet qui s'impose à l'investigation est l'enseignement des deux sexes en commun. Les avantages et les inconvénients de l'école mixte ne sont pas pour nous un problème de pédagogie seulement, mais une question actuelle, pratique et d'intérêt général. En effet, la coéducation est le régime traditionnel de nos campagnes; c'est un fruit du terroir, produit spontané de la plupart de nos cantons. Nous la trouvons en vigueur parmi les bergers de l'Appenzell, chez les vigneron de la Côte, les montagnards de l'Engadin et les industriels de Winterthour ou du Jura. Dans treize cantons la totalité, dans quatre autres la grande majorité des écoles rurales ne connaissent pas d'autres systèmes. Le canton de Vaud, qui compte 1007 classes primaires, a 825 classes mixtes. Là même où la séparation des sexes paraît lui être préférée, au Valais, au Tessin, dans les cantons d'Uri, d'Unterwalden et de Fribourg, la communauté d'éducation n'est pas abolie. Elle subsiste pour le bas âge ou dans de petites localités, si bien qu'il n'est pas un canton où elle ne se maintienne en quelque mesure.

D'autre part, pour les besoins de la comparaison, nous trouvons aussi dans presque toutes les localités importantes des écoles séparées pour filles et garçons. Seuls Glaris et Thurgovie n'en possèdent aucune au degré primaire; dans tous les autres cantons, les villes ont introduit la séparation des sexes, soit dès la première ou deuxième année scolaire, soit à partir de la cinquième ou sixième, — à Coire à partir de la septième seulement. Au Tessin, elle est de règle partout où le nombre des enfants dépasse 60 pour une classe; en revanche, la loi du canton de Vaud la prévoit comme exceptionnelle. A Berne, la coéducation a prévalu pour toutes les classes élémentaires; à Zurich, elle s'est maintenue pour toutes les classes dans 4 arrondissements sur 5 — et à Winterthour elle règne exclusivement.

La Suisse offre donc le terrain le plus propice à l'étude comparative des deux systèmes. Cependant la prévalence de l'un ou de l'autre en certaines localités ne nous renseigne qu'imparfaite-



ment sur leur valeur pédagogique. Ce sont les convenances du budget, et les considérations d'ordre extérieur qui, le plus souvent, au dire de personnes compétentes, motivent le choix. Lorsqu'un seul maître suffit à enseigner tous les enfants du même âge, il ne vient pas à l'idée de les séparer; au contraire, le dédoublement s'impose-t-il, une classe de filles confiée à une régente coûte moins cher. Sans contester que le point de vue éducatif n'entre en ligne de compte dans le choix de l'un ou de l'autre système, on ne saurait donc lui attribuer que rarement l'influence décisive; bien plutôt, l'opinion publique est encore, sinon indifférente du moins hésitante à l'égard de la question qui va nous occuper.

C'est surtout au point de vue des intérêts féminins que la coéducation prête à la controverse. C'est aussi dans les rangs des amis de notre cause que se trouvent à la fois ses partisans et ses adversaires les plus convaincus.

Or, dès qu'il s'agit de l'éducation des jeunes filles, toute discussion devient difficile parce qu'on ne s'entend pas sur le but. Ce but, l'idéal féminin, chacun croit le connaître; nul ne l'embrasse tout entier. Entreprend-on de le définir, dès les premiers traits, les conceptions diffèrent. L'un prend pour modèle la femme d'autrefois, l'autre celle de demain, qu'il croit entrevoir. Les dissemblances intellectuelles et morales d'un sexe à l'autre, nul ne les nie, mais quand on veut les énumérer, on ne s'entend plus sur une seule.

C'est que le génie féminin est un organisme *en croissance*. Comme l'esprit humain, il évolue; on ne saurait le fixer sans contrainte dans les limites d'une définition, non plus que le génie masculin. Parmi les traits de caractère qui distinguent la femme à une époque déterminée, il en est d'essentiels à son sexe, d'autres ne sont que des traits acquis, résultat d'habitudes séculaires; les uns sont précieux à conserver, les autres conventionnels. Comment les distinguer? La nature en ferait aisément le triage, mais ceux qui se réclament le plus d'elle hésitent à la laisser faire. On s'en méfie, on veut l'aider dans le choix des caractères à donner, à conserver à ce précieux type, que l'on croit toujours en danger de se voir „dénaturé“. Néanmoins, il n'est qu'un seul moyen d'assurer le triomphe des lois naturelles, c'est de leur donner la liberté pour auxiliaire. Le seul moyen pour le type féminin de ne pas se dénaturer, c'est de s'épanouir selon son instinct, en se modifiant suivant les besoins qu'imposent à tous les conditions économiques et sociales.

Renonçons donc à dresser une liste des caractères dont l'éducation féminine doit se proposer la culture particulière. Bornons-nous à répondre aux besoins spéciaux d'un sexe et de l'autre à l'heure et dans la mesure où ces besoins se font sentir.

Cela est-il possible à l'école mixte? Y parvient-elle dès aujourd'hui? Quels sont ses résultats au point de vue intellectuel et moral? Telles sont les questions qu'en vue de ce rapport nous avons posées à soixante pédagogues des deux sexes et de tous les cantons: Directeurs de séminaires, d'écoles normales, d'établissements d'éducation mixtes ou pour filles seules, ecclésiastiques protestants et catholiques, inspecteurs cantonaux des écoles, instituteurs et institutrices en activité, nous avons recherché tous ceux dont les témoignages promettaient d'éclairer la question sous l'une ou l'autre de ses faces.

De ceux que nous avons consultés par écrit, 6 seulement ont laissé nos questionnaires sans réponse; 44 ont mis l'empressement le plus obligeant à nous faire part de leurs observations. C'est ici le lieu de leur en exprimer toute notre reconnaissance. Par la précision et l'autorité de leurs témoignages, ils m'ont mise en possession de véritables documents, que je voudrais pouvoir publier tout entiers; je m'efforcerai de les résumer en donnant à chaque opinion le relief qui lui est dû.

Sur l'ensemble de ces autorités, 42, soit plus des trois quarts, se prononcent en faveur de la coéducation; 12 se déclarent ses adversaires. Parmi ces derniers, citons les notabilités des cantons de Schwyz, Zoug, Uri, Unterwalden et Fribourg, membres du clergé catholique romain, un pédagogue éminent de la ville de Bâle et le groupe des institutrices de la Suisse centrale.

Cependant, peu de personnes se prononcent en principe pour ou contre l'école mixte à tous les âges; les opinions se groupent d'une manière différente suivant qu'il s'agit d'enfants ou d'adolescents. Cette distinction s'impose, car l'objet principal de l'école n'est pas le même à tous les âges. Celui de l'enseignement élémentaire est de poser les bases générales de la culture. Quel que soit le sexe ou la condition de l'enfant, il s'agit d'abord de favoriser l'éclosion de toutes ses facultés et de seconder leur essor par un exercice méthodique. Les connaissances à acquérir sont celles dont nul être humain ne saurait se passer. Former des êtres pensants, tel est l'objet des premières années scolaires. Plus ses bases seront larges et générales, mieux elles s'adapteront à tous, mieux l'école à ce degré atteindra son but. Les dissemblances d'aptitude ou de tempérament ne sont pas à cet âge plus prononcées d'un sexe à l'autre qu'entre enfants du même sexe et de caractères différents. L'hygiène pour les deux sexes est le même jusqu'à 12 ans.

Aussi, grande est la majorité des pédagogues qui se déclarent partisans de la coéducation *pour les 6 premières années scolaires*.

Ceux mêmes qui croient inconciliables les méthodes d'éducation requises par chacun des sexes pour son plein développe-

ment, font porter toute la force de leurs arguments sur la période suivante.

Cependant quelques questions se posent, auxquelles les parents veulent des réponses précises. L'une des premières se rapporte au maintien des *convenances*. N'ont-elles pas à souffrir? est-il possible d'assurer la décence entre camarades?

„Oui,“ répondent unanimément tous mes correspondants. „On y parvient mieux“, au dire de quelques-uns, „que dans les écoles séparées.“ „Les garçons sont plus décents à l'école mixte que dans leurs collèges.“

Est-ce aussi le cas sous la direction féminine? — Quelques voix prêtent plus d'autorité aux instituteurs, d'autres, au contraire, aux institutrices, plus intuitives, plus perspicaces; mais l'opinion générale est en somme que c'est affaire de tact individuel et que maîtres et maîtresses y parviennent également.

La surveillance pendant les récréations semble être partout de règle; quelques personnes seulement la désireraient plus sévère.

Si l'on peut se rassurer à l'égard de la décence proprement dite, qu'en est-il de la *discipline*? L'école mixte n'est-elle pas tapageuse? L'ordre n'y est-il pas difficile à maintenir?

„Non,“ répondent encore de 15 cantons des voix compétentes. „Aucunement.“ Deux institutrices affirment que c'est le contraire qui a lieu.

„Peut-être en est-il ainsi pour les maîtres,“ proteste une voix de femme très autorisée, „car les jeunes filles lui rendent la tâche plus aisée; les garçons, au contraire, la rendent plus ardue aux maîtresses.“

„Je ne l'ai jamais trouvé,“ assure néanmoins une institutrice de Neuchâtel et cinq de ses collègues de Bâle, Thurgovie, St-Gall, confirment son témoignage. Et de Schaffhouse: „Un garçon babillard est un être exceptionnel, les fillettes babillardes ne se comptent plus.“ „Les garçons,“ dite une institutrice genevoise, „deviennent moins bruyants, les filles moins distraites par le fait de l'influence réciproque.“

Le directeur du séminaire du Muristalden à Berne conclut en ces termes: „D'après mon expérience, les classes les plus indisciplinées sont celles de filles seules; après elles viennent les garçons seuls, et enfin, celles où l'ordre se maintient le mieux sont les classes mixtes.“

Sur la foi de ces témoignages nous pouvons donc affirmer que l'école mixte ne le cède en général aux écoles séparées ni en décence, ni en bon ordre. Les difficultés dont se plaignent certaines institutrices, du fait des garçons, doivent provenir d'influences locales particulièrement hostiles à leur autorité ou à celle de la femme en général.

Passons maintenant aux effets de la coéducation sur le *développement intellectuel*.



Que le travail en commun des deux sexes soit favorable à l'émulation, presque personne ne le conteste. La plupart de mes correspondants y voient l'avantage principal de la coéducation, non sans observer toutefois que, dans l'enfance, „l'influence stimulante est surtout profitable aux garçons, qui ont souvent moins de goût pour l'étude, moins de vivacité d'esprit et d'ardeur au travail que leurs camarades filles.“

Une institutrice de Schaffhouse m'assure pourtant que les fillettes y trouvent aussi leur compte. „Celles-ci,“ s'il faut l'en croire, „ont en tête mille choses outre la leçon. L'esprit des garçons est plus calme, leur travail plus lent, et cette différence d'allure corrige la tendance des fillettes à la précipitation, qui nuit parfois chez elles à l'exactitude.“

Le directeur du séminaire déjà cité constate que l'influence réciproque est favorable. A son avis, si la jeune fille devance en général son camarade jusqu'à 10 ou 11 ans, depuis cet âge c'est le contraire qui a lieu et le garçon reprend l'avantage.

Il est certaines qualités de *logique*, de *punctualité* dont on accuse volontiers la femme d'être dépourvue. Se développeront-elles mieux par la collaboration avec l'autre sexe? Cette question prend de l'importance à l'heure actuelle où tant de vocations nouvellement ouvertes aux femmes ne le sont que sous réserve d'être moins rétribuées, — inégalité que rien ne saurait justifier sinon la qualité inférieure du travail. — Or, l'on constaterait, dit-on, dans les postes, les télégraphes, les bureaux, une certaine infériorité du travail féminin sous le rapport de la précision. Les jeunes filles sorties d'écoles mixtes seraient-elles à cet égard mieux armées pour la concurrence?

Il ne paraît pas que l'expérience l'ait prouvé jusqu'ici. C'est de l'enseignement lui-même, de sa nature et de sa qualité, plus que la coéducation, qu'il faudrait attendre un progrès à cet égard. — „La branche d'étude la plus propre à développer la logique et la précision de la pensée est certainement celle des mathématiques,“ dit un instituteur vaudois; „aussi est-il important que les jeunes filles aient la possibilité de suivre, en partie du moins, des leçons dont l'influence ne pourra qu'être des plus heureuses pour leur activité future, quelle que soit la profession qu'elles doivent exercer.“

Enfin, nous sommes-nous demandés, l'enseignement donné à une classe mixte n'exige-t-il pas plus de préparation, une plus complète maîtrise de sujet que celui qui ne s'adresse qu'à des filles? en d'autres termes: ne faut-il pas aux écoles mixtes de *meilleurs maîtres*?

Une dizaine de voix l'affirment; mais neuf autres disent: „non, pas de meilleurs maîtres, mais des maîtres doués d'un grand tact. C'est au point de vue éducatif que l'école mixte a la tâche plus étendue.“ Or, cette constatation est pour certains juges un argu-



ment en sa défaveur. L'élément éducatif, dit-on, laisse plus à désirer dans nos écoles que le niveau de l'instruction, et, s'il s'agit d'une extension de l'école mixte, beaucoup protestent: nous n'avons pas assez de maîtres excellents, de maîtresses à la hauteur de cette tâche. Formons-en d'abord en plus grand nombre! Car l'école mixte, meilleure peut-être sous une direction judicieuse, est pire que l'autre en des mains incapables. „A mesure qu'elle s'adresse à un âge plus avancé il lui faut des maîtres plus éminents et, pour les classes supérieures, des individualités exceptionnelles seules peuvent suffire à la complexité de sa mission.“

Tout bien pesé, l'intérêt éducatif l'emporte, en effet, sur tous les autres et si la coéducation n'était qu'une instruction en commun, l'indifférence à son égard serait bien permise; l'avantage de classes plus homogènes, marchant d'un même pas et, pour les filles, d'une allure plus rapide, compenserait largement ceux que nous venons de lui reconnaître. Mais il nous reste à considérer la coéducation sous un aspect qui domine tous les autres, point de vue éducatif au plus haut chef: celui de *l'harmonie à établir entre les sexes*, en vue de leur coopération dans la vie.

L'harmonie entre les sexes, en quoi consiste-t-elle aujourd'hui? et d'abord, est-ce bien à l'harmonie que l'on travaille? N'est-ce pas plutôt à une adaptation au régime de l'arbitraire? Tout ce qui compromet la subordination n'est-il pas dénoncé comme un danger pour la paix domestique? Pourquoi craint-on nos progrès? D'où vient que l'on redoute pour nous un développement sans limite? Que croit-on menacé par le plein épanouissement de nos caractères, sinon cette pauvre harmonie des familles, vacillante sur ses bases d'autorité et d'assujettissement?

L'harmonie, la vraie, celle d'êtres humains égaux, différents et complémentaires, c'est là le besoin majeur, la condition première de rapports meilleurs que nous appelons de tous nos vœux. A cette harmonie il faut des bases plus hautes que celles de la vie instinctive, pour qu'après avoir pénétré le foyer conjugal, elle s'étende aussi en dehors de ses limites. Ces bases se trouveront dans l'éducation du respect — non du respect de l'inconnu — mais d'une estime raisonnable, éclairée, d'une appréciation intelligente, fondée sur la connaissance et la compréhension. Que nul ne se récrie au nom de la poésie! L'enthousiasme ni l'amour n'y perdront rien. Ils fleuriront sur leur propre terrain — celui des relations privilégiées — non moins purs et puissants lorsque une plus noble estime s'étendra tout autour d'eux aux caractères de sœur, d'amie, d'associée, de collaboratrice, les revêtant enfin de toute leur dignité.

Messieurs, il n'est qu'un seul obstacle à cette entente: c'est que vous nous connaissez mal et que nous ne vous connaissons pas. Notre idée les uns des autres est fragmentaire ou superficielle.

Les différences d'aptitudes bienfaisantes, fécondes, qui nous distinguent, nous ne savons les apprécier qu'à l'heure des passions sentimentales. Avant et après ce moment et partout où ces passions ne sont pas en cause, nos dissemblances deviennent l'objet de comparaisons malveillantes ou de jugements préconçus. Le seul remède à cet état de choses, c'est le travail en commun. La collaboration nous apprendra à nous estimer selon nos mérites. En mettant en évidence nos dons respectifs, elle fera ressortir l'utilité de leurs différences. Seule, elle nous donnera un but collectif assez grand pour nous porter plus haut que le souci de nos plaisirs et de nos passions. Elle seule peut changer nos mœurs en inaugurant une ère de fraternité entre les sexes, dans laquelle la femme pourra prendre en paix le développement qui lui appartient.

Mais si la collaboration n'est entrée dans nos habitudes dès l'enfance, si elle n'a pas fait l'objet d'une éducation, elle ne s'établit plus tard qu'au prix de la compétition la plus âpre. Lorsque le droit au travail devient le droit aux profits, le sexe le plus fort en garde le monopole et il en défend l'accès par tous les moyens. Partout où l'aiguillon de la nécessité force la femme à se faire une place, on lui en conteste le droit, on y voit une usurpation. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle nous sommes menacés d'un antagonisme entre les sexes, seul danger réel qui se dresse sur le chemin de nos progrès, mais danger formidable et croissant à mesure que les conditions économiques poussent plus de femmes dans l'arène du travail et de la compétition.

Le seul moyen de conjurer ce danger, c'est de faire d'une collaboration harmonieuse la base et l'objet de l'éducation des deux sexes, de les y former par l'expérience journalière. Cela est avant tout, sans doute, la tâche de la famille, mais elle ne saurait y suffire. Dès l'âge de 7 ans, la majeure partie des heures de l'enfant s'écoule à l'école et ce sont les plus sérieuses, les mieux ordonnées. L'école, c'est le lieu du travail. A la famille, outre les soins matériels, il ne reste guère que les moments de récréation. Or, filles et garçons diffèrent plus encore dans leurs plaisirs que pour l'étude, et l'on verra bien rarement s'assembler pour le jeu des enfants que le travail n'aura jamais réunis. Du reste, c'est au travail en commun et non au plaisir qu'incombe la mission éducatrice, lui qui doit nous donner les bases nouvelles d'harmonie dont la société a besoin.

C'est donc à l'école à seconder dans ce sens l'effort des familles et telle est la tâche de l'école mixte. La remplit-elle dans ce pays où elle a prévalu si largement? Mais d'abord, l'a-t-elle comprise? Les instituteurs des deux sexes ont-ils dès aujourd'hui cet objet à cœur?

A cette question, plusieurs autorités répondent : „Sans doute.“ „Cela va sans dire.“ „Oui, la plupart.“ D'autres protestent : „pas

d'une manière générale. "Un petit nombre seulement." — "Il est rare que l'on envisage l'éducation à ce point de vue," affirme un pédagogue de Neuchâtel. — Une voix féminine va jusqu'à dire : "nulle part!"

La question peut, du reste, paraître superflue. Les instituteurs ne sauraient être que de leur temps, et l'opinion publique est encore trop divisée en ces matières pour avoir créé dans le corps enseignant un courant déterminé. A côté de maîtres et de maîtresses aux vues larges, éclairées, ayant compris l'importance de ce développement harmonique et capables d'y travailler, il en est sûrement nombre d'autres à l'école mixte qui ne l'on jamais entrevu, et dont l'ambition se borne à sauvegarder la décence extérieure. N'espérons donc pas constater, ailleurs que dans des cas isolés, les fruits évidents d'un effort systématique.

L'œuvre se ferait-elle d'elle-même toutefois? Les simples rapports journaliers tendent-ils à faire prévaloir une juste estime réciproque?

— "Oui," dit le directeur d'un séminaire, "l'école mixte contribue dans tous les cas à diminuer chez les deux sexes la présomption, et le dédain du sexe opposé. D'autre part, elle tempère les idées romanesques précoces; les garçons apprennent que toutes les filles ne sont pas des anges; les fillettes, que chaque jouvenceau n'a pas en lui l'étoffe d'un héros." — "Des rapports plus simples, plus naturels s'observent," dit un autre pédagogue, "entre enfants des deux sexes grandis à la même école." — "Telle a bien été notre expérience depuis 20 ans," atteste le vénérable ancien directeur de l'école évangélique à Peseux.

Cependant, dans quelques cantons de la Suisse centrale, on entend affirmer qu'il est impossible d'établir l'harmonie entre les écoliers des deux sexes, tant il est rare que les parents traitent frères et sœurs avec impartialité. La position qui leur est faite dans les familles est si souvent inégale que l'école est impuissante à corriger l'aigreur et le dédain qui se manifestent d'un sexe à l'autre. — "L'émulation même", dit-on, "ne s'exerce plus entre les sexes, filles ou garçons n'entrant en compétition qu'avec leurs pareils." — C'est ainsi que dans les milieux mêmes où le besoin d'une harmonie meilleure se fait sentir le plus vivement, l'œuvre de l'éducation à ce point de vue se heurte aux plus graves difficultés.

Quoi qu'il en soit, c'est là une tâche que l'école mixte seule peut entreprendre. L'éducation séparée des sexes ne peut rien pour cet objet. Favorisant les différences qui les séparent, les systématisant même sans le vouloir, elle tend, en cultivant les dissemblances, à en faire des incompatibilités pour tout ce qui n'est pas la vie passionnelle proprement dite. Elle forme l'esprit féminin suivant un type conçu de parti pris et



imposé à celles même qui n'y sont pas conformes, et ainsi s'élève une jeunesse féminine artificielle, dont les lacunes et les imperfections, les faiblesses même sont élevées à la dignité de caractères innés. Le terrain d'une collaboration inoffensive des deux sexes, resté en friche, se voit envahi par les curiosités précoces, les préoccupations morbides, préambules des passions incultes, auxquelles seules incombera désormais la tâche de les concilier. Ne sachant rien faire ensemble de noble et d'utile, on fait le mal; nos mœurs n'en offrent que trop d'exemples.

Ah! nous sentons tous la nécessité de réformes radicales, mais nous tardons à comprendre que seule l'éducation pourra les accomplir et que c'est sur le point même dont nous parlons que doivent porter nos efforts. L'école mixte actuelle n'est point à la hauteur de cette tâche. Ne saurait-elle le *devenir*? Pour preuve que cet idéal n'est pas hors de sa portée, point n'est besoin de citer les pays éloignés; il suffit de constater les résultats obtenus dans certaines écoles particulières où le but que nous avons précisé est compris, où l'on y travaille, — non pas à la campagne seulement, dans les conditions plus simples de la vie rurale, mais à Genève, par exemple; dans telle école que je pourrais nommer, — féconde expérience que tous gagneraient à connaître dans ses détails et qui, à elle seule, suffirait à démontrer la valeur éducatrice de la coéducation.

S'il en est ainsi, on sera surpris d'entendre qu'une sérieuse opposition lui soit faite par les femmes les mieux qualifiées pour en juger, — je veux parler du corps enseignant féminin. La grande majorité des institutrices primaires des cantons de Berne et d'Argovie ont pris position à cet égard et se rangent parmi ses adversaires. On cessera de s'étonner de leur attitude si l'on observe que, tout au moins dans la Suisse centrale, la coéducation marche de pair avec une prépondérance par fois exclusive de l'influence masculine dans les écoles. Dans les cantons de Glaris et d'Appenzell (Rhodes Extérieures), où toutes les classes primaires sont mixtes, il n'y a pas une seule maîtresse d'école eu activité. Schaffhouse en compte deux pour tout le canton, Bâle une dizaine; en Thurgovie, il ne se trouve dans le corps enseignant que 13 femmes pour 281 instituteurs. Une maîtresse d'école, dans les cantons de Soleure et de St-Gall, est encore chose exceptionnelle et il en est de même dans les Grisons.

Sept cantons seulement: Genève, Vaud, Neuchâtel, Berne, Bâle, Argovie et Zurich, ont fait à l'élément féminin une place régulière dans l'enseignement des deux sexes en commun, mais c'est aussi partout une place limitée et qui ne s'étend pas au-dessus des 2 ou 3 classes inférieures. Partout les institutrices sont en minorité, comme nombre et comme influence; à Schaffhouse, la loi limite leur activité à un certain nombre d'heures, et interdit de leur conférer le brevet d'enseignement secondaire.



En un mot, il n'est fait jusqu'ici aux institutrices dans tout le pays qu'une part inégale et une position subalterne à l'école mixte.\*)

A quoi faut-il l'attribuer? Le système coéducatif implique-t-il nécessairement une direction masculine?

Nous avons vu qu'au point de vue de la discipline il n'en est rien; bien plus, on s'accorde à dire que les petits garçons sont plus difficiles à conduire que les grands. Or se sont précisément les petits, ceux des classes inférieures, que l'on confie encore aux institutrices; là où cette expérience a été faite, elles ont si bien démontré leur compétence, qu'à Genève, par exemple, elles ont obtenu le monopole de l'enseignement à ce degré, et même l'inspection de toutes les classes élémentaires.

Une voix ou deux font entendre que la force physique a son prix vis-à-vis de garçons grandissants. Ne serait-ce pas toutefois rabaisser le niveau pédagogique dont s'honorent les écoles de notre pays, que de faire place à cet argument? A l'âge où la force pourrait être requise, il y a, n'en doutons pas, d'autres et meilleurs moyens de faire prévaloir l'autorité.

Ce ne sont pas des considérations semblables qui justifient le préjugé en faveur des instituteurs. Bien plutôt, il se nourrit de l'idée que l'enseignement d'un maître est meilleur, son savoir plus solide, sa compétence plus entière. Cela est si vrai que dans la plupart des écoles de filles on leur donne aussi la préférence. Sauf dans les cantons catholiques, où elles sont pour la plupart dans les mains des religieuses, les écoles primaires de filles seules ne font, elles aussi, aux femmes qu'une place subordonnée et limitent leur collaboration aux 2 ou 3 classes élémentaires, tandis que dans l'Appenzell et les Grisons on leur refuse jusqu'à cette humble part dans l'éducation de l'enfance. Sur quoi se fonde une telle préférence pour l'enseignement masculin?

Il faut le dire, les qualifications que donnent aux deux sexes les séminaires et les écoles normales ne sont point partout égales. Ce n'est parfois que de la gymnastique que l'on dispense les futures institutrices, exception introduite depuis quelques années et, soit dit en passant, peu judicieuse, car cette branche entre toutes gagnerait à être enseignée à chaque sexe par ses pareils. Mais ailleurs le niveau des études n'est pas le même. Dans les séminaires bernois leur durée même n'est pas égale. A Genève, me dit-on, les différences portent sur les branches scientifiques, à Aarau sur les mathématiques et les langues. Zurich, Neuchâtel, Vaud, Bâle et les petits cantons exigent cependant des deux sexes pour le brevet d'enseignement des qualifications identiques. Les

---

\*) Voir le tableau annexé à ce rapport.

séminaires de Kussnacht, Coire et Rorschach étant mixtes, ainsi que le gymnase pédagogique de Neuchâtel, ils doivent leur garantir une parfaite égalité.

Néanmoins, seul dans toute la Suisse, le canton de Zurich proclame l'équivalence par l'égalité des appointements. Partout ailleurs, ceux des femmes sont fixés à des taux inférieurs. Dans le canton de Schwyz, ils n'atteignent que la moitié de ceux des hommes, dans celui d'Argovie les  $\frac{2}{3}$ , de Lucerne les  $\frac{3}{4}$ . A Bâle ils sont encore inférieurs d' $\frac{1}{5}$ .

Toutefois, aucune des autorités consultées ne cherche à justifier cet état de choses en alléguant une infériorité professionnelle. „Les 82 religieuses, en activité dans les écoles du canton de „Schwyz, s'y distinguent,“ m'écrit-on, „par leur zèle, leur fidélité „au devoir et par leur éminent savoir faire, si bien que les populations souhaitent de voir leur nombre augmenter. — Les „maîtresses d'école,“ dit un homme d'une haute compétence, „se consacrent plus entièrement à leur tâche, travaillent aussi „bien, sinon mieux que les maîtres, et coûtent moins cher. Aussi „leur concurrence est-elle redoutable, et ainsi s'explique en partie „la malveillance dont elles sont l'objet de la part de leurs collègues masculins.“

Si le taux du travail des femmes est inférieur dans l'enseignement, c'est, dit-on, „qu'on leur suppose des besoins plus limités“. — „Elles se contentent de salaires moins élevés.“ — En effet, dans les cantons d'Argovie et de Thurgovie, où les appointements sont égaux de droit, ils ne le sont pas de fait. Les institutrices y travaillent donc au rabais. Un des amis de la cause féminine me suggère que cette renonciation volontaire peut paraître un aveu d'infériorité. „Ce qui ne coûte rien ne vaut rien“, dit le proverbe allemand. Lorsque la femme, se sentant l'égale de l'homme en compétence pédagogique, osera le proclamer en réclamant un salaire égal au sien, nous croyons qu'elle ne perdra pas du même coup tous ses avantages dans la concurrence. En relevant le niveau de son travail aux yeux de l'opinion, elle gagnera d'un côté de quoi compenser ce qu'elle perdra de l'autre.

Mais la collaboration des femmes à l'éducation publique n'est pas à préconiser seulement au point de vue de leur intérêt professionnel; elle est nécessaire dans l'intérêt de la jeunesse.

L'éducation exclusive d'un sexe par ses pareils est un préjugé peu conforme à l'intention de la nature. Il faut à tous deux l'influence de *tous les deux*. Non point seulement à ce premier âge, dont son instinct maternel lui donne une intelligence particulière, mais à tous les âges, l'influence de la femme doit se faire sentir aux enfants de deux sexes et elle sera bien-faisante à plus d'un titre aux garçons grandissants qui, quoi qu'on dise, l'accepteront volontiers. D'autre part, l'influence

masculine ne doit point être absente de l'éducation et coopérera utilement au développement des jeunes filles, lorsqu'elle n'y présidera pas exclusivement.

Si cette double influence est nécessaire à tous les enfants et à toutes les éducations, elle l'est plus encore à l'école mixte. Là où les deux sexes se réunissent pour apprendre, les deux sexes doivent, autant que possible, s'unir pour enseigner. L'impartialité le demande et cette coopération sera la seule garantie que les besoins particuliers des deux sexes seront compris et conciliés.

En outre et d'une manière générale, l'influence féminine sera favorable aux progrès de nos écoles au point de vue pédagogique. „Trop souvent“, dit l'un de mes correspondants, „les maîtres ne se préoccupent que de l'instruction, tandis que „la maîtresse ne perd pas de vue le côté éducatif de l'enseignement.“ Ce témoignage n'est pas isolé.

Si l'école mixte excluait l'influence féminine, si elle la limitait définitivement au bas âge, si seulement elle contrariait son extension à un degré quelconque de l'éducation, elle perdrait tous ses avantages.

Dans l'intérêt de nos enfants, plus encore que des institutrices, que les prohibitions soient levées! Que l'égalité des qualifications soit établie entre instituteurs des deux sexes! Que l'égalité des appointements proclame l'équivalence de leur travail, et que la compétition se déploie dans des conditions identiques, ne portant que sur l'excellence professionnelle — et les talents naturels de la femme dans le domaine de l'éducation lui feront avec le temps la place qui lui appartient.

Cependant, à toute extension correspond une résistance et le champ du gagne-pain est un champ de combat. Il faut donc prévoir que ces progrès de la femme dans l'école ne se feront pas sans opposition des parties intéressées à l'en exclure. Pour que sa place s'étende selon ses mérites, il n'est qu'un seul moyen conforme à nos institutions: c'est que l'élément féminin soit représenté au sein des commissions scolaires. Jusqu'ici ces commissions sont partout composées d'hommes seuls. Depuis l'extension donnée aux ouvrages à l'aiguille, on leur adjoint dans beaucoup de localités des comités de dames, chargés du contrôle de cet enseignement; mais ces comités n'ont encore souvent rien à dire au règlement du travail ni aux examens, et ce sont des hommes qui prononcent des mérites d'une reprise ou d'un surjet! — Il n'y aurait qu'un pas à faire pour donner à ces comités des compétences plus étendues et combler ainsi la lacune que nous venons de signaler. Cette seule réforme mettrait l'école mixte à même de concilier les besoins et les intérêts de tous. Nous ne demandons point qu'au sein des commissions, dames et messieurs siègent en nombre égal, comme deux partis rivaux

soutenant des intérêts en litige. Nous ne réclamons pas même pour la femme le bénéfice de la représentation proportionnelle. Il suffit qu'elle ait voix au chapitre et que son opinion entre en ligne de compte pour tout ce qui concerne l'école.

Il appartient aux mères de famille de formuler cette juste réclamation. Qu'elles se concertent pour étudier les questions scolaires et, leur opinion formée, qu'elles désignent des femmes judicieuses et pratiques au choix des autorités, pour les représenter au sein des commissions. Nous croyons rendre justice à nos magistrats en espérant que leur demande serait agréée.

Mais si l'extension de l'influence féminine s'affirme comme un besoin de l'école élémentaire, l'urgence en est bien plus grande pour le *degré secondaire* de l'enseignement.

De tous les pédagogues consultés, quelques uns à peine se déclarent satisfaits des écoles secondaires mixtes, telles qu'elles existent aujourd'hui. Les adversaires de la coéducation les combattent unanimement comme impuissantes à répondre aux besoins de la jeune fille, inhabiles à cultiver ses plus précieuses qualités, et nuisibles à son développement physique. Beaucoup des partisans de l'école mixte pour l'enfance préconisent la séparation des sexes dès l'âge de 13 ou 14 ans, en se basant sur les mêmes constatations. Jusqu'ici la coéducation à ce degré n'a point fait, chez nous, à la jeune fille une part équitable; en effet, tandis que l'école mixte tient compte de l'avenir du jeune homme, et dirige son instruction en vue de son activité future, elle néglige les besoins particuliers des filles ou n'y pourvoit que d'une manière insignifiante. Les instituteurs secondaires de Thurgovie se sont préoccupés de cette lacune et ont mis à l'étude les moyens d'y remédier. En suite de leurs délibérations, une circulaire de la direction des écoles, du 14 nov. 1894, a introduit d'heureuses modifications dans plusieurs branches de l'enseignement. Mais cette initiative, à laquelle nous applaudissons de tout notre cœur, est restée jusqu'ici un fait isolé.

Il faut le dire, tout l'enseignement secondaire et professionnel de la femme est en souffrance dans notre pays et demande à être organisé sur des bases nouvelles et plus larges. On tarde à s'entendre sur les moyens de combler ses lacunes évidentes parceque le vague et l'incertitude prévalent encore à l'égard de notre destination.

— „Votre destination,“ disent de tout part les amis du lieu commun, „c'est le mariage!“

— „Mais il faut vivre,“ leur répond-on d'autre part rudement; „avant de trouver un mari, il nous faut un gagne-pain!“

Seule impassible, la statistique étale ses chiffres, éloquents dans leur nudité:



Nombre des femmes célibataires en Suisse, d'après le dernier recensement . . . . .	393,554
nombre des veuves . . . . .	130,830
nombre des femmes divorcées . . . . .	7,597

Total . . . . . 531,981 femmes

dont le mariage n'est pas, ou n'est plus la destination.

Sur mille femmes adultes habitant ce pays, 531, plus de la moitié, sont exclues de la vie conjugale.

Proclamer que „notre vocation, c'est le mariage“, c'est condamner la moitié des femmes à manquer leur destination.

Mais l'autre moitié, la privilégiée, a-t-on du moins pourvu à son instruction? Tenir sa maison, quand on le bonheur d'en avoir une, cela aussi est une profession qui demande à être enseignée. Or que n'a-t-il pas fallu d'efforts individuels, de sacrifices et d'éloquence pour faire entendre ce besoin, le plus évident de tous, que de temps jusqu'à ce qu'il trouve un interprète auprès des Chambres! Enfin, un part, vient d'être accordée à la jeunesse féminine à côté de la part de lion faite au sexe masculin. La Confédération subventionne désormais l'enseignement des arts domestiques. Il reste à stimuler partout les communes à l'organiser.

Une fois mis à la portée de toutes les jeunes filles, toutes voudront en profiter en quelque mesure, car en famille ou solitaire, tout le monde a besoin d'un chez soi bien ordonné et d'un régime alimentaire économique et salubre.

Mais bien qu'utiles à toutes les femmes, les arts domestiques ne donneront pas à toutes un gagne-pain. Beaucoup devront choisir une seconde vocation, une autre qualification lucrative. Pour elles nous devons réclamer un enseignement professionnel plus étendu, plus excellent, comprenant plus de branches diverses et ne le cédant en rien à celui de l'homme.

Cela même ne sera pas tout encore: une classe importante de femmes, jusqu'ici passive, réclame aujourd'hui des compétences: c'est la classe des femmes aisées. Elles ne se contentent plus de la profession d'oisiveté, ni des vernis d'instruction dont on recouvrit longtemps l'insignifiance de leur savoir. Leur esprit veut des aliments, elles s'insurgent contre l'ennui et ses mauvais conseils et demandent un but déterminé, les moyens de devenir quelque chose d'accompli et de fructueux.

A tous ces besoins comment sera-t-il répondu? Spécialiser autant qu'il doit l'être l'enseignement des filles, le compléter en vue de carrières déterminées, sera-ce du même coup abolir les écoles secondaires mixtes, — qui existent dans 15 cantons, — ou suffira-t-il d'entrer dans la voie tracée par les instituteurs thurgoviens?

Ce n'est point à nous de le préjuger. L'opinion féminine une fois représentée au sein des commissions scolaires, ces commissions seules seront à même d'en décider. Toute généralisation serait prématurée, la question n'ayant pu être nulle part étudiée comme elle doit l'être. L'effort pour concilier les intérêts des deux sexes n'a point été fait d'un commun accord. Beaucoup de pédagogues croient ces intérêts inconciliables; ceux au contraire qui reconnaissent au travail en commun une importance éducatrice, sacrifieraient à regret l'école mixte secondaire. Quelques uns, en dépit de ses lacunes, témoignent dès aujourd'hui en sa faveur: „Une école secondaire mixte bien conduite, nous „écrit une institutrice, offre le spectacle le plus encourageant qui „se puisse voir.“ . . .

Quoi qu'il en soit, en face de réformes imminentes, de nouveaux groupements sont à prévoir; mais une chose nous paraît évidente: c'est que ces groupements devront se faire, non sur la base du *sexe*, mais sur celle de la *destination*, du but précis que l'on se propose. Les différentes considérations individuelles — de santé, d'aptitudes et autres — entreront en ligne de compte dans le choix de la carrière à poursuivre; les familles seront juges de ces questions; la tâche de l'école sera de répondre aux besoins des destinations choisies. S'il en est ainsi, l'école mixte conservera ses avantages pour certaines destinations, telles que les carrières scientifiques, pédagogiques, commerciales, où les deux sexes entrent en concurrence, tandis que les écoles de filles seules qualifieront mieux à d'autres. A ce degré, si les institutions scolaires doivent répondre à tous les besoins, elles devront comprendre des écoles mixtes et des écoles pour filles seules. Les innovations accomplies en ces dernières années témoignent de ce double besoin. Les gymnases classiques de Berne et de St-Gall se sont ouverts aux jeunes filles; en même temps, les écoles supérieures de filles à Zurich et à Lausanne ont institué des cours complémentaires, préparatoires aux examens de maturité. L'école industrielle de Zurich est également accessible aux deux sexes et 344 jeunes filles la fréquentent; mais dans la même ville l'école supérieure de filles organise, suivant les besoins, des classes d'enseignement commercial. Des écoles d'art de Genève, l'une compte deux classes mixtes, c'est celle des arts industriels; la seconde a des classes mixtes et d'autres séparées par sexe; ainsi, à mesure que l'on avance dans la voie du progrès, les deux espèces d'institutions surgissent et se maintiennent côte à côte.

Mais partout où il s'agit pour la femme de conquérir un terrain contesté, on ne peut s'attendre à ce que la communauté fasse les frais d'institutions séparées pour la mettre à même de faire ses preuves. Tant que l'on doute de ses aptitudes à telle ou telle profession, il ne lui reste qu'à les démontrer par l'ex-

périence. Aussi le premier pas dans une voie nouvelle est-il toujours l'accès aux écoles de l'autre sexe.

L'accès aux études supérieures peut être réclamé comme un droit, quel que soit le but pratique que l'on se propose. La lumière ne saurait être l'objet d'un monopole; il appartient à tous d'y aspirer. C'est sans doute le sens de ce droit imprescriptible qui a fait ouvrir aux femmes les portes de nos universités, avant même qu'elles n'eussent conquis leur place dans l'exercice des professions libérales. Lorsque, courageux pionniers, quelques centaines de femmes auront pratiqué avec succès dans le pays la médecine, la jurisprudence, le professorat supérieur, il sera temps de démontrer les mérites de la coéducation universitaire, car il pourra être alors question de fonder des universités féminines. Dans les conditions actuelles la discussion serait oiseuse.

Je me suis donc abstenue d'étendre au degré universitaire l'enquête que je viens de résumer. Qu'il me soit permis toutefois d'offrir à la coéducation universitaire un témoignage personnel et de déclarer que je l'ai trouvée bienfaisante. De toutes les femmes qui, avec moi, en ont fait l'expérience prolongée, bien peu, j'en ai la conviction, donneraient la préférence à un enseignement séparé. Limiter leur carrière universitaire à des institutions spéciales, ce serait leurs yeux en contrarier le cours et restreindre arbitrairement le nombre et la nature des sources de connaissance où elles pourraient vouloir puiser. Toutes choses égales et les notabilités les plus éminentes leur fussent-elles assurées comme professeurs, la coéducation conserverait à leurs yeux ses avantages, tant est efficace pour le développement intégral l'affranchissement de toute considération personnelle. En face de la majesté et de l'objectivité de la science, la communauté d'études avec l'autre sexe étend notre horizon, élève notre esprit au dessus des points de vues restreints de classe ou de coterie, et le rend accessible à des vues d'ensemble. Elle nous initie aux idées générales et nous donne part aux intérêts de la collectivité humaine. A la faveur de la liberté et de l'impartialité de cette collaboration, l'esprit féminin prend conscience de lui-même et de ses caractères. Ceux-ci, loin de s'effacer dans une vaine imitation du sexe opposé, s'accroissent en se révélant à leur véritable valeur comme des traits utiles à la cause commune. C'est ainsi que nous commençons à entrevoir la place encore vacante que nous pourrions prendre au service de l'humanité. C'est ainsi que se sont précisés les caractères de personnalités féminines encore exceptionnelles, mais qui, faisant école, doteront un jour l'humanité de types nouveaux de médecins, de savants et de légistes selon le génie féminin.

Je conclus cet exposé par les propositions suivantes :

La coéducation est, en Suisse, sanctionnée par les mœurs et conforme aux conditions économiques de la grande majorité des communes rurales.

A. Ses résultats, pour les 6 premières années scolaires, sont proclamés, en général, favorables au bon ordre des écoles et à la qualité du travail. Au point de vue des intérêts féminins, elle a l'avantage de donner aux deux sexes les éléments d'une même culture et le même élan vers un développement intégral. Lorsqu'une impartialité absolue envers les deux sexes parvient à établir entre eux des rapports fraternels, fondés sur une intelligente appréciation l'un de l'autre, la coéducation devient le plus puissant moyen d'influencer les mœurs en faveur des progrès légitimes de la cause féminine. Elle seule peut, sans limiter arbitrairement la sphère d'expansion de la femme, conjurer le danger d'un antagonisme entre les sexes, en posant entre eux dans la coopération les bases d'une harmonie plus féconde que la subordination d'un sexe à l'autre.

B. La coéducation aux années de l'adolescence compte plus d'adversaires que de partisans. A cet âge, l'instruction donnée aux jeunes filles doit se spécialiser, plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, et se compléter en vue de carrières déterminées, dont les besoins passeront en première ligne. La grande majorité des femmes se vouant aux arts domestiques, l'enseignement élémentaire et professionnel de ces arts devra être organisé et mis à la portée de tous; la coéducation conservera ses avantages pour les carrières où prévaut la concurrence masculine. Pour subvenir à tous ces besoins, les institutions scolaires actuelles sont insuffisantes.

C. La coéducation universitaire est pour la femme le seul moyen de prouver ses aptitudes encore contestées à l'exercice des professions libérales. Elle seule lui donne accès sans réserve à toutes les sources de connaissances. La libérant de toute considération personnelle, elle l'initie aux idées générales, plus que ne pourrait le faire un enseignement séparé. Loin de compromettre la culture des caractères intellectuels et moraux qui lui sont propres, elle donne à la femme l'occasion d'en prendre conscience et de les mettre au service des causes les plus élevées.

Mais, quels que soient dès maintenant les avantages qu'on puisse lui reconnaître, la coéducation n'aura sur les mœurs des effets bienfaisants incontestables que lorsque l'influence de la femme se fera sentir partout avec celle de l'homme dans les écoles, et cessera d'être exclue de leur direction.

Le progrès des écoles au point de vue éducatif et les besoins de l'enseignement professionnel des filles demandent que l'on travaille dès aujourd'hui à augmenter l'influence de la femme sur l'école publique :

1. En donnant au corps enseignant féminin une instruction en tout égale à celle des instituteurs.



## Importance actuelle de l'activité féminine dans les écoles publiques.

Cantons	Ecoles primaires			Ecoles secondaires de filles			Niveau	
	CLASSES			Direction	Enseignement	Surveillance (maitresses d'études)	des études requises pour les brevets	des appointements
	de filles	mixtes	de garçons				(Comparés à ceux des institutrices)	
Genève . . .	les 3 inférieures	les 3 inférieures	les 3 inférieures	H. <sup>1</sup>	allemand et dessin	partout	inférieur quant aux sciences	inférieur
Vaud . . . .	" " "	la plupart des infér.	les 2 inférieures (Vevey et Lausanne)	H.	diverses branches	"	égal	"
Neuchâtel . .	les inférieures	les inférieures	quelquefois les inf.	H.	" "	"	égal	"
Berne . . . .	la plupart	les 2 ou 3 inférieures	H.	H.	la moindre part	dans quelques écoles	inférieur, études de 6 mois plus court.	"
Argovie . . .	" "	les infér. souvent les supér. p. except.	H.	H.	langues étrangères	0 <sup>2</sup>	égal, mais différenc. dans les programm.	égal de droit de fait infér. d' <sup>1</sup> / <sub>5</sub>
Soleure . . .	toutes	quelques unes	H.	H.	une seule institutrice en activité	0	pas de séminaire d'institutrices	inférieur
Zurich . . .	les 3 inférieures principalement	les 3 inférieures	H.	H.	branches spéciales	?	égal	égal
Bâle ville . .	les 2 inférieures	les inférieures	1 seule	H.	cas rares	quelqu. école	?	inférieur d' <sup>1</sup> / <sub>5</sub>
Bâle campagne	" " "	10 seulement	1 exceptionnelle	H.	dans 2 écoles dans 1 autre H.	0	pas de séminaires	inférieur
Schaffhouse .	la 1 <sup>ère</sup> inférieure	2 exceptionnelles	H.	H.	H.	0	" "	égal par heure, mais nombre d'heures limité à 25
Thurgovie . .	0	13 places sur 281	0	H.	exceptionnellement	0	" "	égal de droit, mais non de fait
Appenzell R. Ext.	H.	H.	H.	H.	les branches principales	0	" "	?
Appenzell R. Int.	toutes	quelqu. inférieures	H.	?	la totalité	0	" "	infér. de plus d' <sup>1</sup> / <sub>2</sub>
St-Gall . . .	les 3 inférieures	quelques unes	H.	H.	branches spéciales	0	égal sauf gymnast.	inférieur
Lucerne . . .	la plupart	H.	H.	H.	la plupart	0	pas de sémin. fémin.	"
Zoug . . . .	toutes	H.	exceptionnellement	H.	la majeure part	0	égal	"
Uri . . . . .	la plupart	quelques unes	?	une part à	" " "	0	pas de séminaires	"
Schwyz . . .	" "	" "	?	H.	" " "	0	égal sauf gymnast.	inférieur d' <sup>1</sup> / <sub>2</sub>
Unterwalden .	toutes	la plup. des filiales ou écol. d. montagn.	?	une part à	" " "	0	pas de séminaires	inférieur
Glaris . . . .	0	H.	0	H.	1 seule institutrice exceptionnelle	0	" "	"
Grisons Hte. Engadin.	H.	les inférieures	H.	H.	il n'y en a que de mixtes	0	égal	?
Tessin . . . .	la plupart	" "	un certain nombre	H.	la totalité	0	égal	inférieur
Fribourg . . .	tout. les catholiques les infér. protestant.	quelques unes	H.	H.	partiellement	0	peu inférieur	"
Valais . . . .	toutes	" "	?	une part à	la totalité	0	inférieur	"

<sup>1</sup> H. = aux mains des hommes exclusivement. — <sup>2</sup> 0 = n'existe pas dans le canton.

2. En admettant les femmes qualifiées à postuler toutes les places dans l'enseignement.
  3. En réclamant l'égalité des salaires pour les deux sexes.
  4. En pétitionnant pour l'admission de candidats féminins aux commissions scolaires et à l'inspection des écoles.
  5. En fondant des sociétés pédagogiques, où l'opinion féminine puisse se former et se faire entendre.
-

## Discussion.

Herr Dr. *Largiadèr*, Rektor in Basel: Die Coéducation, zu deren Gunsten wir soeben zwei umfangreiche und gründliche Berichte vernommen haben, wird als besonders wirksames Mittel empfohlen, um das weibliche Geschlecht dem männlichen ebenbürtig und mit ihm konkurrenzfähig zu machen. Ich bin mit diesem Bestreben und mit der Tendenz der beiden Referate von ganzem Herzen einverstanden, hege aber einige Zweifel, ob die *Durchführung des gemeinsamen Unterrichts für beide Geschlechter und auf allen Schulstufen* die gewünschten Folgen haben und nicht etwa gerade für das weibliche Geschlecht von nachtheiliger Wirkung sein wird. Und ich muss meine Bedenken an diesem Orte aussprechen, selbst auf die Gefahr hin, einige Gedanken bekämpfen zu müssen, denen Sie soeben lauten Beifall gespendet haben.

Zur Gewinnung eines richtigen Urtheils über den Wert der Coéducation wird es sich empfehlen, die Frage der *Erziehung* im allgemeinen von derjenigen des *Unterrichtes* zu sondern. Es giebt seit den ersten Jahrhunderten der christlichen Kirche eine Richtung in der Erziehung, die grundsätzlich *auf allen Gebieten* Knaben und Mädchen getrennt halten will. Katholische Lehrschwestern pflegen dieser Richtung zu huldigen, und sie haben es in manchen Gegenden der Schweiz dahin gebracht, dass die früher gemischten Schulen in getrennte aufgelöst wurden. Die Konsequenz dieser Anschauung müsste zu dem Bestreben führen alle Mädchen zu Nonnen, alle Knaben zu Mönchen zu erziehen und somit aus der ganzen Welt ein grosses Kloster zu machen. Die mich kennen, wissen, dass ich solchen Tendenzen nicht huldige, vielmehr der Ansicht bin, dass Knaben und Mädchen stets gemeinsam erzogen werden müssen, und dass sie auch gemeinsam zu unterrichten sind, so lange sich aus dem gemeinsamen Unterricht nicht Inkonvenienzen ergeben.

Beide Referate behandeln die Frage der Coéducation vorzugsweise vom Standpunkte des gemeinsamen Unterrichts. Sie empfehlen denselben als besonders wirksames Mittel zur Verbesserung der socialen Stellung der Frauen, und berufen sich

darauf, dass der gemeinsame Unterricht in der Schweiz namentlich in den Landschulen die Regel bilde, durch die Volkssitten geheiligt sei etc., was allerdings mit Rücksicht auf den Volksschulunterricht zugegeben ist. Aber einerseits handelt es sich bei der vorliegenden Frage nicht bloss um den Volksschulunterricht, mit dem sich namentlich Herr Stucki beinahe ausschliesslich beschäftigt hat, sondern um den Unterricht *auf allen Bildungsstufen* bis zum Abschluss wissenschaftlicher Studien. Andererseits sollte man meinen, dass wenn der gemeinsame Unterricht unter allen Umständen die gepriesenen Wirkungen hervorbringt, er bei uns auf dem Lande, *wo er seit je bestand*, das Frauengeschlecht aus seiner untergeordneten Stellung emporgehoben, demselben zu der ihm gebührenden sozialen Stellung längst verholfen habe. Davon ist leider gar nichts zu verspüren, in den Dörfern mit gemeinsamem Volksschulunterricht so wenig als in den Städten, wo derselbe mancherorts getrennt ist. Diese unbestrittene Thatsache fordert zu unbefangener Prüfung der vorliegenden Frage auf, damit man sich nicht für etwas ereifere, das den angestrebten Zweck nicht fördert oder am Ende gar gegenteilig wirkt.

Und in der That, die *Coéducation im Sinne eines gemeinsamen Unterrichts auf allen Bildungsstufen* erregt ernste Bedenken, wenn man die physischen und die psychischen Eigentümlichkeiten und die physiologische Entwicklung und dann auch die höchste Bestimmung des weiblichen Geschlechts in Erwägung zieht. An diesem Orte genügt es in letzterer Hinsicht, wenn ich die physiologischen Vorgänge nur andeute, die sich beim weiblichen Geschlechte im Mädchenalter einstellen und für dasselbe eine schonendere Behandlung während einiger Jahre unbedingt erfordern, wenn es nicht bleibende Nachteile davon tragen soll. Und diese Schonung ist — ganz abgesehen von andern argen Fatalitäten — nicht möglich, wenn in jedem Alter Knaben und Mädchen gemeinsam unterrichtet werden.

Dazu kommt, dass — wie Hr. Stucki sehr richtig und zu meiner Freude mehrmals betont hat — die Mädchen rascher lernen wie Knaben und ein besseres Gedächtnis haben als diese. Mit 18 Jahren ist ein Mädchen in seiner geistigen Entwicklung dem Knaben um etwa zwei Jahre voraus. Soll nun in der That das rascher fortschreitende Mädchen mit dem Knaben gleichen Alters zusammengespannt werden? Etwa damit der Knabe zum Mädchen, das Mädchen zum Knaben werde? Ist es besser jedes den ihm von der Natur gewiesenen Weg gehen zu lassen und dem Mädchen zur Zeit der Entwicklung eine kleinere Stundenzahl zuzuweisen?

Ferner muss ich erwähnen, dass Knaben und Mädchen eine ganz ungleiche Art der Auffassung für den Lehrstoff haben. Der Knabe verlangt, namentlich vom 10. Altersjahr ab, immer



nach Verstandesgründen, das Mädchen fasst alles zunächst intuitiv auf und die begriffliche Erfassung kommt bei ihm stets in zweiter Linie. Diese psychische Eigentümlichkeit gebietet, dass dem Mädchen der Lehrstoff, welcher Art er auch sei, zuerst immer anschaulich geboten werde, was für den heranreifenden Knaben in vielen Fällen weder notwendig noch richtig wäre.

Gründliche und gediegene Bildung ist für Mädchen wie für Knaben notwendig; aber sie kann nicht auf demselben Wege vermittelt werden, ohne dass das Mädchen Schaden leidet. Man besinne sich also zweimal, ehe man einem socialpolitischen Ideal zu lieb die Coéducation im Sinne gemeinsamen Unterrichts für alle Bildungsstufen sanktioniert.

Dagegen sei ausdrücklich gesagt, dass wenn einmal die Mädchen, etwa mit 18 Jahren, physisch herangereift und zugleich in ihrem ganzen Wesen gefestigt sind, gemeinsame wissenschaftliche Studien beider Geschlechter meines Erachtens nicht nur keinerlei Bedenken erregen, sondern sich aus verschiedenen Gründen sehr empfehlen.

Sodann will ich ebenfalls ausdrücklich bemerkt haben, dass die sogenannten sittlichen Bedenken gegen gemeinsamen Unterricht von Knaben und Mädchen nach meinem Dafürhalten ganz irrelevant sind. Schwärmereien kommen und zumal bei gesunden Menschen in einem gewissen Alter vor, ob die Geschlechter beim Unterrichte vereinigt sind oder nicht. Diese Schwärmereien sind eine Naturnotwendigkeit und an sich ganz unschädlich.

Nebenbei sei mir noch die Bemerkung erlaubt, dass Coéducation im Sinne gemeinsamen Unterrichts auf allen Schulstufen den *Wirkungskreis der Lehrerinnen* ganz wesentlich beeinträchtigen müsste, was kaum zur Verbesserung der socialen Stellung der Frauen beitragen würde. Denn Lehrerinnen würden für *gemischte Klassen* von Schüler und Schülerinnen *von 12 bis 18 Jahren* schwerlich als genügend erachtet werden. Und da für Erteilung des für Knaben dieses Alters obligatorischen Turnunterrichts Lehrerinnen gewiss nicht genügten, müsste in den gemischten Klassen auch den Mädchen dieses Alters durch Lehrer der Turnunterricht erteilt werden, derselbe Turnunterricht, d. h. *militärischer Vorunterricht*, den die Knaben erhalten, oder die Mädchen müssten vom Turnen dispensiert werden — lauter Alternativen, die meines Erachtens schwere Bedenken erregen.

Ich empfehle daher nochmals sorgfältige und allseitige Prüfung des Nutzens der Coéducation, ehe man über dieselbe verbindlichen Beschluss fasst.

Mlle. *Bayer*, Dr. méd. à Berne, partage absolument l'avis de Mr. le recteur Largiadèr. Elle a professé longtemps dans une école mixte et n'a point constaté que les résultats répondissent à ce qu'on en attendait. Elle croit qu'il n'est pas sans

danger pour la morale d'élever ensemble filles et garçons au dessus de 12 ans, et que, par conséquent, il faut séparer les sexes à partir de cet âge.

Mr. *Stadler*, recteur de l'École supérieure des jeunes filles à Zurich, a professé dans des institutions de jeunes gens et de jeunes filles. Il a vu se produire des cas où des jeunes garçons fréquentaient des maisons mal famées; quel contact pour des jeunes filles! Des médecins auxquels il a eu l'occasion d'en parler lui ont confirmé qu'il n'était pas rare de voir des garçons au-dessous de 16 ans absolument corrompus moralement, surtout parmi ceux qui viennent de l'étranger. Or, si dans la famille on peut élever côte à côte les jeunes gens des deux sexes sous l'œil vigilant des parents, à l'école c'est impossible, et les maîtres ne peuvent pas prendre cette responsabilité. Les jeunes filles amoureuses, de même que celles au cœur brisé, ne valent rien dans les écoles.

Enfin, l'accoutumance réciproque tend à féminiser les garçons et à masculiniser les filles. Or, il faut qu'un garçon reste garçon et une fille fille, que chaque sexe garde son individualité. Au garçon le courage, la force, et même un peu de sauvagerie; à la fille la décence, la bonté et enfin le développement de ses qualités naturelles.

Mlle. *Gundrum*, maîtresse à Bâle, examine la question au point de vue de son utilité pour l'instruction publique. Elle trouve que de nos jours les écoles pour les jeunes filles ressemblent déjà trop à celles pour les garçons. Jusqu'au moment de sa sortie des classes, la jeune fille n'apprend rien de ce qui doit la préparer spécialement à son rôle dans la famille, sinon un peu de couture. Cette lacune se ferait encore sentir davantage si l'on maintenait la coéducation pendant tout le cours de l'instruction; car les filles des ouvriers quittent l'école à 14 ans pour gagner leur vie et ne trouvent par conséquent ni temps ni argent, ni l'occasion pour se préparer à leur vocation de femme. C'est pourquoi la coéducation devrait dans les écoles publiques ne continuer que jusqu'à l'âge de 12 ans. Les deux années suivantes pourraient alors être employées à préparer les jeunes filles aux travaux nécessaires dans la famille.

La possibilité d'une telle préparation ajoutée au programme de l'instruction obligatoire serait certainement une réforme plus importante et plus bénie que tout autre en matière scolaire.

Donc: coéducation, mais seulement aussi longtemps qu'il le faut pour l'enseignement des notions élémentaires utiles aux deux sexes — c'est-à-dire jusqu'à l'âge de 12 ans — puis séparation des deux sexes.

Mr. le conseiller municipal *Grob* de Zurich soutient le point de vue de Mr. *Stucki*; il dit qu'il est lui-même un élève des écoles mixtes et qu'il n'y a jamais rencontré dans les jeunes filles que

des compagnes très agréables. Il est possible qu'il se trouve dans une école un garçon corrompu, mais ce fait peut se présenter aussi bien dans les écoles séparées que dans les écoles mixtes et la mauvaise influence qui en résulte se fait sentir aussi bien dans la vie privée, dans la famille, qu'à l'école. Il n'y a donc aucune raison de séparer les enfants à 12 ans, puisqu'il est reconnu unanimement qu'on devra les réunir à l'école primaire jusqu'à 12 ans et à 18 ans pour continuer les études supérieures. Il y a moins de danger à 12 ans et à 13 ans qu'à 18. Il faut voir au-dessus de l'intérêt de la famille le bien général, qui exige que la jeunesse soit élevée en commun dans les écoles mixtes.

Mr. Largiadèr et Mr. Stadler ont certainement trouvé qu'il était très agréable d'être directeur d'une école de jeunes filles; mais il y a encore plus de mérite à diriger une école mixte bien organisée.

Mme. *Villiger-Keller* de Lenzbourg dit qu'elle a été élevée dans une école mixte et qu'elle n'y a jamais rien vu qui puisse effaroucher la morale. Au contraire, elle n'en a constaté que d'excellents résultats et elle se déclare très sympathique à l'idée.

Mme. *Boos-Jegher* de Zürich, vice-présidente du Comité du Congrès, remarque que l'on n'a mis en avant jusqu'ici que le danger qu'il y avait pour les jeunes filles à se trouver côte à côte avec de jeunes garçons. Or, une mère de famille doit aimer sans distinction son fils et sa fille et par conséquent avoir pour eux les mêmes soins. Il ne serait donc pas juste de sacrifier l'intérêt de l'un à celui de l'autre.

Mlle. *Vidart*, présidente du Congrès, lit une lettre de Mlle. *Triberg*, de Finlande, au sujet des écoles mixtes existant dans ce pays depuis 1893. La coéducation à tous les degrés y a donné des résultats *excellents*, tant au point de vue de la moralité, qu'à celui de l'organisation pratique. L'enseignement se répartit entre les maîtres et les maîtresses, sous le double contrôle d'un directeur et d'une directrice.

Mr. *Boos-Jegher*, membre du Comité du Congrès, constate que tout le monde est d'accord en principe sur la coéducation jusqu'à l'âge de 12 ans, et plus tard pendant les hautes études. Les avis diffèrent, au contraire, sur la coéducation de 12 à 18 ans. Quoique partisan lui-même de la coéducation à *tous* les degrés, il pense qu'il sera bon d'en faire une étude expérimentale plus approfondie dans le sens indiqué par Mr. Largiadèr, et propose, par conséquent, de renvoyer à un prochain congrès toute décision à cet égard.

Cette motion, est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

## Die Ausbildung des weiblichen Geschlechts auf den höhern Schulstufen.

Von Rektor Dr. Stadler in Zürich.

---

Angesichts der kurzen Zeit, welche dem Kongress für die Erledigung der pädagogischen Traktanden angewiesen ist, scheint es mir nicht thunlich, Sie mit einer eingehenderen *Darstellung der dermaligen höheren Ausbildung des weiblichen Geschlechts* in der Schweiz hinzuhalten, wie sie nach dem Wortlaut meines Themas von mir erwartet werden könnte. Ich werde mich deshalb darauf beschränken, einige bezügliche *Tagesfragen* zu beleuchten, welche Gelegenheit zu einem gegenseitigen Gedankenaustausch und eventuell auch zu praktischen Schlussnahmen bieten dürften.

*Auf welcher Schulstufe beginnt nun in unserem Lande diejenige Ausbildung der Töchter, welche im Sinne unseres Themas als höhere bezeichnet werden muss?* Bei der grossen Verschiedenheit der Organisation unseres Schulwesens von Kanton zu Kanton lässt diese Frage eine scharfe Antwort nicht zu. Man wird aber kaum fehlgehen, wenn man die *höhere Ausbildung* als den Gegensatz oder besser als die direkte Fortsetzung der *Volksschulbildung* auffasst, welche letztere nach der Primarschule noch vermittelt wird durch die 3- oder 4-klassigen Sekundar- oder Realschulen der deutschen und französischen Schweiz, die école industrielle in Neuenburg, die écoles supérieures in Lausanne und Morges und zahlreiche Mädchenpensionate. Die höhere Ausbildung, beginnend mit dem 15. oder 16. Altersjahr, würde demnach geboten durch die höhern Töchterschulen in Winterthur und Zürich, das Töchterinstitut in Aarau, die Fortbildungsklassen in Basel, die Oberklassen in Bern, die classes gymnases in Lausanne und Morges, die écoles supérieures in Neuenburg und Genf, durch zahlreiche Lehrerinnenseminarien und die Universitäten.

Die *höhere Ausbildung* des weiblichen Geschlechts ist *entweder eine allgemeine oder berufliche*. Diese bereitet vor auf die mehr oder weniger wissenschaftlichen Berufsarten, den Lehr-



beruf, den Beruf der Aerztin u. s. w., jene dagegen auf den nächsten und natürlichsten Wirkungskreis unserer Frauenwelt: die Thätigkeit im Hause und in der Familie.

Gestatten Sie mir nun, geehrte Zuhörer, zunächst einige *Bemerkungen und Anregungen mit Bezug auf die höhere allgemeine Ausbildung* unserer Töchter.

Sofern mit dem Schulbesuche der Mädchen nach dem 15. oder 16. Altersjahr nicht berufliche Ziele verfolgt werden, wird derselbe heute noch in den weitesten Kreisen kaum ernst genommen, zu unserm schmerzlichen Bedauern nur zu oft auch nicht von Männern und Frauen, auf deren Urteil wir sonst hohen Wert setzen. Und der Umstand, dass es sich dabei vorzugsweise um Mädchen aus den besser situirten Volksklassen handelt, trägt nicht gerade dazu bei, die Wertschätzung dieser weitem Ausbildung bei unserm von dem Gleichheitsgedanken so stark durchdrungenen Volke zu erhöhen. Mit dem 15. oder 16. Altersjahr, mit der Konfirmation, hört man sagen, ist für die Mädchen die Zeit der Schule vorbei; sie gehören nunmehr ins Haus. Ein weiterer Schulbesuch entwöhnt sie der Arbeit, lässt sie die Geschäfte des Hauses gering achten, macht sie zu Dämchen oder gar zu überspannten Blaustrümpfen.

Sehen wir zu, ob diese durch ihr Alter und die Zahl ihrer Bekenner nahezu ehrwürdige Ansicht in unsern heutigen Verhältnissen wirklich noch berechtigt ist.

In den untern Volksklassen, welche sich mit dem Besuch der Volksschule begnügen müssen, stehen in der Regel die beiden Ehegatten auf demselben Bildungsniveau, es kann zum mindesten von einer geistigen Inferiorität der Frau nicht die Rede sein. Wenn aber bei den sogenannten gebildeten Klassen das Mädchen als geistige Mitgift nur die Sekundarschulbildung in ihren jungen Hausstand bringt, während der Gatte durch weitere allgemeine oder berufliche Studien, durch Reisen und Aufenthalt in der Fremde, durch seine geschäftlichen Beziehungen, durch Teilnahme an dem öffentlichen Leben und beständigen Umgang mit gleich gebildeten Männern sein geistiges Leben vertieft und erweitert hat, so ist die Frau dem Manne geistig nicht mehr ebenbürtig, und alle Vorzüge, die sie im übrigen auch besitzen mag, werden diese Kluft nicht überbrücken. Sie ist nicht die Leonore, welche Göthe im Tasso sagen lässt: „Ich freue mich, wenn kluge Männer sprechen, dass ich verstehen kann, wie sie es meinen.“ Ganz zutreffend, wenn auch etwas drastisch, schreibt Holzendorf: „Das Verlangen, dass der Massstab der höhern weiblichen Bildung auf seinem bisherigen Stande belassen werden solle, während derjenige des Mannes in den letzten Jahrzehnten fortwährend gesteigert wurde, steht in einem nahezu unbegreiflichen Widerspruch zu dem *Prinzip der geistigen Lebensgemeinschaft unter den Ehegatten*, billigt oder

duldet die fortschreitende Erweiterung einer Kluft, die nur zu jener Gestalt moderner Missheiraten führen kann, in denen der durch seinen Geschäftsberuf ausser dem Hause wirkende Mann auch die Stätte seiner geistigen Erholung und Erheiterung ausser dem Hause sucht und das Heiligtum des eigenen Herdes zu einer Stätte der bloss körperlichen Ernährung und des Schlafes herabsinken lässt.“ In solcher Ehe wird der Mann, wenn auch nicht vor der Welt, so doch innerlich auf seine Frau herabsehen, wird die Frau von dem Mitgenusse des geistigen Lebens und Strebens ihrer Zeit mehr oder weniger ausgeschlossen sein, und es kann eine volle Harmonie und damit ein volles eheliches Glück nicht bestehen, gleichviel ob die Gattin sich passiv dem Manne unterordne oder aber durch ein äusserliches und unnatürliches Regiment sich und ihn herabwürdige.

Die Frau soll aber nicht bloss die liebende Gattin, die verständige, geistig ebenbürtige Freundin und Beraterin des Mannes sein, sie ist auch die *Verwalterin der Hauswirtschaft*. Als solche bedarf sie einer Unzahl von Kenntnissen und Fertigkeiten, die sich auf Küche und Keller, auf Kleider und Linnen, auf die Wohnräume und den Garten, auf das häusliche Rechnungswesen, die gesellschaftliche Etiquette, die Kunst der Unterhaltung und hundert andere Dinge beziehen, Kenntnisse und Fertigkeiten, die nur in langer Uebung erworben und teilweise erst nach einem gründlichen theoretischen Unterricht begriffen werden. Die Wirtschaftlerin des Hauses bedarf aber auch gewisser Eigenschaften des Charakters und Gemüths, zu deren Entwicklung, auch wenn sie angeboren sind, eine lange und vereinte Erziehungsarbeit des Elternhauses und der Schule nötig ist. Man erwartet von ihr *Pünktlichkeit* in allen Dingen, im eigenen Thun wie in dem, was sie von andern fordert, *Sinn für Ordnung und Sauberkeit, für das Schöne und Gefällige, das Talent, die Ausgaben des Hauses unter den Einnahmen zu halten*, ohne dass Gesundheit, Behagen und Freude darunter leiden, *Takt und Wohlwollen* im Verkehr mit allen, die im Hause ein- und ausgehen, insbesondere mit den Dienenden, die sie zur freudigen Pflichterfüllung führen, denen sie aber auch das Haus zur Heimat machen soll. Man erwartet von ihr aber auch, was Schiller an der Hausmutter besingt, wenn er sagt: „Sie reget ohn' Ende die fleissigen Hände.“

Die höchste, aber auch folgenschwerste und in Bezug auf die Anforderungen, welche sie an die körperliche und geistige Leistungsfähigkeit stellt, schwierigste Aufgabe übernimmt die Frau jedoch in ihrer *Stellung als Mutter*. Schon mit dem Momente, wo sie zu hoffen beginnt, erheben sich gebieterisch und in immer zunehmendem Masse neue Pflichten. Und wenn sie erst den neuen Erdenbürger mit ihren Augen schaut, welche Summe von Arbeit, Sorge, Entbehrungen übernimmt sie für Tag

und Nacht, auf lange Jahre, wenn sie eine gewissenhafte und treue Mutter sein will und das Kind auch nur physisch wohl gedeihen und keinen Schaden nehmen soll. Wie viel Aufmerksamkeit, erzieherisches Geschick, unermüdliche Arbeit sind ferner aber auch nötig, um das keimende Geistesleben zu nähren, richtig zu lenken, um den Knaben zu wehren, die Mädchen zu lehren, um den Jüngling noch zu leiten und zu hüten und die Jungfrau so weit zu führen, dass sie dereinst auch ihrerseits das Glück eines neuen Hauses werden kann. Die Aufgabe ist um so schwieriger, als es bei der Erziehung der Mädchen gilt, gegen den Strom zu schwimmen, zu thun, was nicht Mode ist, und weil für die Knaben vielfach die Hülfe des Vaters fehlt, den Beruf, Politik und Vereine mehr vom Hause fern halten, als demselben frommt.

Die Familie ist die nächste und wichtigste gesellschaftliche Einheit. Wo das Familienleben ein gesundes ist, da blühen auch Gemeinde und Staat. Wo dagegen das häusliche Leben krankt, da leiden auch die grösseren gesellschaftlichen Verbände. Ein gesundes Volks- und Staatsleben ist nur da möglich, wo die Wurzel desselben, die Familie, gesund und kräftig ist. Die Trägerin der Familie aber, der Quell, aus dem der Familiengeist entspringt, ist die Frau. Der tüchtigste Mann ist nicht im stande, ein gesundes, glückliches Familienleben zu pflegen, wenn die Frau nicht den Willen oder die Fähigkeit hat, ihrem Pflichtenkreis zu genügen. Eine tüchtige, edle Frau dagegen wird auch unter den schwierigsten Verhältnissen ihrer Kinderschar ein trauliches Heim bereiten, in welchem diese gedeihen kann. *Eine richtige Erziehung und Ausbildung unserer Töchter für ihre künftige Lebensstellung als Gattinnen, Hausfrauen und Mütter ist daher eine der höchsten Aufgaben der menschlichen Gesellschaft.*

*Wie wird nun diese Aufgabe in unsern mittlern und höhern Gesellschaftskreisen aufgefasst und gelöst?*

Dass die Töchter in einen Beruf eingeführt werden, ist hier eine seltene Ausnahme. Nach Absolvierung der Sekundarschule und eventuell eines Pensionsjahres kehren sie ins Haus zurück, um hier bis zu ihrem Hochzeitstage zu verbleiben. In manchen gebildeten Familien ist man nun in der Lage und auch ernstlich bestrebt, sie zu geistiger und praktischer Tüchtigkeit zu erziehen. Anderwärts begnügt man sich mit der Ausbildung für die Führung der Hauswirtschaft. Nur allzu viele Mütter aber, und darunter auch solche, welche selbst mit nimmermüder Hand der Arbeit obliegen, leben in dem verhängnisvollen Wahne, eine ernste und anhaltende Arbeit gezieme sich für ihre Töchter nicht, sei nicht vornehm und könnte dem Nimbus des Hauses Eintrag thun. Während sie es ganz in der Ordnung finden,



dass die Söhne in Schulen oder Berufslehren sich nur selten einer Ruhestunde erfreuen sollen, erlauben sie den Töchtern, kostbare Jahre mit geschäftigem Nichtsthun, bei Klavier, Romanen und gesellschaftlichen Zerstreuungen zu vertändeln und erziehen sie zur Scheu vor jeder ernstern Anstrengung, zur Geringschätzung der Arbeit und der Arbeitenden, zur Oberflächlichkeit und zu anspruchsvollem Wesen. Wehe dem Hause, das auf solchen Sand gebaut werden soll!

In allen diesen Fällen soll nun die *höhere Töchterschule den Familien zur Seite stehen*, dort bieten, was im Hause überhaupt nicht geboten werden kann, hier völlig brach gelassenen Boden bearbeiten, am dritten Orte mit aller Macht gegen die Fehler und Verkehrtheiten der häuslichen Erziehung ankämpfen. Sie soll es thun *sowohl durch ihren Unterricht wie durch die Zucht der Schule*.

Da für sie ein Schulzwang nicht besteht, hat sie sich den jeweilen vorliegenden Verhältnissen und Bedürfnissen möglichst anzubequemen. Bei der Bestimmung des Lehrplans und der Schulordnung höre man auf die Stimme der Eltern, und der Unterricht selbst sei derart, dass er trotz alles Ernstes, mit dem er seine Ziele verfolgt, doch den Schülern zur Freude, zu einem Bedürfnis werden kann. Die tüchtigsten Lehrer sind hier auch gerade gut genug.

Wenn man mir die Aufgabe stellte, einen *idealen Lehrplan für die allgemeine höhere Töchterschule* zu entwerfen, so würde ich diejenigen Fächer in erste Linie stellen, welche geeignet sind, das geistige Leben der Schülerinnen anzuregen und zu vertiefen, ihre Gesinnung zu veredeln, das Pflichtgefühl zu wecken, diejenigen, welche sie zu einer richtigen Vorstellung von den hohen Aufgaben und Pflichten der Frau führen und zur Erfüllung derselben tüchtig machen können — also Muttersprache und Erziehungslehre, Hygiene und Naturkunde, Geschichte, Haushaltungskunde und weibliche Arbeiten.

Der Unterricht in der *Muttersprache* halte sich möglichst fern von den Klippen des litterar-historischen Gedächtnisballastes und der ästhetischen Plauderei; dafür übe er die Schülerinnen im klaren Ausdruck der Gedanken, führe sie immer wieder zu dem frischen Quell der klassischen Dichterwerke und erwecke das Bedürfnis nach gesunder Geistesnahrung. Die Lese- und *Geschichtsstunden* sollen Weihestunden sein, in welchen die jugendliche Seele Erleuchtung, Kraft und Begeisterung für die Lösung der Aufgaben sammeln kann, die ihrer warten.

Die *Erziehungslehre* biete eine schlichte, gesunde Hauspädagogik, welche die Schülerinnen befähigt, Kinder allseitig richtig zu erziehen und pflanze die Ueberzeugung, dass es Pflicht der Mutter ist, die Arbeit an denselben nicht auf fremde Schultern abzuladen, sondern in die eigene Hand zu nehmen.



Die *Hygieine* leite die künftigen Mütter dazu an, bei kleinern gesundheitlichen Störungen in der Familie den Arzt zu vertreten, in ernstern Fällen die erste Hülfe zu bieten und die genaue Ausführung der Anordnungen des Arztes zu überwachen, sowie die ganze Leitung des Haushalts, speziell die Erziehung der Kinder, nach sanitarisch richtigen Grundsätzen zu ordnen. Der Unterricht ist durch einen weiblichen Arzt zu erteilen, weil sich dieser vor seinen Zuhörerinnen rückhaltslos über alle einschlägigen Verhältnisse aussprechen kann und die Details des Haushalts genau kennt.

Die *Naturkunde* erwecke Freude und Interesse an dem Naturleben, sowie das Bewusstsein, dass in der Natur Ordnung und Gesetz herrschen; sie befähige die Frau, auch auf diesem Gebiete den grossen Tagesfragen einiges Verständnis entgegenzubringen und sei eine Basis für Hygieine und Haushaltungskunde.

Ausser den erwähnten Fächern, welche nach meiner Ueberzeugung den Kern der höhern allgemeinen Töchterbildung berühren, können je nach den örtlichen Verhältnissen noch manche andere wie: *Fremdsprachen* und *praktisches Rechnen*, *Geographie* und *Kunstgeschichte*, *Zeichnen* und *Gesang*, *Turnen* und selbst ein Bischen *Rechtslehre* erwünscht und von Nutzen sein.

*Die höhere Töchterschule muss mehr als bisher praktischen Bildungszwecken und breiteren Bevölkerungsschichten dienstbar gemacht werden.* Um den Besuch auch ältern Schülerinnen und Frauen zu ermöglichen, ist für diese die Auswahl der Fächer ganz frei zu geben, und die Unterrichtszeit möglichst günstig anzusetzen. An kleineren Orten, welche nicht an die Gründung höherer Töchterschulen denken können, sollten wenigstens die wichtigsten Kurse derselben, Erziehungslehre, Hygieine, Haushaltungskunde, Muttersprache, sei es selbständig, sei es in Verbindung mit Fortbildungsschulen oder ähnlichen Instituten in geeignetem Wechsel abgehalten werden.

Die höhern Töchterschulen können aber ihrer Aufgabe, wirkliche Bildungsanstalten für die reifere weibliche Jugend zu sein, das Elternhaus in der Erziehung tüchtiger, arbeitsfreudiger Frauen zu unterstützen, nur dann gerecht werden, wenn auch der ganze *Geist und die Zucht*, die in ihnen herrschen, dem hohen Ziele entsprechen. Die Spezies von Blumen, welche „Dämchen“ heisst, darf auf ihrem Boden nicht gedeihen. Ohne den natürlichen Rechten der Schülerinnen an die goldenen Jahre der Jugend Eintrag zu thun, müssen diese Schulen Ernst und strengste Gewissenhaftigkeit in der Erfüllung aller vorgeschriebenen Pflichten verlangen, aber auch den Schülerinnen in der Thätigkeit der Lehrerschaft stets das Beispiel treuer Pflichterfüllung vor Augen stellen. Wirken die höhern Töchterschulen in diesem Sinne, dann sind auch sie ein unentbehrliches Glied

in dem Organismus der öffentlichen Bildungsanstalten und verdienen in vollem Masse die Beachtung und Unterstützung durch das Volk und seine Behörden.

Indem ich mich nun der Besprechung der *höhern beruflichen Ausbildung* zuwende, möchte ich zunächst darauf hinweisen, dass es *eine heilige Pflicht jeder Familie ist, die Tochter unter allen Umständen zunächst für das Haus zu erziehen*. Jedes körperlich gesunde und normal veranlagte Mädchen, ob es in einem Beruf stehe oder nicht, wird sich früher oder später nach einem eigenen Herd, nach einem Familienanschluss sehnen und nur in diesem wirkliche Befriedigung, sein volles Glück finden. Hier liegt der erste und einzige, ihm von der Natur angewiesene Beruf. Tritt es in die Ehe, ohne sich auf die Führung eines Hauses vorbereitet zu haben, so betrügt es den Mann, der ihm die Hand reicht. Man sage nicht, das Fehlende werde bald nachgeholt sein, wenn sich einmal das Bedürfnis darnach einstelle. Es gibt Fälle, wo das geschieht, aber auch andere, wo das Sprichwort sich erfüllt: „Was Hänschen nicht lernte, lernt Hans nimmermehr“; wo die Hausfrau zeitlebens ihre nächsten Aufgaben gering achtet, als eine Last empfindet, und weder ein behagliches Haus zu schaffen, noch ihre eigenen Töchter richtig zu erziehen versteht.

Andererseits erachte ich es ebenso als eine *Pflicht der Familie, jede Tochter ausnahmslos eine Beschäftigung, einen Beruf erlernen zu lassen*, die im Falle des Bedürfnisses ihr und ihren Angehörigen die Existenz zu sichern vermögen. Materielle und ethische Gründe machen diese Forderung, so wenig man sie auch in den höhern Gesellschaftskreisen anerkennt, zu einer unabweisbaren. In unsern Städttekantonen gelangen von je 100 in das heiratsfähige Alter eintretenden weiblichen Personen ca. 40 zur Heirat und damit im günstigen Falle zu einer Versorgung. Aber wer garantiert diese Versorgung auf Lebenszeit? Kann nicht der Besitz, auf den man glaubte sich verlassen zu können, verloren gehen, oder auf ein nicht mehr ausreichendes Mass herabsinken? Kann nicht der erwerbende Hausvater vor der Zeit dahingerafft werden? Und wer sorgt für die wenig oder gar nicht bemittelten unter den einsam Bleibenden, wenn sie es nicht selbst thun? Wo aber beim weiblichen Geschlecht die Not, der Hunger an die Thüre pocht, da droht auch die sittliche Gefahr.

Die Arbeit ist aber auch für die Gesundheit des Körpers und Geistes so unerlässlich wie das tägliche Brot. Die in die Ehe tretende gewissenhafte Tochter findet hier nun allerdings der Arbeit so viel, dass es für sie zur Pflicht wird, den vielleicht früher betriebenen Beruf dem Hause, den Kindern zu opfern, wenn nicht die harte Not es anders will. Und die Unverheirateten sollen arbeiten, auch wenn sie eines Broterwerbs nicht

bedürfen, weil die Arbeit eine Universalarznei ist, vor Lange-  
weile, Thorheiten, Verirrungen schützt, gesund, zufrieden und  
froh macht, die Arbeit anderer richtig verstehen und jeden treuen  
Arbeiter achten lehrt. Wir sollen unsere Töchter nötigenfalls  
mit Zwang zu einer rechten Arbeit anhalten, wie man den wider-  
strebenden Kranken nötigt, die helfende Arznei anzunehmen. —

Es darf heute wohl als *durch die Erfahrung hinlänglich  
bewiesen und allgemein anerkannt* angenommen werden, *dass  
es kein Gebiet des menschlichen Wissens giebt, welches Frauen  
nicht zu durchmessen fähig wären.* Wie schon auf den untern  
Schulstufen halten die weiblichen Schüler auch auf den mittleren  
und höchsten mit den männlichen freudig Schritt, und an schwei-  
zerischen wie ausländischen Hochschulen haben bereits zahl-  
reiche Frauen ihre Examina mit dem Prädikat hoher und höchster  
Auszeichnung absolviert.

Bei dem weiblichen Geschlechte ist auch die Zahl der  
fähigen und sehr fähigen Köpfe wohl nicht kleiner als bei dem  
männlichen, und es sind viele unter ihnen, welche hungern und  
dürsten nach der Betätigung ihrer Kräfte und der Entfaltung  
ihrer Anlagen, nach einem Arbeitsfeld, das ihnen für alle Fälle  
den nötigen Halt, die nötige Befriedigung im Leben geben,  
das Leben lebenswert machen kann.

Gleichwohl würde man fehl gehen, wenn man hieraus den  
Schluss ziehen wollte, dass die geistige Beanlagung und übrige  
Qualifikation der beiden Geschlechter für die wissenschaftliche  
Ausbildung und die wissenschaftlichen Berufe dieselbe sei. Die  
Erfahrung lehrt vielmehr, dass das weibliche Geschlecht — von  
vereinzelten Ausnahmen abgesehen — vor allem aus in der  
mehr receptiven Arbeit, in der Behandlung der Details excelliert,  
wobei ihm seine bekannte Gewissenhaftigkeit, ja Aengstlichkeit  
treffliche Dienste leistet, während die Stärke des Mannes in der  
grössern Befähigung zu scharfen Deduktionen, zur Auffindung  
neuer Bahnen, in der entschlosseneren Haltung gegenüber dem  
Gegner liegt. Entschieden ist die Frau dem Manne gegenüber  
dadurch im Nachteil, dass sie wie körperlich so auch geistig  
schneller ermüdet und durch den Wechsel physischer und psy-  
chischer Zustände, dem sie unterliegt, vielfachen Hindernissen  
begegnet, ein Mangel, den sie freilich in den Studienjahren  
meist dadurch völlig ausgleicht, dass sie sich von den Ver-  
gnügungen und Zerstreuungen des männlichen Studierenden  
fern hält. Sind nun auch die *wissenschaftlichen Berufsarten*,  
so weit es sich um die Befähigung zur Vorbereitung auf die-  
selben handelt, *dem weiblichen Geschlecht fast ohne Ein-  
schränkung zugänglich*, so giebt es *ihrer doch nur wenige,  
die sich thatsächlich zur Ausübung durch die Frau eignen.*  
Unter ihnen steht obenan der *Lehrberuf*.

Wenn man die Kindergärtnerinnen- und Arbeitslehrerinnen-Kurse ausser Betracht lässt, so bleiben immer noch 18 ständige schweizerische Schulanstalten, welche sich mit der *Heranbildung von Lehrerinnen* für die öffentlichen Volksschulen befassen. Die einen derselben sind staatliche, andere städtische, dritte private Institute. Die einen sind selbständige Anstalten, andere stehen in Verbindung mit Mädchensekular- oder höhern Töchterschulen; einige endlich sind Lehrerseminarien, die auch weibliche Zöglinge aufnehmen. Einige arbeiten mit einem zahlreichen, wissenschaftlich gebildeten Lehrkörper und reichen Hilfsmitteln, andere sind nach beiden Richtungen hin dürftig bestellt. Die Zahl der Jahreskurse wechselt von 2—4. Die Lehrpläne notieren für den ganzen Seminarkurs an Jahresstunden:

in der Religion	0—10,
„ „ Muttersprache	10—20,
„ „ Mathematik	5—21,
„ „ Naturkunde	1—18,
im Turnen	1—8,

in den weiblichen Arbeiten 0—12 u. s. w.

Neben Lehrerinnenseminarien mit obligatorischem und fakultativem Unterricht in einer oder mehreren Fremdsprachen gibt es solche, welche sich mit der Muttersprache begnügen; neben solchen, die von den eintretenden Schülerinnen nur Primarschulbildung verlangen, andere, welche die Kenntnis des Unterrichtsstoffes einer dreiklassigen Sekundarschule voraussetzen — für wahr ein ergreifendes Konterfei des buntscheckigen schweizerischen Schulwesens!

Eine nähere Beschäftigung mit der Organisation der Lehrerinnenseminarien dürfte sich, so sehr auch Anlass dazu geboten wäre, für uns kaum empfehlen, da die Feststellung derselben in die Kompetenz der kantonalen Erziehungsbehörden fällt, bei denen wohl allfällige Wünsche oder Ratschläge von unserer Seite taube Ohren finden dürften.

Geradezu unerlässlich aber scheint es mir, den Kongress auf die *Anstellungsverhältnisse der Lehrerinnen* in den verschiedenen Kantonen hinzuweisen. Im Schuljahr 1894 standen sich in der Waadt Primarlehrer und Lehrerinnen der Zahl nach gleich; in Neuenburg und Genf, sowie im Tessin waren die Lehrerinnen in starker Mehrheit (Neuenburg und Tessin 66 Procent, Genf 59 Procent): in Freiburg und Bern finden wir 42 Procent, in Basel-Stadt 23 Procent, im Aargau 19, in Luzern 17 und in Graubünden 15 Procent Lehrerinnen. In der Nordost-Schweiz, von Baselland und Solothurn an östlich; ist ihre Zahl noch geringer (Baselland 9 Procent, Zürich 8,01, Solothurn 7 Proc., St. Gallen 5 Proc., Schaffhausen 4,8 Proc., Thurgau 4 Procent). Zwei Kantone, Glarus und Appenzell Ausser-Rhoden,



haben sich bis jetzt den Lehrerinnen gegenüber absolut abweisend verhalten. Hiebei ist zu bemerken, dass in dieser Zusammenstellung nur diejenigen Kantone berücksichtigt sind, welche ausschliesslich oder nahezu ausschliesslich weltliche Lehrerinnen anstellen. Es ist also die für uns sehr *bedauerliche Thatsache* zu konstatieren, *dass in der Nord- und Nordost-Schweiz die Primarlehrerinnen* bis zur Stunde noch weit *weniger Fuss gefasst* haben, als dies in der Centralschweiz, im Tessin und besonders in den französischen Kantonen der Fall ist. Da nun bekanntermassen die Kantone Neuenburg und Genf trotz ihr 66 Procent, beziehungsweise 59 Procent Lehrerinnen an den eidgenössischen Rekrutenprüfungen ausgezeichnete Resultate aufweisen, so liefern sie vor aller Welt Augen den klaren Beweis dafür, *dass die genügend vorgebildete Lehrerin in der Schulstube nicht hinter dem Lehrer zurücksteht*. Wer freilich schon Gelegenheit hatte, Lehrer und Lehrerinnen in grösserer Zahl am Pfluge zu beobachten, dem wird sich diese Thatsache auch ohne weiteres aufgedrängt haben. Worin ist denn die *Erklärung für die Abneigung der Nordostschweizer gegen das Institut der Lehrerinnen zu suchen?*

Es muss zugegeben werden, dass in solchen *Gemeinden, die nur eine Lehrstelle zu vergeben haben, der Lehrer vorzuziehen* ist, weil er ausser der Schule, in Vereinen, als Schriftführer u. s. w. noch gute Dienste leisten kann. Dennoch wählt manche solche Gemeinde eine Lehrerin, weil sie aus Erfahrung weiss, dass tüchtige Lehrer mit oft nur zu raschem Erfolg den grössern Orten zustreben.

Im weitern ist zuzugeben, dass ein *beträchtlicher Teil unserer Lehrerinnen sich in jüngern Jahren verheiratet*, dass also durch die weibliche Lehrerschaft ein häufiger Wechsel in der Besetzung der Stellen veranlasst werden kann. In Kantonen mit grösseren Volkscentren, wie z. B. im Kanton Zürich, ist aber in den Landgemeinden die Bewegung unter der männlichen Lehrerschaft kaum geringer und es wechseln gerade diejenigen Lehrkräfte am häufigsten, deren Verbleiben man gewünscht hätte. Vielleicht ist auch der Nachteil, welcher dem Schulwesen durch den häufigen Austritt jüngerer Lehrkräfte erwächst, die eben erst in das Stadium der vollen Leistungsfähigkeit eingetreten sind, beim Lichte besehen, nicht so gross, als man annehmen möchte. Gewiss braucht auch der strebsamste, gewissenhafteste angehende Lehrer mehrere Jahre, bis er sich in seinen Lehrstoff völlig eingelebt und sich denselben methodisch durchgebildet hat. Diese Zeit der Selbstbildung ist aber auch eine Zeit des jugendlichen, unermüdlichen Eifers, der idealen Auffassung des Berufs und seiner Pflichten, auf welche dann bei manchen lange Jahre der „suffisance“, des „se laisser aller“, mit Nebenbeschäftigungen oder gar Nebenberufen folgen. Ich habe

es oft erlebt, dass es gerade junge Lehrer und Lehrerinnen waren, die bei ihren Schülern in der dankbarsten Erinnerung blieben, den nachhaltigsten Einfluss auf sie ausgeübt haben. Wenn es also die Zeit der vollen Jugendkraft und des ersten Eifers für den Beruf ist, welche eine Lehrerin der Schule gewidmet hat, so hat sich bei ihrem Scheiden niemand zu beklagen; man darf sie im Frieden ziehen lassen.

Häufig wendet man gegen die Lehrerinnen auch ein, dass sie *nicht Disziplin zu halten verstehen*. In dieser Allgemeinheit ist die Anklage nichts weiter als ein begreifliches aber unbegründetes Vorurteil, oder dann eine bewusst falsche Anklage. In mittlern oder grössern Städten, auch in Fabrikgegenden auf dem Lande ist allerdings die Führung der Disziplin bei Buben von 10 oder 12 bis 15 und 16 Jahren oft keine leichte Sache, erheischt männliche Energie, ja oft gebieterisch — selbst wenn Paragraphen diesen Weg eigentlich verwehren — die Anwendung körperlicher Gewalt. Für solche Posten eignet sich die Lehrerin, wie sie durchschnittlich ist, nicht. Auf dem ganzen übrigen Gebiet der Primarschule aber bereitet ihr die Schuldisziplin nicht mehr und nicht weniger Schwierigkeiten als dem Mann. Es gibt hüben und drüben starke und schwache Meister der Schule.

Nächst dem Beruf der Hausfrau und Mutter ist derjenige der Lehrerin für begabte Frauen der natürlichste, derjenige, in welchem sie die schönsten Erfolge erzielen, die höchste Befriedigung finden können. Bis zum 9. und 10. Jahr sind unsere Schüler und Schülerinnen noch Kinder, zum Teil kleine Kinder, der Pflege durch Frauenhand bedürftig und nicht minder des Umgangs mit der Mutter oder der sie vertretenden Lehrerin, mit ihrem reichen Gemüt, mit ihrem zarten Verständnis für das Naive, das Kleine und Nächstliegende und ihrem liebevollen Eingehen auf alles, was die Kinderseele bewegt. Für dieses zarte Alter ist die Frau die naturgemässe Lehrerin. Auch Mädchenklassen der Real- und Sekundarschulstufe führt sie nicht weniger gut als der männliche Lehrer. Zur Lösung gewisser erzieherischer Aufgaben ist sie bei ältern Mädchen sogar besser als dieser qualifiziert. Und diese Sätze, welche in den fortgeschrittensten Staaten unseres Erdteils, sowie in dem grössten Teile der Schweiz als erfahrungsgemäss richtig anerkannt werden, sollten nur in dem Gebiete einiger nordostschweizerischer Kantone nicht mehr wahr sein? Ist denn hier die Kindesnatur oder die Frauennatur eine ganz andere als sonst in der Welt?

Reden wir ohne Rückhalt: Die Schwierigkeiten, denen hier die Lehrerinnen in ihren gerechten Ansprüchen auf eine grössere Bethätigung begegnen, liegen zum weitaus kleinsten Teil in realen Verhältnissen oder in althergebrachten Vorurteilen der Bevölkerung, sondern in dem Widerstand, welchen ein Teil — wir sprechen ausdrücklich nur von einem Teil — der männlichen

Lehrerschaft den Lehrerinnen entgegensetzt. Viele Lehrer fürchten nämlich von der weiblichen Konkurrenz eine Verschlechterung ihrer ökonomischen und socialen Stellung.

Meines Erachtens hat nun in dieser Welt allüberall die Frau genau so viel Anspruch auf Arbeit und Brot als der Mann. Wo der Mann bessere Dienste leistet, da gehöre ihm das Feld; wo die Frau der natürlich gegebene Arbeiter ist, da schlage sie ihr Zelt auf, und wo beide konkurrieren können, da suche man einen für beide Teile billigen, gerechten Ausgleich. Nach diesem Prinzip hat die Ausscheidung der Arbeitsgebiete zwischen männlichen und weiblichen Lehrern der Volksschule auch da zu erfolgen, wo die erstern sich bisher noch in einer Art Vorrecht zu erhalten vermochten.

Die Lehrer werden sich dabei zum mindesten nicht schlimmer, wahrscheinlich aber besser als bisher befinden. Wenn vorzugsweise die Unterklassen unserer Schule, wie anderwärts, durch Lehrerinnen besorgt werden, so steigt der männliche Lehrer im Rang, und wenn weiter, wie recht und billig, auch die Besoldung der beiden Lehrerkategorien darnach abgestuft wird, so kann doch derjenige, der erhöht werden soll, nur gewinnen. Richtig ist allerdings, dass die Zahl der männlichen Primarlehrer zurückgehen muss, sofern nicht durch die Verlängerung der Schulzeit das Lehrerbedürfnis entsprechend erhöht wird. Dieser Umstand macht es möglich, dass an Stelle der jetzigen Massenproduktion von Lehrern, wie sie da und dort betrieben wird, dann wieder das gesunde, ältere Verfahren treten kann, nach welchem die sich zum Lehramt drängenden Elemente einer wirklich sorgfältigen Auslese unterzogen werden. Hat aber nicht, wie das Volk, so auch der Lehrerstand selbst ein lebhaftes Interesse daran, dass schwache oder nachlässige, rohe oder sittlich zweifelhafte Leute vom Erziehungswerke an unserer Jugend unnachsichtlich ausgeschlossen werden, dass der Schild des Lehrerstandes ein blanker sei?

Die Ausbildung von Primarlehrerinnen hat keinen Sinn, wenn man ihnen die Anstellung erschwert, und verunmöglicht. Es gilt also, in einem Teil unseres Landes dem weiblichen Geschlechte ein natürliches Recht zu wahren und mit der Zeit hunderten unserer Töchter eine schöne, innerlich befriedigende und ihre Existenz auf Lebenszeit sichernde Berufsstellung zu erringen. Mögen die anwesenden Vertreter und Vertreterinnen der Ostschweiz an ihrem Orte mit voller Entschiedenheit für das verkannte gute Recht der Lehrerinnen, das sich mit dem Interesse der Schule und des Volkes deckt, eintreten!

Das Arbeitsfeld der Lehrerin ist aber nicht auf die Volksschule beschränkt. Dass in dem Lehrkörper der höhern Töchterschulen und Lehrerinnenseminarien dem weiblichen Element eine entsprechende Vertretung gehört, erachten wir als selbst-



verständlich. Aus naheliegenden Gründen wäre es auch zu begrüssen, wenn der Turnunterricht bei Mädchen von über 12 oder 13 Jahren allmählig geeignet vorgebildeten Lehrerinnen übergeben werden könnte.

Endlich findet eine grössere Zahl von Lehrerinnen auch in Instituten und Familien, vornehmlich des Auslandes, Beschäftigung und freut sich, wenn sich dabei zugleich die Gelegenheit zu einem Aufenthalt in fremdem Sprachgebiet und fremdem Lande darbietet. Allein nur in den wenigsten Fällen handelt es sich dabei um Lebensstellungen. Und da ältere Lehrerinnen nicht mehr begehrt sind und sich in einem persönlichen Dienstverhältnis mit seiner Abhängigkeit auch nicht mehr recht wohl fühlen können, sollten unsere Töchter ihr Augenmerk in erster Linie auf öffentliche Stellen richten.

Ich komme zu der Frage des *Hochschulstudiums der Frauen* und werde zunächst *die Vorbereitung* auf dasselbe, beziehungsweise auf *die Maturitätsprüfung* zu berühren haben.

*Will das weibliche Geschlecht auch in den wissenschaftlichen Berufsarten im engern Sinne mit dem Manne konkurrieren, so darf es sowohl hinsichtlich seiner Vorbildung, wie seiner beruflichen Ausbildung nicht hinter demselben zurückstehen.* Das verlangt mit aller Entschiedenheit die Billigkeit gegenüber dem konkurrierenden Mann, das öffentliche Interesse, das auf diesem wichtigen Gebiete keine geringwertigen Arbeitskräfte verträgt und das Interesse der Frau selbst, die nur bei voller Tüchtigkeit Vertrauen und Arbeit erhoffen kann.

Aus diesem Grunde müssen wir die *private Vorbildung auf die Maturitätsprüfung*, wie sie namentlich Ausländerinnen betreiben, als *ungenügend* bezeichnen. In kürzester Frist werden da die für die Prüfung unerlässlichsten Kenntnisse mit Hülfe von Büchern oder einer möglichst knappen Zahl von Privatstunden dem Gedächtnis eingepaukt, Physik und Chemie ohne Experiment, Naturgeschichte ohne Sammlung; es fehlt die Musse, um sie wirklich durchzuarbeiten, in Fleisch und Blut überzuführen, um die geistigen Kräfte durch Uebung und selbständige Arbeit entsprechend zu entwickeln, um die Bildung auch extensiv zu einer allgemeinen zu machen, um Gesinnung und Charakter zu schulen. Die Kandidatin mag die Prüfung bestehen, aber die wirkliche Reife fehlt.

In den letzten Jahren sind bei uns einige Töchter zum Zweck der *Vorbereitung* auf die Hochschule in *Knabengymnasien* eingetreten, so in St. Gallen, in Bern und Winterthur. Auch dieser Weg scheint mir nicht empfehlenswert. Gemeinsame Schulen für beide Geschlechter gehen wohl an für unentwickelte Kinder und dann wieder für Erwachsene; nach meiner Ueberzeugung aber nicht für junge Leute, welche in den Entwicklungs-



jahren stehen und welche die leichte Erregbarkeit dieser Zeit noch mit dem leichten Sinn und der Unerfahrenheit des Kindes vereinigen. In städtischen Verhältnissen sollte ein Verkehr der beiden Geschlechter in diesen Jahren nur unter Aufsicht stattfinden können, welche die öffentliche Schule nur in allzu geringem Masse bietet. Dazu kommt in der Schweiz der erschwerende Umstand, dass unsere Schulen manche fremdländische, z. B. südliche Elemente führen, die vielfach unter andern als den in unserm Lande herrschenden Begriffen von Sittlichkeit aufgewachsen sind. Man konsultiere die Aerzte unserer Knabeninstitute, sehe sich in den Gerichtsannalen um, lese in dem ausgezeichneten Buche des erfahrenen Schulmanns Görrh: „Erziehung und Ausbildung der Mädchen“ das entsprechende Kapitel nach und frage sich dann, ob es wirklich wohl gethan sei, Töchter vom 12. oder 13. bis 19. Altersjahr täglich mit gleichalterigen Gymnasiasten auf dieselbe Schulbank zu verweisen.

Es leuchtet weiter ein, dass solchen Mädchen, welche einzelt oder nahezu einzelt in Gymnasialklassen eintreten, nur die Wahl bleibt zwischen einem einsamen und deshalb ziemlich freudlosen Schulleben oder aber einem Anschluss an ihre männlichen Klassengenossen, wie ihn manche besorgte Mutter weder wünschen noch erlauben würde. Die Gymnasialjahre sollen aber eine ideale Zeit sein und dazu gehört, dass, wie der Schüler, auch die Schülerin Gelegenheit finde, schöne, bleibende Freundschaftsbande zu knüpfen und neben den Mühen und Sorgen auch die Freuden des Schullebens — und zwar ohne jede Gefahr — zu geniessen.

Von besonderer Bedeutung ist noch der folgende Umstand. Ob eine Tochter die für das Hochschulstudium und die in Aussicht genommene wissenschaftliche Berufsart nötige Neigung, Begabung und übrige Qualifikation besitzt oder nicht, lässt sich frühestens im 14. oder 15. Altersjahr entscheiden. Durchläuft nun ein Mädchen an Stelle der Sekundarschule die untern Gymnasialklassen und setzt dann die Studien nicht fort, so hat es eine ganz ungeeignete Bildung erhalten und wird die betreffenden Lücken und Mängel kaum je ausgleichen können. Tritt aber eine Tochter erst aus der 2. oder 3. Sekundarklasse in's Gymnasium über, so findet sie hier keinen Anschluss und passt in gar keine Klasse hinein. Sie wird unter allen Umständen 1 bis 2 Jahre verlieren, während oder nach der Sekundarschulzeit (man denke nur an das Latein!) durch Privatunterricht überbürdet und lange Zeit nicht auf dem Niveau ihrer Klasse angelangt sein, also ebenso lang auch ihrer Arbeit nicht recht froh werden können.

Bei alledem ist nicht zu übersehen, dass der Gymnasiallehrplan, der ja ohnehin immer mehr angefochten wird, ganz und gar für Knaben berechnet, für Mädchen dagegen jedenfalls

nicht überall passend ist, und dass Knaben und Mädchen, namentlich in dem den obern Gymnasialklassen entsprechenden Alter eine verschiedene Behandlung verlangen.

Auch ein weibliches *Gymnasium*, welches, wie die übrigen, an das 6. Schuljahr anschliesst, hat immer noch den sehr grossen Nachteil, dass es die Mädchen allzufrüh einer Spezialschule zuführt und der Sekundarschule, die einen allgemeinen Charakter trägt, für das Haus, wie für die manigfaltigsten Berufsarten vorbereitet, entzieht.

Die Schwierigkeiten, Gefahren und Mängel, welche den eben besprochenen Vorbereitungsarten anhaften, werden vermieden durch das Verfahren, welches an der höhern Töchterschule der Stadt Zürich vor mehr als einem Dezennium eingeführt und seither mit Erfolg eingehalten wurde. Die Seminar-klassen derselben, in welche die Schülerinnen nach dem dritten Sekundarjahr eintreten, bereiten nämlich in vier Jahreskursen einerseits auf die kantonale Lehrerinnen-, anderseits aber auf die eidgenössische und kantonale Maturitätsprüfung vor. An Stelle der für die künftigen Lehrerinnen obligatorischen pädagogischen und Kunstfächer erhalten die Maturandinnen den nötigen Unterricht in lateinischer, englischer oder italienischer Sprache sowie in analytischer Geometrie. Im übrigen ist der Unterricht für beide Abteilungen gemeinsam. Bis Ende März 1896 bestanden bereits 33 Schülerinnen der Anstalt mit gutem, zum Teil vorzüglichem Erfolg die eidgenössische Maturitätsprüfung, und zwei weitere unterzogen sich mit Erfolg der Aufnahmeprüfung für das Polytechnikum.

Von 1883 bis 1889 meldeten sich in Zürich zur eidgen. Maturitätsprüfung, abgesehen von den Abiturienten des dortigen Gymnasiums, neben 181 andern Kandidaten und Kandidatinnen 17 Schülerinnen der höhern Töchterschule Zürich. Aus den Ergebnissen dieser Prüfungen, welche uns freundlichst zur Durchsicht überlassen wurden, führen wir folgende Daten an:

Es erhielten die Zensur

I b = sehr gut    II = gut    II b = mittelm.    III = gering    III b = sehr gering

von den Schülerinnen des Seminars Zürich

37,5%    50%    12,5%    —    —

von den übrigen Kandidaten

9,5%    23,5%    22%    31%    14%

Von den Zürcherinnen erhielten demnach 87,5% die Noten sehr gut und gut, die übrigen 12,5% die Zensur mittelmässig.

Die Leistungen der Kandidaten in den einzelnen Fächern wurden damals noch mit 1—4 taxiert, wobei 1 die höchste, 4 die niedrigste Note darstellte. In den einzelnen Prüfungsfächern wurden nun von den beiden Kategorien von Kandidaten nachfolgende Durchschnittsnoten erreicht:

	von den Schülerinnen des Seminars in Zürich	von den übrigen Kandidaten
in Chemie	1,25	2,06
in Geschichte u. Geographie	1,35	2,04
in Botanik und Zoologie	1,36	2,03
in Physik	1,47	2,17
im Französischen	1,73	1,88
in Mathematik	1,79	2,2
im Englischen	1,82	1,86
im Deutschen	2,06	2,59
im Lateinischen	2,41	2,62

Die Durchschnittsnoten der Zürcherinnen stehen demnach in sämtlichen Prüfungsfächern über denjenigen der andern Kandidaten.

Es ergibt sich hieraus, dass Mädchen die Pensa der Gymnasien ebenso gut zu bewältigen vermögen als Knaben, und dass Anstalten von der Organisation der höhern Töchterschule in Zürich zur Vorbereitung auf die Maturität genügen. Der bereits citierte Schulmann Görth empfiehlt den von uns mit den Maturandinnen durchgeführten Bildungsgang als den zweckmässigsten; die weiblichen Privatgymnasien in Leipzig und Berlin, von welchen das letztere unlängst die 6 ersten Schülerinnen mit Erfolg zur Maturität führte, haben ihn bereits angenommen; und dasjenige in Bremen, welches mit nächstem Frühjahr eröffnet werden soll, wird dasselbe thun. Unser Beispiel hat also Beifall und Nachahmung gefunden.

Wenn es befremden sollte, dass im Fache des Lateinischen in vier Jahren und bei einer Gesamtstundenzahl, die nur dem 3. bis 4. Teil derjenigen gleichkommt, welche die Gymnasien gewöhnlich dafür ansetzen, das geforderte Pensum durchgearbeitet werden kann, so mag zur Erklärung bemerkt werden, dass eben unsere Schülerinnen bei ihrem Eintritt in die Anstalt drei Jahre älter und entsprechend geistig weiter entwickelt sind als der Gymnasiast der untersten Klasse, dass sie sich bereits drei Jahre lang mit dem Französischen und ein Jahr lang mit einer zweiten Fremdsprache beschäftigt haben, also in grammatikalischer wie lexikalischer Hinsicht über eine ansehnliche Vorbildung verfügen, dass sie die Zerstreungen des Gymnasiasten nicht kennen, vielmehr ihr ganzes Sinnen und Denken auf das Studium konzentrieren, sowie endlich, dass unsere Maturandinnenklassen stets nur wenige Schülerinnen zählen, alles Umstände, die ein sehr rasches Fortschreiten erlauben. Immerhin muss zugegeben werden, dass im Interesse vermehrter Uebung, namentlich durch Ausdehnung der Lektüre, eine etwelche Vermehrung der Stundenzahl für das Fach des Lateinischen, noch wünschbar wäre.

*Welches sind nun diejenigen Studien, denen sich an den schweizerischen Hochschulen die weiblichen Studierenden faktisch*

zuwenden? In den beiden Studienjahren vom Herbst 1893 bis Herbst 1895 finden wir an denselben durchschnittlich neben 3028 immatrikulierten Studenten 341 = 11,2 Procent immatrikulierte Studentinnen, von welchen jedoch nur 38, also wiederum 11,2 Procent der Gesamtzahl der weiblichen Studierenden, Schweizerinnen sind. Die durchschnittliche Frequenz der einzelnen Fakultäten durch Studentinnen war in dem angezogenen Zeitraum folgende:

	Ausländerinnen	Schweizerinnen	Verhältnis d. Schweizerinnen zu den Ausländerinnen
Medizinische Fakultät	187,5	12,75	1 : 14,5
Philosophische „	111	24,75	1 : 4,4
Juristischen „	4,75	0,75	1 : 6,33

In den 7 $\frac{1}{2}$  Jahren vom Sommer 1888 bis Winter 1895 stieg die Zahl

	an der medizinischen Fakultät	an der philosophischen Fakultät	an der juristischen Fakultät
der immatrikulierten Ausländerinnen	von 87 auf 175	von 45 auf 125	von 0 auf 5
der immatrikulierten Schweizerinnen	„ 14 „ 14	„ 7 „ 28	„ 0 „ 1

Es zeigt sich also, dass zur Zeit die Zahl der an unsern Hochschulen studierenden Schweizerinnen keine bedeutende ist (in den letzten Jahren durchschnittlich kaum 40), dass  $\frac{2}{3}$  derselben die philosophische,  $\frac{1}{3}$  die medizinische Fakultät besucht und die Jurisprudenz nicht in Betracht kommt; sodann im Weitern, dass die Zahl der schweizerischen Philosophinnen sich seit 1888 vervielfacht hat, während diejenige der Medizinerinnen sich gleich blieb.

Sind nun auch diese Zahlen ganz geeignet, die überschwinglichen Vorstellungen, welche man sich in gewissen Kreisen von der Bedeutung des Frauenstudiums macht, auf ein richtiges Mass zurück zu führen, so scheinen sie mir doch keineswegs als Massstab dafür gelten zu können, wie sich die Verhältnisse in Zukunft bei uns gestalten dürften. Gestatten Sie mir zum Schlusse, hochgeehrte Zuhörer, nach dieser Seite hin *noch einige Ausblicke*.

Dass *Aerztinnen* für Kinder und weibliche Kranke ein Bedürfnis und eine *Wohlthat* sind, ist einleuchtend. Verwunderlich ist nur, dass der Ruf nach solchen erst im 19. Jahrhundert ertönt. Die *Aerztin* bringt den Kleinen im Allgemeinen mehr Geduld, den Geschlechtsgenossinnen mehr Verständnis entgegen als der männliche Arzt. Für die häusliche Gesundheits- und Krankenpflege wird sie, weil selbst mit den Details der Hauswirtschaft vertraut, Vortreffliches leisten können. Bei der weiten Verbreitung der verschiedenartigsten Frauenkrankheiten



und den oft schweren Folgen derselben für die Kranken und ihre Familien ist es auch von höchster Bedeutung, dass sich die Frauen leichter entschliessen werden, rechtzeitig bei einem weiblichen Arzte Hülfe zu suchen und sich einer Behandlung durch denselben zu unterziehen, als dies auch den berufensten Männern gegenüber der Fall sein wird. Ist also im Interesse des öffentlichen Wohls eine Ergänzung unseres Aertzepersonals durch Frauenärzte zu wünschen, so darf anderseits doch nicht übersehen werden, dass die letztern von der Behandlung der männlichen Patienten sowie von der beschwerlichen Landpraxis ausgeschlossen sind. Die Zahl der Aerztinnen, welche in unsern Städten und andern grössern Volkscentren sowie in Spitälern eine auskömmliche Existenz finden können, wird also stets eine bescheidene sein, vielleicht kaum 200 erreichen, so dass es unsere Pflicht ist, nur Töchtern von tüchtiger Begabung, ausgesprochener Neigung und kräftiger Konstitution das Studium der Medizin zu empfehlen.

Der philosophischen Fakultät werden sich diejenigen Töchter zuwenden, welche ein *höheres Lehramt*, z. B. an Sekundar- und höhern Töchter Schulen u. s. w., eine *litterarische oder publicistische Bethätigung, Anstellung in Bibliotheken, Archiven* etc. anstreben. Besonders geeignet für das weibliche Geschlecht scheint mir auch die *Beschäftigung mit der Chemie*. Und sollte gegen seine Bethätigung in chemisch-technischen Gewerben, wie Färbereien, Druckereien etc. der Einwurf erhoben werden, dass sie allzusehr die Gesundheit gefährde, so hätte derselbe doch wenigstens keine Berechtigung mehr mit Bezug auf den *Apothekerberuf*. Bei ihrem Sinn für Ordnung und Reinlichkeit, bei ihrem Geschick für manuelle Beschäftigung und ihrer Gewissenhaftigkeit auch im Kleinen ist die Frau geradezu für den Apothekerberuf geboren.<sup>1)</sup> Wer wüsste auch nicht, dass schon jetzt manche Doktorsfrau die Apotheke ihres Gemahls ohne Widerspruch seitens der Behörden und des Publikums verwaltet, obgleich sie weder patentiert noch „studiert“ ist.

Unsere künftigen Pharmaceutinnen brauchen auch nicht auf der Stufe von Gehülffinnen stehen zu bleiben. Mit den nötigen Hilfskräften ausgerüstet, oder zu mehreren verbunden, könnten sie ganz wohl auch selbständig den Beruf betreiben, und es ist nicht anzunehmen, dass der Staat auf die Dauer die nötige Sanktion verweigern werde. Wenn es gelingt, gegen die noch herrschenden Vorurteile aufzukommen, so dürften zahlreiche Frauen durch den Besuch der philosophischen und pharmaceutischen Fakultät dankbare Wirkungskreise finden.

<sup>1)</sup> Holland zählte im Jahre 1891 neben 414 Apothekern 313, England in demselben Jahre 1340 Apothekerinnen.

Dagegen sollten sie sich meines Erachtens von den Hörsälen der Rechtslehrer in der Regel fern halten. Ein *Studium*, welches wie dasjenige *der Rechte* den Bedürfnissen des Gemüths so wenig Befriedigung zu bieten vermag und vielfach zur Beschäftigung mit abstossenden, hässlichen Materien nötigt, dürfte normalen weiblichen Naturen kaum angemessen sein. Und wenn auch zuzugeben ist, dass einige juristisch gebildete Frauen in grösseren Verwaltungen Verwendung finden könnten und zur Förderung der Interessen ihres Geschlechtes wünschbar sind, so ist doch die Thätigkeit der Juristen schon in den Behörden und im Ratssaal in dem Masse eine öffentliche, dass sie sich für das weibliche Geschlecht kaum mehr eignet. Und vollends weibliche Anwälte scheinen mir weder im öffentlichen Interesse noch in demjenigen des weiblichen Geschlechts selbst zu liegen. Vor den Schranken des Gerichts, vor allem aus im Kriminalprozess, müssen Dinge rückhaltlos dargelegt werden, die eine anständige Frau, und dazu noch in männlicher Gesellschaft, weder hören noch sagen kann.

Mögen sich überhaupt die Frauen bei ihren Ansprüchen an die Mitbetheiligung in den wissenschaftlichen Berufsarten *hüten vor Unnatur und Uebertreibung!* So lange physisch die Frau kein Mann und der Mann keine Frau ist, sind die beiden Geschlechter auch psychisch verschieden und können sich nicht überall einfach ersetzen und vertreten. Keines soll überall und von allem seinen Anteil fordern. Richtig ist nur diejenige Arbeitsteilung, auch in den wissenschaftlichen Berufen, welche jedem der Geschlechter da den ersten Platz zuweist, wo es nach Massgabe seiner Natur hingehört und das Beste leisten kann. Auch ist nicht zu übersehen, dass die in einem wissenschaftlichen Berufe stehende Frau in der Regel unverheiratet bleibt und nur für ihre Person zu sorgen hat, während der konkurrierende Mann gewöhnlich der Ernährer einer ganzen Familie ist.

Schreiben Sie, hochverehrte Zuhörerinnen, nur soviel auf Ihre Fahne, als gerecht ist und dem Ganzen frommt; dann kämpft auch der vorurteilsfreie und billig denkende Mann in Ihren Reihen, und Sie werden siegen!

---

*Thesen von Dr. S. Stadler, Rektor in Zürich.*

1. Jede Tochter ist sowohl für das *Haus* als auch für einen *Beruf* auszubilden.
2. Zur Förderung der *Ausbildung für das Haus* sollten die höheren Töchterschulen Kurse über *Erziehungslehre, Gesundheits- und häusliche Krankenpflege*, sowie über *Haushaltungskunde* einführen.
3. Unter den für das weibliche Geschlecht in Betracht kommenden *wissenschaftlichen Berufen* steht derjenige der *Lehrerin* in erster Linie. Die Elementarklassen (1.—3. Schuljahr), sowie die Mädchenklassen der Real- und Sekundarstufe (4.—6. und 7.—9. Schuljahr) sollten vorzugsweise durch Lehrerinnen geführt werden.

Daneben ist zur Ausübung durch Frauen noch wohl geeignet der Beruf des *Arztes* und *Zahnarztes*, des *Pharmaceuten* und *Chemikers*, des *Publicisten* und *Litteraten*, des *Archivars*, *Bibliothekars* u. s. w.

4. Die spezifische *Vorbildung für das Hochschulstudium* soll erst mit dem 15. Altersjahr beginnen, mindestens 4 Jahre umfassen und zweckentsprechend organisierten höheren Töchterschulen zugewiesen werden.
  5. Die *Ausbildung* des weiblichen Geschlechts *für die wissenschaftlichen Berufsarten* darf nicht unter derjenigen des Mannes stehen.
-

## Enseignement supérieur.

Par M. NUMA DROZ, ancien Conseiller fédéral, à Berne.

M. Numa Droz étant retenu à Berne par des circonstances de famille, l'assemblée renonce à aborder la discussion de ses thèses sur *l'Enseignement supérieur pour les jeunes filles*.

### *Thèses:*

1. En principe, il n'y a aucune raison de ne pas accorder à la femme l'accès à la culture supérieure aussi bien qu'à l'homme. On doit donc lui ouvrir non seulement les établissements d'enseignement supérieur, mais aussi les écoles préparatoires. Les autorités scolaires doivent pourvoir, autant que possible, à ce que, dans ces divers établissements, les jeunes filles puissent suivre des cours équivalents à ceux destinés aux jeunes gens.

2. Pratiquement, il faut tenir compte que, soit en vertu des lois, soit en raison de l'état des mœurs, les études supérieures ne peuvent actuellement conduire la femme à l'exercice de toutes les professions auxquelles ces études donnent accès. Il y a en outre des raisons tirées de la nature féminine qui la rendent moins apte à certaines carrières. Mais il est désirable que de plus en plus on lui laisse prendre sa place, non seulement dans les professions libres, mais aussi dans celles qui sont réglementées, telles que l'enseignement, les carrières médicales, etc., ainsi que dans les branches de l'administration publique où des conditions d'électorat et d'éligibilité politiques ne sont pas de rigueur.

3. Il convient de ne pas vouloir précipiter les solutions, car l'état des lois et celui des mœurs ne se laissent pas modifier du jour au lendemain. Il faut aller d'un pas tranquille et persévérant dans la voie déjà ouverte en partie, et attendre de l'avenir la solution de problèmes qui aujourd'hui se heurtent encore à de nombreuses difficultés. Avec une volonté ferme, de la sagesse et de la patience, la voie ira s'élargissant, et le but finira par être atteint.



## Discussion.

Mme. *Boos-Jegher* de Zurich dit que l'étude du droit lui semble encore plus importante pour les femmes que celle de la médecine. Le domaine du droit étant celui où les femmes ont le plus d'obstacles à vaincre; quant au rôle de la femme comme avocat, il y a une quantité de questions où elle est mieux désignée que l'homme pour remplir ce rôle, parce que l'homme peut se mettre à la place d'un autre homme, mais ne pourra jamais se mettre à la place d'une femme.

Les conclusions de M. Dr Stadler sont adoptées. (Applaudissements.)



## Koch- und Haushaltungsschulen.

Von Frau Villiger-Keller in Lenzburg, Präsidentin des Schweizerischen  
Gemeinnützigen Frauenvereins.

„Das Haus ist nicht bloss eine Thatsache und ein Kapital, *es ist eine Kraft*. Die Kraft aber, welche es besitzt, ist nicht die der Wohnung, ihrer Grösse, ihrer Schönheit, ihrer Ausrüstung, *die wahre Kraft des Hauses ist die Persönlichkeit der Frau*. Die Hausfrau ist uns die Trägerin des Friedens und des Glückes und alles dessen, was wir durch beide sind,“ so sagt der bekannte Nationalökonom *Lorenz von Stein*.

Das ist ein bedeutungsvolles Wort für uns Frauen. Wie soll aber die angehende Hausfrau diese hohe Stelle im Hause sich erringen? Wie kann sie die Kraft werden, welche mit unlöslichen Banden den Gatten, die Kinder, alle Familienglieder ans Haus bindet?

Nur dann, wenn sie neben ihrem geistigen Einfluss, neben der aufopfernden Liebe der Gattin und Mutter auch die mannigfaltigen Pflichten, die unzähligen Arbeiten und Geschäfte der Hausfrau, der Haushälterin kennt und erfüllt, wenn sie für die Ihrigen sorgt, denkt und fühlt, für andere schafft, leidet und duldet; wenn ihr Wirken und Denken auf das Wohlsein der Hausgenossen, auf das Gedeihen ihrer Haushaltung gerichtet ist, auf das Glück ihres Familienlebens. *Der Beruf der Hausfrau, der Haushälterin*, ist der weitaus *wichtigste* des weiblichen Geschlechts und wenn in der heutigen Zeit die Frauenfrage eine so viel besprochene ist, so sollen wir der Ausbildung für diesen ersten und *natürlichsten Frauenberuf* der hauswirtschaftlichen Ausbildung vor allem unsere Aufmerksamkeit schenken.

Wohl ist es ein grosses Glück, das allerbeste und natürlichste Verhältnis, wenn die heranwachsende Tochter von der verständigen erfahrenen Mutter eingeführt wird in alle Geschäfte und Verrichtungen des Hauswesens. Gestehen wir es aber offen, der grösste Teil der Töchter kennt dieses Glück nicht. Oft fehlt die Mutter dem Hause ganz, sie ist durch Arbeit in der Fabrik oder durch andere Geschäfte von früh bis spät in Anspruch ge-

nommen, oder es fehlt ihr an Einsicht, Ruhe und Geduld zur Lehrerin, oder aber sie hat selbst zu wenig Kenntniss der wichtigsten Arbeiten des Hauswesens und überlässt dieselben ganz den Dienstboten.

Da sollen die Haushaltungsschulen in die Lücke treten. — In den *Koch- und Haushaltungsschulen*, in den *Dienstbotenschulen* sollen die Töchter jeden Standes diese notwendige hauswirtschaftliche Ausbildung finden. Hier erwerben sie sich die in jeder Lebensstellung unentbehrlichen Kenntnisse in Theorie und Praxis, in allen Arbeiten des Hauswesens, in Küche, Keller, Waschhaus, Schlafzimmer, Wohnräumen und Garten, in den verschiedensten Handarbeiten, flicken, nähen, stricken, zuschneiden u. s. w. Sie werden bekannt gemacht mit dem Nährwert der Lebensmittel, der richtigen Zusammenstellung derselben, mit den Regeln der Gesundheitslehre, der Krankenpflege, sie werden angeleitet, das Hausbuch zu führen, die täglichen Ausgaben für die Lebensmittel zu berechnen, die Einkäufe auf dem Markt, beim Kaufmann und Metzger richtig zu be-orgen und das Soll und Haben des Haushaltes in das richtige Verhältnis zu bringen.

Dass die Notwendigkeit einer bessern Ausbildung der weiblichen Jugend für ihren natürlichsten Beruf allgemein eingesehen und gefühlt wird, das zeigen uns die vielfachen Anstrengungen, die in vielen Ländern seit einer Reihe von Jahren nach dieser Richtung gemacht wurden.

In *Deutschland* ist der Besuch der Kochschulen längst gebräuchlich. Daneben zählt es eine grosse Anzahl von Haushaltungs- und Dienstbotenschulen. Karlsruhe hat ein renommiertes Seminar für Lehrerinnen solcher Anstalten.

In *Belgien* und *Holland* sind Haushaltungsschulen eingeführt.

*Frankreich* hat durch ein Gesetz von 1882 die einfache Haushaltungskunde mit Kochunterricht sogar mit der Schule zu verbinden beschlossen und in *Paris* seit 1886 mit Erfolg eingeführt.

*England* sorgt noch mehr für die Ausbildung der Mädchen in der Hauswirtschaft; seit 1873. 1887 nahmen in London 20,000 Mädchen Kochunterricht. Herr Dr. Guillaume giebt in seinem Heft „Sur l'utilité de l'enseignement de l'art culinaire“ darüber sehr eingehende und interessante Auskunft.

In den *Vereinigten Staaten* wird ebenfalls für die Ausbildung der Töchter zum Hausfrauenberuf sehr viel gethan.

Und was geschieht in unserm *Vaterlande*? — In der *Schweiz* hat die schweizer. gemeinnützige Gesellschaft sich mit dieser Frage seit Jahren beschäftigt, zu verschiedenen Malen die Ausbildung von Haushaltungslehrerinnen veranlasst und unterstützt. Der schweiz. gemeinnützige Frauenverein hat seit Ende

der 80er Jahre eine Reihe von Kochkursen veranstaltet und Haushaltungsschulen ins Leben gerufen.

Und endlich hat auch unsere oberste Landesbehörde sich der Vervollständigung der weiblichen Berufsbildung angenommen. Der *Bundesbeschluss* betreffend die *hauswirtschaftliche und berufliche Bildung des weiblichen Geschlechts* vom 20. Dezember 1895 lautet:

„Art. 1. Zur Förderung der hauswirtschaftlichen und beruflichen Bildung des weiblichen Geschlechts leistet der Bund, in Ausdehnung des Bundesbeschlusses vom 27. Juni 1884 betreffend die gewerbliche und die industrielle Bildung, Beiträge aus der Bundeskasse an diejenigen Anstalten und Unternehmungen, welche zum Zwecke jener Bildung bestehen, oder zur Verwirklichung gelangen.

Die Bestimmungen jenes Beschlusses finden auf dieselben analoge Anwendung, und es ist insbesondere darauf hinzuwirken, dass die weniger bemittelten Bevölkerungsklassen womöglich weitgehendst berücksichtigt werden.

Art. 2. In das Budget des Bundes wird alljährlich ein angemessener Kredit für die Unterstützung dieser Bildung aufgenommen.“

Es ist somit den Anstalten, welche die berufliche Ausbildung in der Hauswirtschaft bezwecken, hauptsächlich den Dienstbotenschulen eine Bundesunterstützung zugesichert.

Der erste Anfang der hauswirtschaftlichen Ausbildung der Mädchen wurde wohl in den Frauenklöstern der Urschweiz, in den *Theodosianischen Lehrschwesterninstituten* gemacht seit den 70er Jahren. — Sie verbinden mit ihren Töchterpensionen Haushaltungs- und Kochkurse für ihre Schülerinnen zu teils sehr bescheidenen Preisen, so in Cham, Menzingen, Kt. Zug; Baldegg, Kt. Luzern; Ingenbohl, Kt. Schwyz, u. a. m.

Später richteten einige Frauenarbeitsschulen Haushaltungskurse ein.

*Die Frauenarbeitsschule Boos-Jegher* in Zürich seit 1880.

*Die Frauenarbeitsschule Basel* seit 1890. Hier werden vier monatliche Kurse mit je 20 Schülerinnen gegeben. Der besondere Unterricht für Fabrikarbeiterinnen dauert täglich von 11—1½ Uhr.

*Bischofzell*, Thurgau. Haushaltungsschule mit dreimonatlichen Kursen seit 1883.

*Heinrichsbad*. Winterkurse mit 16—18 Schülerinnen, seit 1882. 70—80 Fr. monatlich.

*Worb*, Kt. Bern. Haushaltungsschule der ökonomischen gemeinnützigen Gesellschaft des Kantons Bern, gegründet 1886. Monatliche Kurse. Preis 130—300 Franken.



*Herzogenbuchsee.* Haushaltungsschule des Frauenvereins daselbst. Dreimonatliche Haushaltungskurse und kürzere Kochkurse für bessere Küche, gegr. 1891.

*Schönenwerd,* seit 1881. Haushaltungsschule für Arbeiterinnen mit jährlichen Abendkursen, zweimal wöchentlich von 5—7 Uhr.

*Herisau,* seit 1894. Kochschule für Arbeiterinnen, mit der Volksküche verbunden, je sechs Töchter arbeiten in der Küche einen Vormittag wöchentlich, unter der Leiterin der Volksküche.

*Winterthur,* 1891. Haushaltungs- und Dienstbotenschule, gegründet vom Frauenverband daselbst. Fünfmonatliche Kurse. Preis 100 Franken.

*Chur,* Marthastift. Dienstbotenschule, gegründet von der Familie von Planta; jährliche Kurse für arme Mädchen.

*Chur,* 1895. Haushaltungsschule, gegründet von der gemeinnützigen Gesellschaft des Kantons.

*St. Immer,* Kt. Bern. Haushaltungsschule für Töchter besserer Stände, gegründet von der gemeinnützigen Gesellschaft.

*Chaux-de-Fonds,* 1895. Ecole ménagère. Vier wöchentliche Kurse, 16 Fr. Sie ist hauptsächlich für Töchter des Arbeiterstandes eingerichtet und wurde von einer gemeinnützigen Gesellschaft gegründet.

*Neukirch, Thurgau.* 1891. Haushaltungsschule der gemeinnützigen Gesellschaft, von einem Vermächtnis von Fr. 50,000 gestiftet. Fünfmonatliche Kurse. Preis Fr. 125—200.

*Bern.* Dienstbotenschule an der Junkengasse, gegründet seit einer Reihe von Jahren von einer wohlthätigen Gesellschaft.

*Ralligen am Thunersee.* Kurse von sieben Wochen, 130 bis 150 Franken, von 3½ Monaten 250 bis 400 Franken. Haushaltungsschule für Töchter besserer Stände.

*Vevey.* Dienstbotenschule. Dreimonatlicher Kurs 90 Franken.

*Der schweizerische gemeinnützige Frauenverein,* der sich hauptsächlich mit der hauswirtschaftlichen Ausbildung der weiblichen Jugend beschäftigt, umfasst in seinem Kreis folgende Anstalten:

1. *Buchs bei Aarau.* Haushaltungsschule, 1888, für Töchter des guten Bürgerstandes. Dreimonatliche Kurse. Preis Fr. 220.

2. *Lenzburg.* 1889. Dienstbotenschule, dreimonatliche Kurse, Preis Fr. 70. Pfleglinge von Armenbehörden und Vereinen 35 bis 50 Franken. 2—4 Freiplätze.

3. *Bern,* 1891. Dienstbotenschule. Sechsmonatliche Kurse zu Fr. 110. Freiplätze vorgesehen.

4. *Boniswil.* Haushaltungs- und Dienstbotenschule. Dreimonatliche Kurse à Fr. 90. Freiplätze. Ermässigung für Pflegetöchter der Armenbehörden.

5. *Nottwil* bei Sempach, Kt. Luzern. Luzernische Haushaltungsschule. Sechsmönatliche Kurse 250 Franken. Die landwirtschaftlichen Verhältnisse des Kantons werden besonders berücksichtigt. Freiplätze.

6. *Menziken*. Haushaltungsschule für Fabrikarbeiterinnen an zwei Abenden wöchentlich, gegründet 1896.

7. *St. Gallen*. Haushaltungsschule. Sechsmönatliche Kurse. Preis Fr. 100—250. Unterstützung des Kantons Fr. 3000 jährlich. Freiplätze.

Es bestehen auch in der Schweiz seit einigen Jahren Privathaushaltungsschulen. Die bekanntesten sind wohl:

*Luzern*, Haushaltungsschule von Frau Wyder-Ineichen. Im Jahre 1888 übergab die schweizerische gemeinnützige Gesellschaft ihr eine grössere Anzahl Haushaltungslehrerinnen zur Ausbildung. Die Anstalt ist seit zwei Jahren eingegangen.

*Kaiseraugst*. Haushaltungsschule von Frau Pfarrer Gschwind.

*Solo'hurn*. Haushaltungsschule von Frau Prof. Gunzinger.

*Zürich*. Kochschule von Frau Engelberg-Meier.

*Neuchâtel*. Port roulant. Haushaltungsschule von Fräulein Niederer.

*Lausanne* ebenfalls eine Haushaltungsschule.

*Genf* seit 1892 Haushaltungsschule, Madame Mairet, sechsmönatliche Kurse à Fr. 700.

Was uns ganz fehlt in der Schweiz, das ist eine *Anstalt*, ein Seminar zur Ausbildung von *Lehrerinnen* der Haushaltungs- und Dienstbotenschulen, der Koch- und Konservenkurse.

Wir hoffen, dass der Schweiz. gemeinnützige Frauenverein in nächster Zeit mit Hilfe des Staates dazu kommen wird, eine solche Anstalt ins Leben zu rufen.

Wir sehen aus dieser Zusammenstellung, dass auch bei uns ein Anfang gemacht ist mit Gründung verschiedener Anstalten. Doch reichen dieselben für die grosse Zahl der jährlich aus der Schule entlassenen Töchter oder zukünftigen Hausfrauen, Haushälterinnen und Dienstmädchen lange nicht aus. Man wird vielleicht einwenden, dass ein grosser Teil der Töchter des Landes wohl nie dazu kommen werde, sich zu verheiraten und die eigene Haushaltung zu führen. Sehen wir aber die Verhältnisse klar an, so werden wir gestehen müssen, dass auch jede unverheiratete Frauensperson früher oder später dazu kommen wird, sich um die hauswirtschaftlichen Arbeiten zu kümmern, sei es für ihr eigenes Behagen, sei es zum Wohle anderer.

Die grössern Gemeinden, insbesondere die Frauenvereine in denselben, sollten es sich zur Pflicht machen, Haushaltungsschulen, für Bürgerstöchter, für Dienstboten oder Fabrik-

arbeiterinnen, ins Leben zu rufen und die Schülerinnen zu möglichst billigen Bedingungen im Hauswesen auszubilden. Das Programm für diese Schulen würde ungefähr folgendes sein:

### *A. Theoretischer Unterricht.*

1. *Kochkunde*: Belehrungen über die wichtigsten Nahrungsmittel, und deren Zusammensetzung zur rationellen Ernährung über Zubereitung der Speisen für gesunde und kranke Tage, über das Konservieren von Obst und Gemüse, über Feuereinrichtung, zweckmässige Kochgeschirre, Brennmaterialien u. s. w.

2. *Gesundheitslehre*: Belehrungen über die Pflege des Körpers, über Nahrung, Kleidung, Wohnung und Luft.

3. *Waschkunde*. Ueber möglichste Schonung der Stoffe beim Waschprozesse, über das Waschen von weissen, bunten und farbigen Wäschestücken mit Begründung der jeweiligen besonderen Behandlung, über Waschgeräte, Waschmaterialien etc.

4. Anleitung zur Führung eines einfachen, praktischen Haushaltungsbuches.

5. *Pflege des sittlich-religiösen Lebens.*

### *II. Praktischer Unterricht.*

1. Die Zubereitung der Speisen für einen guten bürgerlichen Tisch, inbegriffen allfällige Festgerichte (Fische, Geflügel, Backwerk, Crêmen, Puddings, u. s. w.).

2. Richtige und regelmässige Besorgung des Speisezimmers, der Küche, sorgfältige Ausstattung des Esstisches, sowie Uebung im Servieren.

3. Praktische Winke beim Einkaufen für die Küche.

4. Anleitung zum Waschen, Mangen, Glätten und Besorgen des Weisszeuges.

5. Die Reinhaltung der Schlaf- und Wohnzimmer, der Kellerräume, überhaupt des ganzen Hauses.

6. Anleitung im Flicken und Ausbessern der Wäsche, sowie im Weissnähen, Maschinennähen, Kleidernmachen.

Der Schweiz. gemeinnützige Frauenverein hat in jahrelangem Betrieb seiner Anstalten die reichliche Erfahrung gemacht, welcher grossen Nutzen dieselben bringen. Wie viele Zeichen der Anerkennung und Dankbarkeit sind uns schon zugekommen von unsern Schülerinnen aus der ganzen Schweiz, wie manche junge Hausfrau verdankt das Gedeihen ihres Haushaltes den Kenntnissen und Fertigkeiten, die sie sich in einer der Anstalten erworben.

In den Anstalten des Schweiz. gemeinnützigen Frauenvereins werden jährlich ca. 220 Töchter aufgenommen. Die weit ausgrösste Zahl gehört der Handwerker- und Arbeiterklasse an; wohl die Hälfte der Schülerinnen treten nach beendigtem Kurs als Dienstmädchen

in passende Stellen. Die Erfahrungen, die wir mit den Schülerinnen machen, sind sehr befriedigende, meistens sehr gute. Wir haben oft mit Freude wahrgenommen, dass die ehemaligen Fabrikarbeiterinnen am allermeisten Lust und Fleiss zeigten für die hauswirtschaftlichen Arbeiten, dass sie nie mehr in die Fabrik zurückzukehren wünschten, sondern als brave und tüchtige Dienstboten ein gutes Fortkommen fanden. Was den Unterricht in den Haushaltungs- und Dienstbotenschulen erschwert, das ist die sehr mangelhafte, oft ganz fehlende Vorbildung, oft sogar der gänzlich mangelnde Sinn für Ordnung und Reinlichkeit, und ganz besonders auch das häufig allzu jugendliche Alter. Wir waren schon oft genötigt, Mädchen von 15 Jahren aufzunehmen, ganz besonders arme Mädchen. Diese werden nach der Konfirmation in einen Kurs geschickt von ihren Pflegern oder Armenkommissionen und sollen nachher ihr Brot als Dienstmädchen verdienen. Es wäre sehr zu wünschen, dass man ihnen  $\frac{1}{2}$  bis ein Jahr Zeit für ihren Lehrkurs gäbe.

Wie allgemein und dringend das Bedürfnis nach besserer hauswirtschaftlicher Ausbildung auch bei unserer Arbeiter- und Fabrikbevölkerung ist, das hat der Schweiz. gemeinnützige Frauenverein in jüngster Zeit vielfach erfahren. Mit Neujahr 1896 gab er ein „*praktisches Kochbüchlein für den einfachen Haushalt*“ heraus und verbreitete dasselbe zu 10 Cts. das Exemplar. Wir haben bis jetzt nahezu 80,000 Exemplare abgesetzt. Wie viel Zuschriften dringenden und rührenden Inhaltes von armen Frauen sind mir zugekommen, mit der Bitte, sofort ein Kochbüchlein zu schicken, damit sie lernen könnten, etwas Rechtes zu kochen, wozu ihnen bis jetzt jede Anleitung gefehlt habe. Unsere Handwerker- und Arbeiterfrauen, sie wollten wohl gern in ihrer Küche und Haushaltung alles recht und gut machen, wenn sie nur wüssten wie, um mit ihren bescheidenen Mitteln auszukommen!

Darum müssen wir vor allem aus darnach streben, dass in den Haushaltungsschulen für diese Klassen der Unterricht, hauptsächlich der Kochunterricht, in möglichst einfacher und praktischer Weise erteilt werde.

Unter den 31 erwähnten Haushaltungsschulen finden wir 8 Anstalten, die für die Ausbildung von Dienstmädchen, Köchinnen, Zimmermädchen bestimmt sind. in Bern, Vevey, Winterthur, St. Gallen, Lenzburg, Boniswyl und Chur.

Die *Dienstbotenschulen* sind nun hauptsächlich Institute, die unsere Hülfe und unser Interesse verdienen. Jeder grössere Haushalt bedarf einer fremden Hülfe und die Sorge um gute, treue Dienstboten ist eine sehr weit verbreitete. Wie viel schwere Stunden bringt sie den Hausfrauen Land auf, Land ab! — Und doch, wie wenige denken daran, dass der Dienstbotenberuf gar kein so leichter ist, dass das Dienstmädchen seine Lehrzeit durchmachen muss, sei es bei einer tüchtigen und ver-



ständigen Hausfrau, sei es in einer Anstalt, wie die Lehrtöchter eines andern Berufes auch. Wie mannigfaltig sind die Kenntnisse, Fertigkeiten und Arbeiten, die man von dem Dienstmädchen verlangt, die wohl durch eine zweckentsprechende, berufliche Ausbildung erworben werden müssen. Dr. Guillaume sagt in seinem trefflichen Vortrag „*Sur l'utilité de l'enseignement de l'art culinaire*“:

„Faut-il s'en prendre à nos domestiques et leur jeter la pierre, ou bien ne convient-il pas mieux de nous accuser nous-mêmes, de n'avoir rien fait pour diriger leur éducation et pour les préparer à une vocation qui est aussi honorable et surtout aussi utile qu'une autre? La plupart de ces domestiques appartiennent à la classe pauvre, et n'ont pu, dans le plus grand nombre de cas, apprendre, dès leur jeune âge à observer l'ordre, l'économie et surtout, n'ont pu faire une apprentissage de cuisinière, qui exige les connaissances théoriques et une expérience pratique faite sous la direction d'une personne capable.

Lorsqu'on réfléchit à l'importance de l'alimentation au point de vue hygiénique, moral et économique, et au nombre considérable des servantes, auxquelles ces fonctions domestiques sont confiées et si l'on considère que les femmes des ouvriers se recrutent parmi ces domestiques, ou sont aussi inexpérimentées que ces dernières, il n'est pas nécessaire de discuter encore longuement sur l'utilité qu'il y aurait à élever ces fonctions à la dignité d'une profession et dans ce but de créer des établissements dans lesquels serait enseigné l'art culinaire.“

Es ist sehr zu wünschen, dass noch viel mehr junge Töchter, die auf ihren Verdienst angewiesen sind, sich dem *Dienstbotenberufe* widmen. Ich möchte an dieser Armenvereine und Armenpfleger ganz besonders darauf hinweisen, ihre Pflegerlinge für diesen Beruf in den passenden Anstalten ausbilden zu lassen, sie weisen denselben damit den sichersten Weg zu einem guten Fortkommen. Wie geschätzt und geachtet ein gutes Dienstmädchen in jedem anständigen Hause ist und wie wohl versorgt es sich bei treuer Pflichterfüllung dort fühlen kann, das wissen wir alle.

Die hauptsächlichsten Unterrichtsfächer einer Dienstbotenschule sind folgende:

*A. Praktischer Unterricht:* 1. Kochen, Braten, Backen mit Berücksichtigung der für einen einfachen Haushalt gebräuchlichen Fleisch-, Gemüse- und Obstsorten. — 2. Backen des Hausbrottes, Zubereitung von einfachem Konfekt und Backwerk. — 3. Konservieren, Dörren und Einmachen von Früchten, Gemüsen. 4. Handarbeiten, Handnähen, Maschinennähen, Flicker, Stricken, Steppen u. s. w. — 5. Waschen und Glätten. — 6. Garten- und Gemüsebau. — 7. Alle in einem einfachen Haushalt vorkommenden Hausgeschäfte, wie Putzen, Fegen, Aufräumen u. s. w.

*B. Theoretischer Unterricht:* 1. Haushaltungskunde. — 2. Ernährungs- und Kochlehre, Einschreiben der Kochrezepte. — 3. Einfache Buchführung, Kostenberechnung. — 4. Gesundheitslehre.

Wir sind am Schluss unserer Besprechung der Haushaltungs- und Dienstbotenschulen und ihres Zweckes und Nutzens angelangt. Mögen wir nicht ermüden, auch ferner für die tüchtige hauswirtschaftliche Ausbildung der Töchter des Landes einzustehen, damit das Familienleben zu heben, dem Vaterlande arbeitsame Hausfrauen und verständige Mütter eines kommenden Geschlechts zu erziehen.

---

*Thesen:*

1. Gutgeleitete Haushaltungsschulen vervollständigen in nützlichster Weise die Ausbildung junger Töchter jeden Standes, indem sie dieselben auf ihren natürlichen Beruf, den der Hausfrau, praktisch und theoretisch vorbereiten.
2. In jedem grössern Ort oder Bezirk sollten solche Anstalten errichtet werden, um die der Schule entlassenen Töchter zu einem 3—6monatlichen Kurse aufzunehmen; sie in allen Geschäften eines geregelten Haushaltes: Kochkunde, Ernährungslehre, Waschkunde, Buchführung, Handarbeit, Krankenpflege, Gesundheitslehre, Besorgung der Betten, der Kleider, der Wohnräume, des Gartens zu unterrichten. Das Kursgeld soll 60 Fr. per Monat nicht übersteigen (Pension inbegriffen).
3. Zur Ausbildung der auf ihren Lebensverdienst angewiesenen Töchter sind die Dienstbotenschulen bestimmt. Diese erteilen den Schülerinnen gründliche Anleitung für ihren Beruf als Dienstmagd, Köchin oder Zimmermädchen. Der Unterricht umfasst alle Geschäfte der Küche, des Hauses, des Gartens, der Waschküche und der weiblichen Handarbeiten, die Pflege des Körpers, in gesunden und kranken Tagen, einfache Führung des Hausbuches u. s. w.
4. Die Dienstbotenschulen haben auch den idealen Zweck, den Dienstbotenstand zu heben, indem sie sich bestreben auf die Schülerinnen in moralischer Beziehung günstig einzuwirken und sie anhalten zu strenger Pflichttreue, Sittsamkeit, Arbeitsamkeit und Bescheidenheit. Die Kurse dauern 3—6 Monate.
5. Das Kursgeld an den Dienstbotenschulen sollte 25 Fr. monatlich nicht übersteigen. Töchter bedürftiger Familien, Pflinglinge von Armenbehörden, Armenanstalten und Vereinen werden besonders berücksichtigt.

6. Die Dienstbotenschulen werden von Gemeinden, Kantonen und vom Bunde in ihren Leistungen in der beruflichen Ausbildung von Schülerinnen entsprechend unterstützt.
7. Für Fabrikarbeiterinnen sind Abendkurse einzurichten zur notwendigen Anleitung in den einfachsten Hausgeschäften: kochen, waschen, putzen, nähen, stricken, flicken und in den allgemeinen Regeln der Krankenpflege, Gesundheitslehre und Buchführung.



## Les écoles ménagères.

*Par Mme. Fanny Tissot-Humbert, Chaux-de-fonds.*

Dans toute famille bien organisée, il n'appartient guère aux cadets de prendre le pas sur leurs aînés, mais comme ces derniers travaillent depuis près de quinze ans dans la partie allemande de notre peuple, ils auront à parler d'expériences faites et nous tenons à rendre ici publiquement hommage à la manière bienveillante et toute fraternelle avec laquelle ils nous ont aidés de leurs conseils et de leurs directions. L'œuvre des écoles ménagères est en effet beaucoup plus connue et beaucoup plus appréciée dans la partie allemande que dans la partie romande de notre Suisse. A quoi cela tient-il?

A l'éducation de la jeune fille, tant à la maison qu'à l'école, car il faudrait pouvoir donner à cette éducation même une impulsion spéciale vers les devoirs domestiques. Dans la classe ouvrière, la fabrique d'une part, la facilité de se nourrir dans les cuisines populaires, les cafés de tempérance d'autre part, ont paralysé le goût des choses du ménage, et c'est sans doute une des causes pour lesquelles le service est si rarement choisi comme gagne pain. Porter le tablier blanc! Faire la cuisine! Allons donc!

Si l'on se décide à servir, ce sera à l'étranger et pour donner les premiers principes, c'est le terme consacré. Toutes les jeunes filles se croient à même de donner ces premiers principes, cette tâche délicate entre toutes, de semer et d'arroser. Encore si elles avaient une instruction suffisante, mais leur bagage est plus que modeste, car la plupart d'entre elles ont à peine atteint le degré supérieur de l'école primaire. Mais surtout elles manquent d'éducation, de cette éducation du cœur qui s'appelle le tact et qui est appelée à former les caractères.

Et pendant que nos jeunes filles s'en vont, c'est aux jeunes filles d'autres cantons qu'il est réservé de pouvoir venir gagner leur vie chez nous, tandis que si elles le voulaient, il y aurait du travail pour toutes; on n'entendrait plus toujours cette phrase



répétée sur tous les tons: Il faut créer de nouvelles industries pour nos jeunes filles. Mais l'orgueil les retient et elles ne voient que ces deux alternatives: l'horlogerie ou l'étranger.

Il y aura toujours des personnes qui s'expatrieront, soit par goût, soit par devoir et il y en a de très qualifiées, mais il en est tant qui quittent le pays pour se soustraire à d'autres devoirs, qui ne voudraient pas qu'on les vît s'employer chez nous à certaines choses qu'elles considèrent comme au dessous de leur dignité, comme s'il existait de grands et de petits devoirs, et qui sont par là peu ou point préparées à ces devoirs eux-mêmes. On trouve commode d'être nourrie, logée, salariée, sans se dire assez sérieusement qu'il faut payer de retour par un service bien compris. L'agrément, la facilité des voyages, les décident bien vite à faire le pas de l'expatriation.

C'est pourquoi, mesdames et messieurs, il y a beaucoup à faire dans ce domaine et aussi bien des décisions à prendre. Il faut tout d'abord travailler l'opinion publique, empêcher que les parents ne donnent trop facilement leur consentement à une séparation d'avec leurs enfants quand ceux-ci ne sont pas suffisamment qualifiés pour leur tâche et qu'ils n'ont pas en eux le désir sincère de remplir leur devoir dans les petites comme dans les grandes choses. Il faudrait remettre le service en honneur:

„Ce n'est pas l'état qui déshonore l'homme, mais l'homme qui déshonore l'état“; il faudrait diriger l'éducation des jeunes filles du côté pratique afin qu'elles apprissent à être quelqu'un et non seulement à le paraître.

Ce sont ces considérations qui ont poussé le Comité des dames de l'Ecole professionnelle de la Chaux-de-fonds à chercher un remède à la situation. Elles ont essayé, pour retenir nos jeunes filles, de leur ouvrir des horizons nouveaux en leur faisant donner des cours de coupe, de lingerie, de raccommodage en les initiant de toutes manières aux travaux incombant particulièrement à la femme: couture, repassage, etc. . . et enfin en cherchant à fonder une école ménagère. C'est de cette dernière institution que j'aurai l'honneur de vous parler plus longuement.

Depuis longtemps le Comité des cinq dames dont je viens de parler, désirait faire donner des cours de cuisine et ajouter ainsi à son programme une nouvelle branche d'activité. Sachant qu'il s'en était donné à St-Imier et qu'il venait de se fonder dans cette localité une école ménagère, le Comité accepta l'aimable invitation que lui fit madame Francillon d'aller visiter cette nouvelle institution.

L'impression que nous avons eue est que cette école ménagère est une grande pension.

Dix-huit jeunes filles, presque toutes d'origine allemande et filles de conseillers nationaux, payant une pension annuelle de

Fr. 800 (les leçons de musique non comprises) forment le noyau de l'école? puis, il y a une jeune volontaire et la maîtresse de cuisine qui prennent également des leçons.

Il nous a été dit que l'établissement actuel n'était que provisoire sur ces bases-là, mais qu'on chercherait à faire que l'école ménagère fût suivie par des élèves de la localité.

Pour nous, nous désirions quelque chose qui répondît mieux aux besoins de notre localité et qui fût plus à la portée de toutes les classes de la société.

A ce point de vue, le rapport de Mr. l'inspecteur Bendell nous semble donner la note juste de ce doivent être les Ecoles ménagères:

1<sup>o</sup> Des endroits où se forment, au point de vue de la cuisine, de l'hygiène et de l'économie domestique, des jeunes personnes qui auront plus tard leurs ménages à diriger.

2<sup>o</sup> Des écoles où se développeront les personnes qui plus tard devront donner des cours.

3<sup>o</sup> Et surtout des écoles pratiques, où pourront se former de jeunes personnes, désireuses de devenir de bonnes domestiques.

Certes, notre visite n'a pas été inutile; elle a dirigé nos idées vers quelque chose de nouveau, mais il faut que ces idées prennent un corps, et que nous puissions arriver à les voir réalisées pratiquement. C'est là notre plus ardent désir, car nous sommes persuadées que plus nos jeunes filles seront préparées pour leur vocation future, plus aussi nous verrons diminuer le nombre des messieurs qui préfèrent les repas pris au restaurant, à ceux offerts dans un intérieur propre, avec une table soignée et servie par une main amie.

Pour se donner un appui et assurer à l'œuvre naissante toute la vitalité désirable, le Comité de l'Ecole professionnelle désira s'associer au Comité de la Ligue contre l'alcoolisme et il eut le bonheur de voir de suite se former, pour la fondation de l'Ecole ménagère un Comité mixte de quatorze membres qui fit connaître à la population et aux autorités son existence en lançant l'appel suivant.

Parmi les moyens préventifs pour lutter contre le fléau de l'alcoolisme que la Ligue patriotique suisse a inscrits dans son programme d'action, l'un des plus efficaces est certainement la création de cours de cuisine et d'économie domestique où les jeunes filles de la classe ouvrière puissent se préparer à leur vocation future de ménagères et de mères de famille. Nous avons le plaisir d'annoncer au public qu'un Comité mixte, qui s'est constitué par les soins et sous les auspices de la Ligue patriotique suisse, se propose de fonder prochainement à la

Chaux-de-fonds, un établissement pareil sur le modèle de ceux qui existent déjà en assez grand nombre dans la Suisse allemande.

Il n'est pas nécessaire d'insister longuement sur l'importance et l'utilité d'une École ménagère dans notre localité. C'est un fait que la plupart de nos jeunes filles, spécialement dans la classe ouvrière, ne trouvent ni le temps ni l'occasion d'apprendre à tenir un ménage et à préparer les repas d'une manière convenable. Les inconvénients de cette éducation incomplète des femmes dans le domaine pratique sont évidents. Le régime alimentaire laisse beaucoup à désirer et c'est à la préparation et à la combinaison irrationnelle des repas qu'il faut attribuer en partie l'état d'anémie et d'appauvrissement du sang que l'on observe chez nombre d'individus dans certaines classes de la population. En outre, chacun doit convenir que, si la femme savait rendre l'intérieur de son ménage agréable et confortable, elle rendrait davantage son mari à la maison, et contribuerait ainsi à diminuer la dépense, tout en assurant aux membres de la famille, notamment aux enfants, une meilleure alimentation et en procurant à ces derniers cette vie de famille normale qui est la base d'une bonne éducation. Quand la demeure est mal tenue, sans attrait, le cabaret remplace le foyer; chacun vit à part et s'habitue à se passer des autres. Même au point de vue économique, cette existence est ruineuse: Au point de vue moral et social, elle est désastreuse.

Au reste, des cours de cuisine et d'économie domestique pareils à ceux que l'on se propose d'organiser à la Chaux-de-fonds, existent déjà dans plusieurs villes industrielles de la Suisse, à Bâle, Lenzbourg, Schönenwerd, St-Imier etc. etc. dans toutes ces villes ils ont donné les résultats les plus satisfaisants sous le rapport que nous indiquons.

Le Comité qui s'est constitué à la Chaux-de-fonds pour la fondation d'une école ménagère a l'intention de commencer cette institution dans des conditions modestes, puis de la compléter et de la perfectionner au fur et à mesure des besoins qui se manifesteront et des expériences acquises. Il compte, pour mener à bien son entreprise, sur l'appui de la population tout entière, sur le concours des autorités et tout particulièrement sur la bonne volonté des pères et des mères de famille, comme aussi sur celle des chefs d'ateliers. Ce sera, en effet, la tâche des parents et des patrons de procurer des élèves à l'école et d'accorder à leurs filles ou à leurs ouvrières des heures libres pour suivre les cours.

Ceux-ci se diviseront en une partie théorique et en une partie pratique. Ils dureront trois semaines ou dix-huit journées, chaque jour du matin ou soir. Cependant, lorsque les circonstances l'exigeront et pour les élèves qui ne pourront pas passer

à l'école trois semaines consécutives, les cours pourront se donner pendant des demi-journées réparties sur une période de trois, six ou douze mois; mais il faudra alors que le nombre des leçons théoriques et pratiques soit égal à celui de dix-huit journées entières.

Les cours seront gratuits et les élèves n'auront à payer que le prix des repas qu'elles prendront à l'école pendant la durée du mois.

Ce Comité provisoire nomma un Comité définitif qui s'occupa de trouver un local, de le meubler, de l'organiser; il nomma les professeurs et s'entoura au préalable de tous les renseignements désirables, il visita d'autres écoles, entre autres celles de Schœnenwerd et de Lenzbourg, où l'amabilité de Madame Villiger-Keller leur fournit bien des renseignements précieux. A la fin de janvier 1896, l'École s'ouvrait avec douze élèves pour le premier cours et en mars de la même année, le Comité élaborait l'appel programme suivant qui est la base et le résumé de son activité.

L'École ménagère qui s'est ouverte en janvier 1896 est appelée à rendre dans notre ville les plus grands services. C'est une œuvre d'utilité publique au premier chef.

Dans notre cité industrielle, que de mères qui n'ont pas le temps d'enseigner à leurs filles la cuisine et la tenue d'un ménage! Que de jeunes filles, apprenties ou ouvrières, qui n'ont pas de loisirs pour apprendre cet art pratique qui leur est pourtant indispensable!

C'est trop tard de faire des expériences lorsqu'on est marié; car alors le mari risque fort de se décourager, et d'aller chercher au café ou au restaurant, consolation et moins maigre chère.

Une mauvaise ménagère met en fuite son mari et ruine sa maison à brève échéance. Ses repas sont irréguliers, monotones, peu appétissants; elle gaspille son argent et ses provisions. Le désordre, l'incurie et la misère s'installent à son foyer.

Une bonne ménagère sait tirer parti de tout; économe et pratique, elle fait de sa maison un lieu de plaisance; ses repas sont simples et parfaitement apprêtés. Elle donne à tout ce qu'elle fait bon air et bon goût.

Jeunes gens qui vous mariez, je vous félicite ou je vous plains; car, selon que vous prenez une bonne ou une mauvaise ménagère, c'est le bonheur ou le malheur qui entre avec elle dans votre maison. Jeunes filles qui rêvez de mariage, pour que votre rêve devienne une douce et non une triste réalité, apprenez sans retard à faire la cuisine et le ménage; et pour vous initier à cette science, qui pour vous est la première de toutes, venez prendre un ou plusieurs cours de l'École ménagère.

Ces cours devraient être suivis, avec empressement, par toutes les jeunes filles sortant de classe, ou de leur instruction



religieuse, ou de leur apprentissage; par toutes les jeunes filles revenant de pension ou partant pour l'étranger; par toutes les fiancées sans exception, c'est-à-dire chaque année par plusieurs centaines de jeunes filles sans aucune distinction de milieu et de condition; la place devrait continuellement faire défaut; et cela d'autant plus que chaque élève, pour bien faire, devrait suivre, non pas un seul et unique cours, mais plusieurs si possible, soit successivement, soit mieux encore à des saisons différentes, puisque la cuisine varie avec les époques de l'année.

Tous les parents, maîtres, patrons, tuteurs, conscients de l'immense utilité de ces cours, devraient les faire suivre à leurs filles, sœurs, nièces, apprenties ou pupilles, sans hésiter devant un léger sacrifice de temps et d'argent que l'avenir rendra au centuple.

Mères, ne dites pas que vos filles en savent assez, et que vous leur montrerez tout ce qui leur est nécessaire. Vos filles n'en sauront jamais assez; et ce n'est pas le tout de voir faire l'ouvrage, il faut savoir le faire; il faut mettre la main à la pâte; de plus, il faut comprendre ce qu'on fait. A l'école ménagère on apprend le comment et le pourquoi des choses; l'enseignement qu'elle donne est complet, raisonné. Les élèves s'exercent à tous les travaux de la cuisine et de la tenue d'un ménage.

La cuisine de l'Ecole est simple, saine, variée, abondante et économique.

Le cours durent quatre semaines. Ils commencent le 1<sup>er</sup> de chaque mois, sauf un mois de vacances en été. Il y a six heures par semaine de cours théoriques sur l'économie domestique, l'hygiène et l'alimentation. Le reste du temps est consacré à la pratique. Les jeunes filles, divisées en escouades, font les achats, préparent et cuisent les aliments, lavent la vaisselle, font la lessive, repassent et raccommoient le linge et les vêtements, calculent le prix de revient de chaque repas, tiennent les comptes du ménage; prennent des notes, écrivent des recettes, etc. etc.

En règle générale, les élèves doivent suivre les cours pratiques et théoriques pendant quatre semaines consécutives. Mais le Comité accordera toutes les facilités possibles aux jeunes filles qui seraient empêchées de se conformer à cette règle.

Un arrangement très favorable a été conclu avec la Famille, pour les jeunes filles du dehors qui désireraient suivre nos cours. Moyennant francs 3.70 par semaine, elles auront dans cet établissement hospitalier le logis et le déjeuner.

Et le prix des cours de l'Ecole ménagère, quel est-il? Sans doute, un cours de quatre semaines ne sera pas à la portée de toutes les bourses! Détrompez-vous! Le prix est si modique qu'on a peine à y croire. Pour francs 4.— par semaine, on peut suivre un cours de cuisine complet! Et les élèves prennent à

l'École le dîner et le souper qu'elles préparent. Ne vaut-il pas la peine d'essayer? L'expérience n'est pas coûteuse et personne, nous en sommes certains, ne regrettera de l'avoir tentée.

Les cours théoriques peuvent être suivis par des personnes qui ne sont pas élèves de l'École. Leur coût est de francs 2.— pour un cours, et de francs 5.— pour les trois cours.

Puisse l'École ménagère, répondant pleinement aux désirs de ceux qui l'ont fondée, devenu de plus en plus une école vraiment populaire; puisse-t-elle contribuer pour une large part à assurer la paix et le bonheur d'un nombre toujours plus grand de ménages, parmi nous et autour de nous.

### Programme des Cours.

#### *I. Partie pratique.*

- a) Exercice de préparation et de cuisson des aliments.
- b) Initiation des élèves à l'achat des viandes, légumes, etc.
- c) Soins à donner aux ustensiles de cuisine et aux meubles de ménage.
- d) La manière de dresser une table et de servir les convives.
- e) Lavage, repassage et entretien du linge. Racommodage des vêtements.

#### *II. Partie théorique.*

1. Cours d'Economie domestique.
2. Cours d'alimentation.
3. Cours d'hygiène.

A partir du mois de mars, l'École a toujours été fréquentée par un nombre d'élèves régulières et par un certain nombre d'auditeurs. Chaque mois, un dîner extra a réuni bien des personnes influentes qui prenaient intérêt au nouvel établissement et qui se sont toujours déclarées satisfaites.

Nous ne pouvons en terminant mieux faire que de citer une partie du travail que Monsieur Edouard Clerc, président de l'École ménagère, a présenté au Comité central de la Ligue patriotique suisse contre l'alcoolisme et qui résume, avec nos impressions sur cette importante question, le désir que nous avons de voir s'élever toujours plus, autour de nous, des institutions analogues.

On est frappé de voir combien l'éducation de la jeune fille nous préoccupe peu en comparaison de celle du jeune homme. Ignorons-nous donc que dans la famille, la femme exerce une plus grande influence que l'homme, que c'est la mère qui élève les enfants et non le père?

Pleins de sollicitude pour l'éducation professionnelle de la jeunesse, nos gouvernements entretiennent à grands frais, des universités, des académies, des écoles techniques de tout genre. . . . pour les jeunes gens seulement, et encore presque exclusivement pour ceux qui se destinent aux carrières libérales. Les

jeunes filles n'ont pour elles que deux écoles professionnelles d'un caractère officiel.

Cependant en étudiant les moyens d'améliorer les conditions sociales de notre peuple, on remonta aux causes de la misère grandissante, de l'alcoolisme, toujours plus abâtardissant et meurtrier. On constata que la misère de la famille est trop souvent causée par un emploi inintelligent des ressources, et comme c'est généralement la femme qui dispose de l'argent gagné par le mari, on en conclut que l'éducation de la femme, la préparation de la jeune fille à son activité future, n'était négligée qu'au grand préjudice du bonheur domestique et de la prospérité du pays.

Celui dont la femme sait manier l'aiguille et diriger son fourneau, disposera toujours d'une réserve pour les dépenses extraordinaires. Mais lorsque la femme est gâcheuse et dépensière, le gain du mari et le capital acquis par succession y passent comme s'ils avaient été versés dans le tonneau des Danaïdes. Le ménage bien tenu, voilà la seule bonne caisse d'épargne. Les femmes font et défont les maisons. Autant de ménages, autant de confirmations de cette vérité.

Dans les programmes d'enseignement, on accorde toujours plus d'importance aux travaux à l'aiguille, car ces travaux ont une valeur marchande appréciable et trouvent une application de tous les jours de la vie pratique. Mais la nourriture dans un ménage est plus importante que le vêtement.

Il résulte en effet de la comparaison d'un grand nombre de budgets d'ouvriers de l'Europe centrale, faite par Monsieur le conseiller national Schæppi, que la dépense pour la nourriture et les boissons représente 60 à 65 pour cent de la dépense totale; pour les vêtements et le blanchissage 10 à 15 pour cent et autant pour le logement. Ce dernier chiffre est trop faible pour notre région, mais cela n'a pas d'importance ici.

De l'étude du budget de 40,408 familles hambourgeoises, il ressort qu'une famille qui dépense en tout francs 750. — dépense francs 503. — pour la nourriture, soit le 67 pour cent, tandis que celle qui a un budget de francs 18,000. — dépense pour la table francs 3910. — soit le 22 pour cent seulement.

Donc, plus un ménage est modeste, plus la dépense pour la nourriture est relativement considérable. Cela s'explique aisément, mais prouve en même temps combien est importante pour la classe ouvrière la question de l'alimentation. A ce point de vue aussi, le rôle de la femme est capital.

On ne s'improvise pas ménagère, moins encore qu'on ne s'improvise couturière ou repasseuse. Un homme demandera de souliers à un cordonnier, des habits à un tailleur, c'est-à-dire à des gens du métier; mais, inconséquence incroyable et néfaste, il ne s'inquiète pas de savoir si la femme qu'il épouse sait tenir un ménage.

Où donc la jeune fille peut-elle l'apprendre, dira-t-on? Ce n'est pas à la maison, et de fait, il est très rare qu'une mère, qu'elle ait une domestique, ou non, mette sa fille aux travaux du ménage et en particulier à ceux de la cuisine. C'est malheureux, et nous nous permettons de penser que les mères ont tort. Par une exagération de la motion du devoir et un faux sentimentalisme, elles se croient obligées de tout faire par elles-mêmes, et d'épargner à leurs filles les fatigues des travaux domestiques. „Ce sera assez tôt quand elle aura son ménage à elle, il faut qu'elle profite et qu'elle ait du bon temps pendant qu'elle est jeune.“

Et la jeune fille ne demande pas mieux. D'ailleurs, souvent aussi, rentrant de l'atelier à l'heure précise du repas, elle n'a pas le temps de faire la cuisine.

Et le dimanche? Ne pourrait-elle pas, si elle avait un peu de cœur, suppléer en partie sa mère, et la décharger ce jour là des travaux du ménage? Ne serait-il pas possible aussi, par une disposition de la future loi sur la protection des ouvrières, de raccourcir, le samedi, la journée des travailleuses. La mère pourrait expédier des besognes qu'elle est obligée maintenant de remettre au dimanche, et la jeune fille aurait le temps de l'aider.

Pas plus qu'à la maison, la jeune fille ne peut apprendre à l'école, l'économie domestique pratique, parce que nos écoles publiques ne sont pas organisées pour un pareil enseignement. Cela viendra, nous n'en doutons pas. Des hommes qui se préoccupent de cette question, et parmi eux, Monsieur le conseiller national Schæppi de Zurich, font des efforts méritoires pour provoquer une réforme dans ce sens. L'égalité veut, dit Monsieur Schæppi, que l'on prépare la jeune fille pour son activité future dans le cercle de la famille, comme on prépare le garçon pour son activité future dans le cercle plus grand de la société.

Les Anglais pensent qu'on ne peut pas venir en aide aux classes laborieuses plus efficacement qu'au moyen d'une meilleure préparation de la femme à son activité économique. Aussi, en 1887 déjà, 20,000 jeunes filles recevaient-elles à Londres un enseignement culinaire, et deux ans après, l'administration scolaire le rendait obligatoire pour toutes les jeunes filles âgées de plus de onze ans.

En Allemagne, le nouvel enseignement tend de plus en plus à s'ajouter au programme du degré supérieur de l'école populaire et les résultats obtenus contribuent à généraliser cette évolution de l'école.

En France, une loi qui date de 1882, prescrit l'enseignement des principes les plus simples de l'économie domestique, y compris la cuisine, et cet enseignement est donné à Paris, depuis 1886 avec succès.



Aux Etats Unis, où l'on accorde le plus de prix au savoir qui a pour but la conservation de soi-même, on attache une grande importance à la connaissance du corps humain et des lois qui régissent la santé. Cet enseignement s'est répandu du Vermont dans tous les autres Etats; pour les jeunes filles on y ajoute la préparation des mets.

En Suisse, il y a une quinzaine d'années, pas davantage, que l'on s'occupe d'ouvrir des écoles pour l'enseignement féminin. Jusqu'en 1884, il n'y eut guère que des écoles de travaux à l'aiguille. Puis, apparurent les cours d'économie domestique et enfin les Ecoles ménagères. Notre pays est maintenant entraîné par le mouvement et nous arrivons à croire que dans un avenir assez rapproché, la cuisine fera partie intégrante des programmes officiels. En attendant ici comme dans bien d'autres domaines, l'initiative privée a devancé l'Etat. Nous en aurons la preuve en passant rapidement en revue les Ecoles ménagères à nous connues. Elles sont au nombre de 24.

La plus ancienne est celle de Monsieur et Madame Boos-Jegher, à Zurich; elle date de 1880 et forme une division de leur Ecole professionnelle (Frauenarbeitsschule). La durée des cours est de 6 à 12 semaines.

A l'Ecole de cuisine (Kochschule), fondée en 1885 par Madame Engelberger-Meyer à Zurich également, une seule personne enseigne la cuisine et le service de table en 6 semaines, à 12 ou 18 jeunes filles de bonne condition, qui payent un écolage de francs 100.— et 170.— pour la pension complète.

A Winterthour, existe depuis 1891, une école ménagère et de domestiques, fondée par le Frauenbund de la ville. Les cours durent 5 mois, reçoivent 12 élèves de 16 à 22 ans et coûtent francs 100.— pension comprise. Ils sont en relations avec un bureau de placement et un home.

Dans le canton de Berne, nous connaissons 5 écoles; celle de Worb (1886), créée par la société économique, offre trois cours par an, deux d'un trimestre et un d'un semestre, qui coûtent respectivement francs 130.— et francs 250.— pour une Bernoise; francs 160.— et francs 300.— pour une étrangère au canton. Elle instruit par an 64 élèves de la bourgeoisie, dont la journée coûte franc 1.53 en moyenne. On y apprend à cultiver un jardin.

Herzogenbuchsee a une Ecole ménagère fondée en 1891 par la Société des Dames de la localité. Elle comporte des cours de trois mois pour les travaux d'un ménage bourgeois, et des cours de trois semaines consacrés spécialement à la bonne cuisine.

La même année, s'est ouverte à Berne une Ecole de domestiques sous les auspices de la Société d'Utilité publique des Dames suisses. Les cours y sont de trois mois.

Au bord du lac de Thoune, au château de Ralligen, près de Spiez, existe depuis 1893, une école ménagère qui a, au printemps et en été, un cours de trois mois et demi (écolage francs 250 à 400 suivant la chambre) et en hiver, deux cours de sept semaines (francs 100 à 120). Une partie du château est aménagée en sénatorium. Le but de cette institution est de rendre des fonces aux jeunes filles fatiguées par l'école et de leur apprendre à diriger un ménage.

Plus près de nous, à St-Imier, s'est ouverte en mai 1895 l'Ecole dont nous avons déjà parlé. La Société économique d'utilité publique avait fait donner en 1894, 40 cours de cuisine répartis dans tout le canton.

Lucerne a depuis 1884 l'Ecole ménagère de Madame Wyder-Neichen; qui donne trois cours par an, de leux à trois mois. Madame et Mademoiselle Wyder se sont fait connaître par les nombreux cours de cuisine qu'elles ont dirigés dans plusieurs villes de notre pays.

A Lucerne également se trouve une Ecole de domestiques due à la Société des Dames suisses; elle a des cours de deux mois suivis par des jeunes filles de la classe pauvre.

Près de là, à Meggen, la Société des Dames du canton fait donner des cours de cuisine d'un mois à des jeunes filles de paysans aisés. La nourriture d'une élève coûté de 80 centimes à 1 franc par jour, suivant le nombre des élèves.

Le canton de Soleure a le cours de Schœnenwerd, fondé en 1891 par Monsieur Otto Wyser, et dont les frais sont supportés par l'Etat, la Commune, la Société de consommation et par la maison C. F. Bally.

A Bâle, la Société d'utilité publique a créé en 1890, dans son Ecole professionnelle, la plus complète de la Suisse, une Ecole ménagère, dont les cours de 20 élèves durent quatre mois. Pour les ouvrières de fabrique, les cours ont lieu de 11 heures à 12 $\frac{1}{2}$  et le soir. Après les examens qui terminent le cours, on délivre un certificat. L'Ecole professionnelle a passé à l'Etat le 1<sup>er</sup> janvier 1895.

Hérisau a depuis la fin de 1894, une Ecole de cuisine pour la classe ouvrière, en relation avec la cuisine populaire. 36 élèves au maximum passent chacune pendant 20 semaines une matinée à l'école; cela fait chaque jour 6 élèves qui travaillent sous la direction de la cuisinière de la Cuisine populaire.

Le Marthastift de Coire, fondée en 1881 par la famille des Planta, a depuis 1888 une école où 10 élèves, recrutées dans la classe pauvre, ne sont admises définitivement qu'après un mois d'essai, et y passent, une année et même 1 $\frac{1}{2}$  année. Elle forme surtout des domestiques.

Dans le canton des Grisons, le Conseil d'Ecole fait donner depuis 1883 des cours itinérants de cuisine de deux semaines, réunissant de 18 à 30 élèves qui payent une finance de 10 francs.

Le canton d'Argovie a trois écoles fondées par la Société d'utilité publique des dames suisses, avec cours de trois mois pour 12 à 16 élèves. Celle de Buchs (1887) près d'Aarau, reçoit des jeunes filles de la classe aisée, qui payent un écolage de francs 200.

Celle de Lenzbourg (1889) au contraire est plutôt une Ecole de domestiques, où viennent jusqu'à 16 jeunes filles de paysans et de maîtres d'état ou d'autres placées par les autorités d'assistance. L'écolage est de francs 70 pour les trois mois.

Celle de Boniswyl (1892) a des jeunes filles qui payent un écolage de francs 90 et d'autres qui sont placées ensuite comme domestiques. En outre, Menzigen possède une Ecole ménagère fréquentée par les ouvrières de fabrique, qui reçoivent dans la soirée des cours gratuits sur la tenue d'un ménage. Il y a encore une Ecole ménagère à Kaiseraugst.

Thurgovie a l'école de Bischofszell (1883) avec des cours de trois mois pour 15 élèves, et celle de Neukirch, sur la Thour, qui offre deux courses de cinq mois. L'écolage est de francs 200 mais il est réduit à francs 125 pour les jeunes filles peu fortunées. Cette école a été fondée en 1891, par la Société thurgovienne d'utilité publique, au moyen d'un legs de francs 50,000.

Le canton de Vaud a d'abord la Retraite de Vevey, maison où se trouve l'Ecole de domestiques, fondée le 1<sup>er</sup> juillet 1876, sous les auspices du Comité des Amies de la jeune fille. Cette institution est destinée aux jeunes filles qui veulent se former d'une manière pratique aux travaux du ménage et à la tenue d'une maison, en vue du service spécialement. La pension est de francs 25 par mois.

Une des plus récentes est l'institution Pestalozzi, qui s'est ouverte à la suite des fêtes au château de la Rochette, près de Moudon, et qui est destinée à donner aux jeunes filles des notions sur la vie pratique; tenue de maison, art culinaire, lingerie, repassage, coupe et confection, soins des malades.

Genève a depuis 1892 le pensionnat famille de Madame Veuve Mairet, qui reçoit huit internes et deux externes; la pension et l'enseignement coûtent francs 700 pour six mois.

Carouge a depuis 1893 une Ecole professionnelle que le désir général serait de voir s'agrandir par l'adjonction d'une Ecole de ménage, ce qui se fera peut-être cette année.

La Chaux-de-Fonds enfin clôt la série avec son Ecole ménagère ouverte le 13 janvier 1896.

Si nous jetons un coup d'œil sur cette longue liste, nous remarquerons que cinq seulement des écoles que nous venons de nommer, sont des Ecoles de domestiques. C'est bien peu pour

le grand nombre des personnes qui sont en service. Où donc ont-elles appris leur métier? Nous ne surprendrons personne en répondant. Nulle part. Aussi, combien parmi elles qui ne savent pas faire une chambre, un lit? Nos jeunes filles ne seraient-elles pas sagement inspirées en se préparant à une profession qui assure des gains plus réguliers que l'industrie, qui est tout aussi honorable et souvent aussi indépendante?

L'économiste Le Play a fait l'évaluation en argent des divers services domestiques (cuisine, blanchissage, raccommodage, nettoyage) remis à la femme, et il est démontré que leur rendement est supérieur à celui du travail industriel. N'est-ce pas une raison de plus pour que les jeunes filles apprennent à tenir un ménage?

Il ressort de ces considérations, si incomplètes soient-elles, que futures domestiques ou futures maîtresses, toutes nos jeunes filles, nous ne pouvons nous empêcher d'y insister en terminant cette brève étude, devraient suivre les cours d'une Ecole ménagère.

Nous ne répéterons pas ici que tant vaut la femme, tant vaut le ménage, mais nous posons en principe que l'immense majorité, sinon la totalité des femmes est appelée à diriger un intérieur, une maison. Que chacun regarde autour de soi et en trouve une seule qui n'ait point à s'occuper de la partie matérielle de sa vie et de la vie d'êtres qui lui sont chers! On peut donc dire de toute jeune fille, à un titre quelconque. Elle aura plus tard à s'intéresser à un ménage. Saura-t-elle choisir un logement; saura-t-elle le meubler? Elle devra préparer les repas de son mari: quelle cuisine fera-t-elle? Son mari lui apportera le gain de son travail: comment le dépensera-t-elle? quelle proportion en attribuera-t-elle à chacune des diverses rubriques de dépenses? Si elle ne sait pas installer son ménage, si elle ne sait pas offrir à son mari des repas bien apprêtés et proprement servis, si elle ne sait pas dépenser moins que son mari ne gagne, si de toutes ces ignorances il résulte que le mari, mécontent d'un intérieur manqué et de méchants repas, cherche des compensations onéreuses, si les dettes commencent et s'accumulent peu à peu, suivies de leur cortège de sombres soucis, si le ménage va à la dérive, quelle responsabilité pour cette pauvre jeune femme! Mais, où aurait-elle pu apprendre tout ce qu'il faut savoir avant de se mettre en ménage? Jusqu'à présent, nulle part, dorénavant à l'Ecole ménagère.

C'est pourquoi, mesdames et messieurs, j'ose élever ici la voix la plus timide, puisque comme vous l'avez entendu, elle est l'écho de la dernière école fondée en Suisse, mais aussi la plus convaincue pour vous dire à tous: Insistons partout autour de nous pour soulever l'opinion publique, pour l'amener à désirer la fondation d'Ecoles de ménage, de courses d'économie domestique qui fassent suite à l'enseignement de l'école primaire. Ne



craignons pas, mesdames, par nos paroles d'abord, puis par notre exemple, d'enseigner aux jeunes filles qui nous entourent que nous avons à cœur leur bien moral présent et futur, en leur montrant qu'il n'est pas de devoirs trop méquins qui ne doivent être très bien faits.

Si le résultat de ces journées était d'amener dans nombre de nos localités la fondation d'écoles ménagères qui contribuent au bonheur de nos ménages, elle n'aurait pas été inutiles et elles auraient ainsi, dans le domaine tout féministe, contribué pour leur grande part au bonheur de la Patrie tout entière.

C'est la notre vœu et notre désir.



## Kommerzielles und industrielles Bildungswesen.

*Von Dr. Largiadèr, Rektor in Basel.*

Gestatten sie mir zwei Vorbemerkungen zu meinem Referate.

1. Wenn ich seiner Zeit auf Ansuchen des Organisations-Komitees für den Kongress einen Vortrag über industrielle und merkantile Bildung des weiblichen Geschlechtes zugesagt habe, so geschah dies einzig in der Hoffnung, meinerseits etwas beitragen zu können zur Verminderung des historisch gewordenen, um nicht zu sagen petrifizierten Unrechtes, das dem weiblichen Geschlecht von seiten des männlichen seit Jahrtausenden zugefügt wird. Wohl möglich, dass meine Kräfte dafür nicht ausreichen. Möge man den guten Willen für die That nehmen.

2. Das Organisationskomitee hat mich ersucht, mich möglichst Kürze zu befeissen und für mein Referat höchstens eine halbe Stunde in Anspruch zu nehmen. Ich werde diesem Wunsche pünktlich nachkommen. Dabei wird es aber notwendig werden, meine Gedanken dann und wann nur anzudeuten, statt sie vollständig auszusprechen. Die verehrten Zuhörer wollen mich diesfalls entschuldigen und die Lücken in meinem Gedankengang gütigst selber ausfüllen.

Und nun zur Sache!

Verehrteste Damen und Herren! Folgen Sie mir im Geiste auf einem Gange durch die Landesausstellung und fragen wir uns dabei, welche Bedeutung die industrielle und kommerzielle Bethätigung für unser Land und Volk haben. Wohl wissen wir, dass die Urproduktion, die Gewinnung der Naturerzeugnisse die Basis der materiellen Wohlfahrt eines jeden Landes und Volkes ist. Aber selbst für diese erlangen Industrie und Handel stets zunehmende Wichtigkeit. Und dann wissen wir alle, dass unser Land nur einen bescheidenen Teil der notwendigen Naturprodukte liefert, und dass wir ohne Industrie und Handel ein sehr armes Volk wären. Wo aber materielle Armut vorhanden ist,

da sind auch alle Kulturfortschritte gehemmt; wo die Not und der Hunger regieren, da ist der Mensch in geistiger und sittlicher Hinsicht allen Gefahren ausgesetzt. Ich sage daher:

*1. Die industrielle und die kommerzielle Bethätigung sind mächtige Hebel zur Förderung der materiellen Wohlfahrt und — indirekt — auch zur Förderung der Kultur überhaupt.*

Unternehmen wir nun abermals einen Gang durch die Landesausstellung und fragen uns dabei, welchen Anteil an geistiger und materieller Arbeit das weibliche Geschlecht an der Herstellung und am Transport der ausgestellten Gegenstände hat, vom ersten Bezug der Rohstoffe durch alle Stufen der Produktion hindurch bis zur Aufstellung in den verschiedenen Repositorien etc. Man müsste sehr einseitig verblindet, man müsste blind sein, um nicht sofort zu erkennen, dass an den herrlichen Erzeugnissen unserer nationalen Industrie und des damit verbundenen Handels die Frauen einen sehr grossen Anteil haben. Zum Beweise für diese Behauptung erinnere ich Sie speciell an den ausgezeichneten Vortrag, den uns Fräulein M. J. Albert gestern über die Thätigkeit der Genfer Frauen gehalten (Activité de la femme à Genève). Ferner gestatte ich mir, Ihnen aus der Berufsstatistik der Schweiz, welche auf Grund der Volkszählung von 1888 erstellt wurde, nachfolgende Zahlen mitzuteilen:

# Berufsstatistik von 1888.

Berufsklassen oder Berufsgruppen	Berufs- angehörige im ganzen	Unmittelbare Berufsangehörige und zwar thätig:					in unbe- stimmbarem Verhältnis
		im ganzen	in eigenem Geschäfte	in Geschäften von Familien- angehörigen	in fremdem Geschäfte	in unbe- stimmbarem Verhältnis	
1. Gesamtzahl der Angehörigen aller Berufe	m. 1,330,946 w. 1,374,976	868,933 356,413	327,503 70,547	107,107 61,437	392,812 170,095	41,511 54,334	
2. Herstellung von Kleidung und Putz	m. 66,862 w. 119,835	40,666 67,534	22,921 26,224	1,234 2,192	15,359 26,007	1,152 13,111	
3. Herstg. v. Gespinnsten u. Gew. u. d. Veredlg.	m. 96,032 w. 174,114	61,087 106,435	4,391 1,106	690 359	45,144 80,784	10,862 24,186	
4. Handel	m. 87,735 w. 125,772	54,037 38,256	28,872 14,851	2,503 11,291	21,523 11,694	1,139 420	
5. Seelsorgeu. Kirchverw., Unterr. und Erziehung	m. 23,044 w. 32,486	14,496 8,706	319 777	7 80	14,132 7,692	38 157	

m. = männliche Individuen. - w. = weibliche Individuen.



Diese Zahlen reden eine sehr deutliche Sprache und berechtigen zu der Behauptung:

*2. Erfahrungsgemäss sind Frauen zur Mitarbeit auf dem Gebiete der Industrie und des Handels intellektuell und technisch in hohem Grade befähigt und zwar nicht bloss für untergeordnete, sondern auch für leitende Stellungen.*

Bedenkt man nun, dass die Frauen indirekt bei jeder Berufsthätigkeit des Mannes mitbeteiligt sind, indem sie das Hauswesen besorgen, die Kinder erziehen und dem Manne das Leben überhaupt möglich und erträglich machen, so folgt schon aus diesen Gründen — es giebt deren noch weitere und wichtige — dass das Weib als Glied der menschlichen Gesellschaft dem Manne ebenbürtig und mit ihm gleichberechtigt ist, weshalb es auch dieselben Rechte beanspruchen kann wie der Mann.

Gegen diese Behauptungen werden von gewissen „Herren der Schöpfung“ allerlei Einwendungen erhoben.

Da sagen die einen: Die Frauen sind zarter gebaut und haben weniger physische Kraft als die Männer. Daher kommt es wohl, dass an vielen Orten ganz grosse Gruppen von Männern, im Bureau die Feder führend, einige wenige Stunden des Tages ihre Zeit verbringen, während in nächster Nähe desselben Frauen von früh bis spät in den Fabriken schwere Arbeiten verrichten. Daher wohl auch, dass — wie ich in München gesehen — Frauen Mörtel und Steine auf die Baugerüste tragen müssen, während Männer auf den Gerüsten bequem arbeiten! Ein Unterschied in der physischen Kraft von Männern und Frauen ist in der That vorhanden. Eine momentane, sehr grosse Anstrengung überwindet ein Mann leichter als eine Frau; anhaltende kleine Anstrengungen nur ein Weib. Dazu mangelt dem Manne die Ausdauer. Ich habe in meinem Leben mein redlich Teil an Arbeit verrichtet. Was meine Mutter geleistet hat, brächte ich nicht fertig und wenn ich noch einige Jahrzehnte schaffen könnte.

Wieder andere sagen: Die Frauen sind geistig minder begabt als die Männer. Ich will auf die Brutalität und den Hohn nicht speciell hinweisen, welche aus derartigen Behauptungen herastönen, nachdem man das weibliche Geschlecht Jahrtausende hindurch hintangesetzt und vernachlässigt hat. Die Erfahrungen, die man beim Unterricht der Mädchen macht, widerlegen indessen derartige Behauptungen sehr gründlich. Das wissen vor allem diejenigen Herren der Schöpfung, die neben Mädchen etwa eine Maturitätsprüfung zu bestehen die Ehre hatten, ganz genau.

Selbst das Gewicht des Gehirns soll hierbei eine Rolle spielen. Das weibliche Gehirn sei durchschnittlich leichter als das des Mannes: Daher das Weib im allgemeinen dümmer als der Mann. Daher — so schliesse ich — werden die Ochsen

auch geistig begabter sein als die Menschen; denn ein Ochsen-  
gehirn wiegt durchschnittlich sicher mehr als ein Menschen-  
gehirn. Bezeichnend ist es übrigens, dass das Gehirn desjenigen,  
der diese famose Theorie aufgestellt hat, dem Gewichte nach  
unter dem Durchschnitt eines Frauengehirns stand!

Und wenn von andern eingewendet werden wollte, die  
Heranbildung der Frauen für industrielle und kommerzielle Thätig-  
keit vermehre die Arbeitskräfte und führe eine den Männern  
unangenehme Konkurrenz herbei, so darf ruhig auf die Thatsache  
verwiesen werden, dass cirka 50 % der heiratsfähigen Frauen  
in der Schweiz ehelos bleiben und für sich selbst sorgen müssen.  
Und diese Frauen sind auch Menschen; sozusagen.

Wir schliessen somit:

*3. Die sociale Gerechtigkeit, das Interesse der Gesamtheit  
und — nicht zum wenigsten — die Würde der Frauen fordern  
gebieterisch, dass dem weiblichen Geschlechte die Bahn zur  
Erlangung industrieller und kommerzieller Bildung in gleicher  
Weise offen gelegt und zugänglich gemacht werde, wie dem  
männlichen.*

Indem wir zu gunsten der Frauen die Möglichkeit einer  
freien Berufswahl als ihr gutes Recht reklamieren und nament-  
lich darauf bestehen, dass denselben der Zugang zu industrieller  
und kommerzieller Thätigkeit vollständig geöffnet werde, wollen  
wir weder vergessen noch übersehen, dass auch in dieser Hin-  
sicht das Wort gilt: Der Mensch lebt nicht vom Brode allein.  
Indem das Weib irgend einen Beruf ergreift und am Broterwerbe  
mithilft, erfüllt es weder seinen einzigen noch seinen höchsten  
Beruf. Denn Hebung der materiellen Wohlfahrt ist zwar eine  
notwendige Voraussetzung zur Hebung menschlicher Kultur,  
nicht aber diese selbst. Und gerade in der Pflege der Kultur-  
interessen haben die Frauen einen wesentlichen Anteil. Indem  
wir also den Frauen die Bahn zur industriellen und merkantilen  
Thätigkeit öffnen, ist es unsere Pflicht darüber zu wachen, dass  
dies nicht auf Kosten der höchsten Bestimmung derselben ge-  
schieht. Welchen besondern Beruf das Weib auch ergreife, es  
darf dabei nie aufhören, ein Weib in des Wortes edelstem Sinne  
zu bleiben. Jede Ausbildung, die es empfängt, muss seinen  
eigentümlichen Anlagen und Kräften angemessen sein. In ihm  
selbst liegt das Ideal zu seiner Ausbildung und eine bedauerns-  
werte Verirrung ist es, wenn das Weib zu einer Karrikatur des  
Mannes, der Mann zu einer Karrikatur des Weibes verbildet  
werden will. Ich sage darum:

*4. Industrielle und kommerzielle Bethätigung sind — wie  
jede andere Erwerbsthätigkeit — nur Mittel für die eigent-  
lichen Kulturzwecke und erschöpfen die Aufgabe des weib-  
lichen Geschlechts in der menschlichen Gesellschaft auch nicht  
von ferne. Bei der Anbahnung industrieller und kommerzieller*

*Bildung für das weibliche Geschlecht muss daher alles sorgfältig vermieden werden, was die Würde der Frauen und die Stellung derselben in der menschlichen Gesellschaft beeinträchtigen oder gefährden kann.*

5. Im wahren Sinne des Wortes wird das Weib nur dadurch dem Manne ebenbürtig gemacht, dass man seine natürliche Würde und Anmut wahrt und dasselbe nach Massgabe seiner eigentümlichen Anlagen und Kräfte erzieht und bildet, niemals aber dadurch, dass man die Frauen zu unnatürlichen Mannsbildern und die Männer zu ebenso widerwärtigen Weisbildern entwürdigt.

Zur Erfüllung seiner natürlichen Stellung in der Gesellschaft als Erhalterin des Geschlechtes, als leitender Mittelpunkt einer Familie, als Priesterin des Hauses ist das Weib mit besonderen physischen wie psychischen Eigentümlichkeiten ausgestattet, und diese müssen bei der Erziehung und im Unterricht gerade dann um so sorgfältiger beachtet und berücksichtigt werden, wenn man dasselbe für irgend einen besonderen Beruf speciell heranbilden will. Missachtung dieser Gesichtspunkte rächen sich schwer und zu allermeist am weiblichen Geschlechte selbst. Wie ich es in meinem gestrigen Votum anlässlich der Coédaction schon erwähnte, macht das Mädchen im Alter von 12 bis 18 Jahren eine physiologische Entwicklung durch, die nur dann ohne bleibende Nachteile verläuft, wenn das Mädchen zeitweilig angemessene Schonung erfährt. Während dieser Zeit ist gemeinsamer Unterricht für Knaben und Mädchen in wohlverstandener Interesse der letzteren nicht wohl zulässig. Und da anerkannterweise die Mädchen sich geistig rascher entwickeln, eine ganz eigentümliche Art der Auffassung bethätigen, leichter behalten, so ist es auch aus diesem Grunde angezeigt, Knaben und Mädchen getrennt zu unterrichten. Letztere können, richtig geleitet, mit einer kleineren Stundenzahl dasselbe Ziel erreichen, wie die Knaben mit einer grösseren, was eben die aus physiologischen Gründen notwendige Schonung der Mädchen ermöglicht, ja gebietet.

Zur Trennung der Knaben und Mädchen beim Unterricht im Alter von 12—18 Jahren spricht ferner der Umstand, dass das Mädchen als künftige Verwalterin eines Hauswesens, als Erzieherin der Kinder, als Priesterin eines Familienkreises nach verschiedenen Richtungen besonderer Belehrung bedarf, für welche der Knabe dieses Alters weder Sinn noch Bedürfnis hat.

Gemeinsame wissenschaftliche Studien in den folgenden Jahren sind nach meinem Dafürhalten und nach meinen Beobachtungen nicht bloss zulässig, sondern geradezu empfehlenswert.

Ich sage daher:

6. *Die natürliche Stellung des Weibes in der menschlichen Gesellschaft als Erhalterin des Geschlechtes, als leiten-*



*der Mittelpunkt der Familie, als Priesterin des Hauses fordert gebieterisch eine angemessene Berücksichtigung ihrer physischen und psychischen Eigentümlichkeiten in der Erziehung und im Unterricht, bei Auswahl und Behandlung des Lehrstoffes, wie bei der technischen Unterweisung, und daher auch getrennten Unterricht für die beiden Geschlechter, dies ganz speciell für die Zeit vom 12. bis 18. Altersjahr.*

Und nun zum Schluss noch eine Bemerkung, um allfälligen Missverständnissen sofort zu begegnen. Meinen Ausführungen konnten Sie wiederholt entnehmen, dass nach meiner Ansicht die Frauen in der menschlichen Gesellschaft eine hohe und heilige Mission zu erfüllen haben. Dazu ist es nun keineswegs notwendig, dass die Frauen über ein grosses Mass von Gelehrsamkeit verfügen oder etwa mindestens an einer höheren Töchterschule in die Geheimnisse der Aesthetik eingeweiht worden seien. Dafür genügt vollständig, dass die Frauen Kopf und Herz am rechten Fleck haben. Zwei Beispiele, die ich kurz anführe, mögen darthun, dass dem also ist, die Frau eines Handwerkers und die eines Bauern, welche beide den Titel Priesterin des Hauses im besten Sinne des Wortes verdienen. Erstere habe ich persönlich gar gut gekannt. Ihr Mann war ein Schmied, sie selbst leitete eine Mühle. Ausser ihren vielen Kindern — von zwölf, die ihnen bescheert worden, wurden neun in Ehren auferzogen — besaßen die beiden nur, was sie täglich durch die schwere Arbeit ihrer Hände verdienten. Und diese Frau, die wohl lesen, aber nicht schreiben konnte, die Tag und Nacht arbeiten musste und ohne Dienstboten ihr Hauswesen besorgte, war in ihrem Hause und im Umkreise desselben hoch angesehen, und sie war vor allem eine vorzügliche Erzieherin ihrer Kinder. O, wie war es uns zu Mute, wenn die Mutter des Abends mit uns betete, wenn sie uns erzählte, wenn der müde Vater, durch sie angeregt, dann auch mittheilsam wurde und von seinen Jugenderlebnissen zu erzählen anfang. Das war eine Frau, von der Pestalozzi auch gesagt hätte, *sie hat ob Mann und Kindern den Himmel verdient*. Die andere, die Bauernfrau, kenne ich nur vom Hörensagen. Sie, verehrte Damen und Herren, kennen sie auch. Ihr Mann und sie hatten sich ein behagliches Heim eingerichtet und ein solides Wohnhaus gebaut, und dies hatte den Neid eines bösen Machthabers erregt. Schwerer Kummer drückte den Mann heimlich. Die sinnige Frau hat es bemerkt und die Ursache desselben entdeckt. Nicht mit Jammer und Klage tritt sie vor ihn. „Sieh vorwärts, Werner, und nicht hinter dich!“ Oder kennen Sie, meine Damen und Herren, die Margaretha Herlobig, die Stauffacherin, nicht?

Ich habe gesprochen.



## Enseignement industriel et commercial.

*Rapport de G. Goegg, Professeur de Technologie à l'École supérieure de Commerce de la Ville de Genève.*

L'enseignement est une des plus sérieuses préoccupations de notre époque, une des gloires de notre temps; toutes les nations civilisées font les plus louables efforts pour élever leur niveau intellectuel.

L'enseignement classique a régné seul pendant longtemps, et nous avons tous éprouvé ses bienfaits. Peu à peu, ses programmes ont été modifiés, façonnés aux besoins du présent.

Au contraire, l'enseignement technique n'a été introduit — chez nous, du moins — que depuis une vingtaine d'années, grâce à l'initiative d'hommes éclairés qui ont compris que l'industrie, une des grandes ressources de notre pays, méritait, elle aussi, d'être favorisée. Ce n'est même que depuis dix ans que les fervents d'une instruction réellement pratique ont réussi, en Europe, à se tendre la main au premier Congrès international ayant pour objet l'enseignement technique commercial et industriel, qui eut lieu à Bordeaux en 1886.

Depuis lors, il est vrai, les ardents défenseurs de cet enseignement ont eu bien des fois l'occasion de se rencontrer; aussi pouvons-nous dire que, grâce à cet échange de vues répété, l'enseignement technique marche aujourd'hui de pair avec l'enseignement classique.

Il ne faut pas oublier, cependant, que l'enseignement technique, malgré son développement rapide, laisse encore beaucoup à désirer, et que, dans les rivalités commerciales et industrielles, une plus grande instruction rend la victoire plus facile.

En Suisse on commence à admettre sérieusement que l'enseignement, dont nous parlons, peut seul donner force et vie à notre production nationale. Celui qui a parcouru les galeries de notre Exposition qui lui sont réservées, a pu se convaincre que nos pouvoirs publics ont été à la hauteur de leur tâche, qu'ils

ont comme objectif de soutenir ceux qui créent notre richesse, cherchant ainsi à améliorer les conditions économiques de notre pays. Nos magistrats, tant au fédéral qu'au cantonal, se souvenant de la parole de Léon Say, „que la crise commerciale n'est plus la crise mais sera l'état normal de l'avenir,“ sont constamment en éveil pour alléger les difficultés qui fondent sur le producteur, le paralysent et le découragent. Aussi notre reconnaissance est-elle acquise à l'Etat, qui, par une instruction constamment améliorée, protège notre avenir.

Prenons deux enfants au berceau, un frère et une sœur, et considérons ces deux petits êtres qui réclament égale tendresse, égale protection. Père et mère n'ont qu'un cœur pour les aimer; qu'un désir: celui de les élever; qu'un devoir: celui de les instruire, lorsque, arrivés à l'âge d'apprendre, ils auront besoin d'être guidés sûrement selon leurs diverses aptitudes.

Le petit garçon, devenu jeune homme, reconnaîtra qu'il est le grand favorisé; il a tout à souhait et n'a même que l'embarras du choix, car toutes les carrières lui sont ouvertes; de par le droit de son sexe. Devons-nous le regretter? Loin de nous cette pensée. Mais nous devons songer aussi à cette autre créature que nous avons vue dans le berceau; cette créature de même sang, de même chair, de même intelligence, de même cœur, pourquoi ne l'aiderions-nous pas au même degré? N'a-t-elle pas reçu le même don de vie? Ne respire-t-elle pas le même air? N'est-elle pas réchauffée par le même soleil? Tous, nous avons le sentiment qu'une protection égale est due aux deux sexes, et cependant, dans la pratique, nous sommes loin d'appliquer le principe de l'égalité: la preuve en est que nous armons beaucoup mieux pour la lutte le jeune homme que la jeune fille.

Une injustice a été commise. Notre devoir est de la réparer. N'est-il pas vrai?

Pour les jeunes gens l'enseignement industriel supérieur notamment, a été doté depuis longtemps d'écoles remarquablement organisées pour le recrutement des ingénieurs, chefs d'usines, mécaniciens, et destinées à créer ce que l'on peut appeler le haut personnel industriel. La Suisse en outre peut être fière de ses écoles d'apprentissage. Toute cette organisation permet de donner aussi bien à la partie aisée qu'à la partie peu fortunée de la population, l'outil du travail, les armes nécessaires aux jeunes gens pour la lutte industrielle.

L'enseignement commercial, quoique fort combattu au début, a réussi également à faire son chemin. Jadis on osait timidement inscrire sur quelques programmes de cours du soir, des leçons de comptabilité, tenue de livres et calligraphie; cette dernière branche constituait aux yeux des parents la principale valeur de l'enfant destiné au commerce: avec une jolie écriture, pensait-on, le jeune garçon peu doué pour les études classiques était certain de devenir un bon commerçant. Peu à peu le pro-

gramme s'élargit et l'enseignement des langues étrangères y trouva sa place. Enfin, on jugea bon de créer des sections commerciales dans les établissements officiels de l'Etat pour donner satisfaction à quelques pères de famille qui s'obstinaient à croire que l'enseignement classique n'était pas le seul chemin de la fortune. Puis, lorsque la lumière se fit, que l'on vit en Suisse que dans d'autres pays le commerce était considéré comme une science, et non comme une quantité négligeable, il y eut un réveil, mais timide encore. En effet, il fallait être courageux pour oser dire nettement que le commerce méritait d'avoir son enseignement séparé spécial, avec une organisation indépendante de celle de l'enseignement classique.

Què de luttes à soutenir au sein des Conseils par ceux qui revendiquèrent pour le commerce sa vraie place au soleil! Bien qu'aujourd'hui il y ait encore une forte opposition contre les écoles de commerce, ces institutions, depuis une dizaine d'années, ont poussé des racines profondes dans notre pays; une quinzaine de nos principales villes ont tenu à honneur d'en établir, d'autres ont formé le projet de suivre cet exemple. Nous pouvons donc affirmer que les écoles de commerce ont fini par s'imposer et que leur suppression soulèverait un tollé général. Le but de ces écoles est de former des employés, des négociants, des administrateurs capables, non-seulement de bien diriger un commerce local, mais encore de développer les relations commerciales et industrielles de la Suisse avec les pays étrangers. Aussi depuis quelques années, des centaines de jeunes gens ayant récolté les fruits de programmes soigneusement élaborés ont pu faire honneur à une carrière, jadis considérée comme un pis aller, et placée aujourd'hui sur le même rang que les carrières libérales.

Le Département fédéral du commerce et des écoles a publié, à l'occasion de l'Exposition, un ouvrage important où se trouvent relatés les divers rapports des directeurs et professeurs de nos écoles de commerce. Cet ouvrage nous donne l'historique de leur développement. Il nous apprend qu'en Suisse un peu plus d'un million est affecté, soit aux écoles de commerce, soit aux écoles complémentaires des sociétés commerciales, somme relativement faible pour un pays qui doit toute sa prospérité à son commerce et à son industrie.

Ce rapide coup d'œil sur nos institutions commerciales était nécessaire afin de faire constater que les garçons seuls ont bénéficié et bénéficient, à de rares exceptions près, de ces nouvelles créations. Sont-ils donc seuls à tenir dans leurs mains l'avenir du commerce de notre pays? Non, sans doute: il est incontestable que par ses aptitudes spéciales la femme a su s'imposer dans le commerce et l'industrie et que loin d'être une concurrence à l'homme elle est son auxiliaire indispensable. Il



conviendrait donc d'encourager ses aptitudes et de les développer par une étude rationnelle.

Jadis dans le domaine commercial le jeune homme ne trouvait sur sa route que des hommes. Aujourd'hui, demain surtout, il rencontrera la jeune fille, la femme. Doit-il en prendre ombrage? Non, certes. Celle qui sera plus tard sa compagne du foyer domestique a bien le droit d'être sa compagne du travail. Une nouvelle ère se prépare, encore hésitante peut-être, mais qui ira s'affirmant de jour en jour, ère où la femme reconnaissant sa valeur intellectuelle et sa valeur morale, voudra avoir sa place nettement définie dans l'ordre social et tiendra à honneur de gagner sa vie, elle aussi, si nécessité l'y oblige. Peut-on lui faire un crime si son désir est de s'affranchir matériellement dans le vrai sens du mot afin d'apporter sa part de gain qui amènera l'aisance au foyer. Le jeune homme s'apercevra alors que la femme, loin d'être la concurrente redoutée, peut devenir, au contraire, l'aide précieux dans la prospérité et le soutien infatigable dans l'adversité.

Les moins clairvoyants se rendent compte que nous assistons à une évolution qui est favorable à la femme; seulement dans l'intérêt même des femmes et de tous ceux qui sont pénétrés du sentiment que justice doit leur être rendue, il vaut mieux ne pas revendiquer trop de choses à la fois. Il est certain que trop de zèle nuirait à cette cause respectable; aussi me suis-je demandé s'il n'était pas prétentieux, à peine l'enseignement commercial et professionnel pour les jeunes gens était-il entré dans nos institutions et avait-il pris un développement réjouissant, de le revendiquer déjà pour les jeunes filles.

Il a fallu l'organisation du Congrès des intérêts féminins en Suisse pour que j'ose aborder si tôt un sujet de cette nature. Trop heureux serions-nous si l'idée proposée cette année pouvait déjà être bien accueillie dans un avenir prochain! Elle le mérite. Jamais appel appuyé sur des considérations d'un ordre élevé n'a passé ignoré dans notre pays; jamais ce qui s'adresse au développement des générations présentes et futures n'a été évincé de parti pris. Aussi est-ce avec confiance que j'aborde un sujet qui doit au premier chef intéresser nos législateurs.

Sans être un admirateur absolu des mœurs et coutumes américaines, je suis bien obligé de reconnaître la supériorité de l'éducation féminine aux Etats-Unis en ce qui touche la question dont nous voulons nous occuper. Les dernières statistiques nous apprennent que le nombre des femmes employées dans le commerce et l'industrie a augmenté dans la grande république, pendant les deux dernières décades, de mille cinquante et un pour cent. Mrs. Mary Kelley qui s'est fait l'apôtre de la cause féminine dans son pays recherche les motifs de cette curieuse révolution en train de se produire dans la société américaine. Autrefois,



il fallait qu'un père de famille fut absolument pauvre pour que l'idée de faire apprendre à sa fille une profession qui la rendit capable de gagner sa vie put lui venir à l'esprit. Autrefois, le petit commerçant, l'agriculteur aisé, réalisant des bénéfices suffisants pour assurer à leur famille des moyens d'existence convenables ne se croyaient pas obligés de donner à tous leurs enfants, sans distinction de sexe, le même genre d'éducation. Au sortir de l'école primaire les garçons devaient se chercher un emploi lucratif pour suffire à leur entretien, tandis que la jeune fille restait sous le toit paternel jusqu'au jour où l'époux venait enlever ce trésor de la maison. Les familles qui dérogeaient à cette règle subissaient une sorte d'amoindrissement social. Aujourd'hui, tout au contraire, il est admis, même dans les maisons où règne une assez large aisance, que l'éducation des jeunes filles doit les rendre de bonne heure capables de remplir un emploi. L'idée qui prime actuellement dans la société américaine est que la femme a, autant que l'homme, des responsabilités morales à assumer. Voilà en somme ce qui provoque la révolution en train de s'opérer dans le nouveau monde.

Lentement, mais sûrement, la vieille Europe subira l'influence de ces idées. Y a-t-il du mal à cela? Certainement non. N'assistons-nous pas fréquemment à des catastrophes qui plongent subitement des familles aisées dans la pauvreté? Revers de fortune ne sont pas péchés, mais il faut des armes pour les combattre; il est alors du devoir de chacun dans la famille de coopérer à un relèvement: la femme devrait-elle être exclue, simplement parce qu'elle est femme, du bonheur de contribuer pour sa part à cette mission? Non vraiment. Ce serait faire injure à son dévouement et à son abnégation. Tout autant, même mieux que l'homme, elle sait s'armer de courage. Développons donc son génie bienfaisant: l'étouffer, c'est faire œuvre d'égoïsme.

Sans vouloir préconiser une immigration générale de l'élément féminin dans le domaine commercial ou industriel, je pencherais pour qu'il fût établi un certain équilibre. Toute nouvelle évolution sociale impose de nouveaux besoins, voilà la seule raison qui nous fait désirer un perfectionnement dans les institutions éducatives qui s'adressent à l'élément féminin.

Si nous prenons la jeune fille à partir de l'âge de quatorze ans, nous voyons trois grands courants s'établir. Le premier est celui dans lequel est entraînée la fille de l'ouvrier, du modeste artisan, du manœuvre, ce courant la dirigera dans les ateliers et dans les fabriques. Elle deviendra ouvrière. Sans autre instruction que celle de l'école primaire, elle arrivera à bien connaître un métier et gagnera modestement mais régulièrement son pain. Pour celle qui voudra se perfectionner, l'Etat a institué des cours dits professionnels, ayant lieu en hiver, à partir des

premières heures du soir, voir même quelquefois assez tard dans la soirée; la jeune fille aura ainsi l'occasion d'apprendre la coupe des vêtements pour dames et enfants, la lingerie, la couture à la machine, le repassage, le dégraissage, etc. Cet enseignement s'adresse aussi bien à la jeune fille qui fait sa vocation de la couture et de la confection qu'à celle qui, confiante et pleine d'espérance dans l'avenir, rêve d'être un jour à son ménage, exemple modèle de la femme de l'ouvrier, et de tirer l'aiguille près du berceau de son enfant.

Le deuxième courant entraîne la fille du bourgeois, du réel producteur, de l'industriel, du commerçant petit ou grand, du professeur, en un mot, la fille de celui qui possède, qui possèdera, ou qui perd ce qu'il a possédé. Ce courant est souvent bien dangereux pour celle qu'il emporte; mal préparée à la lutte pour l'existence, si les forces lui manquent elle végétera et — victime d'une éducation incomplète ou faussée — tombera à la charge des siens. C'est aux jeunes filles de cette catégorie que nous devons tout particulièrement venir en aide.

Le troisième courant emmène, sans péril et sans secousse, la jeune fille patricienne vers la vie heureuse que sa fortune lui prépare. Pourtant, ne nous dissimulons pas que ce dernier courant s'affaiblira tous les jours davantage grâce à la dépréciation de la valeur de l'argent; il disparaîtra même pour venir grossir le second courant, le plus dangereux, par cela même le plus intéressant.

Nous devons constater avec douleur, Mesdames et Messieurs, que les jeunes filles destinées à subir fatalement les grandes dépressions sociales sont précisément celles dont on se préoccupe le moins. C'est à elles que s'adresse l'enseignement secondaire. Or les programmes de cet enseignement, admirablement coordonnés pour la jeune fille qui se voue à la pédagogie ou à une vie de „far niente“ ne le sont pas, mais absolument pas pour les jeunes filles d'une condition modeste; de l'avis de tous, l'enseignement poussé à un degré supérieur tue les goûts simples et détache des travaux manuels et pratiques. Nous sommes partisans convaincus de la nécessité de guider la jeune fille vers d'autres horizons que ceux qui lui ont été ouverts jusqu'à présent. L'enseignement secondaire tel qu'il existe aujourd'hui demande à être révisé. Vraiment, est-ce logique, à notre époque, de ne présenter au choix des parents, soucieux de l'avenir de leurs filles, qu'une section pédagogique et une section littéraire, comme si toutes étaient destinées à la carrière de l'enseignement ou devaient devenir des ornements de salon. Entre l'institutrice et la femme du monde, il y a une immense catégorie de jeunes filles qui, souvent peu fortunées, seraient heureuses d'être mises à même d'entreprendre une occupation lucrative et d'être indépendantes, plutôt que de subir malgré elles une gêne humiliante ou un funeste désœuvrement.

Dans quelques villes de la Suisse un grand pas a été fait dans ce sens par la création d'écoles ménagères et professionnelles; mais le nombre de ces écoles est trop restreint encore et nous devons chercher à les multiplier et à les perfectionner.

Dans l'intéressant travail sur l'activité de la femme à Genève dû à la plume de cinq dames dévouées qui nous ont présenté un tableau magistral du rôle de la femme dans notre centre, la création d'une Ecole de commerce pour jeunes filles est vivement recommandée; nous applaudissons à cette idée qui est la nôtre depuis longtemps. Partout la jeune fille est très appréciée dans le haut commerce; sa bonne volonté, son esprit d'obéissance, l'intérêt qu'elle porte à la maison qui l'occupe, la font préférer dans bien des cas à son compétiteur masculin. Mais, ou bien elle a une instruction insuffisante, ou bien elle a une instruction qui ne répond absolument pas à ce qu'on est en droit d'exiger d'elle. Nos gros commerçants trouvent avec beaucoup de peine de bonnes caissières; ils donneraient de forts salaires, mais ne savent où s'adresser, aucun établissement d'instruction en Suisse ne répondant aux besoins des commerçants. Les premières vendeuses, qui doivent assumer une certaine responsabilité, sont quasi introuvables, les jeunes filles parlant deux ou trois langues d'une rareté désespérante, de sorte que — nous sommes autorisés à l'affirmer — les affaires en subissent fréquemment un déficit. Une enquête faite à Zurich, Berne, Bâle, nous montre que dans ces villes l'état des choses est le même que chez nous, tandis qu'en France une des sources de la richesse du commerce se trouve dans l'initiative de la femme; en effet, non-seulement la femme française aide son mari au magasin, mais elle est souvent la cheville ouvrière de la maison, et, devenue veuve, elle reste à la tête des affaires; elle impose le respect par son ardeur au travail, sa précision, sa régularité, et sait rester bonne mère au milieu de ses nombreuses préoccupations.

Il faudrait donc instituer dans notre pays un enseignement commercial bien compris et bien adapté aux jeunes filles, soit dans des sections dépendantes des écoles secondaires, soit, et cela voudrait mieux — dans des établissements distincts dont la direction pourrait être confiée aux directeurs des écoles de commerce de jeunes gens déjà existantes, jusqu'au jour où des directrices ayant les qualités requises seraient mises à la tête de ces écoles. Les jeunes filles recevront alors une autre direction que celle qui leur est donnée maintenant. L'enseignement artistique, si développé en Suisse sera toujours à la portée de celles qui se voueront à l'art; l'enseignement pédagogique conservera toujours son attrait pour celles qui ont le don de l'étude. L'enseignement industriel ou professionnel doit prévoir des cours dans la journée, car les cours du soir offrent des inconvénients

et même des dangers, c'est pourquoi bien des parents redoutent d'y envoyer-leurs filles.

L'Etat comprenant son rôle paternel ne restera pas sourd à notre prière le jour où nous lui demanderons d'examiner sérieusement la question. Nous sommes assurés que les cantons seront soutenus financièrement dans leur initiative. L'arrêté fédéral du 24 juillet 1891 accordant sous certaines conditions des subventions aux établissements cantonaux d'enseignement commercial est un garant pour nous que nos législateurs peuvent procéder sans crainte à une étude de cette nature.

Herbert Spencer a dit : „La meilleure éducation est celle qui prépare le mieux l'enfant à l'avenir qui l'attend.“ Quel est donc l'avenir qui attend la jeune fille de toutes conditions ; il se résume en un mot : le travail. Le XX<sup>e</sup> siècle, plus encore que le XIX<sup>e</sup> bouleversera les lois sociales ; préparons donc nos enfants à soutenir le choc. Que la jeune fille soit appelée dès maintenant à estimer, à apprécier, ce travail salubre qui est la source du bonheur et de la prospérité. Faisons de la jeune fille, de la femme, une créature consciente de ses devoirs, c'est un des plus beaux services que nous aurons rendu à l'humanité.



## Discussion.

Mr. Largiadèr dit qu'à Bâle les Ecoles sont entrées récemment dans la voie préconisée par les rapporteurs. Les jeunes filles qui ont reçu l'enseignement commercial ont trouvé à se placer dès leur sortie de l'école, avec des traitements de 80 à 85 frs. par mois.

Les conclusions des rapporteurs sont adoptées à l'unanimité et l'étude pratique en est remise à une Commission permanente éventuelle.





## Die Ausbildung in Krankenpflege.

Von Dr. med. Anna Heer, Zürich.

---

Die Welt ist menschlicher geworden. Sklaverei und Folterkammer sind daraus verschwunden. Erfreulich gross erscheint die Rettungsschar und die Zahl der Institutionen, um dem physischen und moralischen Elend zu steuern. Besonders viel ist in den letzten fünfzig Jahren auch geschehen, um den Kranken ihr trauriges Los zu erleichtern. Hier baut man ihnen aufs beste eingerichtete Spitäler, dort sendet man ins private Leidensstübchen der Armen unentgeltlich die Diakonisse und Mittel zur Labung und Heilung. Genesende heissen wir in freundlichen Erholungsstätten willkommen. Die Irren werden rücksichtsvoll als Kranke behandelt und von ihren Asylen ist die früher grausam über sie verhängte Schande genommen. Es weiss der Arzt der Operation den Schmerz zu rauben und von den Wunden die Fieber und Tod bringende Infektion fern zu halten. Immer neue Mittel zur Bekämpfung und Abwehr der Krankheit bringen uns die Fortschritte in der Medizin und Hygiene. Dank dem Zusammenwirken von gemeinnützigem Sinn und ärztlicher Kunst und Wissenschaft hat sich das Geschick der Leidenden um vieles tröstlicher gestaltet.

Welcher Anteil an dem Aufschwung des Krankenwesens aber kommt den Frauen zu, deren zarter Hand von Alters her die Krankenpflege anvertraut worden ist. Haben sie das schöne Arbeitsfeld im Interesse der Leidenden und Pflegenden schon genugsam bebaut, und aus dem Beruf des Wohlthuns, der wie wenig andere, ein Frauenleben würdig und beglückend auszufüllen vermag, das Mögliche gemacht?

Um für die heimischen Verhältnisse einen Massstab zu gewinnen, lassen sie mich vorerst auswärts kurze Umschau halten. Die grösste Förderung hat unsere Sache wohl in England erfahren. Hier finden wir für Hospital und Privatpflege ein erprobtes Personal. Es imponiert uns die „nurse“ in ihrer kleidsamen einfachen Tracht schon durch das ruhige und sichere Auftreten. Ihrer geschulten und geschickten Hand möchte man gerne seine Patienten anvertrauen. Die englischen Pflegerinnen

entstammen allen Schichten der Bevölkerung, sie gehören vielfach den gebildeten und zuweilen den höchsten Ständen an. Seit eine Florence Nightingale den Krankendienst geädelt, ist er auch für die Vornehmsten ehrenvoll geworden. „Seitdem“, sagt einer ihrer Biographen, „sehen wir Liebenswürdigkeit, hohe Moral und feine Bildung verbunden mit beruflicher Erziehung und Fertigkeit das Krankenlager umgeben, das Sterbezimmer verklären und Linderung und Trost und Hoffnung selbst in die Tiefen des Elends bringen“.

Die gründliche, theoretische und praktische Ausbildung wird von gut organisierten, mit den Hospitälern verbundenen und unter der Leitung einer Oberin (matron) stehenden Pflegerinnenschulen übernommen. Sie beansprucht 2—4 Jahre, indem sie eine 1—2jährige Lehrzeit und einen 1—3jährigen Spitaldienst umfasst. Der Unterricht ist in der Regel unentgeltlich; es erhalten die Kandidatinnen zuweilen schon im ersten, stets aber im zweiten Jahr ein kleines Honorar, das dann successive erhöht wird. An einigen Schulen können Damen, die sich zu keinem längern Spitaldienst verpflichten wollen, gegen entsprechende Vergütung nur die Lehrzeit mitmachen. Für die Vorgängerinnen wird gewöhnlich eine einjährige Ausbildung an einem allgemeinen Krankenhaus und die Benutzung eines 2—6monatlichen Kurses an einer Gebärklinik verlangt. Da Geisteskranke besondere und grosse Anforderungen an die Wartung stellen, sind in den britischen Irrenhäusern seit 1890 Einrichtungen zu 2jähriger Schulung von Irrenpflegerinnen getroffen. Möchte dies zum Heile der beklagenswertesten aller Kranken auch bei uns geschehen!

Auf die genannte Weise werden in England eigentlich nur freie Pflegerinnen ausgebildet. Dieselben haben dann die Wahl, in den Dienst des Hospitals ihrer Schule zu treten oder sich um die gesuchte Stellung einer Gemeindegewärterin (District-nurse) zu bewerben oder ihren Beruf privatim auszuüben. Im letztern Falle ist ihnen Gelegenheit geboten, sich der Wärterinnen-Cooperation oder dem grossen königl. britischen Pflegerinnenverband anzuschliessen, welche geachteten und staatlich sanktionierten Genossenschaften ihren Mitgliedern mancherlei Vorteile sichern und speciell auch Nachfrage und Angebot vermitteln. Zahlreiche, zum Teil mit Pflegerinnenheimen verbundene Privatbureaux, das heisst geschäftliche Unternehmen, besorgen ebenfalls die Plazierung, werden aber, da sie oft auch weniger geschulten und sonst unzuverlässigen Elementen zugänglich sind, von den diplomierten Wärterinnen seit Gründung des englischen Pflegerinnenverbandes immer seltener benützt. Auf jedem dieser Wege vermag sich die geschulte „nurse“ eine würdige Lebensstellung zu verschaffen. Ihre Dienste werden gebührend honoriert. Eine Privatpflegerin kann es auf ein Jahreseinkommen

von 2500 Franken bringen. Etwas bescheidener, aber im Grunde kaum weniger günstig, gestalten sich die Verhältnisse für Spital- und Gemeindepflegerinnen. Das Jahreseinkommen einer Oberin kann auf 5000 Franken ansteigen. Freie Verbindungen und Spitäler sorgen für Pensionierung. Vereine und Klubs sind bestrebt, berufliche und gesellige Anregung zu bieten. Es ist auch schon eine kleine Fachliteratur vorhanden. Eine gute Monatschrift, „Nursing Notes“ hat viele Leser. So sehen wir das englische Pflegerinnenwesen, in welches während der letzten 50 Jahre Organisation und System hineingebracht worden, zum Wohle des Kranken wie der Krankenwärterinnen, in erfreulicher Entwicklung begriffen. Seinen grossartigen Aufschwung aber verdankt es hochherzigen und klugen Frauen und vor allem der berühmten Lazarethpflegerin der Krimkriege, Miss Nightingale. Die geniale Britin, die mit einem ungewöhnlichen organisatorischen Talent und seltenem Scharfblick für sanitäre und sociale Schäden begabt, Mut und Thatkraft in schönster Harmonie mit Bescheidenheit und zarter Weiblichkeit vereinigte, möge uns ein leuchtendes Vorbild sein!

Auf dem Kontinente und speziell in unsern Nachbarstaaten wird ein Teil der Krankenpflege von Diakonissen und katholischen Schwesternorden übernommen, die für kleine Entschädigung ein mehr oder weniger befähigtes und zuweilen recht tüchtiges Personal stellen. In Deutschland, Oesterreich und Dänemark mehren sich die gut geschulten Schwestern geschlossener Verbände, die in den letzten 20 Jahren bei wenig oder gar nicht ausgesprochener konfessioneller Färbung unter dem Zeichen des roten Kreuzes Krankenwarte für Kriegs- und Friedenszeiten heranbilden. Dahin gehören auch die Krankenpflegerinnen des deutschen vaterländischen Frauenvereins, welcher in der Hauptsache dieselben Ziele verfolgt, wie unser schweizerischer Centralverein vom Roten Kreuz. Dieser gross angelegte Verein mit seinen Lokalsektionen in fast allen bedeutenderen Provinzialstädten Deutschlands, dessen ganze Organisation eine hohe Entwicklungs- und Leistungsfähigkeit garantiert, gereicht den deutschen Frauen zur Ehre. Was speciell die Heranbildung seiner Pflegerinnen betrifft, so umfasst die Lehrzeit ein Jahr. Nach Absolvierung derselben und bestandener Prüfung ist die Pflegerin verpflichtet, während drei Jahren den Zwecken des Vereins zu dienen; dann steht es ihr frei, mit demselben in Verbindung zu bleiben, oder ihren Beruf auf eigene Rechnung zu üben. Die Honorierung ihrer Dienste durch den Verein ist vorläufig noch eine sehr bescheidene, sie beläuft sich bei völlig freier Station und teilweiser Bekleidung auf 200 bis 400 Mark jährlich, und erreicht das Maximum erst nach 10 Jahren; dagegen ist Pensionierung auf Lebenszeit vorgesehen.



Trotz solcher thatkräftigen Bestrebungen für Verbesserung der Krankenpflege liegt dieselbe überall auf dem Kontinente noch zu einem grossen Teil in den Händen ungeübter Laienwärterinnen. Es ist denselben meines Wissens nur in Dänemark und in Frankreich Gelegenheit zu einer geordneten beruflichen Ausbildung geboten. In Paris speciell sind auf Dr. Bournevilles Anregung hin unter Zustimmung der Behörden seit 1877 an den Spitalern Jahreskurse zu theoretischer und praktischer Instruktion von Wärtern und Wärterinnen eingerichtet worden; sie schliessen mit Prüfung und Diplomierung ab. Der Unterricht an sich ist gut; aber es fehlt dabei an allseitiger Erziehung zum Berufe, wie sie gerade diesen, vorwiegend den untern, ungebildeten Volksschichten entstammenden Leuten Noth thäte. Immerhin haben die freien Wärter und Wärterinnen seit Einführung der Kurse eine grössere Bedeutung gewonnen, und sogar die katholischen Schwesternorden aus der Spitalpflege verdrängt. Sie liefern auch die Mitglieder der Société générale des infirmiers et infirmières de Paris, die ein für die Pflegenden ziemlich vorteilhaftes, staatlich sanktioniertes und dabei einträgliches Privatunternehmen ist. Wenn die Früchte desselben, wie bei einer freien Genossenschaft, ungeschmälert der Gesamtheit zufließen, so würden sich die einzelnen Wärter und Wärterinnen, die alle diplomiert sind, sehr gut stellen; denn sie werden viel besser honorirt, als unsere Pflegerinnen. Die Tagestaxe beträgt in der Regel, ohne Unterschied des Geschlechtes, 10 Fr. und dazu kommen noch die Geschenke, die sich oft hoch belaufen sollen. Die Gesellschaft, die das Honorar bezieht, zahlt den Wärterinnen, ob in Stellung oder nicht, 45 Franken monatlich und giebt den nicht beschäftigten Wärterinnen einfache Verköstigung im Mutterhause. Die Wärter erhalten 3 Franken täglich, so lange sie im Dienste sind.

Die Spitalwärterinnen sind in Paris noch ungünstiger gestellt als bei uns: 30 Franken erwirbt monatlich die Wärterin und 33 Franken die Oberwärterin.

Und nun zu unseren heimischen Verhältnissen. In der Schweiz, wo die Frauenfrage vielfache Förderung erfahren hat, wo weibliche Vereinsthätigkeit zu kräftiger Entfaltung gelangt ist, und auf gemeinnützigem Gebiete, auch in der Fürsorge für unbemittelte Kranke, längst Gutes geschaffen hat, ist der Pflegerinnenstand selbst vom Geiste der neuen Zeit, die für die Frauen angebrochen, noch wenig berührt worden. Wir haben, wie vor zwei und drei Jahrzehnten, unsere Diakonissen und barmherzigen Schwestern, die meist genügende berufliche Schulung aufweisen, und manche Mängel in der allgemeinen Bildung durch die ihnen schon von der Religion gebotene Opferwilligkeit und Hingabe an ihren Beruf ausgleichen. Ein guter Teil der Spital- und Privatpflege wird von ihnen geleistet.



Wegen der grossen Mitgliederzahl sind diese Pflegerinnenverbände besonders geeignet, den Dienst in grössern Krankenhäusern zu übernehmen und ihnen auch unter ausserordentlichen Verhältnissen, wie zur Ferienzeit, ausreichendes Personal zur Verfügung zu stellen (zum Beispiel Inselspital in Bern).

Einen Zuwachs an tüchtigen Verbandschwestern hat uns das vom zürcherischen Verein für freies Christentum gegründete Schwesternhaus vom Roten Kreuz gebracht, eine kleine aber gute Pflegerinnenschule. Die Lehrzeit dauert ein Jahr; am Schlusse derselben findet die Prüfung statt; aber das Diplom wird der geprüften Schwester erst erteilt, nachdem sie sich noch während mindestens zwei Jahren in ihrem Berufe bewährt hat. Die Anstalt ist einer Oberin unterstellt und sucht den künftigen Schwestern ein freundliches Heim, Familienleben und Erziehung zu bieten.

Ich berühre alle diese Institutionen nur kurz, weil sie unserer nicht bedürfen. Nicht dass die Ausbildung und Stellung der Diakonissen und katholischen Schwestern nirgends mehr der Verbesserung fähig wären. Es dürfte darin des Guten hier und dort noch mehr geschehen und es müssten dann diese Pflegerinnen, auch im Interesse des ganzen Standes, entsprechend besser gewertet, und ihre Dienste stets voll honoriert werden. Von dieser Seite sollte keine Unterbietung kommen. Unbemittelten Kranken ist die Pflege in anderer Weise zu erleichtern als auf Kosten überbürdeter Schwestern und ihrer Mutterhäuser. Neben den Mitgliedern geschlossener Verbände, die dem vorhandenen Bedürfnis bei weitem nicht entsprechen können, hat es bei uns wie anderwärts zu allen Zeiten freie Krankenwärterinnen gegeben. Sie finden für Spital- und Privatpflege vielfach Verwendung, für die letztere freilich mancherorts nur aus Notbehelf, wenn keine Schwestern erhältlich sind. Stellenweise scheinen sie, wenigstens in den Städten St. Gallen und Basel, in genügender Zahl vorhanden zu sein, aus andern Landesteilen wurde mir ein empfindlicher Mangel gemeldet (Graubünden, Thurgau, Solothurn). In grössern Städten, wie Zürich, wird vielleicht ein zeitweiser Mangel deshalb vorgetäuscht, weil die Vermittlung von Nachfrage und Angebot noch zu wünschen übrig lässt. An wirklich tüchtigen Elementen gebricht es wohl noch überall.

Und wer sind nun diese freien Wärterinnen, die in unsern Krankenzimmern und Wochenstuben walten müssen? Ihr Amt ist so wichtig und verantwortungsvoll, dass wir die höchsten Anforderungen an ihren Charakter, wie an ihr berufliches Wissen und Können stellen möchten. Manche Eigenschaften, wie Ordnungssinn, Treue im Kleinsten, Takt und Beobachtungsgabe sollten bei ihnen während der beruflichen Vorbereitung möglichst entwickelt werden, und die Grundbegriffe der Gesundheitspflege

müsste man ihnen unverlierbar beizubringen suchen. Wo aber finden sich bei uns solche allseitig und gründlich ausgebildete freie Pflegerinnen?

Wir haben Gegenden, ich erinnere mich dabei an die Mitteilungen eines Arztes aus einem grossen Bergkanton, wo der Krankendienst fast durchweg von vollständigen Laien, alten Kindspflegerinnen und ähnlichen Personen, „die wenig verstehen und viel schwatzen“, geübt wird. Allenthalben giebt es bei uns noch Frauen, die ganz zufällig einmal Gelegenheit hatten, Kranke zu warten, Geschicklichkeit dafür zeigten und Geschmack daran fanden, eine Empfehlung von Patientin oder Arzt zu erhalten wussten, und von dem Moment an als Krankenwart von Beruf ihr Brot suchten und auch fanden. In ähnlicher Weise werden häufig, ja sehr häufig Kindermädchen und verunglückte Ehefrauen unter etwelcher Instruktion durch die Hebamme zu Vorgängerinnen gemacht.

Das Hauptkontingent unserer Krankenwärterinnen, nicht der Vorgängerinnen, geht aber doch durch die Spitäler. Wo diese nicht von Ordensschwestern versehen sind, werden Laien zur Pflege herangezogen. Meistens sind es unbemittelte Bauerntöchter und strebsamere Dienstmädchen, die sich dafür melden, und von der Spitalverwaltung ohne ängstliche Auswahl der Persönlichkeiten angestellt werden. Je nach ihrer Intelligenz und Ausdauer, und je nach der Anleitung durch Abteilungswärterinnen und Arzt können sie zunächst als Gehülffinnen und dann als Wärterinnen sich mehr oder weniger grosse und zuweilen ganz gute Erfahrung und Geschicklichkeit im Krankendienst erwerben. Immerhin ist dieser ziemlich autodidaktische und einseitige Bildungsgang nicht als zuverlässig und günstig zu bezeichnen. Der Charakter wird dabei zu wenig berücksichtigt. Es handelt sich mehr um Dressur als um Erziehung. An Universitätskliniken, wo die ärztliche Direktion gewöhnlich nicht im Krankenhaus wohnt und auch keine weibliche Autorität das Personal überwacht, kann dieser Weg für eine wohl erzogene Tochter kaum angeraten werden. Dass wir da keine Glieder der gebildeten Stände finden, wie doch ab und zu bei unsern Schwesternorden, ist begreiflich.

In neuester Zeit bemerken wir hier und dort im Schweizerlande Bemühungen um die Pflegerinnenbildung. So haben wir in Lausanne eine private Stiftung, die auch in weitem Kreise bekannte „Ecole évangélique de garde-malades indépendantes, La Source“. Sie nimmt jährlich 10 Protestantinnen, die der französischen Sprache genügend mächtig sind und die Krankenpflege zum Lebensberufe machen wollen, als „Internes“ auf. Die theoretische und praktische Ausbildung umfasst 8 Monate, sollte aber für spätere Privatwärterinnen obligatorischer Weise durch einen 2jährigen Spitaldienst ergänzt werden. Externe

Schülerinnen, die auch andern Konfessionen angehören können, erhalten gegen eine Entschädigung von 120 Franken als „externes régulierés et amateurs“ ebenfalls Zulassung zum Unterricht. Die Kulturgesellschaft in Lenzburg giebt Kandidatinnen, die nachher in den Dienst ihres Vereins für Verbesserung der Krankenpflege zu treten haben, Gelegenheit, an einer Krankenanstalt einen 3—4 monatlichen Kursus auf Vereinskosten durchzumachen. Die Thurgauische Gemeinnützige Gesellschaft geht damit um, Bauerntöchter in Spitalkursen zu Gemeindepflegerinnen ausbilden zu lassen. In den Krankenhäusern in Herisau, St. Gallen und Luzern werden halbjährliche Kurse in Krankenpflege erteilt, und zum Beispiel in Herisau von Teilnehmerinnen aus verschiedenen Kantonen gut besucht. Und endlich hat der Zentralverein vom Roten Kreuz die Organisation von 2—3 monatlichen Kursen für Krankenwärter und -Wärterinnen in Aussicht genommen.

Solche Bestrebungen sind gewiss zu begrüßen, vermögen uns aber nur dann ein wirklich tüchtiges Personal zu verschaffen, wenn dasselbe nach der nicht allzu kurzen, sondern doch mindestens halbjährigen Lehrzeit noch zu einem längern, kontrollierten Spitaldienst angehalten wird. Ganz kleine Kurse, wie die vom Zentralverein des Roten Kreuzes einzurichtenden, die wegen ihrer Kürze einem grössern Teil des Publikums zugänglich sind, können auch ihre Berechtigung haben, wenn sie sich eine gründlichere Ausbildung von Samaritern für Kriegs- und Friedenszeiten und die Verbesserung der häuslichen Krankenpflege durch Unterrichtung künftiger Hausfrauen und strebsamer Dienstboten zur Aufgabe machen. Aber für Personen, welche die Krankenpflege als Lebensberuf erwählen wollen, genügen solche Kurse nimmermehr, und deshalb müssten deren Teilnehmer, um die schon vorhandene Konfusion in den Begriffen nicht noch zu vermehren, nach bestandener Prüfung auch nicht den Wärternamen führen, sondern etwa „Samariter vom Roten Kreuz“ oder „Rot-Kreuz-Gehülfen“ heissen.

Was unsere Vorgängerinnen betrifft, so ist denselben noch weniger Gelegenheit zur Berufsbildung geboten, als den Krankenschwägerinnen. Kurse giebt es für sie in Zürich, wo Schülerinnen während je 4 Wochen in die Elemente der Wöchnerinnen und Kinderpflege eingeführt werden. Selbstverständlich dürfte dieser Unterricht höchstens für schon geschulte Krankenschwägerinnen einigermassen genügen. Die kantonale Entbindungsanstalt in Bern nimmt je 3 Frauen zu dreimonatlicher Ausbildung auf und versieht sie beim Austritt mit einem Zeugnis. Die St. Gallische Entbindungsanstalt erteilt 6 wöchentliche Kurse mit Zulassung von je nur einer Schülerin, die praktisch möglichst viel betätigt wird.



Das sind die Bildungsgelegenheiten für unsere Pflegerinnen, soweit ich sie in Erfahrung bringen konnte. Meine Correferentin wird Ihnen über die betreffenden Verhältnisse in den Kantonen französischer Zunge noch genauern Aufschluss erteilen.

Ich muss nach alledem die heutige Ausbildung unserer Krankenwärterinnen und Vorgängerinnen als eine ungleichmässige, zum Teil auch unkontrollierbare und häufig ungenügende bezeichnen. Es fehlt ihnen an einer gründlichen Erziehung zu dem edeln Berufe. Deshalb ist es auch begreiflich, dass bei uns die freien Pflegerinnen in ihrer Gesamtheit nicht so geachtet und nicht so gestellt sind, wie es ihrem Amte wohl entspräche. Gewiss giebt es einzelne Tüchtige unter ihnen, die fast dasselbe Ansehen geniessen, wie die Schwestern geschlossener Verbände. Die Mehrzahl aber steht nicht hoch in der öffentlichen Meinung. So schrieb mir ein Arzt aus einem Kantonshauptort: „Die sociale Stellung ist ungefähr die einer Köchin und die Belohnung entsprechend“. Am schlimmsten ist es um die Vorgängerinnen bestellt, die häufig genug als notwendige Uebel betrachtet werden. Viele vermögen sich weder das Zutrauen der Wöchnerin noch Respekt bei den Dienstboten des Hauses zu erwerben. Und doch wird ihrer Pflege das Kostbarste anvertraut und sind sie die Ratgeberinnen junger Mütter, die sich oft nirgends sonst über ihre neuen Pflichten unterrichten können. Die Taxen für die Krankenwärterinnen schwanken zwischen Fr. 1.50 und Fr. 5.— per Tag. Das Maximum erhalten tüchtige Pflegerinnen in Basel (Fr. 5); die weiblichen Mitglieder des zürcherischen Wärter- und Wärterinnenverbandes verlangen 3 Fr.; in besonders schweren Fällen 4 Fr., die Wärter 4—5 Fr. Aber auch in Zürich besorgen noch Frauen Krankenpflege unter 3 Fr. pro Tag, also etwa um die Belohnung einer Waschfrau.

Das Honorar der Vorgängerinnen bewegt sich zwischen 1—3 Fr. täglich, wird aber ziemlich regelmässig durch Geschenke vermehrt.

Nirgends haben wir eine einheitlichen Taxe und fast überall eine solche, die für den bessern Teil des Personals zu niedrig bemessen ist. Es fehlte eben bis in der letzten Zeit an einem gemeinsamen Vorgehen zur Erzielung günstigerer Verhältnisse. Jede Pflegerin arbeitet auf eigene Rechnung, ohne sich um die andern zu kümmern, ohne an einem Verbandschutz und Halt zu finden, und zuweilen auch ohne Standesgefühl und Standesehre recht zu kennen.

In richtiger Würdigung dieser Mängel hat der schweizer. gemeinnützige Frauenverein schon vor zwei Jahren eine bessere Ausbildung und die Gründung von kantonalen Vereinen patentierter Krankenpflegerinnen und Vorgängerinnen anzuregen versucht. In Bern wurde denn auch, Dank den Bemühungen meiner Kollegin Bayer, ein solcher Verband unter dem Protektorat des



gemeinnützigen Frauenvereins ins Leben gerufen, blieb aber leider bis jetzt sehr klein, und deshalb ohne fühlbare Wirkung. Fast um dieselbe Zeit thaten sich in Zürich gut ausgewiesene Wärter und Wärterinnen zu einem kantonalen Verbands zusammen, der gegenwärtig schon eine grössere Mitglie­derzahl besitzt. Doch sind das Alles nur schwache Anfänge zur Hebung unseres Pflegerinnenwesens, das noch lange nicht auf der erforderlichen Höhe steht.

Die Reorganisation muss mit einer gründlichen und kontrollierten beruflichen Erziehung beginnen. Die künftigen Wärterinnen sind mit Rücksicht auf Charakter, Intelligenz und Schulbildung (Sekundarschule) sorgfältiger auszuwählen. Die ganze Ausbildung würde sich in einem Krankenhaus vollziehen und sollte mindestens 3 Jahre umfassen. Das erste Jahr wäre als eigentliche Lehrzeit zu betrachten, die bei sehr günstigen Einrichtungen vielleicht etwas reduziert werden könnte, stets aber einen bestimmten, für alle schweizerischen Pflegerinnenschulen gültigen Lehrplan erfüllen und mit einer Prüfung abschliessen müsste. Den Unterricht in der Lehre vom Bau und den Funktionen des menschlichen Körpers, in den wichtigsten Kapiteln der Gesundheits- und Krankenpflege hätte ein Arzt zu erteilen. Die praktische Anleitung am Krankenbett und in allen Obliegenheiten des Krankendienstes, d. h. die eigentliche Erziehung der Schülerinnen würde am besten in die Hand einer durch Bildung und Tüchtigkeit hervorragenden Pflegerin gelegt. Gewiss fänden sich schon jetzt geeignete Frauen, z. B. unter den Schwestern vom roten Kreuz in Zürich oder in privaten Kreisen (ich denke hiebei auch an meine Correferentin), die unter ärztlicher Mithilfe und Kontrolle diese schöne Aufgabe erfüllen könnten.

An die Lehrzeit hätte sich direkt ein mindestens zwei-jähriger Spitaldienst anzuschliessen, der auch noch unter den erzieherischen Einfluss einer solchen Oberin zu bringen wäre. Für die Lehrzeit müsste vielleicht ein kleines Lehrgeld verlangt werden, der Krankendienst aber wäre mit allmählig steigenden Ansätzen zu honorieren. Auf diese Weise könnten wir zu einer trotz der langen Dauer nicht kostspieligen, wohl aber gründlichen Ausbildung gelangen.

Wollen Sie nicht denken, meine Anforderungen seien zu hoch gegriffen. Ich verlange nicht mehr als was die praktische englische Nation längst gut geheissen hat. Wenden Sie mir auch nicht ein, wie es sogar von ärztlicher Seite aus geschehen ist; es könnte wenigstens die künftige Privatpflegerin mit einer kürzeren Bildungszeit auskommen. Gerade sie bedarf der sorgfältigsten beruflichen Erziehung; denn sie muss selbständiger arbeiten, als die Wärterin im wohleingerichteten Krankenhaus, wo Aerzte jederzeit zur Stelle sind. Sie findet nachträglich weniger Gelegenheit zu lernen und sammelt ihre Erfahrungen

langsamer. Ihre Stellung ist eine exponiertere, aber auch eine vielseitigere und segensreichere. Im Privathaus und besonders im Dienst von Gemeinden und Vereinen kann eine nach meinem Sinn gebildete Pflegerin, welcher die Grundsätze der Hygiene in Fleisch und Blut übergeführt worden sind, schon durch ihr Beispiel ein Apostel der Gesundheitspflege werden. Es wird bei ihr aber auch direkt Rat und Belehrung gesucht. Die Frauen zu Stadt und zu Land pflegen sich mit Fragen über Kinder- und Krankennahrung, über Bäder, Leibwäsche und ähnliche Dinge mehr, viel eher an eine erfahrene Krankenwärterin, Hebamme oder Vorgängerin, als an den Arzt zu wenden. Sorgen wir dafür, dass sie dort die richtige Weisung erhalten. Unsere mit gründlichem Wissen und Können und mit wahrer Bildung angerüsteten Pflegerinnen sollen an ihrer Stelle mithelfen, das Volk zur Gesundheit zu erziehen, und alte Ammenmärchen und hygieinischen Aberglauben bei demselben auszurotten. Dann werden sie in bescheidener Stille Grosses wirken, und dem Beruf erst seine volle Bedeutung und Würdigung verschaffen. Die Opfer aber, die wir für ihre Ausbildung bringen, werden sich hundertfältig lohnen.

Wenn wir die Aezte und Verwaltungen der Anstalten und die Sanitätsbehörden dafür gewinnen könnten, liesse sich wohl in fast jedem unserer grösseren Krankenhäuser mit Ausnahme der Universitätskliniken, die andern Zwecken zu dienen haben, eine Pflegerinnenschule, nach unsern Grundsätzen einrichten, Die geburtshülflichen Kliniken freilich könnten wir für die Heranbildung von Vorgängerinnen kaum ganz entbehren. Für diese letztern möchte ich verlangen, dass sie zuerst die Schule der Krankenwärterinnen, wenigstens die Lehrzeit absolvieren, und dann einen 2—3monatlichen Kurs an einer Entbindungsanstalt nehmen würden. Gelegenheit zu praktischer Uebung in der Wöchnerinnen- und Kinderpflege wäre sehr wünschbar und sie liesse sich wohl auch finden. Am einfachsten und sichersten aber könnten wir zur Verwirklichung unseres Ideals von Pflegerinnenbildung gelangen, wenn wir selbst der Sache uns bemächtigen und eine Pflegerinnenschule mit dem dazu gehörigen Spital gründen würden. Der letztere ist ein absolutes Erfordernis, wenn die erstere lebenskräftig sein soll, und deshalb möchte ich heute bei Ihnen Sympathie für die Stiftung eines Spitals erwecken, der von Frauen ins Leben gerufen und von Frauen geleitet, leidenden Frauen aus allen Landesteilen offen stehen soll. Gerne würden wir dies Asyl, wie es einem vorhandenen Bedürfnis entspräche, ausschliesslich den Unglücklichen widmen, für die es keine Genesung mehr giebt, und die auf den Kliniken eines allgemeinen Krankenhauses oft nur schwer und meist nur für eine beschränkte Zeit Aufnahme finden. Aber für unsere Pflegerinnenschule bedürfen wir absolut auch der heilbaren Kranken, und so müssten wir uns darauf beschränken, die Unheilbaren so viel wie möglich zu berücksichtigen.

Der Gedanke an eine solche Stiftung gelangte schon vor zwei Jahren im Komitee für Krankenpflege des schweizerischen gemeinnützigen Frauenvereins zum Ausdruck, und er hat mich seitdem nicht wieder verlassen. Nun scheint mir die Zeit gekommen, mit demselben an die Oeffentlichkeit zu treten. In Ihrer Mitte wurde heute die Anregung gemacht, auch einmal einer guten Frau ein Monument zu setzen. Möchte der Geist der hochherzigen Staufacherin Ihre Huld unserm Unternehmen zuwenden und das steinerne Bild in ein lebendiges Denkmal werktätiger Nächstenliebe verwandeln. Möchte eine Getrudstiftung uns das Hospital für die Pflegerinnenschule errichten helfen: Oeffnen Sie Herz und Hand, wenn unser Aufruf an Sie ergehen wird: Durch ein Werk der Barmherzigkeit werden wir die edle Schweizerin am besten ehren!

Das Lernen darf nicht mit der Schulzeit abschliessen und die bessere Erziehung soll nicht nur den Kranken, sondern auch den freien Pflegerinnen selbst gute Früchte bringen und ihnen zu einer würdigern ökonomischen und socialen Stellung verhelfen. Dazu aber ist gemeinsames Vorgehen, der Zusammenschluss zu einem Verbandsverbande notwendig. Derselbe hätte in regelmässigen Zusammenkünften und durch eine Zeitschrift für Krankenpflege berufliche und gesellige Anregung zu bieten und das Standesbewusstsein zu entwickeln. Die beruflichen und persönlichen Interessen würde er fördern durch Erleichterung und Regelung des Verkehrs mit dem Publikum, durch Erzielung besserer Lohnverhältnisse und Sorge für Pensionierung, für Kranken- und Altersversicherung.

Wir würden also die Gründung eines schweizerischen Vereins geprüfter Krankenwärterinnen und Vorgängerinnen anstreben, etwa nach dem Vorbild des königlich britischen Pflegerinnenverbandes, der sich innert wenigen Jahren hohes Ansehen, die Vorteile einer rechtlich anerkannten Genossenschaft und eine grosse Mitgliederzahl erworben hat (von 1887—1893 über 2000 Mitglieder). Vor allem möchte ich dieselben Bedingungen der Mitgliedschaft stellen, d. h. Ausweis über dreijährige Spitalausbildung und guten Charakter. Natürlich müssten diese Bedingungen der bisherigen Heranbildung unseres Personals entsprechend, für die ersten Jahre noch etwas modifiziert werden, wie das in England auch geschehen ist.

Schon jetzt würden Schülerinnen der „Source“, die ausser der Lehrzeit einen mindestens zweijährigen Spitaldienst hinter sich haben, die erforderliche Qualifikation besitzen. Möchten sie sich mit dem Vereinigungsgedanken befreunden, und zur Verwirklichung desselben beitragen!

Dem Verbandsverbande, der sich nach Bedürfnis in kantonale und lokale Zweigvereine gliedern müsste, käme auch die Aufgabe zu, die Gründung von Pflegerinnenheimen anzustreben. Es sollte



ein freundliches, würdiges Asyl die so oft an Leib und Seele erschöpft aus einer Pflege zurückkehrende Krankenwärterin und Vorgängerin aufnehmen. Bei richtiger Führung müssten solche Heimstätten wohlthätig auf Gemüt und Körper der Pflegerinnen einwirken, ihnen die Existenz leichter machen und so zur Hebung des Standes mit beitragen.

Dieser Stand würde also, wenn es nach meinem Sinne gieng, einst ausschliesslich aus zuverlässigen, geschulten Gliedern bestehen. Alle ungeprüften Wärterinnen müssten entweder nachträglich noch die Lücken in ihrer Bildung ausfüllen und die nötigen Ausweise sich erwerben, oder unter andern Namen, etwa als „Gehilfinnen“ das leisten, was ihnen bei Mangel an Fähigkeiten oder Schulung noch möglich und in manchen Verhältnissen auch andern nützlich ist. Solche Frauen und Töchter, die ein gewisses natürliches Geschick und Bedürfnis haben, kranke Menschen zu bedienen oder kleine Kinder zu warten und die im übrigen in allen häuslichen Arbeiten geübt sind, wären z. B. bei Wöchnerinnen ohne Dienstmädchen oder in der Familie manches chronischen Patienten, der geringe Ansprüche an eigentliche Krankenpflege stellt, hoch willkommen. Sie würden mehr leisten und sich besser stellen als blosser Dienstmädchen und dabei vor der Einbildung, Wärterinnen von Beruf zu sein, bewahrt bleiben. Auch in der Gemeinde- und Armenpflege grösserer Ortschaften, wo die geschulte Krankenpflegerin oft mit Arbeiten überbürdet ist, die ihr eigentlich nicht zugeteilt werden sollten, weil sie einen Missbrauch ihrer Kraft und Zeit bedeuten, könnte die „Gehilfin“ unter der Kontrolle der erstern vielfach gute Dienste leisten.

Damit nun die grosse Umgestaltung, die unser Pflegerinnenwesen zu einer gedeihlichen Entwicklung erfordert, zu stande komme, wird es der energischen Thätigkeit eines für diese Angelegenheit zu bestellenden Initiativkomitees, sowie der Mitwirkung weiterer Kreise der Frauenwelt bedürfen. Am besten würde die Aufgabe, überall im Vaterlande die Sache der Pflegerinnen zu fördern, vom schweizerischen gemeinnützigen Frauenverein, der bereits dafür gearbeitet hat, übernommen. Die Pflegerinnen bedürfen solcher Unterstützung durch Frauen, die über Bildung und Zeit verfügen in hohem Masse; dies haben mir jüngst wieder brieflich geäusserte Wünsche aus dem Schosse des bernischen Verbandes bewiesen. Mit Rat und That wollen wir ihnen also an die Hand gehen bei der Gründung ihres Vereins und ihrer Heimstätten, und nicht müde werden mit ihnen und für sie zu arbeiten, bis sie Erfahrung, Uebung und Selbständigkeit in diesen Dingen erworben haben. Auch hiefür muss der Stand erst erzogen werden. Er darf dabei gewiss auch auf die Sympathie und Mitwirkung der Aerzte rechnen, so gut wie der schweizerische Hebammenverband, der bereits eine erfreuliche Entwicklung aufweist.



Dem gemeinnützigen Frauenverein möchte ich aber noch weitere Aufgaben überbinden. Er würde, wo es nötig wäre, zur Verbesserung der häuslichen Krankenpflege sog. Krankenpflege-Vereine gründen, um allen Kranken, auch den weniger bemittelten, eine geschulte Pflege zu verschaffen. Zur Besorgung der letztern wären nicht die billigsten, sondern die besten Kräfte heranzuziehen. Derartige Vereine, besonders durch die kantonalen gemeinnützigen Gesellschaften und durch Frauenvereine ins Leben gerufen, sind schon in manchen grössern Ortschaften zu finden. Sie bewähren sich überall, es müssen ihrer aber noch mehr werden. Ueber die Organisation derselben werden Ihnen am besten ihre Statuten Aufschluss geben, und ich möchte Ihnen z. B. diejenigen des Krankenpflegevereins in Frauenfeld und des katholischen Frauenvereins in Bern zur Berücksichtigung empfehlen.

Ferner würde unser Frauenverein da, wo es nicht durch höhere Schulen (z. B. die höhere Töchterschule in Zürich) oder durch den Samariterbund geschieht, Kurse für häusliche Gesundheits- und Krankenpflege unter Einschluss des Samariterdienstes einzurichten suchen. Dabei sei jedoch Ihr Wahlspruch: Nicht Vieles aber Gutes. Endlich würde der Verein, auch zu Handen des Pflegerinnenverbandes, für eine Fachschrift sorgen. Als solche möchte ich für die deutsche Schweiz am liebsten unsere „Schweizerischen Blätter für Gesundheitspflege“ empfehlen, die eine Beilage für die Krankenpflege erhalten müssten. Für die französische Schweiz dürfte vielleicht die schon bestehende Fachschrift „La Source“ bei genügender Berücksichtigung der Gesundheitspflege unsern Zwecken entsprechen.

Auf diese Weise könnte unser gemeinnütziger Frauenverein zur Verbreitung richtiger Anschauungen über gesundes und krankes Leben in weitesten Kreisen beitragen und einer Reorganisation des Pflegerinnenwesens ebenso wie der Realisierung der Volksgesundheitspflege den Boden ebnen.

Die Aufgabe ist gross. Noch grösser muss unsere Begeisterung und Ausdauer sein. So lassen Sie uns als Schweizerinnen mutig an die Arbeit gehen. Sie gelte unsern Kranken, den Müttern und den Kleinsten. Sie diene einem edlen Frauenberufe und verschaffe ihm die Bedeutung und die Achtung, die er verdient. Der Geist der Humanität segne unsere Bestrebungen!

#### *Thesen:*

1. Die freien Krankenpflegerinnen, unter Einschluss der Vorgängerinnen vermögen vielfach den grossen Anforderungen ihres Berufes nicht zu genügen, weil es ihnen an einer gleichmässigen und sorgfältigen beruflichen Erziehung fehlt.

Mancherorts genügt auch die Zahl der Pflegerinnen bei weitem nicht.

2. Sie nehmen häufig nicht die ihrer wichtigen Aufgabe entsprechende sociale Stellung ein; es fehlt ihnen am Zusammenschluss zur Hebung des Standes und zur Förderung der Berufsinteressen.
3. Eine gründliche und kontrollierte Ausbildung in geeigneten Krankenhäusern und unter Mitwirkung weiblicher Leitung, mit 2—3jährigem Spitaldienst für Krankenwärterinnen und mindestens 1jährigem Spitaldienst für Vorgängerinnen thut vor allem Not.
4. Es ist die Gründung eines schweizerischen Vereins diplomierter Krankenwärterinnen und Vorgängerinnen, sowie die Einrichtung von Pflegerinnenheimen anzustreben.
5. Nicht diplomierte Wärterinnen können als sogenannte Gehülffinnen in Haushaltung und Armenpflege bei bescheideneren Ansprüchen andern Bedürfnissen dienen.
6. Ein Frauenverein übernimmt die Aufgabe, die Sache der freien Pflegerinnen zu unterstützen und das Interesse für Gesundheits- und Krankenpflege in weitesten Kreisen zu wecken und zu fördern.

Der Frauen-Kongress ernennt ein Initiativkomitee zur Anhandnahme dieser Bestrebungen.



## Infirmières et garde-malades.

*Par Mme. Monneron-Tissot à Lausanne.*

Relever le niveau de la profession d'infirmière, par une instruction et une éducation aussi complètes que possibles, recruter des garde-malades parmi les jeunes filles bien élevées, arriver à éliminer de la corporation toute femme ne présentant pas les qualités nécessaires à cet emploi si délicat, voilà ce que je me propose de discuter avec vous.

N'étant ni médecin ni professeur, je n'ai pour moi que l'expérience de plusieurs années de travail varié dans le domaine qui nous occupe aujourd'hui. En effet, grâce aux facilités qui m'ont été accordées par le Conseil d'Etat vaudois, par le Conseil de santé, les directeurs de l'hôpital cantonal, et surtout grâce à l'instruction que m'a donnée M. le professeur Roux, j'ai pu devenir infirmière. Une bonne santé, de la persévérance, l'obligeance des internes et des sœurs, m'ont facilité ce travail souvent difficile, et bientôt tous les rouages des services hospitaliers me sont devenus familiers.

C'est à l'hôpital d'abord, puis au cours de mes voyages et de mes recherches, que je suis arrivée à la conviction absolue de la supériorité incontestable des *sœurs* catholiques et protestantes comme infirmières. Elle provient de l'esprit d'association sous une commune direction, et du fait que la sœur ne considère pas le soin des malades comme un état, mais comme une vocation inspirée par un mobile plus élevé.

Néanmoins, à côté de la religieuse il y a place pour l'infirmière libre. Beaucoup de femmes auxquelles les circonstances ne permettent pas de devenir sœurs, pourraient arriver à égaler celles-ci en recevant une éducation et une instruction suffisantes.

Il existe des garde-malades excellentes, dont quelques-unes ont suppléé à un manque absolu d'études, par leur vocation, leur zèle et leur expérience; mais elles sont rares, et les malades souffrent de cet état de choses. Trop souvent les infirmières sont intéressées, sans égard pour le malade, brusques dès qu'elles sont seules avec lui, tapageuses, peu soigneuses, peu propres, considérant les paroles du docteur, non comme des ordres, mais comme des conseils qu'elles sont libres de ne pas suivre exactement. Quelques-unes sont bourrées de théories, se croient supé-

rieures, se font servir, tandis qu'elles négligent les petits soins indispensables au bien-être du malade. Et c'est à de telles personnes que vous livrez ce que vous avez de plus cher au monde!

La théorie est une belle chose, mais l'expérience est aussi indispensable au métier d'infirmière que l'internat à la carrière de médecin.

Croire que travailler l'anatomie, la physiologie, l'hygiène, faire les pansements et les bandages classiques sur un manequin ou sur un camarade sain vous apprennent à panser une plaie sans faire souffrir, à appliquer un bandage d'après la blessure, à faire un lit sans bouger le malade, à lui arranger ses oreillers et à marcher sans faire de bruit serait puéril.

Nous n'ayons qu'un seul moyen de joindre la pratique à la théorie, c'est de former l'infirmière dans l'hôpital. C'est là seulement, par la grande variété de ses travaux, qu'elle arrive, si elle est intelligente, à saisir tous les détails de son métier; c'est là seulement, et c'est un point sur lequel j'insiste, que chacun des soins qu'elle donne peut être contrôlé; c'est là seulement qu'elle pourra se convaincre de la réalité de sa vocation par la fatigue et par la diversité des maux souvent répugnants qu'elle aura à soigner. Enfin, c'est là seulement qu'elle pourra passer des examens probants, devant des experts professeurs, docteurs ou infirmières-chefs, qui seuls peuvent délivrer un diplôme ayant quelque valeur.

En Angleterre, les nurses (infirmières) sont toutes enrégimentées en associations, ayant chacune un hôpital pour champ d'étude. Elles y travaillent deux ans avant de recevoir un diplôme; elles portent un costume lorsqu'elles sont à l'œuvre, au dedans ou au dehors, sont recrutées souvent dans les meilleures familles, et rendent tant en Angleterre qu'aux colonies, des services inappréciables.

En Allemagne, entr'autres institutions, les garde-malades de la Croix rouge reçoivent également une éducation parfaite dans les hôpitaux qui relèvent de la Convention de Genève.

En Suisse, les samaritains donnent d'excellents cours préparatoires; les sociétés de la croix rouge font de même: Les samaritains de Genève, sous l'excellente direction de M. le Dr. Wyss, ajoutent à la théorie un dispensaire, où la pratique est enseignée d'une manière aussi complète que possible.

La Société centrale de la croix rouge a organisé pour ses membres des cours de quatre mois dans différents hôpitaux suisses.

La Société genevoise des dames de la croix rouge a fondé également une institution excellente et qui mériterait d'être mieux connue. Elle passe un contrat de quatre ans avec des jeunes femmes désirant apprendre le métier d'infirmière et en ayant les aptitudes. Par suite d'une convention avec l'hôpital



de l'Isle à Berne, les élèves, défrayées de tout (vêtements, logement, nourriture), y sont reçues pendant un an et passent par tous les services. Au bout de ce temps, elles reviennent à Genève habiter une maison spéciale, d'où elles sont envoyées dans les familles. Elles reçoivent un traitement fixe de 400 fr. par an, portent un costume de travail simple et pratique et s'appellent entr'elles „sœurs“.

Un projet d'école d'infirmiers et infirmières à l'hôpital de Genève, dont les statuts me paraissent excellents, vient de m'être envoyé et mérite l'attention des intéressés.

Dans le canton de Vaud, l'école de sage-femmes, dirigée par le D<sup>r</sup> Rapin et notre regrettée Mlle. Zinguer a formé d'excellentes releveuses ou gardes de couches. Je dirai en passant, que la maternité de Berne en forme également de parfaites.

Nous avons à Lausanne une école de garde-malades fondée par Mme. de Gasparin. Plusieurs bonnes gardes en sont sorties. D'après l'avis de plusieurs médecins, les cours en sont très bons; mais les jeunes élèves, n'ayant pas d'hôpital pour champ d'étude, manquent souvent d'expérience. Elles rendent de bons services en soignant les malades en ville, mais leur travail est trop peu surveillé. C'est du reste une école purement privée, dont l'idée principale est à l'encontre des diaconesses et des nurses anglaises de défendre le port d'un costume. De plus, le diplôme est donné par le directeur et son comité, sans contrôle extérieur.

La Confédération et les cantons veulent-ils faciliter la fondation de bonnes écoles d'infirmières, c'est ce que vous diront de plus autorisés que moi. Il me paraît important d'arriver à ce que les infirmières, les releveuses et les masseuses inspirent plus de sécurité au public. Ce métier délicat entre tous exige une surveillance exercée, en l'absence de laquelle une faute peu apparente peut causer des préjudices irréparables.

Une infirmière devrait être instruite à l'égal d'une sage-femme et ce métier si pénible serait mieux rémunéré si les gardes étaient à la hauteur de leur tâche.

Quant au rôle des femmes qui voudront bien s'occuper de cette question, il me paraît être clairement tracé.

Elles chercheront à relever le niveau moral du métier en engageant nombre de jeunes filles bien élevées, qui n'ont pas de devoirs spéciaux chez elles, à mettre leur intelligence et leur dévouement au service des malades; elles tâcheront de faire mieux comprendre à tous ceux qui n'ont pas souffert combien le malade a besoin de soins éclairés et tendres; elles encourageront par tous les moyens les bonnes infirmières, en les plaçant, en soutenant leurs intérêts, et en les mettant au profit des découvertes de la science moderne concernant leur métier. Enfin,

elles chercheront à faire comprendre au public tout ce qu'un métier pénible, repoussant parfois, indispensable toujours, exige de soins désintéressés et d'inaltérable dévouement.

*Thèses :*

1. Les gardes-malades et releveuses libres, ne recevant pas, pour la plupart, une instruction suffisante et contrôlée, ne rendent pas aux médecins les services qu'ils doivent en attendre. Elle n'inspirent pas au public une confiance complète.
2. Il faut arriver avec le concours de la Confédération et des Cantons à les instruire aussi bien que les sages-femmes.
3. Pour cela, il faudrait constituer une société suisse de garde-malades et de releveuses, laquelle aurait des sections dans chaque canton. Chaque canton nommerait un comité et les divers comités pourraient se réunir au moyen de délégués, afin de se rendre compte des progrès de l'œuvre, et de s'entendre sur les meilleurs moyens d'arriver à former de bonne garde-malades.
4. Les comités cantonaux seraient chargés:
  - a) de s'entendre avec les hôpitaux des cantons (seuls lieux possible d'instruction pour les garde-malades). Ceux-ci recevraient des élèves et leur feraient donner une instruction complète et uniforme. Cette instruction serait suivie d'examen devant des experts autorisés qui délivreraient des brevets de capacité.
  - b) de recevoir les demandes d'admissions des élèves, de les places dans les hôpitaux, de leur faciliter plus tard le travail en leur procurant des places et de les surveiller.
5. Les dames faisant partie de ces comités se chargeraient de soutenir la cause des garde-malades libres, et d'éveiller l'intérêt de tous pour les soins à donner aux malades.



## Discussion.

M. le Dr *Charles Krafft*, médecin à Lausanne, dirige depuis 5 ans l'École de garde-malades dite „La Source“. Il constate que le rapport de Mme. Monnneron-Tissot ne s'adresse qu'aux garde-malades libres et ne comprend pas les institutions de diaconesses;

or, au point de vue qui occupe le congrès il n'y a pas lieu d'établir une différence entre ces deux catégories d'infirmières. Les diaconesses n'ont pas le monopole du dévouement qui est l'apanage de toute femme qui remplit son devoir avec abnégation. Le même cœur peut battre sous l'habit de ville aussi bien que sous l'habit religieux. N'importe quelle mère, épouse ou sœur, est capable du même dévouement qu'une diaconesse.

La Source a formé depuis bientôt 40 ans qu'elle fonctionne plus de 700 garde-malades qui sont dispersées dans tous les pays du monde; ces garde-malades sont prises dans toutes les classes de la société et possèdent le même diplôme. Toutes les élèves mêmes sont instruites gratuitement. Il est regrettable qu'on ne reconnaisse pas les efforts faits à Lausanne.

Ce qui peut excuser le rapport de Mme. Monneron-Tissot, c'est qu'elle n'a pas compris qu'il y avait deux sortes de garde-malades libres.

1<sup>o</sup> Celles qui n'ont pas de diplôme, qui soignent des malades parce qu'elles n'ont pas d'autre chose à faire, par découverte et qui ne portent pas par celà même intérêts aux malades.

2<sup>o</sup> Celles qui ont un diplôme, qui ont étudié par vocation, qui ont consacré huit longs mois à faire un apprentissage qui, s'il est gratuit, n'est, celà va sans dire, pas rétribué, et qui soignent les malades pour gagner leur vie.

A l'école de La Source, la durée des études est de 8 mois, c'est peu, mais les candidates ne sont admises à autres que si elles sont préparées au travail d'infirmières par leurs occupations antérieures, et d'ailleurs, l'apprentissage des sage-femmes dans le canton de Vaud ne dure que 9 mois.

M. Krafft raconte une visite faite à La Source par Madame Monneron-Tissot. Pendant les cinq heures qu'à duré cette visite. les élèves ont eu une heure de théorie et quatre heures d'exercices pratiques, et c'était une journée comme elles sont toutes. Il constate que les résultats obtenus sont bons puisque toutes les gardes de La Source se placent facilement et que l'institution de Lausanne qui a fourni des carrières à plusieurs centaines déjà de filles et de femmes, mérite d'être soutenue et appuyée par le Congrès des intérêts féminins.

M. H. Rœhrich fait ressortir la différence qui existe entre le mot d'*instruction* que Mme. Monneron-Tissot emploie dans ses thèses et celui d'*éducation* (berufliche Erziehung) dont se sert Mme. Dr Anna Heer. A son avis cette seconde expression est plus juste que la première. Il s'agit plus ici d'éduquer que d'instruire. Ce que le médecin demande avant tout — et bien des témoignages pourraient être cités — c'est d'avoir à son service des garde-malades qui sachent obéir, c'est-à-dire faire ponctuelle-

ment ce qu'il dit. C'est le médecin qui est l'autorité, et non la garde-malade, et lorsque celle-ci a une teinte d'instruction scientifique, il arrive parfois, si l'éducation fait défaut, qu'elle veut faire à sa tête, ce qui est dangereux. Ce qu'il faut donc, c'est de former de bonnes garde-malades, c'est de les éduquer. — Cette éducation est généralement reconnue insuffisante. Il importe de remédier à cet état de choses.

Pour cela M. Rœhrich propose de remettre à la commission permanente qui sera nommée à la fin du congrès le soin d'étudier les moyens à employer :

- 1<sup>o</sup> en vue d'arriver à former de bonnes garde-malades, et releveuses, offrant des garanties;
- 2<sup>o</sup> en vue de provoquer la création d'une association suisse de garde-malades et releveuses.

Adopté.

Mme. *Villiger-Keller*, présidente de la Société d'utilité publique des femmes suisses, rappelle que cette société est disposée à prendre en mains la formation d'une Association des garde-malades.





## Die Erwerbsfrage des weiblichen Geschlechts.

Von *Ed. Boos-Jegher*, Zürich.

Bei der Vielgestaltigkeit der Erwerbsfrage und der wenig bestimmten Grenze aller Umstände, welche direkt beeinflussend hier mitsprechen, ist es nicht anders möglich, als dass verschiedene der bereits bearbeiteten Gebiete auch bei dieser Specialfrage noch berührt werden müssen.

Die Schwierigkeiten, welche sich dem Frauenerwerb entgegenstellen, sind im Verhältnis zu demjenigen des Mannes insofern viel grösser, als die prinzipielle Frage, ob die Frauen überhaupt allgemein erwerbsthätig sein sollten noch lange nicht im Sinne der Bejahung überall gelöst ist. Ausser der grundsätzlichen Meinungsverschiedenheit, welche sich sehr häufig auch noch bei Frauen, besonders der besser situierten Stände findet, sind es oft noch der Konkurrenzneid und die Furcht vor Herunterdrückung der Löhne und Gehälter, die viele Männer zur Obstruktion anhalten. Die geschichtliche Entwicklung der Stellung der Frau bedingt jedoch eine gewisse prinzipielle Gegnerschaft, denn so lange in Europa körperliche Kraft im öffentlichen Leben vorwiegend hoch geschätzt, die militärische Bethätigung als Höchstes hingestellt, der Soldatentod als besondere Auszeichnung betrachtet wurde — musste die Frau mit ihrer von Natur aus geringeren positiven körperlichen Durchschnittskraft zurückstehen. Wird doch heute noch auch bei uns häufig geltend gemacht, dass die Frauen keine Militär- und Feuerwehrdienste leisten und daher auch minderen öffentlichen Rechtes sein müssten! Die Frau erscheint vielen als von der Natur zur Fortpflanzung des Menschengeschlechtes allein bestimmt und befähigt. Hieraus ergibt sich u. a. auch die untergeordnete Stellung, die nach Ansicht Napoleons I. und vieler neuer Theoretiker oder Leuten, die überhaupt dem öffentlichen Leben fern stehen, der Frau zuzuweisen sei und anderseits zum Teil die angesehenere Stellung der Frau in den mit Söldnerarmeen und Berufsfeuerwehren ausgerüsteten Ländern Nordamerika und England. Allerdings sind in diesem Jahrhundert andere Eigenschaften zur Berechnung der Menschenwürde massgebend geworden. Der demo-

kratische Staat lässt früher gestellte Fragen, ob Frauen überhaupt Menschen seien nicht mehr zu, die Notwendigkeit, die Frauen erwerbend zu beschäftigen, geht, abgesehen von der Verwendbarkeit derselben, namentlich aus dem Umstande hervor, dass auch bei uns mehr weibliche Personen als solche männlichen Geschlechtes existieren. Der Prozentsatz zu ungunsten der Männer ist noch im Wachsen begriffen. Man zählte in der Schweiz:

1850	auf 100 Frauen	98 Männer	
1860	„ 100	„ 97	„
1870/80	„ 100	„ 96	„
1888	„ 100	„ 94	„

Die Frau ist nunmehr als selbständiges Lebewesen anerkannt, ihr Erwerb im allgemeinen auch als berechtigt angesehen; die Frage ist nur, *wie weit* will man sie ungehindert gewähren lassen. Für die neuere Frauenbewegung in den germanischen Ländern ist es bezeichnend, dass sie seit ihrem Anfang — 1848 — bis in die neueste Zeit sich durchaus auf dem Boden der Erwerbsfrage stellte. Zu den Grundsätzen, die in der stürmischen Zeit von 1848 geltend gemacht wurden, gehörte auch der: „Die Frau ist zu allem berechtigt, zu dem sie befähigt ist.“ Nun entstand die Frage: Zu was ist sie befähigt? Jahrzehnte streitet man sich auf Grund philosophischer Betrachtungen, historischer Ueberlieferungen und Vorurteilen, konfessioneller und anderer Grundsätze, man wog die männlichen und weiblichen Gehirnmassen gegen einander ab und siehe, das Ergebnis war besonders da zu ungunsten der Frau, wo man schon von Anfang an mit dem Vorurteil der Ueberlieferung an das Studium herantrat. Ein anderer Grundsatz, der allen Ernstes aufgestellt wurde, ist: „Die Frauen sollen alles thun, was ohne sie nicht gethan werden kann!“ Hierbei hat der betreffende Autor, abgesehen von der Unhaltbarkeit der Forderung überhaupt, gewiss nicht an die Zweischneidigkeit dieses Prinzipes gedacht, denn auf das männliche Geschlecht angewandt, ist doch die Frage ebenfalls zu stellen erlaubt! Frauen haben aber ganze Völker geschickt regiert und überhaupt auf manchem Gebiet Ebenbürtiges geleistet! Andere Theorien, meist von Angehörigen der gelehrten Stände aufgestellt, versagen dem Weibe nicht die Arbeit in der Industrie, der Landwirtschaft, in den Spitälern oder bei sonstiger harter Arbeit, dagegen soll sie sich nicht der eigentlichen Geistesarbeit, der Wissenschaft, auch nicht der bildenden Kunst widmen dürfen. Man beruft sich dabei auf die Vergangenheit, die auf den verschiedensten einschlägigen Gebieten keine oder nicht sehr grosse Leistungen der Frauen aufweise. Als ob besonders mit Rücksicht auf die allgemeine Stellung der Frau in der frühern und teilweise neuesten Zeit dies schon ein ausgiebiger Beweis in einer so wichtigen Frage sein könnte! Und wenn es wirklich

so wäre, dann würde es höchstens zeigen, dass die Frauen *anders* beanlagt sind.

Bis heute sind die meisten höheren und vorbereitenden Lehranstalten der Wissenschaft und Kunst den Frauen in Europa nicht oder erst seit verhältnismässig kürzer Zeit zugänglich. Vorurteile und Schwierigkeiten mannigfacher Art hielten die befähigten Frauen zurück. Ist die Befähigung eines Geschlechtes zu einer Berufsart aber überhaupt erst durch die Leistung einiger Koryphäen bedingt? Könnte man nicht mit dem gleichen Grunde ganzen Kulturvölkern das Recht bestreiten, auf diesem oder jenem Gebiete höherer menschlicher Bethätigung Bildungsgelegenheiten zu schaffen, da keine nennenswerten höchsten Leistungen durch einen oder einige der Ihrigen zu verzeichnen sind? Ist zur Ausübung wissenschaftlicher Berufsarten als Arzt, Jurist, Philologe, Geistlicher, Chemiker oder Apotheker wirklich die höchste wissenschaftliche Erkenntnis notwendig? Wie schlimm wäre es dann auch mit der grossen Zahl unserer männlichen sogenannten Gelehrten bestellt! Unlängst wurde in einer Schrift, welche die Frauen in der Philosophie behandelte, gesagt, dass den Frauen die philosophische Ader abgehe, da die Geschichte nur belanglose Beispiele ihres einschlägigen Könnens zeige. Gesetzt, es sei den Frauen, in einzelnen griechischen Philosophenschulen und an den italienischen Universitäten des Mittelalters nicht möglich gewesen, ihre Leistungen über diejenigen ihrer männlichen Kollegen zu erhöhen, was übrigens noch sehr bestritten werden kann, so würde die verfochtene Thatsache immerhin erst zeigen, dass *damals* allem Anscheine nach die betreffenden Frauen anders beanlagt zu sein schienen als ihre Kollegen. Nehmen wir die neuere Geschichte zur Hand und suchen nach Frauen, die, wenn auch nicht gerade neue akademisch-philosophische Schulen gegründet, dennoch in praktisch philosophierender Art die Ideen des reineren Menschentums von scholastischen Schlacken befreit haben, so finden wir in der *Stauffacherin*, die dem unentschlossenen Gatten die richtige Bahn zeigte, in *Hariett Beecher Stowe*, der Urheberin der südamerikanischen Sklavenbefreiung, den verschiedenen englischen Frauen, welche in andern Erdteilen mit gleichem Ziel vorgingen, in *Mary Walstoncraft*, *Miss Fry*, *Lady Chistolm* und anderen Frauen, welche eine totale Umgestaltung des englischen Gefängniswesens mit zäher Energie durchsetzten, in *Josephine Butler* eine Dame, die es fertig brachte, dass nicht nur in England die staatliche Duldung der Prostitution abgeschafft, sondern ein grosser, kräftiger, internationaler Bund entstand, der diesen Schandfleck unserer „männlichen“ Kultur auszumerzen oder doch in menschenwürdigere Bahnen zu lenken sucht und vielfach hierin gesiegt hat. Waren es etwa unsere männlichen Philosophen, die es wagten, energisch gegen die Kriegsseuche des männlichen Geschlechtes aufzutreten

oder ist es nicht Frau *Suttner* gewesen, welche der allgemeinen Friedensidee in so intensiver Weise allgemeine Beachtung verschuf? Der Menschheit ist durch die benannten Bestrebungen gross beanlagter Frauen mehr Heil, unsere Kultur gewiss mindestens ebensoviel vorwärts gebracht worden, als durch manch wissenschaftlich-philosophisches Gedankengebäude, das von andern Denkern jeweilen wieder über den Haufen geworfen worden ist!

Eigenartig ist auch oft das Raisonnement der Verteidiger der männlichen Ausschliesslichkeit. Ein bedeutender Mediziner, der übrigens *nie* Studentinnen in seinem Kolleg oder bei seiner praktischen Demonstration am Krankenbette sah, spricht den Frauen die Befähigung nicht nur, sondern auch namentlich mit Rücksicht auf die Schamhaftigkeit des weiblichen Wesens die Wünschbarkeit ihrer Bethätigung als Arzt ab, schlägt aber zu gleicher Zeit den Beruf als *Krankenpflegerin* als durchaus mit dem Wesen des Weibes übereinstimmend, vor! Als ob dieser Beruf mit Bezug auf die Verletzung der weiblichen Schamhaftigkeit nicht viel unangenehmer und körperlich auch anstrengender wäre als z. B. der Beruf einer Frauen- und Kinderärztin, von dem Umstände nicht zu reden, dass Frauen zweifellos lieber für sich einen weiblichen Arzt und bei ihren, besonders den kleinen Kindern, häufig eher einem weiblichen, als einem männlichen Wesen ihr Vertrauen schenken?

Ein weiteres Argument für die Minderbegabung der Frau ist dasjenige der geringen Produktivität in Erfindungen aller Art. Nun muss hier gesagt werden, dass Erfindungen heutzutage nicht mehr durch Zufall, sondern auf Grund technischer Studien aller Art gemacht werden. Diese technischen Kenntnisse erwirbt sich der *Mann* in den Speciallehranstalten, oder in der Praxis der mannigfachen Berufsarten, die den Frauen nicht zugänglich sind. Besonders das Fach der Mechanik und alle jene Berufsarten, die sich auf chemische oder mechanische, optische und sonstige physikalische Kenntnisse stützen, sind, weil erst in diesem Jahrhundert wesentlich entwickelt, weitaus am meisten zu Patenterhebungen geeignet, während die den Frauen hauptsächlich zugänglichen grossen Konfektionsbranchen dem Erfindungsgeist weit weniger Spielraum lassen. Auch hat die Industrie — wie in der Textilbranche — die Frauen mehr als Werkzeuge benützt, die Automaten verzweifelt ähnlich sind und eine freie geistige Thätigkeit ausschliessen.

*Aber alle diese falschen Argumente der Gegner reichen in ihrer Schädlichkeit im entferntesten nicht an jenes heran, das von Millionen ebenso gedankenlos ausgesprochen, als widersinnig verteidigt wird — der Grundsatz nämlich: „Die Frau gehört ausschliesslich ins Haus.“*

Sicher ist und daran wird niemand zweifeln wollen, dass die schönste Form menschlichen Zusammenlebens die harmonisch



gestaltete *Einehe* ist, in der Mann und Frau in herzlicher Zuneigung neben und mit einander durchs Leben gehen, wo jedes sein Glück in demjenigen des andern sieht, wo Nahrungsfragen dringender Art, Krankheit und Not fern bleiben und wo eine Kinderschar zu nützlichen Gliedern der Gesellschaft erzogen, Zeugnis von dem vollkommenen Verhältnis im Elternhause ablegt. Allein sprechen die Umstände im heutigen socialen Leben dafür, dass dieser ideale Zustand allgemein möglich sei? Kann man der Frau das Selbstbestimmungsrecht rauben, zu entscheiden, ob sie ledig bleiben will oder nicht? — Kaum! Und wenn mit der Begründung, die Frau soll sich verheiraten, gewisse Zweige des Erwerbs ihr vorenthalten werden, so sollte logischerweise auch der Staat für jede, die dies begehrt, einen Ehekandidaten garantieren, der für sie stetsfort sorgt. Wie soll überhaupt bei 228,532 Frauen und 201,800 Männern in der Schweiz eine jede Frau sich verheiraten? Die meisten europäischen Staaten haben ähnliche Zahlen. Ist es wirklich wünschenswert, dass bei der notorischen Ueberbevölkerung in Europa die Zahl der Ehen noch gesteigert werde? Folgende statistische Angaben beleuchten die Frage noch besser.

Die Schweiz zählte 1888

auf 1000 heiratsfähige Männer (d. h. über 18 Jahre) 539 Verheiratete,

auf 1000 heiratsfähige Frauen (d. h. über 16 Jahre) 464 Verheiratete.

Im ganzen wurden gezählt: 57,654 Witwer und 131,943 Witwen.

Hieraus geht hervor, dass die Witwen sich weit weniger — sagen wir verheiraten können, als dies den Witwern möglich ist. Ein ähnliches Zahlenverhältnis besteht zwischen 4,117 geschiedenen Männern und 7,638 geschiedenen Frauen, die sich nicht mehr verheiratet haben.

Ich glaube mit Bestimmtheit annehmen zu können, dass sich die meisten Frauen in irgend einem Zeitpunkt ihres Lebens gern verheiraten wollten, aber mancherlei Umstände halten sie ab. Man glaubte auch vor Einführung der Bundesverfassung von 1874 und des daraus fortfließenden eidgenössischen Gesetzes über Civilstand und Ehe, wodurch alle bisherigen formellen Schwierigkeiten, die man der Eheschliessung besonders in einigen Kantonen entgegenstellte, dahinfielen, dass eine Steigerung der Zahl der Ehen im Verhältnis zur Bevölkerungsvermehrung eintrete, allein dies ist absolut nicht der Fall gewesen. Richtig dagegen ist, dass die Lebenshaltung für eine Familie schwieriger wird, auch die Ansprüche durch die entwickelte Demokratie sich steigern, der Erwerb sich vielfach auf die Städte konzentriert, wo Wohnungsnot und manches andere die Gründung einer Familie erschweren. Leider muss es auch gesagt werden, dass

besonders in Städten der Beispiele erschreckend viele sind, wo junge, gesunde Frauen schon kurz nach ihrer Verheiratung einem Siechtum verfallen, dessen Ursachen in den Ausschweifungen ihrer Ehemänner vor und leider auch während der Ehe zu suchen ist. Der Staat und seine Dienerinnen machen ihm dies oft so leicht! Unsere Frauenärzte zählen die jährlichen Opfer nicht nach vereinzelt Fällen. Solche Beispiele wirken abschreckend auf Eltern heiratsfähiger Töchter und auf diese selbst, die es dann vorziehen, eine Selbständigkeit zu suchen, welche sie vor solchen Gefahren schützt. Wenn unsere Civilgesetzgebung der Frau eine so untergeordnete Stelle in der Familie mit Bezug auf ihr Vermögen, die Erziehung, eventuell das Eigentum der Kinder bei der Scheidung einräumt, so ist auch dies gewiss dazu angetan, dass viele, welche die Ehe nicht als blosse Versorgung anschauen, vorsichtig sind, ehe sie ihren sicheren Boden mit einem eventuell zweifelhaften vertauschen. Solche Zustände vermehren die mehr als zahlreich sich findenden Konkubinatsverhältnisse, die besonders mit Rücksicht auf daraus entspringende Nachkommenschaft und deren Fürsorge sehr zu beklagen sind.

Wird eine Ehe unglücklicher oder muss sie so werden, wenn eine Frau von Jugend auf in voller Gleichberechtigung mit dem Manne erzogen und auch vor der Ehe vielleicht eine selbständige Stellung gehabt hat? Durchaus nicht! Füllt die Thätigkeit für das Hauswesen die Zeit und die Begabung der Frau vollständig aus? Soll eine begabte Frau trotz ihrer Talente sich mit untergeordneten häuslichen Arbeiten den ganzen Tag befassen, während sie dies nur beaufsichtigend durch andere thun lassen und sich Lukrativerem zuwenden kann? Hierüber kann kein grosser Meinungsunterschied entstehen. Allerdings muss auf dem Gebiete der Erziehung und des Ehelebens noch manches anders werden, ehe dieser Zustand im Interesse unserer Kultur erreicht sein wird. *Die Frau muss die Gefährtin, nicht die Untergebene des Mannes, das Mädchen muss nicht als das minderwertige Geschöpf dem Knaben gegenübergestellt werden!*

Die Mädchen müssen nicht um jeden Preis heiraten wollen, ohne die Sache allseitig geprüft zu haben und sie müssen ihre kostbare Zeit vom 14.—18. Jahre nicht unthätig mit allen Tändeleien versäumen, sie sollen ihr Wissen und Können individuell verschieden konzentrieren. — Es muss gesucht werden, auch die Lehrtöchterverhältnisse der Minderbemittelten noch besser zu gestalten, damit sie nicht nötig haben, Jahre lang eintönige untergeordnete Handreichungen zu leisten, die sie nur für wenige Jahre versorgen und die es nicht ermöglichen, einen eigentlichen Beruf zu erlernen.

Allerdings urteilt die Praxis oft anders als die Theorie Einzelner, allein der Förderung von Fraueninteressen stehen der benannten Vorurteile doch noch zu viele im Wege, weshalb immer wieder dagegen angekämpft werden muss. Selbständig erwerbende Frauen sind beim Eingehen einer Ehe nicht so verschmäht, wie auch die Thatsache sich als richtig erweist, dass zur Selbständigkeit erzogene Frauen keine schlechten Mütter oder herrschsüchtige Gattinnen sein müssen. Wie wichtig ist es gerade für die Erziehung der Kinder, wenn die Mutter, welche sich im Hause am meisten mit ihnen abgeben muss, selbständig erzogen und deshalb selbständig zu handeln im Stande ist!

Bei der Jugenderziehung kann zum Voraus nicht gesehen werden, ob eine Tochter sich später verheiratet oder nicht, ob sie gezwungen oder nicht, in die Lage kommen wird, für sich und die Ihrigen sorgen zu müssen; daher muss die Mädchen-erziehung darauf hinausgehen, eine doppelte Aufgabe ins Auge zu fassen, *eine Heranbildung fürs Haus und eine Entwicklung der individuellen Eigenschaften nach einer Selbständigkeit hin*. Dies ist sehr wohl thunlich, um so mehr, da die Führung des Hauswesens gegen früher so viel einfacher geworden ist. Die Industrie bringt jedes Jahr der zeit- und geldersparenden Neuerungen genug, welche darauf hinausgehen, die Bereitung der Speisen, die Herstellung der Kleidung und die Schaffung von Feuer und Licht zu vereinfachen. Und wird nicht eine selbständig erzogene Person sich leichter in den Geschäften des Hauswesens einleben, sie richtiger überblicken können als jemand, der einseitig in alter Väter Sitte die Sache erlernt und dessen Horizont nicht weiter geht, als die engen vier Wände, in denen er Zeit seines Lebens eingesperrt war?

Ich gebe zu, dass Frauen *anders* sind als die Männer, aber ich bestreite, dass sie kraft ihrer Anlagen minderen Wertes sein sollen. Wenn wir die Examen vergleichen, welche Mädchen gegenüber Knaben bestanden, so ist nichts zu ungunsten der Mädchen zu konstatieren, wobei in Berücksichtigung fallen kann, dass bis jetzt meist nur beanlagte Mädchen sich dem Studium widmeten. Als Aerzte und Lehrer haben sie sich ebenbürtig gezeigt. In der Industrie sind mancherlei Branchen, in denen sie arbeitet gleich dem Manne, viele, in denen sie auch weniger verrichten kann, besonders da, wo ihr die körperliche Kraft, welche momentan wirken muss, abgeht. In der Beharrlichkeit und Genauigkeit, Pflichttreue ist sie dem Manne zum Mindesten gleich und sie ist ihm im allgemeinen meist überlegen an Mitleid, sittlicher Empfindung, Geduld, Geschmack, Farbensinn, feinerer Fingerfertigkeit, Schlagfertigkeit, Nüchternheit, Ehrlichkeit (wie die Verbrecherstatistiken überall ergeben; auch als Kassabeamtinnen sind sie weniger reiselustig befunden wor-



den). Sie sind beweglicher und höflicher im öffentlichen Verkehr und im Expeditionsdienst gewissenhafter. Dagegen ging ihnen bis jetzt oft der weitere Blick, wohl als Folge engherziger Erziehung, ab.

Welch grosser Nachteil für unsere Kultur, wenn diese herrlichen Eigenschaften nicht so viel als möglich entwickelt und ausgenützt würden! Auch für die Förderung der Sittlichkeit wäre die Selbständigkeit des weiblichen Geschlechtes und dessen Beeinflussung der öffentlichen Zustände von grossem Vorteile. Erstens würden viele solche unglückliche Geschöpfe, die aus Mangel besserer Erziehung ihr sittliches Bewusstsein verkümmerten, mehr Selbstachtung erhalten, die Männer würden die Frauen mehr achten und schliesslich hätten wir nicht die traurige Thatsache für unser Zeitalter zu notieren, dass Frauen aus Mangel an Bildung und Erwerbsfähigkeit sich der Prostitution in die Hände liefern müssten. Jetzt hat der Satz vollständige Berechtigung: die wirtschaftliche Abhängigkeit macht das Weib sittlich unfrei.

Mag man die Frage nach allen Seiten untersuchen, man kann keinerlei Berechtigung finden, warum man die Frauen von Bildungsgelegenheiten und Erwerbsthätigkeiten zurückhalten soll. Leider ist unsere historische Ueberlieferung, unsere durch sie viel zu viel beeinträchtigte Meinung an den Vorurteilen schuld, welche sich der weiblichen Thätigkeit in den Weg stellen. Wird der Einwand gebraucht mit Rücksicht auf die *Konkurrenz*, welche die Frauenarbeit den Männern mache, sei erstere zu bekämpfen, so lassen sich für diese Meinung nur mildernde Umstände dann anführen, wenn die Frauenarbeit minder bezahlt als diejenige der Männer wird und dadurch eine Art „Schmutzkonkurrenz“ entsteht; sonst ist es ein *krasser Egoismus*, welcher den Frauen geradezu die Existenzberechtigung abspricht. Allein man suche dann lieber die Verhältnisse so zu ändern, dass die Löhne und Gehälter ausgeglichen werden und dies kann namentlich geschehen, wenn die Frauen sich ebenfalls nach Berufsgruppen organisieren und die öffentliche Meinung — wie beim Konfektionsstreik in Berlin — sich auf die Seite der Unglücklichen stellt. *Im übrigen lasse man, nachdem man den Frauen alle Bildungsgelegenheiten allgemeiner und beruflicher Art gegeben, die freie Konkurrenz entscheiden, ob Frauenarbeit besser sei oder nicht.* Die Praxis wird diese müssige Frage von selbst entscheiden. Grundsatz sei, dass die gebildete Mutter ein grösserer Segen für die Familie und das Staatswesen ist als die verbildete oder mangelhaft und einseitig erzogene, und das selbständige berufstüchtige Mädchen ihren Angehörigen und der Allgemeinheit, jedenfalls auch sich selbst gegenüber günstiger stellt als die zeitlebens unterstützungsbedürftige „Tante“, die selten einen ernsteren Lebenszweck erfüllt, wenn ihr einziger



Wunsch, in der Ehe ihre Versorgung zu erhalten, nicht in Erfüllung gegangen ist.

Hierbei ist es auch gar nicht nötig, dass man recht viele Gebiete aussucht, wo die Frauen genau das machen sollen, was der Mann thut. Nachstehende praktischen Vorschläge bezwecken hauptsächlich diejenigen Gebiete zu bezeichnen, auf denen bei uns die Frauen noch mehr oder überhaupt erwerbend sein können. Allerdings entscheiden bei der Durchführung der Vorschläge örtliche und andere Verhältnisse, weshalb in Details hier nicht eingetreten werden kann.

### Praktische Vorschläge.

I. „Es erscheint zweckmässig, dass in der *Landwirtschaft* der Kultur des Obstes und namentlich des Zwergobstes, der Geflügel- und der *Blumenzucht* zu Erwerbs- und nicht nur zu Liebhaberszwecken mehr Eingang verschafft würde. Auch der rationelle *Gemüsebau* wäre besonders zur Versorgung grösserer Orte noch sehr entwicklungsfähig bei uns. Zur Förderung der *Konservenfabrikation* sind Gemeindedörren für allseitigen Gebrauch zur Verfügung zu halten, wie dies auch in andern Staaten geschieht. Die Anlage ist für den Einzelnen zu teuer.“

II. „Es sind *Buchhaltungskurse* für Frauen und Töchter der Landwirte einzuführen und überhaupt ist bei den landwirtschaftlichen Winterschulen und Spezialkursen auch die weibliche Bevölkerung mehr herbeizuziehen.“

Die Kenntnis der einfachen Buchhaltung und ihre Grundsätze mangelt häufig im Bauernstand. Die Frauen könnten sich dieses Zweiges sehr wohl annehmen. Kurse hierin in Verbindung mit den landwirtschaftlichen Winterschulen wären gewiss sehr angebracht. Von hier aus könnte allerdings auch zu andern Jahreszeiten für Zwergobstkultur, Geflügel-, Blumen- und Gemüsebau noch mehr oder vielleicht überhaupt etwas geschehen.

III. „In der *Hausindustrie* und namentlich bei den kleinern Industriezweigen, auch bei landwirtschaftlichen Produkten ist eine rationellere *Verkaufsvermittlung* in den meisten Fällen sehr wünschbar. Dieselbe kann nach dem Vorbilde anderer Länder in dem Sinne organisiert werden, dass *gemeinschaftliche Verkaufslokale* auf genossenschaftlicher Basis errichtet werden, die aber nicht den Charakter der Armenunterstützung haben dürfen, sondern sich selbst erhalten müssen.“

Bei uns ist die Vermittlung der in hausindustrieller Art gefertigten Arbeiten recht irrational. Entweder wird, wie an anderer Stelle in diesem Bericht gezeigt worden, in Ladengeschäfte gearbeitet und ein Lohn gezahlt, der in keinem Verhältnis zur Arbeit steht und nicht hinreicht, um bei 10—12-

stündiger Arbeit auch nur das Notwendigste zum Lebensunterhalt zu bestreiten, oder die Waren werden an der Arbeitsstätte von Händlern aufgekauft, wobei die Notlage der Arbeiterinnen und ihre Unkenntnisse mit Bezug auf kaufmännische Verhältnisse sehr zu ihren Ungunsten ausgebeutet werden. Da sind die Zwischenhändler, durch deren Hände das Produkt geht, sie ziehen den Gewinn aus der Arbeit, und werden auf Kosten der Arbeiterin ernährt. Die ganze Frage kann hier nicht in alle Details besprochen werden, <sup>1)</sup> allein so viel kann gesagt werden, dass wenn wir an verschiedenen, namentlich grösseren Orten etwas in dem oben angedeuteten Sinne durchführen würden, ein grosser Segen für viele Frauen geschaffen werden könnte, ohne dass die Artikel verteuert würden. Wenn noch eine rationelle Material- eventuell Maschinenlieferung hinzutritt, so könnte die wohlthätige Wirkung noch vermehrt werden. Die gegenwärtig bestehenden Absatzvermittlungsinstitutionen sind durchweg mehr auf gemeinnützig-almosenartigem Charakter aufgebaut und das sollte, wenn allgemein Nutzen gestiftet werden will, vermieden werden.

IV. „Die *Stellenvermittlung*, sowohl in den industriellen als auch in den Berufen mit persönlicher Dienstleistung ist überall, namentlich da, wo sie in durchaus privater Weise organisiert ist, der staatlichen Aufsicht zu unterstellen und es sind gemeinnützige, oder auf genossenschaftlicher Basis beruhende Institute noch weiter zu errichten, wenn nicht öffentliche Institute den gleichen Zweck erfüllen.“

In den privaten Stellenvermittlungsbureaux liegt für die weibliche arbeitende Bevölkerung die grösste Gefahr. Tausende von Mädchen werden auf dem europäischen Kontinent alljährlich durch solche Anstalten und zu unsittlichen Zwecken zu Grunde gerichtet, indem sie ins Ausland, sehr häufig nach dem Orient, oder nach überseeischen Ländern verschachert werden. Himmelschreiend sind die Thatsachen, welche durch die Konsule bestätigt werden, die je nach der Gesetzgebung des betr. Landes dem namenlosen Elend oft machtlos gegenüberstehen. Auf heimischem Boden ist die Bestrafung schwierig, da die Bedingungen für ein Verbrechen hier formell fehlen, oder die Beweise nur schwer beizubringen sind. Bekannt ist das Konkordat, namentlich der welschen Kantone, welches eine Organisation repräsentiert, die mit Hülfe der schweizerischen Konsule im Ausland ihre landesangehörigen Mädchen, die sich zum Zwecke

---

<sup>1)</sup> Siehe hierüber auch die Zusammenstellungen über schweizerische Hausindustrien und Frauenarbeiten, welche unter Mitwirkung von einer Anzahl Sachverständigen bei Anlass der Schweiz. Spezialausstellung 1894 mit der kantonalen Gewerbeausstellung Zürich vom Verfasser im Schlussbericht der betreffenden Ausstellung gemacht wurden.

des Verdienstes ins Ausland begeben, thunlichst zu schützen sucht. Dieses Konkordat sollte zur schweizerischen Institution überhaupt werden. Ebenso bekannt dürfte die Organisation der „Freundinnen junger Mädchen“ sein, die an allen grössern Bahnhöfen der Schweiz jeweilen bei Ankunft der Züge mit einem besondern Kennzeichen versehene Frauen aufstellen, welche die ankommenden Mädchen und Frauen mit Rat unterstützen und sie, wenn gewünscht, in die meist mit dieser Einrichtung verbundenen „Marthahäuser“ oder sonstige anständige Logisorte bringen, mit denen in der Regel noch Stellenvermittlung verbunden ist. Einige Bahnverwaltungen haben es erlaubt, dass in ihren Wagen die Warnungstafeln für Mädchen angebracht und zugleich die Adressen in denjenigen Städten des In- und Auslandes verzeichnet sind, wo den Mädchen bei ihrer Ankunft unentgeltlich Beistand geleistet wird. Aber auch in den Stellenvermittlungsbureaux, wo zu unsittlichen Zwecken eine Vermittlung nicht stattfindet, werden von den Arbeitssuchenden bei wirklichem Stellenzuweis Entschädigungen gefordert, die etwa einen Monatsgehalt oder mehr ausmachen! Nicht selten geschieht es auch, dass Pension mit dem Stellenvermittlungsbureau verbunden ist und dass Mädchen, so lange sie noch Geldmittel besitzen, oder ihre Effekten als Faustpfand noch Geldwert repräsentieren, gar nicht zur Vermittlung einer Stelle kommen. Muss dann der erste Gehalt abgegeben, ferner die Zahlung der Pensionsschuld, die Einlösung des Koffers erst stattfinden, ehe die Person sich wieder finanziell frei fühlt, so kann gar mancher Monat verstreichen.

V. „Als Ergänzung zum Fabrikgesetz sollten bis zum Erlasse einer *Schweiz. Gewerbeordnung* in allen Kantonen, nicht nur vereinzelt — wie es jetzt der Fall ist — *Gesetze zum Schutze der Arbeiterinnen und Lehrtöchter* in kleinen Betrieben erlassen werden. Die Lehrtöchter sind, wie die Lehrlinge in sämtlichen Prüfungskreisen des Schweiz. Gewerbevereins zu prüfen und das Obligatorium dieser Prüfungen ist vorderhand auf kantonalem Boden anzustreben.

„Es sind wie in anderen Ländern *Fabrikinspektorinnen* als Ergänzung der Thätigkeit der Fabrikinspektoren zu ernennen.“

So sehr unser Fabrikgesetz im Anfang bekämpft und namentlich infolge seiner Ausdehnung auf kleinere Betriebe, mit Recht kritisiert werden ist, so wird doch wohl nur ein kleiner Teil unserer Bevölkerung dessen gänzliche Beseitigung befürworten. Zweifellos hat das Gesetz seine Unannehmlichkeiten beim internationalen Handel, da unsere Fabrikanten gegenüber denjenigen in anderen Ländern im Nachteil sind, welche die einschränkenden Bestimmungen nicht haben, eine schrankenlose Ausbeutung menschlicher Kraft, somit billigere Produktion leichter



möglich ist. Dagegen kann nicht geleugnet werden, dass das Gesetz, abgesehen von seiner humanen Tendenz, gleichmässige Arbeitsbedingungen, also auch gesündere Grundsätze für die Produktionsberechnung anbahnte, nur sollen dieselben auf *internationaler Grundlage* gesucht werden. Anläufe hiezu wurden namentlich von unserm Lande aus gemacht. Vieles ist seit einem Jahrzehnt, auch in Amerika, dem Lande des entwickeltsten „laissez faire, laissez aller“, geschehen; allein eine Wiederaufnahme der internationalen Verhandlungen wäre gewiss am Platze. *Kaum wäre ein Zeitpunkt günstiger als die Weltausstellung in Paris 1900.* Da sollte unser Bundesrat einsetzen und die französische Regierung ersuchen die Sache an die Hand zu nehmen, bezw. die Ausstellungsleitung sollte sich der Frage mit Energie bemächtigen. Unser Komitee, welches sich im Anschluss an den Kongress bildet, könnte in diesem Sinne beim Bundesrat vorstellig werden. Wenn zu gleicher Zeit die Parlamentarier der einzelnen Länder in gleicher Weise ihren Einfluss geltend machen, so wird die Konferenz gesichert sein. Die Förderung der Frauen- und der Kinderarbeit wird sich allgemeiner gestalten, und wenn der Erfolg sicher ist, was nach der Entwicklungsgeschichte der socialen Gesetzgebung nicht ausbleiben kann, so wird auch unser Land auf dem internationalen Boden konkurrenzfähiger werden.

Seitdem Basel 1884 den Anfang machte haben nunmehr auch eine Reihe anderer Kantone schützende Bestimmungen getroffen oder solche in Beratung, welche alle diejenigen industriellen Betriebe (oder auch Wirtschaften) mit weiblicher Bedienung oder Kinderbeschäftigung, die nicht unter das Fabrikgesetz fallen, in sich schliessen. Sowohl das eidgenössische, als auch die kantonalen Gesetze haben u. a. Bestimmungen über Arbeitszeit, Lohnauszahlung, Fabrikanlagen, besonders auch in gesundheitlicher Hinsicht, Kinderbeschäftigung, Wöchnerinnenschutz etc. In andern Ländern hat man nun logischerweise für sogenannte notorisch weibliche Industriezweige oder überhaupt für die Arbeiterinnen *Inspektorinnen* in Funktion treten lassen, welche naturgemäss den Frauen gegenüber gewiss besser die Verhältnisse prüfen und zweckentsprechende Vorschläge machen können, als dies jemals den Inspektoren möglich ist. Hier sollte das permanente Komitee ebenfalls seine Bemühungen einsetzen, die in Verbindung mit andern Kreisen gewiss erfolgreich sein könnten. Es liegt bei uns sicher nicht am Mangel an Entgegenkommen bei den Behörden, sondern jeweilen an der richtigen Darstellung des Bedürfnisses und an deren konsequenter Verfolgung.

Was die *Lehrfächerprüfungen* des schweiz. Gewerbevereins betrifft, welche in Zürich angeregt, 1884 eingeführt wurden, so ist ihre Abhaltung nunmehr allen Sektionen zur Pflicht gemacht.



VI. „Stipendien zum Besuche von *Fachschulen* sind den Lehrtöchtern und Arbeiterinnen ebenfalls zugänglich zu machen. *Spezialkurse* aller Art für geeignet erscheinende Industriezweige sollten speziell auch durch unsere Gewerbemuseen interkantonal inszeniert und in den Städten noch erweitert werden. Die gewerblichen Fortbildungsschulen müssen auch für die Lehrtöchter geöffnet und wenn nötig müssen auch an diesen Orten Spezialkurse errichtet werden. Für Meisterfrauen und Lehrtöchter sind besonders auch *Buchhaltungskurse* einzuführen.“

VII. Der *Handel* beschäftigt zwar heute schon eine grosse Anzahl von Frauen, allein nicht überall wird ihnen die gleiche Ausbildung ermöglicht wie den Männern, daher auch die teilweise geringere Leistung und Bezahlung, sowie die Klage über schädliche Konkurrenz. Die kaufmännischen Lehrlingsprüfungen sind auch den Frauen zu eröffnen.“

„In *handelsrechtlicher Beziehung* sollten die Beschränkungen, welche nur eine Folge des Geschlechtes sind, fallen. (Ausschluss bei Vertretung vor Gericht, oder bei der Teilnahme an Gewerbe- und Handelsgerichten, kantonale Beschränkungen in der freien Ausübung von Handelsgeschäften seitens der Ehefrauen etc.)“

Im Gewerbestand kann die Befähigung der Frauen zur Führung der Bücher oft nur von Nutzen sein, denn die Meister, welche entweder in der Werkstätte stetsfort beschäftigt, oder auf Reisen, bei der Beaufsichtigung von Arbeitern ausserhalb des Hauses sind, sie können sich der genauen Notierung der Geschäftsvorgänge, der Korrespondenz, sowie der pünktlichen Rechnungsstellung manchmal nicht so widmen, wie es im Interesse der Geschäftsführung liegt. Besonders Frankreich zeigt, wie nützlich die Frauen im sogenannten Mittelstand durch thatkräftige Beteiligung im Geschäfte wirken können.

Der Handel beschäftigt 49,669 Frauen und 36,622 Männer in der Schweiz, es liegen also keine Gründe vor ihnen die kaufmännische Bildung zu versagen. Neuerdings hat man Spezialklassen oder Abteilungen, insbesondere an den höhern Mädchenschulen geschaffen, allein die vom Bunde subventionierten kaufmännischen Lehrlingsprüfungen und die Kurse des kaufmännischen Vereins lassen Frauen nicht zu. Hier liegt eine Ungerechtigkeit, die sich namentlich mit Rücksicht auf die Bundessubvention keineswegs rechtfertigen lässt. Ausser eigentlicher Konkurrenzfurcht, welche weiter oben beleuchtet wurde, kann kaum ein Motiv hier massgebend sein. Allein damit wird die Konkurrenz der Frauen nicht zurückgehalten, sondern die billige Arbeitskraft bei vielleicht etwas minder guter Leistung nur noch mehr zu einer *unangenehmen* Konkurrenz gesteigert. Wenn Frauen selbständig Handelsgeschäfte führen, Geschäfte

rechtsgültig abschliessen können, dafür Steuern zahlen müssen, so ist doch kein Grund vorhanden, sie von Vertretung im Gericht, von der Teilnahme an Handels- und Gewerbeberichten fern zu halten. Auch die Beschränkung des Handels der Ehefrau ist nicht ganz am Platze, da Chikanen mannigfacher Art seitens des Ehemannes eventuell sehr misslich für Frau und Kinder werden können.

VII. „Mit Bezug auf die *bildende, mnsikalische und dramatische Kunst* sind meines Wissens die Frauen in Ausbildung und Erwerb gleichgestellt, dagegen dürfte das grosse künstlerische Talent der Frauen für unsere *Kunstindustrie* noch manigfache Erweiterung finden. Abgesehen davon, dass durch vermehrte künstlerische Bildung des weiblichen Geschlechtes die zur allgemeinen Kultur gehörende Kunsterziehung mächtig gefördert wird, ist es auch das Gebiet der *graphischen Künste* — Lithographie, Photographie, der photomechanischen Verfahren, welches sich für Frauen sehr gut eignete. Die in Aussicht genomene Schweiz. Anstalt für die graphischen Künste sollte besonders auch den Frauen zugänglich gemacht werden.

VIII. „In *wissenschaftlicher Hinsicht* sollten den Frauen nicht nur alle Fakultäten eröffnet, sondern ihnen auch die *nötige Vorbildung* und die *Nutzanwendung des Gelernten*, wie den Männern gewährt werden. Vor allem ist nicht einzusehen, warum man den Frauen die Ausübung öffentlich rechtlicher Funktionen nicht zugestehen will. Ebenso sind die Frauen mit genügender Bildung und Befähigung als Dozenten zuzulassen.“

Bei allen Forderungen, welche zur Besserstellung des weiblichen Geschlechtes aufgestellt werden müssen, liegt es besonders auch *an den Frauen selbst* aufklärend und anregend zu wirken. Das Gerechtigkeitsgefühl unseres Volkes wird ihnen gewiss wie bisher schrittweise ohne grosse Opposition entgegenkommen. Die Männer erkennen nicht alle den hohen Wert der Höherstellung des weiblichen Geschlechtes für unser ganzes nationales Leben und viele Frauen, denen es gut geht, sind mit dem jetzigen Stand der Dinge zufrieden. Sie bedenken nicht, welchen Schaden sie durch ihre Gleichgültigkeit oder gar ihre einseitige Beurteilung der Erwerbsfrage des weiblichen Geschlechtes zufügen. In unserem Lande erreicht aber nur derjenige etwas, der sich wehrt und die gerechten Wünsche stetsfort vorbringt bis sie befriedigt sind.

Die Frage wird im Sinne des Fortschrittes ihren Weg machen, dafür sprechen die Erfahrungen, nicht nur der letzten Jahrzehnte, sondern die Entwicklungsgeschichte der Kultur und das erwachte Rechtsbewusstsein des Volkes. Es gilt nur

die Vorurteile zu beseitigen, aufklärend zu wirken, durch Beispiele zeigen und wir werden nicht weit entfernt von einem Zeitpunkt sein, wo eine verschiedene Anlage der Frau zwar allgemein anerkannt, aber sie deswegen nicht als minderwertig noch als nicht entwicklungsfähig und berechtigt angesehen wird, eine Zeit, wo die individuellen Anlagen ohne Hemmnis sich entfalten und die Frauen für gleiche Arbeit auch den gleichen Lohn verlangen und erhalten können.



## La question du gagne-pain de la femme.<sup>1)</sup>

Par H. Roehrich, pasteur.

### I. Le problème.

Le problème de la situation économique de la femme est l'un des points, et non le moins important, de la question sociale. Il intéresse au plus haut chef la famille et la société tout entière, et il ne se poserait certainement pas, ou n'aurait pas le caractère d'acuité qu'il prend dans certains milieux, si la société au sein de laquelle nous vivons était mieux organisée.

La place normale de la femme est au foyer domestique. La famille est son milieu naturel, et tous les efforts qui tendront à la faire rester dans ce milieu et à lui permettre d'y déployer toutes ses vertus intimes, sa grâce, sa bonté, son intelligence, son énergie, tous ces efforts seront dans la bonne direction.

Si le problème se pose aujourd'hui, et d'une manière inéluctable, c'est :

1. parce que l'homme n'a souvent qu'un gagne-pain insuffisant et qu'il lui faut à tout prix un auxiliaire qui lui aide à pourvoir aux besoins domestiques ;
2. parce que beaucoup d'hommes, époux, pères, frères, sans souci des premiers intérêts de ces intérieurs qu'ils ont voulus et créés, gaspillent tout ou partie de ce gagne-pain qui revient de droit à la maison et s'entendent à merveille à absorber pour eux seuls ce qui pourrait et devrait nourrir plusieurs bouches ;
3. parce que bien des femmes, plus ou moins isolées, ont à pourvoir elles-mêmes à leur existence ;
4. parce que nos institutions de bienfaisance ont pour but et pour effet, non de guérir, mais de répondre à un besoin occasionnel.

---

<sup>1)</sup> Vu l'abondance des matières, l'auteur a dû, sur la demande qui lui en a été faite, abréger son travail. Nous ne publions *in extenso* que les chapitres II et VI qui en sont les parties les plus importantes. Les autres chapitres sont résumés.



Et quand nous disons: „le problème se pose,“ c'est que nous entendons aller au fond des choses et envisager la question dans sa large comme dans sa douloureuse réalité. Notre illustre compatriote vaudois, Ch. Secrétan, l'a dit en toute simplicité comme en toute vérité, dans son ouvrage sur „la question sociale“ :

„La question n'est pas simplement d'assurer au travailleur la pitance du lendemain, quoique, restreinte à ces termes, la tâche fût déjà bien lourde; il s'agirait de lui préparer un sort digne d'un être raisonnable et qui lui permît d'accomplir sa destination.“<sup>1)</sup>

Voilà, n'est-il pas vrai, sans en retrancher un mot, ce que nous devons vouloir.

## II. La situation.

Il importe tout d'abord que l'on se rende compte de la situation de la femme au point de vue du gagne-pain. Pour arriver à une conclusion exacte — autant que l'on peut être exact dans ce monde — il faudrait pourvoir à trois enquêtes dans toute l'étendue de la Suisse. Une première enquête serait faite auprès des patrons, ou des directeurs d'établissement, et nous donnerait le montant des salaires ou des émoluments offerts. — Une seconde enquête, faite auprès des ouvrières elles-mêmes, nous donnerait le montant des salaires reçus. — Une troisième enquête enfin concernerait ce nombre toujours trop grand de femmes qui cherchent et reçoivent le travail de divers côtés. — Ces documents n'existent malheureusement pas. Nous émettons le vœu que ce travail, qui exige de minutieuses et patientes recherches, se fasse un jour.

Malgré cette lacune dans le domaine statistique, nous pouvons néanmoins affirmer, étant données les conditions actuelles de l'existence, que la situation économique de la femme est loin d'être ce qu'elle devrait être. Il n'y a qu'à vivre un peu dans l'intimité de la masse ouvrière pour savoir à quoi s'en tenir à cet égard. Là les plaintes et les angoisses poignantes ne manquent pas, et, dans un grand nombre de cas, elles sont légitimes.

Nous ne saurions cependant nous en tenir au sentiment et nous chercherons à le justifier par trois ordres de faits.

*Premier ordre de faits.* Avant de parler des femmes qui gagnent, il est bon de dire un mot de celles qui ne gagnent rien et qui cherchent du travail. Le nombre en est plus grand qu'on ne le croit, et ce fait à lui seul jette déjà un jour bien sombre sur la situation générale. Voici quelques chiffres qui nous renseigneront à cet égard.

1) La question sociale, p. 9.

Au mois d'août 1888, la „Société pour l'étude pratique des questions sociales“ ouvrait à Genève le *Bureau du travail*, bureau qui sert d'intermédiaire entre l'offre et la demande et qui place *gratuitement* tout employé. Or, du 1<sup>er</sup> août 1888 au 31 décembre 1895, il y a eu pour les femmes, le mouvement suivant :

	Inscrites	Placées
Lingères, tailleuses, repasseuses, modistes . . . . .	386	135
Caissières et demoiselles de magasin . . . . .	234	33
Cuisinières et cuisiniers (les femmes dominant de beaucoup) . . . . .	1131	500
Femmes de chambres et valets de chambres (les femmes l'emportent de beaucoup) . . . . .	1954	401
Bonnes à tout faire . . . . .	4805	1680
Apprenties, ménagères, bonnes d'enfants . . . . .	1180	549
Laveuses, femmes de ménage . . . . .	677	340
Gouvernantes, dames de compagnie . . . . .	106	36

Et jusqu'où iraient ces chiffres, si nous consultations les bureaux de placement de tout le canton, et avec eux ceux de toute la Suisse? Voilà pourtant des milliers et des milliers de femmes qui doivent manger leurs pauvres économies, ou qui, en attendant du travail, s'il n'y a pas d'économie — ce qui est généralement le cas — doivent manger d'avance, par quelques emprunts, le pauvre gain qu'elles vont trouver!! En comptant que, dans les bureaux de placement, qui sont souvent des bureaux d'exploitation, il est prélevé en moyenne dix francs pour chaque placement procuré, notre bureau a au moins la satisfaction de se dire qu'ayant placé dans ces 7 ans 1/2, 3674 femmss, c'est 36,740 fr. qu'il a laissés dans leur poche.

*Deuxième ordre de faits.* Des statistiques partielles ont été dressées, celle entr'autres que contient la consciencieuse brochure publiée à l'occasion de notre exposition nationale sous le titre „Activité de la femme à Genève.“ Nous avons là un important document, portant sur 25,326 personnes, et nous donnant approximativement le montant du gagne-pain dans les professions diverses exercées par des femmes. — Nous distinguons ici deux classes de travailleuses: 1. Celles qui ont un traitement fixe; 2. celles qui sont rétribuées à la journée.

A la première appartiennent, outre les employées des postes, télégraphes, téléphones, les domestiques, les personnes placées comme vendeuses ou caissières dans des magasins, et toutes les fonctionnaires de l'instruction publique. Pour ces dernières, la situation faite est encore acceptable, parce qu'elle est assurée, mais qu'on n'oublie pas que les stagiaires n'ont que 250 à 400 frs. par an, et qu'il faut souvent languir bien des années avant d'arriver aux fonctions de sous-maîtresses qui sont rétribuées entre 600 et 900 frs. par an, et surtout à celles de maîtresses qui

rapportent de 700 à 1200 frs. J'ai vu plus d'une jeune fille chargée au foyer de lourdes obligations, gémissant de la longue attente à laquelle elle était soumise, avant de pouvoir arriver à une amélioration de situation. Quoiqu'il s'agisse ici de positions stables, ce qui sans contredit est un privilège, il nous semble néanmoins que, dans ce domaine, la femme, dont les études se font souvent au prix de grands sacrifices, devrait être plus encouragée encore par la situation offerte.

Dans la seconde classe de travailleuses, le sort de la femme est plus aléatoire. Ici nous avons affaire à des journées qui varient entre frs. 1. 25 et frs. 3. — Ces chiffres peuvent être dépassés dans quelques professions, par exemple, pour les tailleurse de pierres fines, pour les couturières, les giletières et les culottières, mais chacun sait que la journée de frs. 4 pour une femme est l'exception. — La grosse masse gagne donc de frs. 1. 25 à frs. 3 et le gain moyen le plus ordinaire est de frs. 2. Je le demande sérieusement; que peut-on faire avec cela, et quelle existence pénible et décolorée suppose un gagne-pain semblable?

Permettez-moi de publier ici la lettre d'une demoiselle de magasin de Lausanne, privilégiée aux yeux de beaucoup par le gain de sa journée. — Elle gagne frs. 100 par mois.

Lausanne, le 15 août 1896.

„Voici quelques détails sur ce que peut faire une demoiselle de magasin qui reçoit frs. 100 par mois. Jusqu'à maintenant, avec ce traitement-là, je n'ai jamais rien pu mettre de côté, et pourtant, l'on peut savoir mon nom et demander des renseignements, je suis, sans vouloir m'en glorifier, modeste dans ma toilette et mes dépenses. Je ne porte ni garnitures, ni fleurs, ni plumes à mes chapeaux, ni jupons blancs, afin d'avoir moins de frais comme blanchissage. Il faut payer sa chambre ou son loyer; ayant quelques meubles à moi, j'ai pris un petit appartement à un cinquième étage, frs. 21. 65 par mois. Je prends mon dîner dehors, n'ayant pas le temps de le faire, je l'emporte à la maison. Cela revient à 70 centimes par jour, et si, pour ce qui me concerne, je paie un peu moins que cela, c'est que je me contente d'une ration qui ne me suffit qu'en suppléant avec du pain à ce qui me manque en fait de légumes, ne pouvant payer davantage.“

„Le déjeuner et le goûter, je les fais moi-même; je ne prends point de vin. A mon goûter et déjeuner, je trempe du pain dans mon café; il est rare que j'achète un peu de beurre. Je fais l'entretien, l'ordre chez moi, devant balayer ma chambre, récurer ma cuisine, quand je suis rentrée de mon travail. Quand j'arrive à la maison, il est 9 heures moins un quart. Au travail depuis 7 heures du matin, il est pénible de travailler encore chez soi; il faut pourtant se raccommoier, et ayant souffert pour avoir veillé pour entretenir ma garde-robe, je donne les raccom-



modages dehors. Cela, il faut le payer. Quand on s'est acheté tantôt une robe, tantôt des souliers, ou autre, il ne me reste plus rien, et au lieu de pouvoir placer quelque chose, j'ai actuellement frs. 80 de dettes à payer. Que font donc celles qui reçoivent moins ou qui se mettent tout sur le dos? Puis, quand on ne pourra plus servir dans un magasin, que fera-t-on? Après avoir servi le public, qui recueillera celles qui n'ont ni parents, ni fortune? Dieu en prendra soin, mais par le moyen de qui?"

„Les détails ci-présents sont parfaitement véridiques; on peut avoir recours aux renseignements. Si l'on avait un peu plus de temps, des journées moins longues (pour des femmes, 11 heures de travail, tandis qu'il y a des hommes qui ont des journées beaucoup moins longues, et qui n'ont pas besoin de temps pour se raccommo-der), on parviendrait à faire tout son ouvrage soi-même, cela ferait une économie. Voilà 8 ans que je suis dans le commerce; je n'ai jamais pu mettre un sou de côté. Comment faire? Si l'on nous indiquait un secret? Oserons-nous espérer une amélioration, une ressource pour l'avenir, une demi-heure de travail de moins par jour? — Dieu le veuille!"

Un gain de frs. 100 par mois, il faut le répéter, c'est le gain du petit nombre. La majorité des demoiselles de magasin de Lausanne n'ont que de frs. 35 à 70 par mois; elles travaillent de 7 à 8 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir, et elles parlent l'allemand et l'anglais.

Et si les renseignements qui nous sont fournis sur toute espèce de profession par Genève et par Lausanne, parlent, dans la plupart des cas, de journées de frs. 1. 25, de frs. 2 au maximum, ils ne disent rien des chômages pendant lesquels il faut vivre pourtant, rien des jours de travail auxquels s'ajoutent des veillées de 2 à 3 heures, rien de l'impossibilité dans laquelle est souvent l'ouvrière de manger chez elle ou de raccommo-der elle-même ses effets, rien des exigences des magasins pour la toilette de leurs employées, rien des fournitures qu'il faut payer soi-même et que le patron ne décompte pas.

Avec tout cela, à quoi se réduit la journée de l'ouvrière?

*Troisième ordre de faits.* Nous parlions de pauvres gains! Et en effet, nous ne saurions l'oublier, le gain d'un nombre considérable de femmes, est au-dessous de toute critique.

Voici quelques faits tirés de la masse:

A Lausanne, des ouvrières travaillant chez elles, c'est-à-dire non nourries, reçoivent pour une chemise de femme é- crue 20 centimes, pour une chemise blanchie garnie de dentelles, 50 centimes, pour une chemise de flanelle 35 centimes; des fabriques de la Suisse allemande offrent pour la façon des mêmes chemises de flanelle, 27 centimes, ce qui va encore faire baisser le prix indiqué. — Pour les blouses bleues d'hommes, la finisseuse reçoit 10 centimes pour une heure et demie d'ouvrage. Pour les blouses



grises, elle reçoit 22 centimes, et elle peut en faire trois dans la journée. — Pour blouses de femmes avec volant autour du cou, 40 centimes; pour robes d'enfant, 40 centimes, pour tablier à bavette garni de volant, 40 centimes; pour pantalon de futaine, 50 centimes, pour pantalon de coton, 40 centimes, pour salopette (pantalon destiné à recouvrir les autres), 10 centimes (une habile ouvrière peut en faire 15 dans la journée.) — Une maîtresse modiste dans un magasin a frs. 1. 30 par jour, une ouvrière modiste, 70 centimes. — Dans un atelier de confection, une jeune ouvrière a eu, la première année, fr. 1. 80, la seconde frs. 2; la troisième fr. 2. 25. Elle est orpheliné de mère et a un père complètement paralysé. Et ce salaire plus qu'insuffisant est payé par l'un des premiers magasins de Lausanne!

Voci maintenant quelques cas pour Genève:

Une demoiselle, employée dans une confiserie, a la charge de plier des caramels; elle reçoit 5 centimes par livre. Si elle est très-habile, elle peut gagner 75 centimes par jour, et encore faut-il chercher et reporter la marchandise, et s'il y a déchet sur celle-là, c'est l'ouvrière qui paie.

Une enfileuse de perles, employée dans une fabrique de couronnes mortuaires, gagne à peine 75 centimes par jour; encore faut-il qu'elle paie sa lumière quand il faut travailler tard.

Les plieuses de journaux employées la nuit et obligées de distribuer le matin ont frs. 20 par mois. — Une jeune fille de 25 ans a 50 centimes pour ce travail qui commence à 10 heures du soir et se termine à 2 heures du matin. Que peuvent faire ces malheureuses, fatiguées, souvent mères de famille, pour ajouter à leur maigre gain? Il faut attendre au moment des étrennes pour trouver une petite compensation.

Une mère de famille qui travaille pour des magasins de confection et de lingerie reçoit 25 centimes pour un jupon simple à ceinture ronde. — A peine peut-elle en faire quatre par jour. Une blouse se paie de 30 centimes, à 60 centimes, suivant la façon. — Un tablier de fantaisie compliqué se paie 15 centimes, s'il est simple de 5 à 10 centimes. Et il faut fournir le fil et les aiguilles!

Les demoiselles de magasins ont généralement dans les meilleures maisons, de frs. 20 à 25 par mois; les plus privilégiées vont à frs. 60. Mais à quelle discipline sont-elles astreintes! Qu'elles laissent traîner quelque chose, qu'elles laissent partir des visiteurs sans que ceux-ci aient rien acheté, et qu'elles n'en informent pas le bureau, qu'il y ait une arrivée tardive, ce sont des amendes à payer. Voilà ce qui se fait couramment dans quelques grandes maisons de la place! Que devient alors le pauvre gain du mois!

Une demoiselle d'une trentaine d'années a gagné ces derniers temps frs. 3 par jour. Mais que faisait-elle? Elle était employée

à un travail pénible aux machines d'imprimerie, toujours dans une constante humidité, et obligée de rester là parfois jusqu'à 3 heures du matin avec un léger supplément de gain. — Elle vient de quitter parce qu'elle n'y tenait plus et avait contracté des douleurs rhumatismales.

Une jeune fille de 25 ans qui travaille pour une maison de confection de la ville gagne fr. 1. 50 par jour au maximum. Encore faut-il décompter les dimanches et les jours de chômage! — Et avec cela elle est seule pour entretenir un vieux père, une mère infirme et payer le loyer.

Un soir une dame rencontre une jeune fille s'avançant sur le quai, le visage abattu. Frappée de la physionomie de cette jeune fille, elle l'arrête et l'interroge :

— Qu'avez-vous, pauvre enfant? Vous avez l'air bien fatigué.

— Oui, je n'en peux plus. Que la vie est dure, dure!

— Que faites-vous donc?

— Des bouchons, et je n'arrive pas à en faire plus d'un mille par jour.

— Combien êtes-vous payée?

— 75 centimes, pour le mille, et pour chaque fausse taille on me retranche 5 centimes, de sorte que je n'arrive guère qu'à 60 centimes, et il faut bien travailler pour cela! Je suis bien malheureuse, car j'ai une mère infirme à entretenir et je suis exténuée de fatigue.

Ces faits, qu'il serait facile de multiplier, se passent de commentaire. — Non seulement tout est sombre dans ces existences-là et dans ces foyers. Et quand les privations auxquelles il faut s'astreindre amènent la déchéance et la maladie, que faire? — Il faut travailler quand même, sans pouvoir se reprendre, ou recourir à la charité publique!

Tout ce que nous venons de rappeler concerne des jeunes filles ou des femmes relativement jeunes.

Et les personnes âgées, les vieilles, qu'en est-il d'elles? Il faut qu'elles vivent aussi. — Eh bien, voici quelques faits :

Une brave femme de 65 ans fait des crochetages. Si elle pouvait vendre tout ce qu'elle fait, elle gagnerait 30 centimes par jour. — C'est dire qu'elle ne les gagne pas.

Une autre, de 74 ans, est employée dans un kiosque de journaux. Elle a frs. 35 par mois et, grâce au tant pour cent qu'elle a sur la vente, elle peut aller de frs. 35 à 60. — Mais il lui faut payer une commissionnaire pour porter les journaux à domicile. Elle est à son poste, *dans sa cage*, de 7 heures du matin à 9 heures du soir, et depuis 14 ans, faute de ressources, elle porte la même robe!

Une autre, de 80 ans, fait d'immenses châles tricotés commençant par 344 mailles. Impossible d'en faire un dans un jour,

et le magasin pour lequel elle travaille lui donne frs. 9 pour 12 châles.

Une autre, de 80 ans, tricote des rideaux à jour, longs de 2 mètres avec 100 mailles de largeur. Elle met quatre jours pour les faire et les vend frs. 7. Elle a dû dépenser frs. 1. 50 de coton.

Une autre, de 70 ans, fait du colportage. Quand, à force de courir, elle a gagné son franc, elle a fait tout ce qu'elle peut faire, et le soir, elle rentre seule, épuisée, dans sa mansarde, au sixième, sous les tuiles!

Ces exemples, sont pris sur le vif, et qu'il serait aisé de les multiplier! — On nous dira sans doute: „Regardez au loin, au delà de nos frontières. Là, la misère est bien autrement grande!..“ — Raisonnement d'égoïste, d'indifférent, de sans-cœur, et nous n'en voulons pas. Nous ne craignons pas de l'affirmer: cette situation est indigne de notre civilisation comme de notre démocratie, et il est urgent d'y porter remède.

### III. Causes du gagne-pain insuffisant.

Quelles causes assigner à une situation économique semblable? Cette question s'impose. Nous devons nous borner ici à de brèves indications.

1. Il y a avant tout à signaler *les causes individuelles*. Notre manière d'être ou de faire entre pour beaucoup dans notre situation et, pour améliorer celle-ci, bien des ouvrières devraient commencer par se réformer elles-mêmes.

2. *Les apprentissages insuffisants* contribuent, plus que nous ne le pensons, à compromettre l'avenir économique de l'ouvrière. Ce côté de la question mérite une sérieuse attention. Un chef d'atelier écrivait un jour: „Sur 21 jeunes filles ou femmes mariées qui se sont présentées pour avoir du travail et que nous avons occupées, quatre seulement étaient passables; les autres n'étaient pas capables de faire un travail acceptable.“

3. Il n'arrive que trop souvent encore que, dans certains grands magasins de confection par exemple, *l'homme supplante la femme*, en occupant des places qui réclament toutes les qualités féminines. Limiter de cette manière les carrières de la femme, n'est-ce pas une injustice sociale?

4. *Les couvents* voisins font, particulièrement pour notre Suisse française, une concurrence redoutable à notre industrie nationale. Ils pèsent de tout leur poids dans l'évaluation des salaires et sont devenus en quelque sorte le régulateur de la main-d'œuvre féminine.

5. Signalons aussi *l'âpreté au gain* de certaines maisons. Avant tout gagner et faire de bonnes affaires! Tel est leur mot d'ordre. Et avec cela on discute et réduit impitoyablement les

salaires, en se disant que l'on trouvera toujours des employées pour les accepter. Honneur aux femmes honnêtes qui, sans se plaindre, travaillent dans ces conditions et préfèrent le gagne-pain ridicule à l'assistance publique! Mais que la clientèle aussi ouvre les yeux! Elle aussi est égoïste, et ne réfléchit pas qu'en visant toujours au meilleur marché, elle contribue à encourager ces iniquités.

6. Comment ne pas parler de l'opinion régnante que la femme est un être inférieur à l'homme? Ce fait a une action plus grande qu'on ne le pense. Le travail de la femme, regardé nécessairement comme inférieur, sera moins apprécié, et par conséquent moins rétribué.

7. Enfin, nous ne saurions passer sous silence l'idée que l'on se fait généralement de la charité légale ou publique. On se dit volontiers qu'elle est là pour subvenir à toutes les misères, et l'on se dispense ainsi d'examiner à fond la situation. En attendant, la situation reste la même, car l'insuffisance du gagne-pain, c'est la misère permanente. Qu'on ne s'étonne pas alors si, en face de la pénurie qui l'étreint, et plutôt que de se voir inscrite comme assistée, la femme, dans bien des cas, va demander au trottoir ce qui lui manque.

Le problème demande une solution.

#### IV. Principes.

Le problème qui se pose n'est pas de ceux qui se résolvent d'un coup. Les causes mêmes que nous avons signalées nous disent bien haut toutes les difficultés qui se présentent, toutes les lenteurs auxquelles il faut s'attendre. Il s'agit ici d'une évolution à laquelle doivent concourir et l'activité individuelle, et l'activité collective, et l'Etat, directement ou par législation.

Il importe donc, avant d'aller plus loin, de poser quelques *principes*, ceux qui doivent inspirer tous les efforts et diriger le mouvement.

Nous nous bornerons à en poser quatre, qui nous semblent fondamentaux, et en dehors desquels aucune réforme vraie, dans le domaine social et économique, ne nous paraît possible.

*1<sup>er</sup> principe: Se donner, et non pas seulement donner, tel doit être le principe inspirateur de la vraie charité. Celle-ci doit viser à relever et à guérir. L'assistance par l'aumône n'est légitime et valable que dans les cas exceptionnels et désespérés.*

Aussi longtemps que la charité se contentera d'assister, d'aider, sans chercher à relever, à remettre sur pied et à guérir, aucune amélioration réelle ne sera apportée à la situation.

*2<sup>e</sup> principe: Tout être humain a droit à la liberté. Toute réforme ou tout système qui aurait pour fin d'anéantir*



*la liberté ou de la restreindre est condamné par cela même. La situation économique ne peut s'améliorer que dans la mesure où la liberté individuelle grandit.*

Ce principe, qui seul peut assurer le développement normal de l'individu et garantir par conséquent le progrès général, nous sollicite à combattre toute institution privée, toute maison commerciale ou industrielle où la femme travaille presque comme une esclave. Il nous permet aussi de condamner par avance tout projet de réforme qui, dans un but de bien-être collectif, louable dans le fond, aurait pour fin de restreindre l'indépendance de l'individu.

**3<sup>e</sup> principe:** *C'est le travail qui doit être payé, et non l'individu.* L'appréciation du gagne-pain ne doit pas dépendre de l'individu qui fait le travail, mais du travail que fait l'individu, car l'argent offert et donné doit être, et il est logiquement, la représentation du travail. Cette règle peut seule assurer la justice. Et voyez: voilà une personne qui a eu dans sa vie des chûtes regrettables. Elle veut se relever; on la repousse de partout. Mais au nom de quoi? Au nom du principe répandu et admis que l'on ne peut pas payer une personne comme elle. Comment alors pourra-t-elle se relever? Est-ce être charitable? Est-ce être juste?

**4<sup>e</sup> principe:** *La justice exige que le même travail obtienne la même rémunération, autrement dit, à travail égal, salaire égal.*

Du moment qu'il est reconnu que l'argent donné rétribue le travail lui-même, parce qu'il en est l'équivalent, est-il raisonnable, est-il équitable de faire une différence entre l'homme et la femme, si l'homme et la femme font le même travail dans le même espace de temps? Au nom de quel droit tel patron, appelé à rétribuer la même somme de travail, dit-il: toi, tu es un homme, tu auras le salaire complet; toi, tu es une femme (il se dit peut-être: tu n'es qu'une femme!), eh bien, voici une partie de ce j'ai donné à l'homme; le reste, je le garde pour moi? — Voilà l'exploitation.

Si des deux côtés le travail est semblable et également bien fait, des deux côtés aussi il faut la même intelligence, la même habileté, le même degré de connaissances; des deux côtés, il y a les mêmes difficultés, les mêmes peines, les mêmes sueurs;... et la valeur du travail serait jugée différente?

## **V. Moyens indirects d'améliorer la situation économique de la femme.**

Il est impossible de ne pas dire un mot de ces moyens. Ils sont, à notre avis, d'une haute importance, et s'ils étaient négligés, c'est en vain que, dans le grand nombre des cas, l'Etat, les associations ou les particuliers s'imposeraient des sacrifices

ou décrèteraient des mesures nouvelles pour augmenter le gagne-pain de la femme. Nous serons brefs sur ce côté de la question, et nous nous bornerons à indiquer les moyens suivants :

1. *Il faut travailler à développer dans l'individu le principe de la moralité.*

Quand il y a des habitudes de légèreté, de coquetterie, de plaisirs souvent malsains, le gagne-pain sera presque toujours insuffisant. Aussi saluons-nous avec joie toutes ces institutions féminines qui, dans notre Suisse, ont pour but d'entourer la femme et la jeune fille et de leur assurer ainsi un meilleur avenir.

2. *Il faut travailler à la moralisation de la famille.*

Il importe que la femme se sente soutenue chez elle. Quand elle voit le meilleur des forces familiales se perdre dans le gouffre que creuse la boisson ou l'immoralité, elle finit par se décourager et par abandonner son pauvre travail, ou, si elle est honnête et ferme, par accepter du travail à n'importe quel prix.

3. *Il faut éclairer l'opinion publique sur l'insuffisance et les dangers de la bienfaisance traditionnelle.*

Le fait que l'on se contente trop facilement de cette bienfaisance là est sans contredit un des grands obstacles au progrès économique et social.

4. *Il faut enseigner à la femme que toute profession, dont le gagne-pain est honnête, est digne d'elle.*

Il y a certainement à relever plus d'une vocation aux yeux de bien des jeunes filles et de bien des parents, en particulier celle de servante, qui est volontiers considérée comme inférieure. Est-ce donc une position réellement inférieure, celle qui vous assure la nourriture, le logement, un salaire régulier, et qui vous appelle même, dans bien des cas, à exercer une influence sur des enfants? Mais, disons-le aussi, pour que ces humbles carrières soient plus honorées et recherchées, il faut aussi que, dans nombre de familles et d'établissements, on apprenne à traiter la femme, non pas comme une esclave ou un être à part, mais comme une semblable.

5. *Il faut arriver à laisser à la femme les professions qui, par leur nature même, sont exclusivement féminines.*

La femme a certaines aptitudes. Qu'on ne lui prenne pas au moins les carrières qui réclament ces aptitudes!

6. *Il faut enfin travailler à rendre à la femme la place qu'elle doit occuper, dans le corps social, comme être humain.*

Regardée comme un être inférieur, elle sera nécessairement traitée comme telle. Que ses droits d'être humain soient reconnus et garantis par la loi, elle devient „une personne“ dans le sens vrai du mot, et la société lui devra de la traiter comme elle traite l'homme.

Tout cela nous dit qu'il y a un travail indirect à poursuivre. Développer et soutenir tout ce qui peut contribuer à tremper et à assainir les caractères, combattre les préjugés, éclairer et former l'opinion, préparer le règne de la justice, voilà l'activité qui incombe aux „Unions des femmes“, à toute association qui a en vue le bien-être de l'humanité, à quiconque enfin est appelé à manier la parole ou la plume.

## VI. Moyens directs d'améliorer la situation économique de la femme.

En abordant ce dernier sujet, j'ai à cœur, et je considère comme un devoir de mentionner dès l'entrée deux classes de femmes dont les intérêts ne sauraient nous laisser indifférents, car elles sont, au même titre que les plus privilégiées de ce monde, membres de l'humanité. Nous avons à dire maintenant ce qui peut être fait *directement* pour assurer et augmenter le gagne-pain de la femme. Or, il y a des femmes qui n'en ont point — et d'autres qui ont toutes les peines possibles à en trouver un.

*La première catégorie* est celle de ces femmes qui traînent leur existence, qui ne peuvent plus travailler ou plus gagner assez, qui souffrent souvent sans se plaindre. Anciennes institutrices qui, vu leur âge, ne peuvent plus être agréées dans une famille, dames âgées de tout rang, qui ont connu de meilleurs jours et qui maintenant sont dans l'isolement et la misère; infortunées inconnues ou méconnues qui vivent de privation et qui finissent par arriver au bout de pauvres économies; femmes honnêtes, mais souffrantes, n'osant pas ou ne pouvant pas crier publiquement au secours! Il y en a plus qu'on ne croit, de ces malheureuses-là.

Quelles existences! Nous en avons cité quelques exemples. Qu'il est dur quand on a peiné longtemps et subvenu peut-être à bien des obligations familiales, de devoir ainsi traîner après soi ses dernières années! Pour elles, pour ces invalides de la vie, il faut une *pension* suffisante assurée ou un *home*, un *asile* qui leur fournisse au moins le nécessaire et les mette à l'abri du souci. Il n'y a pas ici à discuter. La société le leur doit, — et si ces malheureuses meurent dans la misère, la société est coupable.

*Une deuxième catégorie* de malheureuses à signaler est celle de ces femmes dont l'existence a été compromise par une chute morale ou par quelque déviation tenant aux circonstances. Ah! celles-là sont à plaindre aussi! Qu'elles souffrent de leur vie passée, qu'elles désirent se relever et reprendre une existence normale, — car c'est là la condition première de tout relèvement — qu'elles soient résolues à vivre honnêtement et à subvenir à leurs besoins par le travail de leurs mains, oh! que cela est



difficile! Le mépris les poursuit partout; on se redit de maison en maison ce qu'elles ont fait. Elles frappent à une porte, on prend des renseignements, et la porte reste fermée!

Le malheureux dossier qu'elles ont contre elles, on ne cesse de le leur rappeler, pendant des mois, pendant des années. Ici et là, une grande pitié se fait jour; on donne des bons; une pièce de 5 ou de 10 fr., de temps en temps. . . . Mais . . . ce n'est pas cela qu'elles demandent, c'est le travail honnête et permanent, c'est la vie indépendante, c'est le secours avouable et moralisant du gagne-pain, c'est le relèvement! Et c'est précisément ce qui est moral qui leur est refusé! — Que de préjugés à combattre! que d'égoïsmes à pulvériser! que d'esprits à éclairer! La campagne est entreprise dans ce sens; nous le savons — mais nous le disons néanmoins, elle n'est pas menée encore avec l'énergie voulue. En face des cas navrants qui se présentent, l'indignation nous monte au cœur, et, nous ne craignons pas de l'affirmer, si notre société n'en vient pas à s'inspirer d'un amour plus large et plus réel, si elle persiste à faire l'aumône à ces malheureuses sans chercher à les rendre par le travail à la vie morale et indépendante, elle se rend complice de leur dégradation et de leur état de misère.

\* \* \*

Nous en venons maintenant à l'ouvrière proprement dite et aux *moyens directs* à employer pour améliorer sa situation économique.

1. *Il importe avant tout d'armer la femme pour la lutte de l'existence en pourvoyant à des apprentissages sérieux et complets.*

Quelques mots très brefs à ce sujet.

Il est urgent, et nous avons en vue surtout ici la carrière des travaux à l'aiguille qui est la plus recherchée, parce qu'elle est la plus abordable, — il est urgent que, dans la mesure du possible, l'apprentie soit initiée à toutes les parties de sa profession, et cela afin que, grâce à l'augmentation de ses aptitudes, elle puisse plus facilement passer d'une spécialité à une autre. Les risques de chômage diminuent nécessairement dans la mesure où grandit la faculté de travail.

Il faut développer dans l'apprentie non seulement l'habileté des mains, mais le goût artistique.

Il faut pourvoir en même temps à l'éducation morale de l'apprentie, cette éducation étant seule capable de donner une valeur économique réelle aux qualités professionnelles.

La surveillance à exercer sur les apprentissages doit viser aussi bien les patrons que les élèves. Nous avons connu telle jeune fille qui a dû changer jusqu'à trois fois d'atelier, parce que l'action du patron y était pernicieuse.



Il importe aussi de donner à l'apprentissage le temps voulu. Bien des parents, dont l'existence est difficile, interviennent souvent pour que l'apprentissage se termine au plus vite, et cela afin que leur fille les aide par son travail. C'est là un calcul qui ne se comprend que trop, mais qui est faux et qui compromet l'avenir de beaucoup d'ouvrières. Ces parents, il est urgent de les soutenir pendant la période d'apprentissage. Il est facile de le faire soit en encourageant les jeunes filles, qui commencent à rendre des services, par des gratifications hebdomadaires proportionnées à leur travail, soit en fournissant une petite pension mensuelle à l'apprentie.

A cet égard nous ne saurions assez recommander la *Société genevoise de secours pour apprentissages*, société qui a déjà rendu des services signalés, soit par l'appui qu'elle donne aux familles, soit par la surveillance qu'elle exerce sur les apprentissages, et qui malheureusement n'est ni assez connue, ni assez soutenue du public.

Nous signalons ici avec satisfaction le fait que, dans tous nos cantons suisses, les travaux de couture des écoles sont soumis à une surveillance stricte confiée à des commissions de dames qui sont soit volontaires, soit organisées par l'Etat.

Mais nous signalons avec plus de joie encore ces associations qui, dans la plupart de nos cantons, travaillent au développement pratique de la femme par le moyen de réunions de toute nature, et de cours sur les branches diverses de l'activité professionnelle féminine. Ces institutions-là sont d'une utilité directe; elles sont urgentes, et le mouvement d'idées et d'efforts qu'elles représentent doit, non seulement être soutenu par tous les amis de l'humanité, mais développé dans tous les sens. Nous regrettons de ne pouvoir signaler aucune de ces institutions dans les cantons d'Uri, Nidwald, Zug, Appenzell (Rhodes intérieures), Tessin et Valais.

2. Quant à l'amélioration directe de la situation économique de l'ouvrière, nous dirons que le salaire à la tâche ou aux pièces, constitue déjà un progrès réel sur le salaire à la journée ou à l'heure, qui a l'inconvénient de favoriser la paresse ou l'indifférence. Mais il est avantageux de lui ajouter le *sursalaire*, qui n'est pas autre chose qu'une prime accordée à l'activité déployée et à la perfection du travail.

Ce moyen d'augmenter le gagne-pain est juste, puisqu'il établit une plus équitable proportion entre le travail et sa rémunération, et qu'il est nécessairement un encouragement à faire plus et à faire mieux. Mais il va de soi que ce mode de faire n'a de valeur que s'il n'a pas pour conséquence le surmenage de l'ouvrière. Combien de pauvres femmes qui sont tenues de prolonger leur veillée de travail bien au delà de l'heure réglementaire, et qui ne reçoivent pas plus pour le travail de

nuit que pour le travail de jour ! C'est là une injustice sociale contre laquelle nous devons nous élever.

Et nous dirons aussi aux dames qui font travailler : Mesdames, soyez moins exigeantes, et soyez plus justes. Vous réclamez votre robe, votre manteau, votre chapeau pour tel jour et vous menacez même l'ouvrière de la quitter, si vous n'êtes pas servie. C'est là un égoïsme coupable. Ou bien faites vos commandes à temps, ou bien, si vous ne le pouvez pas, ou si vous avez négligé de le faire, sachez rétribuer le travail de nuit en proportion des fatigues que vous imposez.

3. *Un troisième moyen*, supérieur au précédent parce qu'il laisse moins de place à l'arbitraire, le sursalaire dépendant trop de la libre ou capricieuse appréciation du patron, un troisième moyen, disons-nous, c'est l'introduction de la *participation aux bénéfices*, partout où elle peut être appliquée.

Ce système, déjà avantageusement usité dans un grand nombre de maisons, a le privilège de rapprocher les intérêts du capital et du travail, d'élever le niveau moral de l'ouvrier en l'associant à l'œuvre industrielle ou commerciale, de créer un lien de solidarité plus intime entre les facteurs de la production et de faciliter la création d'institutions de prévoyance.

La participation peut revêtir des formes diverses, „elle peut, suivant les circonstances, exister avec ou sans *quantum* déterminé, avec ou sans contrôle des comptes; elle peut être contractuelle ou discrétionnaire, individuelle ou collective.“<sup>1)</sup> Nous n'avons pas à entrer ici dans les détails de la question. Celle-ci peut et doit être examinée et résolue pour chaque cas spécial. Nous nous bornons à poser le principe, à le proposer à l'étude de tous, à recommander plus particulièrement la forme du contrat qui semble assurer d'une manière plus réelle la sécurité de l'ouvrier, et éviter dans une plus large mesure au patron les calculs difficiles et souvent injustes que pourrait lui suggérer son égoïsme.

4. Comme *quatrième moyen* d'améliorer le sort économique de la femme-ouvrière, nous signalons enfin l'*association coopérative de production*.

Nous soulevons là une grosse question qui réclamerait à elle seule un travail spécial, et cela d'autant plus que l'idée elle-même est encore peu comprise et peu répandue. Mais elle fait son chemin; elle a, dans plusieurs revues et certains journaux, des défenseurs attitrés, et si plus d'une tentative d'application de ce principe n'a pas réussi, cela ne prouve rien contre l'excellence du principe lui-même. Bon nombre d'institutions de ce genre sont prospères, et nous ne pouvons pas ne pas men-

<sup>1)</sup> Rapport de M. C. Robert au congrès de Montbéliard 1890. Paris, 1891, p. 146.

tionner la seule association coopérative suisse de production, qui se soit fait représenter par un graphique à notre exposition nationale, *l'atelier coopératif de l'industrie du vêtement*, créé à Genève, en novembre 1889. Le fait est qu'une association de ce genre, bien menée, et ayant à sa base le principe de l'honnêteté la plus complète, est dans l'intérêt de tous. A l'ouvrière comme à l'ouvrier, elle assure le produit intégral de son travail et, éliminant, d'un côté, le patron qui empoche la plus grosse part des bénéfices, de l'autre, dans la mesure du possible, les intermédiaires qui ne servent qu'à faire augmenter le prix de la matière première, elle assure au public un travail soigné à bon marché.

Ce sont là des faits, par conséquent des vérités incontestables. Pourquoi ne pas chercher à les réaliser? Des financiers forment bien des associations coopératives, à deux ou à trois personnes même, pour faire valoir leur fortune, pour exploiter une mine, pour construire des édifices; des hommes de lettres s'associent bien pour constituer une société de lecture, c'est-à-dire pour jouir de plus d'avantages possibles en payant le moins possible, — et que d'autres associations coopératives à signaler! Pourquoi des ouvrières ne s'associeraient-elles pas pour unir leurs intérêts, pour diminuer leurs frais généraux, pour faire bénéficier le public de leur travail en commun? Serait-ce donc là une idée irréalisable?

Pourquoi donc la question trouve-t-elle encore si peu d'échos dans le public? Pourquoi rencontre-t-elle tant d'apathie? Pourquoi? La grande barrière, c'est d'abord l'esprit de routine qui ne comprend que les ornières battues; c'est ensuite et surtout l'égoïsme qui nous empêche de nous mettre à la place des autres et d'envisager leurs intérêts aussi bien que les nôtres. Eh bien, c'est ici le lieu de poser le principe, et d'en affirmer l'excellence, et nous espérons qu'il sera sérieusement repris, étudié et mis en pratique.

\* \* \*

Nous le sentons tous, n'est-ce pas, nous sommes en face d'un grand travail à faire, en face d'une campagne à entreprendre et à poursuivre énergiquement.

Les résolutions que nous pouvons prendre maintenant n'ont de valeur que dans la mesure où, consciencieusement reprises, fortement étudiées, elles détermineront un courant de l'opinion publique, et susciteront dans toute l'étendue de notre Suisse des efforts individuels et communs. C'est pour cela que nous terminerons ce travail bien incomplet et bien insuffisant, par *deux conclusions* qui, nous l'espérons, réuniront tous vos suffrages.

*Première conclusion. Instituer une commission des intérêts féminins. Cette commission, composée de personnes*



*compétentes de toute condition et de toute profession, s'établirait dans les villes de nos cantons et rayonnerait dans les villages. Elle serait un centre d'études permanentes des vocations féminines et aurait à diriger la jeune fille dans le choix de sa carrière. Elle prendrait en main la défense des intérêts de la femme et inspirerait ou encouragerait tout ce qui peut contribuer à l'amélioration de la situation économique de la femme.*

Nous saluons avec joie l'institution qui, sous le nom de *Rechtsschutzverein*, a été établie pas le „Frauenverein“ allemand dans les principales villes d'Allemagne. Si nous ne nous trompons, il en existe une semblable à Zurich. Quelques dames tiennent, à tour de rôle, un bureau de consultations toujours ouvert. Les femmes viennent y exposer leurs difficultés, leurs différends; elles viennent y demander conseils et protection. Dans les cas difficiles, un avocat prête gratuitement son concours. — Tout cela est bon, mais il faut plus; nous demandons que, dans chacun de nos cantons, une commission, ou des commissions responsables concentrent toutes les enquêtes et tous les efforts en vue de l'amélioration du sort de la femme.

*.Deuxième conclusion. Instituer une commission internationale du travail féminin et du gagne-pain. Etant donnés les liens de solidarité qui unissent un peuple à ses voisins, il est urgent qu'une commission semblable soit instituée pour étudier, à un point de vue élevé, la question des intérêts féminins, et pour prendre en main la cause de l'ouvrière au sein de toutes les nations.*

Le problème que nous avons posé pour la Suisse doit se poser aussi dans les pays qui nous avoisinent. La situation est triste partout, en Autriche, en Allemagne, en France, en Italie, et il en est de ces questions de l'organisation du travail et du gagne-pain, comme de la question des douanes, ou de celle du désarmement. Chaque pays attend que l'autre commence, et rien ne se fait. Et l'on nous dit bien haut que nous sommes solidaires les uns des autres! Eh bien, oui, nous sommes solidaires, mais il y a une solidarité sans entrailles, qui étouffe, qui paralyse, qui anéantit tous les progrès, tous les projets de réforme. C'est la solidarité de la crainte, de la méfiance, de la jalousie. Nous ne voulons pas de celle-là. Nous voulons la solidarité dans l'amour et dans l'activité, la solidarité qui renverse les barrières et qui rapproche les cœurs, la solidarité qui court aux plus faibles et qui relève les tombés et les blessés. — Il y a entre nos pays civilisés des questions communes à étudier, des relèvements communs à opérer. — Voilà pourquoi nous réclamons une commission, *une association internationale qui soit pour tous les blessés de la vie, ce que la Croix-Rouge est sur les champs de bataille!*



Nous avons pu nous en convaincre, ce sont les principes de la justice, de la solidarité, de la moralité qui sont en jeu ici. Au nom de ces principes, base fondamentale et seule garantie de tout progrès, ne laissons pas tomber la question. Que dans chacun de nos cantons les cœurs et les mains s'unissent pour l'action, et que notre chère Suisse, providentiellement placée au centre de l'Europe, merveilleusement gardée par ses Alpes grandioses et, mieux encore, par ses antiques et saines traditions d'indépendance et de confraternité, que notre Suisse soit, dans ce domaine comme dans tant d'autres déjà, le berceau d'une activité sérieuse et féconde, féconde pour tous ses enfants, féconde pour l'humanité!



## La question du gagne-pain dans les diverses professions.

Par M. Léon Genoud, à Fribourg

Lorsque votre serviteur eut l'honneur d'être délégué par la Confédération à l'Exposition colonienne de Chicago, il y a trois ans, il visita avec beaucoup d'intérêt, un palais en style grec moderne, renfermant l'exposition spéciale des femmes de presque toutes les parties du monde. C'était le *Woman's Building*. Toutefois j'eus le regret de constater l'absence de la Suisse. Et pourtant, que n'auriez-vous pas exposé, si les pouvoirs publics de la Confédération avaient compris la demande que vous leur aviez adressée?

L'exposition du „Palais des femmes“, à Chicago renfermait dans une immense halle une exposition internationale des Beaux-Arts, et de nombreuses expositions d'art industriel, de produits de l'industrie, et même de l'industrie domestique. C'est là que j'ai vu les premières sculptures sur bois et les premiers meubles confectionnés par des femmes. Ils venaient du Danemark et de la Suède. Dans une aile du palais se trouvaient une série de classes où était démontré le système d'éducation américaine moderne où nous, Européens, nous aurions certainement beaucoup à apprendre. Il y avait des jardins de Frœbel, des salles de gymnastique, des salles pour travaux du sexe, une salle de travail industriel, une cuisine modèle, une salle de concert avec orgue et un auditoire où était donné chaque soir à 5 heures, une conférence sur une œuvre ou sur une revendication féminine. Enfin, deux salles renfermaient, l'une, l'œuvre sociale de la femme dans les pays civilisés, et l'autre, les statuts, règlements et rapports des sociétés féminines de tous les pays exposants.

Ce que les américaines, sous l'énergique présidence de Mme. Potter-Palmer, ont pu faire, vous l'avez presque réalisé cette année, Mesdames, non pas que vous ayez un palais à vous, où se trouvent les seules œuvres et les produits de votre multiple activité; mais on voit votre influence, vos idées dans beaucoup de groupes de notre Exposition nationale. Nous vous trouvons dans les jardins d'enfants et dans la classe modèle du groupe 17. (éducation et instruction), nous vous retrouvons dans les nom-

breuses écoles de coupe, de confection au groupe de l'enseignement professionnel; nous voyons votre activité industrielle et artistique dans les groupes des arts d'amateurs et d'industrie textile, du coton, de la soie, des vêtements, de la broderie, des pailles tressées, dans le Hall des Beaux-Arts et surtout dans ce groupe de l'Economie sociale où votre Union des femmes de Genève, le Frauen-Comité de Berne, la Société suisse d'utilité publique des femmes occupent une si belle place.

Toutes ces choses, mesdames, qui auraient rempli un palais, vous montrent les progrès que vous avez accomplis depuis si peu d'années, et doivent être pour vous, un vif encouragement.

Une erreur traditionnelle veut que la femme soit inférieure à l'homme. Cette erreur est cause que pendant des siècles, la femme n'a pas reçu une éducation suffisante, qu'elle a été employée dans toutes sortes de travaux qui ne lui convenaient en rien, et que, jusqu'à ce jour on ne lui a pas accordé le pouvoir de parvenir dans les situations auxquelles elle aurait beaucoup de titres soit par son instruction, soit par ses aptitudes naturelles. On avait pourtant l'exemple de l'activité de la femme dans de nombreuses branches commerciales où elle excelle; on avait la certitude de son exactitude et de sa persévérance; mais la légende ne lui était pas favorable et l'on croyait à la légende. Même la loi n'a jamais mis la femme sur le même pied que l'homme. Aussi que de fois n'a-t-on pas vu des brutes dépenser follement, non-seulement la fortune de leur femme, mais leur modeste gain journalier! Dans certains cantons, les conseils législatifs s'occupent d'améliorer cette situation; mais il est un point où les dispositions légales ne feront rien: c'est sur les dépenses d'auberge que font souvent des maris indignes qui perdent de cette façon la plus grande partie de leur salaire. C'est au public à réagir, c'est à ceux qui le peuvent, à donner l'exemple, à leur faire comprendre quel tort ils ont d'agir ainsi. Une petite leçon de morale donnée sans aigreur par le patron, par le maître du travail, par un voisin, sont souvent les bienvenues et peuvent parfois éviter bien des désordres.

Mais, l'avenir de la femme dépend aussi beaucoup d'elle-même. Que de fois n'a-t-on pas vu des jeunes filles peu fortunées ne pas vouloir de telle ou telle profession parce qu'elle est trop ordinaire: on veut bien être institutrice, demoiselle de magasin, tailleur, modiste; mais on ne consentira pas à être cuisinière, femme de chambre: c'est trop commun. C'est absolument comme les jeunes gens qui veulent devenir bijoutiers, horlogers, graveurs, même copistes, parce que ce sont des professions à leurs yeux relevées, tandis qu'ils ne veulent pas être tailleurs de pierre, profession où ils pourraient cependant gagner de 8 à 10 frs. par jour. Il faut donc que la femme comprenne que toute profession qui n'est

pas au-dessus de ses forces et dont le gagne-pain est honnête, est digne d'elle.

Ici, se présente une grosse question : dans des contrées industrielles, tout le monde va travailler à la fabrique, le père, la mère, la sœur, le frère et les aînés des enfants, laissant les cadets à leur bonne garde mutuelle. Ailleurs, dans les contrées alpestres et agricoles surtout, la chambre commune est constamment encombrée de personnes inoccupées. Les deux situations sont pénibles. Dans la première, c'est une mère de famille qui, pour un salaire souvent dérisoire, deserte son foyer, néglige l'éducation de ses enfants, les soins nécessaires à son mari. Il faut que la mère de famille au moins garde le foyer domestique. Son activité, son exemple en seront toujours l'ornement.

Je sais bien qu'en beaucoup de circonstances le gain minime de la femme sera nécessaire au budget du ménage. Mais avec les moyens mécaniques modernes, il est rare que l'on ne puisse, avec un peu de bonne volonté, monter dans la chambre de la famille, un petit métier actionné au besoin par un moteur de faible puissance. La mère s'occupera ainsi en dehors des soins du ménage, et ses enfants acquerront le goût du travail.

Pour les autres personnes de la famille, le travail d'atelier ne sera pas à dédaigner. Toutefois, l'idéal serait que la mère et les enfants, même le père de famille travaillent à la maison. Les industries domestiques seules et les petits métiers peuvent amener cette situation.

Il y a des industries domestiques nationales et des industries domestiques de fabrique. Les premières sont nos petites industries telles que vous les voyez représentées dans beaucoup de villages de nos montagnes, et telles que le Comité du Village suisse les montre : le tissage des toiles de fil et de lin, des draps, des étoffes de soie, la broderie, le tressage des pailles, la confection des dentelles et des chapeaux, des objets en bois sculpté, des jouets d'enfants, des lacets, des filets de marché, le tricotage, la poterie même est devenue dans certains centres, une industrie domestique — ainsi à Heimberg. Les industries de fabrique sont celles qui dépendent immédiatement des fabriques, parce qu'elles reçoivent de celles-ci les matières premières, mesurées et préparées, telles sont : le cartonnage, l'horlogerie, les articles de lingerie, de confections, de bonneterie, la reliure etc.

Ces diverses industries domestiques occupent des centaines de mille femmes en Suisse, et cependant il reste beaucoup à faire. Il appartient aux pouvoirs publics, aux sociétés d'utilité publique, de rechercher quelles industries domestiques peuvent convenir à une contrée, suivant les aptitudes de ses habitants et matières premières dont on dispose.

Lorsqu'on est fixé sur l'industrie à introduire, il y a lieu d'appeler de bons maîtres, d'excellentes maîtresses, de former de



bonnes ouvrières, de manière à *poser* aussitôt que possible l'industrie et d'attirer les clients.

Différentes personnes dont le zèle mérite des éloges, ont établi à Genève même, un atelier coopératif de production pour le vêtement. Dans une brochure récemment parue, Mr. le pasteur Röhrich, explique l'origine et le but de cet atelier. Vous me permettez de rapporter ce qu'il en dit :

L'atelier coopératif de production a pour but : 1. d'assurer à l'ouvrière le produit intégral de son travail ; 2. d'assurer aux jeunes filles un apprentissage sérieux de tailleuse et de lingère, et de les entourer pendant ce temps, d'une saine atmosphère morale ; 3. d'assurer au public un travail soigné à des prix modérés.

„Les élèves qui s'engagent à un apprentissage de deux ans, jouissent de l'apprentissage gratuit, et, dès qu'elles savent se rendre utiles, elles sont encouragées par une rétribution proportionnelle à leurs capacités et à leur travail. L'établissement ne poursuivant qu'un but philanthropique, travaille pour le public à des prix qui se rapprochent le plus possible du prix de revient.“ C'est là une œuvre très-recommandable.

Il existe à Genève outre cet atelier coopératif, une Ecole privée d'apprentissage pour jeunes filles. Elle est située à la Fusterie, 16, et est présidée par M. Mittendorff, pasteur. Une telle école d'apprentissage a été établie à Fribourg il y a deux ans, par M. le Chanoine Quartenoud, avec l'appui du gouvernement de Fribourg. Une dizaine d'apprenties vont en sortir avec les meilleures notes. Enfin, il existe de telles écoles à Zurich et dans d'autres localités.

Ce sont des institutions vivement recommandables puisqu'elles munissent la femme d'un gagne-pain pour la vie.

Il ne suffit pas de produire du travail. Il faut le placer. Pour cela les œuvres de charité ont imaginé la vente annuelle ou semestrielle. Je pense que l'établissement de locaux communs de vente pour certaines industries offre de grands avantages, attendu que les frais sont répartis sur un grand nombre d'articles et sur un grand nombre de personnes. Sous ce rapport, je dois dire que nous trouvons en Irlande, en Italie, en Galicie et dans le Tyrol, de beaux exemples à imiter, ce sont de sociétés coopératives de production dont le but est aussi de procurer à l'ouvrier, à l'ouvrière, la plus grande somme de bénéfices possibles en lui causant le moins de frais.

Parlons d'abord de l'Irlande.

Obligés de travailler un sol improductif, ruinés par les exigences des propriétaires, les Irlandais devaient s'expatrier pour gagner de quoi payer leur fermage. Il y avait bien, ici et là, quelques industries domestiques, telles que la confection des chemises, d'articles tricotés, des dentelles, de la vannerie ; mais les produits de ces industries étaient faits sans art ; ils s'écoulaient

dans le pays et ne rapportaient que très-peu. C'est alors que deux dames de grande distinction, Mrs. Comtesse Ischbel Aberdeen, représentée dans cette honorable assemblée par Miss Wilson, et Mrs. Hart, s'intéressèrent à ce pauvre peuple, parcourant les villages, visitant les chaumières et s'enquérant des besoins les plus pressants. Partout, ces dames constatèrent que personne ne demandait l'aumône, mais que tous désiraient du travail. Elles arrivèrent à conclure que le seul moyen de combattre l'extrême misère qui régnait, était la rénovation ou la création des industries à domicile.

Deux sociétés furent créées dans ce but: le *Donegal Industrial Fund* à Dublin et à Londres (Mrs. Hart) et la *Irish Industries Association*, aussi à Dublin et à Londres (Comtesse Aberdeen).

Les deux sociétés poursuivirent les mêmes buts. Ainsi:

- a) recherche des métiers et industries domestiques s'adaptant le mieux aux produits et aux besoins du pays et encouragements à celles qui existent;
- b) éducation professionnelle pratiquée de la jeunesse; et propagande en faveur de la consommation de produits du pays;
- c) remise aux artisans ou petits agriculteurs, au prix coûtant, des matières premières nécessaires à leur industrie et ne se trouvant pas dans le pays;
- d) surveillance de la bonne fabrication et établissement des dépôts régionaux pour la concentration des objets fabriqués et non écoulés sur place;
- e) recherche des marchés les plus propres au placement des produits industriels; en particulier, création de grandes maisons d'exposition et d'exportation, dans les villes de Dublin, Londres, New-York, Chicago, etc.

Les associations furent représentées en certains centres par des comités d'action, ailleurs, par des couvents. Le cardinal Logue, archevêque et primat d'Irlande, et les évêques appuyèrent leurs efforts, et, à la Chambre des Lords, MM. Chamberlain, Balfour et Goschen réussirent à faire voter au Parlement anglais des millions de Livres sterling pour assurer une existence à ces œuvres.

On introduisit successivement la fabrication des toiles de ménage et des draps, de la vannerie, des dentelles, des broderies de linge d'église et d'ornements sacerdotaux, de la sculpture sur bois et une foule d'autres branches d'industrie.

Les bénéfices d'une seule des deux entreprises, la *Donegal Industrial Fund*, s'élevèrent en 1892 à 25,000 livres, soit frs. 625,000.

Quelques mots de l'Italie.

Une des principales industries, de la Haute-Italie c'est la fabrication des meubles. Si l'on parcourt les villages des environs

de Milan, de Crémone, etc. on rencontre partout des hommes et des femmes travaillant à la confection de meubles depuis le petit banc jusqu'au buffet le plus richement sculpté.

Cette forme assez primitive de la manufacture plaît à ces menuisiers campagnards, parceque, tout en travaillant, ils peuvent demeurer chez eux, au bon air de la campagne, et que leurs femmes et leurs enfants sont à même de les aider. Ils vivent à meilleur marché, cultivant en même temps leurs champs et jouissent de plus de confort et de liberté que s'ils étaient employés dans les ateliers de la ville.

Mais cette organisation, par elle-même, les rendait victimes du *Sweating System* (Système de la sueur), soit des entremetteurs qui les exploitent sans façon. On appelle ces hommes *Comitanti*.

En 1891, un certain nombre d'artisans décidèrent de ne plus se soumettre à un pareil traitement. Les menuisiers décidèrent l'ouverture d'un *magasin pour la vente en commun*, faite directement au public.

Des actions de 50 livres italiennes (frs. 50), souscrites par environ 490 associés disséminés dans 25 villages, constituèrent le premier capital nécessaire à l'entreprise (le capital de fondation était de 12,000 frs.).

La Banque coopérative milanaise (Banca Cooperativa Milanese) avança les fonds nécessaires aux déposants d'objets, sur garantie des marchandises placées dans un dépôt admis de commun accord.

Un modeste magasin fut établi, et les ventes commencèrent. Les actions qui furent émises en 1891 à frs. 50, étaient à 53 frs. en 1892; 60 frs. en 1893; 67 frs. en 1894. Les coopérateurs touchent en outre une répartition, du 2 % en sus des prix convenus, et, actuellement les ventes ont augmenté au point de nécessiter l'ouverture d'autres magasins.

Voyons ce que l'on a fait en Galicie.

La Galicie est un pays pauvre et largement exploité par les Juifs. Cela provient de différentes causes, parmi lesquelles nous ne citerons que les suivantes: indolence du paysan ou de l'artisan, indifférence de la noblesse; enfin, absence complète de travail rémunérateur pendant les longs mois d'hiver.

Pour remédier à cet état de choses, la ville de Cracovie d'abord a créé, en 1886, un *Bazar Krajowa*, Bazar des industries du pays, qui devait faciliter la vente en commun de produits de l'industrie indigène. La ville nomme elle-même les employés et a fait les premières avances de fonds; par contre, les bénéfices réalisés depuis servent à éteindre cette dette. Un jour viendra où le Bazar pourra vivre de ses propres revenus.

On n'admet, au Bazar, que les produits dont la qualité et le genre sont indiqués par la Commission administrative. Dès



que les produits d'un exposant sont vendus, il peut en envoyer d'autres.

Pour toutes dépenses, les exposants doivent payer à l'administration du Bazar une commission du 10 %. Le règlement prévoit bien une commission de 2 % pour les objets non vendus; mais cette commission n'a jamais été exigée.

Des avances sont faites aux exposants qui le désirent par la Société de crédits sur gages, réunie à la Caisse d'épargne (*Polaczony z Krakowska Kasa. Oszczednosci zaklad pozyezkówná zástawy ruchome*); ces avances peuvent atteindre le 50 % de la valeur des objets exposés. La différence entre la somme avancée, plus les frais de magasin et le produit de la vente, est remboursée à l'exposant, dès qu'un objet est vendu.

Le *Bazar wyrobów Krajowich* reçoit indifféremment tous les produits de l'industrie: meubles, articles de ménage, toiles, draps, objets en paille, bois sculpté, ivoire, jouets, cartonnage, etc.

Nous n'avons pu obtenir les comptes de ce Bazar que pour les années 1890, 1892 et 1893.

Nous les résumons:	1890 frs.	1892 frs.	1893 frs.
Avances payées aux fournisseurs	23,098. 32	26,065. 06	22,587. 14
Provision de marchandises, propriété des fournisseurs	80,128. 53	78,201. 68	80,787. 89

Les revenus de sont élevés, en 1891, à frs. 12,476. 80 et, en 1893, à frs. 12,331. 46.

Après toutes dépenses pour location, traitements, annonces, assurance des marchandises, chauffage, éclairage, frais de voyage, il restait un bénéfice net de frs. 1319. — en 1891, et frs. 1040. 45 en 1893.

A Lemberg fut créé en effet, en 1891, la Société commerciale par actions (*Towarzystwo Handlowe*) au capital de 500,000 florins, divisé en 500 actions de 1000 florins.

Lors de notre visite en 1894, il y avait à la tête de cette Société, entre autres, le comte Stanislas Badeni, aujourd'hui chef du Ministère d'Autriche-Hongrie, le comte Andreas Potocki, le prince Léon Sapiecha et d'autres notabilités encore.

Cette société a été fondée dans le but d'accélérer le développement de l'industrie domestique en Galicie, en prouvant aux consommateurs polonais qui se fournissent au dehors, que ce pays possède les matériaux nécessaires et qu'il n'y a qu'à éveiller le zèle des artisans et des industriels, les aider à se procurer les modèles et les outils modernes à bas pris, pour pouvoir soutenir la concurrence étrangère. Elle s'occupe en tout premier lieu de fournir aux personnes qui demandaient du travail, de bonnes matières premières. Les tisserands se plaignaient des prix exorbitants des cotons et des fils, du chanvre et du lin. La société



fit venir en gros le premier de ces articles; elle fit cultiver dans le pays, le chanvre et le lin et créa des ateliers de filage. Puis elle créa à Lemberg, le bazar des industries du pays — *Central-nego Bazaru Krajowego*, — un autre à Premys'l, un autre à Stanislawow.

Il s'est en outre fondé à Kortchine, en 1889, une Société commerciale par actions, qui se compose actuellement de 400 membres, et dont le but est de fournir, aux tisserands de cette ville et des environs, la matière première à bon marché, de diriger leur travail et de placer facilement leurs produits. Les 200 tisserands de Kortchine gagnent depuis lors, annuellement, de 12,000 frs. à 16,000 frs. de plus qu'autrefois; en outre, les actions rapportent le 10 %; les actionnaires jouissent d'un escompte de 10 % s'ils achètent dans les magasins de la société. La société a établi des dépôts, pour la vente au détail, à Lemberg, à Cracovie, etc.

Les membres payent une finance d'entrée de 5 frs. et prennent une action de 50 frs. Pour être agréable à ses membres, la société leur facilite l'achat de trousseaux complets, d'une valeur de 800 frs., par des versements mensuels de 4 frs. pendant 10 ans.

Nous ne connaissons aucune contrée, aucun pays où l'esprit d'association se soit autant développé depuis quelques années et dont les résultats pratiques soient si admirables.

Nous citerons encore un exemple de coopération couronnée de succès:

La Société des arts et métiers du Tyrol (*Tyroler Gewerbe-Verein*) a établi en 1880, à Insbruck, une exposition permanente des produits industriels de ce pays. On y trouve tout ce qui est nécessaire à l'ameublement, au vêtement, à la décoration intérieure des appartements, même des bijoux. On y voit des vitraux, des meubles sculptés, de la ceramique, des horloges, des jouets d'enfants, des articles en porcelaine, des crucifix, des cannes, de la boissellerie, bref, une grande quantité d'objets de tous genres qui sont vendus la plupart aux étrangers visitant le pays en été. Les artisans y envoient directement leurs produits et en reçoivent à la fin de chaque mois la contre-valeur, après déduction du 10 au 12 % pour les frais. Le magasin est fermé en hiver et se réapprovisionne chaque printemps.

Si l'on ne travaille pas, si trop de jeunes filles ne veulent pas se vouer aux professions manuelles ordinaires, aux petits métiers, cela provient avant tout de l'éducation qu'elles ont reçue. On les élève trop à la française, en vue de prochaines fiançailles et d'un futur mariage. Le père et la mère possèdent une certaine fortune; ils ont peut-être un petit commerce; mais ils ne veulent point que leur fille travaille; ils lui feront prendre des leçons de littérature, de piano, de broderie, de peinture peut-être,

de danse, et ils croiront que leur demoiselle est apte au mariage! Quelle erreur! Comment cette future épouse pourra-t-elle contrôler le service de ses employés? Comment pourra-t-elle parer au malheur si un jour son époux ne pouvait plus lui fournir le nécessaire? Certains Etats et certaines villes, Genève, Fribourg, Chaux-de-Fonds, Berne, Zurich, ont déjà amélioré cette situation. Ils ont établi des écoles supérieures de jeunes filles, avec des divisions professionnelles où celles-ci peuvent apprendre la cuisine, le repassage, la lingerie, la confection pour dames et enfants, etc. Mais, beaucoup de parents restent indifférents à ces heureuses initiatives, tellement est ancré le goût du brillant, du vernis. Ou veut d'agréables causeuses et non des travailleuses. Il faut donc convaincre les parents qu'ils sont sur une fausse voie. Il faut, donner aux jeunes filles une éducation telle qu'elles sortent de l'école comme en Norvège avec un métier dans les mains, ou comme aux Etats-Unis, connaissant la tenue d'un ménage au point de pouvoir elles-mêmes le diriger. Elles sont alors „prêtes à marier“. Comment y parvenir? C'est en redisant souvent les mêmes idées, et en usant de la puissance du journalisme. Chacun lit les journaux et bien peu de personnes résistent, à la longue, à la manière de voir de leur journaliste qui joue ici le rôle d'un prédicateur. Il me semble qu'il y a donc lieu d'engager les jeunes filles, même de bonne condition, à pousser moins loin les études classiques, et à se vouer à une profession manuelle. Enfin, il faut aussi agir auprès des pouvoirs publics afin qu'il modifient dans un sens professionnel, les programmes d'études des écoles supérieures de jeunes filles.

Je voudrais aller plus loin: je voudrais que pour l'école, on mette la jeune fille sur le même pied que le jeune homme, c'est-à-dire qu'on ouvre en sa faveur, partout où cela est possible, des cours de perfectionnement et d'instruction pratique: comptabilité, économie domestique, jardinage, etc. Je voudrais même que l'on généralise aussi en faveur des jeunes filles, la création d'écoles professionnelles pratiques où elles seraient forcées de faire un bon apprentissage. Enfin, je voudrais que les Cantons qui ne l'ont pas encore fait, établissent des lois sur la protection des ouvrières et des apprentis, lois s'appliquant aux ouvrières et aux apprenties, et obligeant celles-ci, à subir un examen de fin d'apprentissage pour l'obtention de leur diplôme.

Je voudrais enfin que l'on facilite aux jeunes filles, leur entrée dans des professions plutôt féminines, telles de la typographie où elles sont d'une remarquable agilité; la photographie, la phototypie, où elles peuvent aussi bien et même mieux que des hommes travailler; je voudrais en voir arriver beaucoup comme caissières dans les gares de chemin-de-fer, sténographes dans les rédactions de journaux et dans le commerce, sténographes et dactylographes dans le commerce et dans les administrations publiques.

De qui dépendent tous ces progrès? En grande partie de vous, Mesdames. „Aide-toi, le ciel t'aidera“ dit le proverbe. C'est donc aux dames de s'unir et à faire une active propagande en faveur des progrès que nous proposons et dont la réalisation n'est pas si difficile.

Il existe en Suisse une société qui a déjà fait beaucoup de bien. C'est le *Schweiz. Gemeinnützige Frauenverein*, Société féminine suisse d'utilité publique dont la digne présidente est Mme. Villiger-Keller à Lenzbourg, un nom connu et loué dans toute la Suisse.

Cette Société essentiellement suisse a pour but: — „de soutenir, d'encourager et de réaliser les efforts humanitaires qui sont du ressort des femmes.“ Elle a inscrit cette belle pensée en tête de ses statuts: *„Donne au pauvre une aumône, tu lui aides à demi; montre-lui comment il peut s'aider lui-même, tu lui aides entièrement.“*

Outre les écoles et cours qu'elle a organisées à Berne, elle a créé en 1889 un autre excellent institut à Lenzbourg même, c'est l'École des Ménages et de Domestiques qui a pour but d'initier les jeunes filles à la direction d'un ménage ordinaire et de former à la vocation de servantes honnêtes et diligentes, des jeunes filles appelées à gagner leur vie.

Cette société fait aussi des essais d'industrie domestique; elle a introduit à Lenzbourg, à Bâle, à Berne, la confection des „poupées suisses.“

Cette société qui voue toute son attention à l'étude des questions qui intéressent le travail de la femme, peut seule provoquer les diverses améliorations dont je viens de parler, soit: chercher à introduire des conditions de travail meilleures; — rechercher les industries domestiques pouvant le mieux convenir aux aptitudes et aux forces de la femme; demander aux cantons et aux cités, l'ouverture de cours de cuisine, de lingerie et de repassage, de manière à former de bonnes cuisinières, des femmes de chambres, ou même d'établir elles-mêmes de telles écoles; travailler à l'établissement de locaux communs pour la vente des produits; — créer des bureaux officiels de placement; — obtenir en faveur des jeunes filles capables, des bourses pour continuer des études spéciales, etc.

Mais il faut pour cela que les femmes de la Suisse romande suivent en grand nombre l'exemple de leurs sœurs de la Suisse allemande et qu'elles se groupent en Société d'utilité publique, comme l'ont fait, celles de Chaux-de-Fonds et celles de Fribourg. Ces dernières étaient au nombre de huit pour former un comité d'initiative, l'année dernière. Elles sont maintenant plus de cent: elles ont déjà ouvert des cours de repassage, de raccomodage fréquentés même par des femmes d'ouvriers; elles vont ouvrir un cours de cuisine, et se proposent de créer une école ménagère;



elles s'occupent aussi en ce moment d'introduire sur les rives de la Sarine, une industrie domestique nouvelle, dont nous attendons beaucoup de bien.

Il appartient au Congrès d'adresser aux femmes romandes, un appel dans le but de les amener à la création de telles sociétés.

### *Concluons :*

#### *1. La femme.*

1. Il faut en tout premier lieu donner à la femme, dans le corps social, la place à laquelle elle a droit. Dans ce but, il y a lieu de travailler à corriger les erreurs traditionnelles à l'endroit de la femme et d'habituer le public à cette idée que la femme aussi bien que l'homme peut se vouer au commerce, à l'agriculture, aux arts et aux sciences.

2. Il est reconnu que le salaire de la femme serait moins nécessaire dans beaucoup de ménages, si l'homme pouvait se soustraire aux dépenses d'auberge et faire à la bourse commune un apport hebdomadaire plus fort. Il faut donc, en société et individuellement, travailler par tous les moyens en notre pouvoir à déraciner cette détestable habitude de la fréquentation désordonnée des auberges.

3. Il faut faire comprendre à la femme que toute profession qui n'est pas au-dessus de ses forces et dont le gagne-pain est honnête, est digne d'elle.

4. Il est désirable qu'à chaque foyer domestique il reste librement une femme, surtout quand il y a de jeunes enfants; mais il n'y a pas nécessité qu'il y en ait plus d'une, et pour toutes les femmes de plus de 16 ans, qui ne sont pas ou ne sont plus mariées, il est bon que des ateliers de toute nature leur permettent de gagner honnêtement leur vie et les libèrent du fléau moral de l'oisiveté.

5. Pour les mères de famille qui ont la sagesse de soigner chez elles leurs intérêts domestiques, il est désirable qu'on maintienne et qu'on cherche à organiser des travaux à faire à domicile — industries domestiques — pour employer l'excédent de leur temps, leur permettre d'apprendre à leurs jeunes filles les soins du ménage et d'apporter au budget commun, quand c'est nécessaire, une contribution pécuniaire. C'est là un adjuvant des plus recommandables.

6. La mécanique a fait tant de progrès que l'on peut introduire dans n'importe quel appartement et à peu de frais des moteurs aux forces les plus limitées. Profiter, en faveur des industries domestiques, de ces nouveaux moyens.

7. L'association coopérative de production, unissant le capital et le travail, supprimant l'intermédiaire, et obtenant à l'ouvrière



la plus grande quantité possible de bénéfiques, est vivement à recommander.

8. Les œuvres d'assistance par le travail doivent être introduites là où elles n'existent pas encore.

## 2. *La jeune fille.*

1. La plupart de nos jeunes filles sont trop élevées à la française, en vue d'un mariage à brève échéance et aux obligations duquel elles sont souvent très peu préparées. La société devrait au contraire préparer les jeunes filles de façon à ce que chacune ait „un métier dans les mains“.

2. Engager les jeunes filles même de condition moyenne, à pousser moins loin les études classiques et à se vouer à une profession manuelle. Agir auprès des pouvoirs publics afin qu'ils modifient dans un sens professionnel, les programmes d'études des écoles supérieures de jeunes filles.

3. Engager les jeunes filles à fréquenter les écoles et cours de commerce, et ouvrir en leur faveur, partout où cela est possible, des écoles professionnelles spéciales, ainsi que des cours de perfectionnement et d'instruction pratique: comptabilité, économie domestique, jardinage, etc.

4. Faciliter aux jeunes filles leur entrée dans les professions qui rentrent plutôt dans l'activité féminine, telles que la typographie, où elles sont d'une remarquable agilité, dans les arts graphiques manuels et mécaniques. Obtenir des administrations qu'elles veuillent bien occuper des jeunes filles comme caissières, sténographes, dactylographes, etc.

5. Engager les jeunes filles à faire de bons apprentissages et à rechercher le diplôme de fin d'apprentissage par un examen bien préparé.

## 3. *Sociétés.*

1. „Aide-toi, le Ciel t'aidera.“ Il faut donc que, d'abord, la femme aide la femme, et que celles qui sont en position de le faire, s'occupent des pauvres femmes, de celles qui ont besoin de conseils et d'appui.

2. L'un des meilleurs moyens d'y parvenir est la création, partout où cela est possible, de sociétés féminines d'utilité publique dont le but serait:

a) D'étudier toutes les questions qui intéressent le travail de la femme;

b) de chercher à introduire des conditions de travail meilleures;

c) de rechercher les industries domestiques pouvant le mieux convenir aux aptitudes et aux forces de la femme;

d) d'ouvrir des écoles et cours de cuisine, de lingerie et de repassage pour la formation de bonnes cuisinières, de femmes de chambre bien au courant de leurs obligations;

e) de retenir à la campagne les jeunes filles, par l'introduction d'industries domestiques, agricoles, en rapport avec leurs aptitudes et leur position, telles que culture maraîchère, préparation des légumes et fruits fins, séchés, des conserves, élevage des petits animaux domestiques, et surtout des poules, dont la vente des produits est un bon appoint dans beaucoup de ménages;

f) de travailler à l'établissement de locaux communs de vente, et, afin de diminuer les frais d'administration, de profiter des Halles industrielles existantes;

g) de travailler à la création de bureaux officiels de placement;

h) d'obtenir des autorités, en faveur des jeunes filles aussi bien que des jeunes gens, des bourses pour études spéciales.

#### 4. *Le congrès des intérêts féminins.*

Comme il ne sert de rien d'établir de belles théories et qu'il faut agir, nous nous permettons de proposer au congrès des intérêts féminins, réuni ce jour, qu'il veuille bien, dans un bref délai:

1. S'adresser aux cantons, dans le but d'obtenir d'eux des lois sur les métiers, réglant la durée du travail, les conditions de louages de services, obligeant les jeunes filles comme les jeunes gens, à de bons apprentissages et à la participation obligatoire à un examen final de ceux-ci.

2. Demander à la Confédération et aux cantons l'établissement, comme dans d'autres pays, d'inspectrices d'ateliers.

3. Demander aux pouvoirs publics cantonaux, de modifier dans un sens plus immédiatement pratique, les programmes de nos écoles de filles, et d'autoriser la fréquentation des écoles et cours professionnels commerciaux et industriels, par les jeunes filles aus-i bien que par les jeunes gens.

4. Demander aux gouvernements cantonaux la création, dans les villes et dans les grandes communes, de cours de perfectionnement à l'usage des jeunes filles.

5. S'adresser surtout aux femmes de la Suisse romande, afin d'obtenir d'elles leur groupement en sociétés d'utilité publique.

6. Adresser aux Compagnies de chemin de fer une demande tendant à faire admettre des femmes comme caissières dans les gares et s'adresser à d'autres administrations afin que les femmes sérieusement admises comme employées sténographes et dactylographes.

7. Charger une commission de faire toutes les démarches nécessaires auprès de ces autorités et administrations et de pourvoir aussi bien que possible à la réalisation des vœux émis dans le présent congrès.

## Versicherung gegen Arbeitslosigkeit, Krankheit und Unfall.

*Von Frau Conzett, Zürich.*

Es ist mir die Aufgabe zu teil geworden, über zwei wichtige Fragen: die Arbeitslosenversicherung und die Kranken- und Unfallversicherung zu referieren. Indem ich versuchen will, so weit dies in meinen Kräften steht, dieser Aufgabe gerecht zu werden, schicke ich voraus, dass ich die Besprechung der genannten Fragen nicht speciell vom Standpunkte der Frau aus unternehme. Dieselben beschlagen Interessen des gesamten arbeitenden Volkes ohne Unterschied des Geschlechtes. Immerhin habe ich selbstverständlich in erster Linie mich gefragt, was nützt und was schadet in der Sache unseren Geschlechtsangehörigen.

Wir können unmöglich für das weibliche Geschlecht eine Extraversicherung verlangen, es liegt ja auch gar nicht in unserem Interesse, denn die Versicherung gegen Arbeitslosigkeit ist doch nur für solche Personen berechnet, die ihren Unterhalt selbst verdienen müssen und im Kampfe ums tägliche Brot haben sie, ob Mann oder Frau mit denselben Schwierigkeiten zu kämpfen, ja die Frau oft noch mehr als der Mann.

Jede neue Erfindung oder Verbesserung der Maschinen macht Arbeitskräfte überflüssig, was zur Verminderung der Löhne führt. Je mehr die Maschinenarbeit Terrain gewinnt, desto mehr nimmt die Frauenarbeit zu und desto mehr sinken die Löhne im allgemeinen im Vergleich zur Kaufkraft des Geldes.

Es ist daher auch zu begreifen, dass zur Zeit der Arbeitslosigkeit der Ausfall des Verdienstes diese Leute sehr hart trifft, ist doch die Verwertung ihrer Arbeitskraft unter den bestehenden gesellschaftlichen Einrichtungen gleichbedeutend mit Sattessen oder Hungern, da Ersparnisse in den meisten Fällen bei den geringen Frauenlöhnen nicht gemacht werden können und da wo sie möglich waren, bald aufgezehrt sind.

Die Arbeiterschaft hat in der Regel nichts als ihre Arbeitskraft, das ist ihr einzig verfügbares Gut. Das Recht auf Existenz ist ein natürliches Recht des arbeitswilligen Menschen, darum sind Staat und Gesellschaft verpflichtet, für ihn einzutreten, falls

es ihm infolge des modernen Produktionssystems nicht möglich ist, eine menschliche Existenz zu führen.

Um der Arbeitslosennot entgegenzutreten, die in den letzten Jahren an einzelnen Orten sehr gestiegen ist und aller Voraussicht nach in nächster Zeit bedeutend steigen wird, ist es notwendig, dass die Arbeiter und Arbeiterinnen gegen Arbeitslosigkeit versichert werden.

An diese Versicherung haben Staat und Unternehmer den Hauptanteil zu leisten, weil ersterer das System schützt, das den Arbeitsertrag der Massen in die Kassen einzelner fliessen lässt, die Unternehmer sich infolgedessen in guten Zeiten bereichern, während das arbeitende Volk arm bleibt.

Sobald Staat und Unternehmer den Hauptanteil an die Versicherung leisten, so haben sie infolgedessen auch ein Interesse daran, dass der öffentliche unentgeltliche Arbeitsnachweis von Staatswegen über die ganze Schweiz verbreitet wird.

Bei der Reichhaltigkeit der Industrien und Gewerbe in der Schweiz ist es leicht einleuchtend, dass während an einem Ort und einer Branche Ueberfluss an Arbeitskräften herrscht, an andern etwelche Nachfrage von Arbeitskraft ist.

Wenn z. B. in Zürich die Tricotfabrik infolge neu einzuführenden Artikeln Mangel an Arbeitskräften hat, im Thurgau aber die dortigen Fabriken flau gehen oder auch umgekehrt, so wäre den Arbeiterinnen wie den Fabrikanten durch Vermittlung des Arbeitsnachweises sehr gedient.

Für die männlichen Arbeiter sind heute schon fast in jedem grösseren Orte Arbeitsnachweise, wo Meister wie Arbeiter verkehren, aber das zu leisten, was ein über das ganze Land organisierter Arbeitsnachweis vermöchte, können diese kleinen Arbeitsnachweise nicht. Für die weiblichen Arbeiter sind nicht einmal solche vorhanden. Ausser den Plazierungsbureaux für Dienstmädchen und Hotelbedienstete ist kein Arbeitsnachweis vorhanden und die Fabrikarbeiterin, Schneiderin, Ladentochter und Bureauangestellte muss, wenn sie eine Stelle sucht, von Geschäft zu Geschäft laufen, wenn nicht zufällig in der Zeitung Arbeitskräfte gesucht werden.

Ein solcher über das ganze Land organisierter Arbeitsnachweis gestattet während dem ganzen Jahr einen Ueberblick über die vorhandenen überschüssigen Arbeitskräfte und erleichtert die Unterbringung der Arbeitssuchenden.

Arbeitsgelegenheit ist überhaupt besser, als jedwede finanzielle Unterstützung und wenn diese auch nicht in Form eines Almosens, sondern im Gewande des Rechts verabreicht wird.

Mancher Missbrauch könnte durch Arbeitsvermittlung verhütet werden, denn davon wissen alle Komitees zu erzählen, dass die Arbeitslosenunterstützung oft von Leuten beansprucht wird, die derselben gar nicht bedürfen oder ihrer gar nicht



würdig sind, während es nicht selten vorkommt, dass z. B. bei der in Zürich bestehenden Organisation für Arbeitslose, brave Arbeiter Unterstützung verschmähen. Gerade so wie es Leute giebt, die die Arbeitslosenunterstützung missbrauchen, ebenso giebt es Arbeitgeber, die während der Arbeitslosennot die Gelegenheit benutzen und die Arbeitssuchenden missbrauchen, indem sie die denkbar schlechtesten Löhne bezahlen.

Wer sich bis jetzt nur ein wenig um die Arbeitslosennot bekümmert hat, wird gesehen haben, dass für die Unterstützungen sich nur wenig weibliche Personen melden, das kommt davon, weil die Arbeiterin ihre Arbeitskraft um jeden Preis zu verwerten sucht. Dann fällt die Arbeitslosigkeit des weiblichen Geschlechtes in der Regel nicht gerade auf bestimmte Zeit wie bei dem männlichen Arbeiter, denken wir an die vielen Bauhandwerker, die bei ungünstiger Witterung, z. B. im Winter, einfach nicht arbeiten können, sondern bei den Berufen der weiblichen Arbeiter verteilt sich die Arbeitslosigkeit auf das ganze Jahr. Dadurch, dass die Arbeiterinnen ihre Arbeitskraft um jeden Preis anbieten und die Unternehmer diese Gelegenheit missbrauchen, wird die Lage der erwerbenden Frauen nicht gehoben. Derselbe Missbrauch kommt auch bei den männlichen Arbeitern vor, da diese aber in der Regel in schöner Zahl organisiert sind, so machen sie, sobald die bessere Zeit für sie kommt, ihre Ansprüche wieder geltend. Anders steht es mit den Arbeiterinnen, diese sind fast gar nicht organisiert, deshalb wissen sie sich auch nicht zu helfen und müssen eben mit dem Vorlieb nehmen, was ihnen geboten wird.

Der Arbeitsnachweis wäre gerade für die erwerbenden Frauen von grossem Vorteil, dann könnte solchem Missbrauch ein Riegel geschoben werden, indem bei Vermittlung ortsübliche Löhne verlangt würden.

Da in den bestehenden Arbeitslosenversicherungen Bern und St. Gallen, sowie im Entwurf Basel so wenig für die weiblichen Arbeiter gesorgt ist, ersehen wir, wie notwendig es ist, dass auch wir Frauen uns um diese Frage kümmern und dadurch das Wohl unserer Mitmenschen fördern helfen.

Nicht nur alle dem eidg. Fabrikgesetz unterstellten Arbeiterinnen, sondern auch diejenigen, die dem Arbeiterinnenschutzgesetz unterstellt oder zu unterstellen sind, haben die Arbeitslosenversicherung dringend notwendig, ebenso die Ladentöchter und Bureauangestellten.

Gerade in den Betrieben, wo Arbeiterinnen beschäftigt sind, die keinen qualifizierten Beruf haben, ist es oft schwer Arbeit zu finden.

Wie geht es aber, wenn solche Mädchen allein stehen im schweren Kampf ums Dasein?

Die Arbeitslosigkeit trifft ja auch einen alleinstehenden Mann hart genug, aber er kann doch, wenn er an einem Orte

keine Arbeit findet, auf Geratewohl hin an einen andern Ort, wo er vielleicht Arbeit finden kann. Es giebt ja auch da und dort Naturalverpflegungen zur Erleichterung und so notdürftig kann sich am Ende ein Arbeiter durchschlagen oder durchfechten, bis er wieder irgendwo festen Fuss fasst, ohne dass er den guten Namen einbüsst.

Etwas anders steht es mit den weiblichen Personen, die durch Arbeitslosigkeit in Not geraten. Die Verhältnisse sind für das weibliche Geschlecht auch in dieser Lage, wie in allen übrigen, weit ungünstiger als für das männliche.

Wie viele Arbeiterinnen kommen durch Verdienstlosigkeit in Not und Elend und werden dadurch der Prostitution in die Arme getrieben. Günstigere gesellschaftliche Verhältnisse oder rechtzeitige Hülfeleistung hätte diese Armen retten können und nicht zu Ausgestossenen der Gesellschaft gemacht.

Ist es angesichts dieser Thatsachen nicht notwendig, dass auch der weibliche Teil der arbeitenden Bevölkerung dem Versicherungsverbände zugeteilt wird.

Selbst dann, wenn die obligatorische Arbeitslosenversicherung eingeführt ist, giebt es immer noch eine schöne Zahl Frauen, die zur Zeit der Arbeitslosigkeit in Not und Elend kommen. Tausende von Familien können mit dem Verdienst des Familienvaters nicht auskommen, auch wenn sie die Ausgaben nur auf die allernötigsten Bedürfnisse beschränken. Da muss die Hausfrau eben auch mitverdienen und eine grosse Zahl sind in der Hausindustrie beschäftigt.

Tritt nun in der Hausindustrie der einen oder andern Branche Stockung ein und der Verdienst bleibt aus, so hält Frau Sorge ihren Einzug.

Und doch können wir einstweilen noch nicht daran denken, die in der Hausindustrie beschäftigten Frauen, obschon diese es ebenso notwendig haben wie die andern, dem Gesetz der Arbeitslosenversicherung zu unterstellen. Wir würden da auf grosse Schwierigkeiten stossen, weil in der Hausindustrie die häuslichen Arbeiten mit der bezahlten Arbeit abwechseln, deshalb wäre eine genaue Kontrolle gar nicht möglich.

Eine freiwillige Arbeitslosenversicherung hat keinen grossen Wert, da viele sich nicht versichern würden, in dem Glauben, dass es ihnen an Arbeit gar nie fehlen kann, andere wieder sind zu gleichgültig und wieder andere würden sich schon melden, wohl wissend, dass die Arbeitslosigkeit sich von Zeit zu Zeit bei ihnen einstellt. Gerade die weiblichen Arbeiter und sehr wahrscheinlich diejenigen, die es am notwendigsten haben, würden dem Versicherungsbande fern bleiben. Schaffen wir deshalb soviel wir können daraufhin, dass in allen Kantonen die Arbeitslosenversicherung eingeführt wird mit Freizügigkeit, damit etwas Durchgreifendes errungen wird und vergessen wir dabei nicht,

dass dem weiblichen Geschlecht die gleichen Rechte zuerteilt werden müssen, wie sie die männlichen Mitglieder haben.

Die Einführung der Arbeitslosenversicherung in einzelnen Gemeinden und Kantonen arbeitet der eidg. Arbeitslosenversicherung und dem eidg. Arbeitsnachweise unter Mitwirkung der Kantone und Gemeinden vor. Die eidgenössische Einrichtung allein ist zureichend und für deren Einführung nach Kräften auch von weiblicher Seite zu wirken.

Während die Frage der Arbeitslosenversicherung noch sehr der Propaganda bedarf, so ist die Kranken- und Unfallversicherung schon lange vor den eidgenössischen Räten anhängig und liegt in Gesetzesentwürfen denselben vor.

Ich werde deshalb nur in kurzen Zügen darüber referieren, da ein genaues Eintreten in das weitschichtige Material zu viel Zeit in Anspruch nehmen würde.

Die Bestrebungen, eine staatliche, obligatorische Kranken- und Unfallversicherung herbeizuführen, sind bekanntlich älteren Datums, so dass die Sache in den eidgenössischen Räten endlich schon mit etwas mehr Energie beraten und gefördert werden dürfte, nachdem unserem Vaterlande seit vielen Jahren sogar die Monarchien Deutschland und Oesterreich vorangegangen sind.

Der heutige Zustand ist einfach unhaltbar geworden, fast mehr noch in Bezug auf die Unfallversicherung als auf die Krankenversicherung, in welcher letzterer von seiten der Privatthätigkeit vieles, wenn auch ungenügendes geschehen. Ungenügend namentlich, wenn man die mangelnde Ausdehnung der Fürsorge für kranke Tage auf den Grossteil der Bevölkerung und die vielfach mangelnde Leistungsfähigkeit der Krankenkassen in Betracht zieht.

Bei der Unfallversicherung auf privater Grundlage hat sich unwiderleglich gezeigt, dass sie weder dem humanen Arbeitgeber oder Unternehmer, noch dem Arbeiter gerecht wird, der nicht selten zur Leistung von 50 und mehr Prozent an die Unfallversicherung herbeigezogen wird, was für denselben um so schwerwiegender wirkt, als er auf die Kosten der Krankenversicherung heute ausschliesslich allein tragen muss.

Die private Versicherung ist viel zu teuer und legt dem Unternehmer wie dem Arbeiter zu grosse Lasten auf, weil die Verwaltungskosten und die Dividenden der Aktionäre der Versicherungsgesellschaft viel zu hoch sind. Dazu kommt noch, dass bei der privaten Versicherung der Schadenersatzanspruch durch alle möglichen Mittel zu reduzieren versucht wird, so dass der Verunglückte nicht selten erst nach langem Prozessieren zu seinem Geld kommt. Gegenüber den bestehenden Uebelständen hat sich die Privatthätigkeit längst und schlagend als unzulänglich erwiesen.

Weder die bestehenden Krankenkassen noch die Unfallversicherungen auf Gegenseitigkeit genügen, auch könnte eine



blasse Subvention dieser Kassen durch den Bund durchaus nicht genügen, wie in Sachen viel kompetentere Leute als ich offiziell nachgewiesen haben. Unter anderm sei nur die bundesrätliche Botschaft erwähnt.

Der Staat, die Gemeinsame, muss da ordnend eingreifen.

*Aber wie?* Darüber gehen die Meinungen, je nach Interesse und zum Teil je nach Vorurteilen, auseinander.

Ich gestehe offen, dass ich auf dem Boden der Beschlüsse der Arbeitertage in Biel (Ostern 1893) und Zürich (November 1893) stehe und dass ich an letzterem teilgenommen und der dort beschlossenen Initiative betreffend unentgeltliche Krankenpflege freudig zugestimmt habe.

Heute noch bin ich der Ueberzeugung, dass die Verwirklichung des dort Beschlossenen, nicht nur die einfachste und sauberste Lösung der Frage der Kranken- und Unfallversicherung geboten, sondern auch den wahren Interessen des immensen Grossteils der Bevölkerung entsprochen hätte.

Wie schön und ohne entwürdigenden Beigeschmack des Almosengenusses wäre es, auch für den Grossteil der Frauenwelt, wenn, wie genannte Initiative es verlangte, allen Bewohnern der Schweiz, Reich und Arm, unentgeltliche Hülfe und unentgeltliche Heilmittel geboten würde. Wer von dieser Hülfe keinen Gebrauch machen wollte, der könnte ja selbstverständlich darauf verzichten.

Die Erfahrungen, die man aber da gemacht hat, wo die Unentgeltlichkeit der Lehrmittel, der Beerdigung u. s. w. eingeführt ist, haben gezeigt, dass auch die Besitzenden fast ohne nennenswerte Ausnahmen, sich bald in diese segensreiche Neuerungen fanden, von deren Nutzen Gebrauch machten und so den Institutionen den Stempel des Allgemeinrechtes aufdrückten, denjenigen der Almosengenössigkeit verscheuchend.

Nicht weniger einleuchtend erschien mir, dass die Krankenversicherung, soweit sie für entfallenden Lohnausfall in Betracht fällt, von der Arbeiterschaft selbst getragen werde unter Selbstverwaltung ihrer Kassen, während die Unfallversicherung nach den genannten Beschlüssen Sache der Unternehmer gewesen wäre, ebenfalls unter Selbstverwaltung seitens derselben.

Doch das sind schöne Erinnerungen und haben keinen praktischen Zweck, deshalb will ich an die praktische Sache gehen.

Machen wir uns an das in Sachen vorliegende, an die Forrer'schen Entwürfe. Dieselben bieten — das sei ausdrücklich betont — das Mindestmass dessen, was die Anhänger der unentgeltlichen Krankenpflege, resp. die weiblichen und männlichen Mitglieder des grossen, alle Schattierungen umfassenden Arbeiterbundes (vom Tagelöhnerverein bis zum Piusverein) zu fordern berechtigt zu sein glauben.



Eine Verschlimmbesserung oder Abschwächung des Entwurfes würde denselben gerade für die Kreise, denen derselbe Hülfe oder doch Erleichterung bringen soll, unannehmbar machen.

Also die Paragraphen 1—6 des Entwurfes, die von der Ausdehnung der Versicherung handeln und alle über 14 Jahre alten Lohnarbeiter und Arbeiterinnen der Zwangsversicherung unterstellen, sind sehr zu begrüßen.

Ausgenommen sind hier nur solche nicht selbständig Erwerbende, die über 5000 Fr. Salair haben.

Tagelöhner und Tagelöhnerinnen und andere im Lohne Dritter arbeitender Personen, sowie die Angehörigen der Hausindustriebetriebe, und das sind zum grossen Teil Frauen, unterliegen nur dann dem Versicherungszwange, wenn eine Mehrheit einer Versicherungsgemeinde oder der Kantone, in welchem sie thätig sind, solches beschliesst.

Thatsächlich sind heute, soweit die Fabrik- und Gemeindekrankenassen ausser Betracht fallen, verhältnismässig nur wenige Angehörige des weiblichen Geschlechtes gegen Krankheit versichert und doch ist eine solche Versicherung, namentlich für solche, die ausserhalb ihrer Familie im Dienste anderer ihr Brot suchen müssen, höchst notwendig. Aber auch der männliche Teil der arbeitenden Bevölkerung beteiligt sich heute noch viel zu wenig an der Krankenversicherung, so dass für Staat und Gemeinde für die betreffenden Familien oft grosse Opfer entstehen.

Durch die im Entwurf vorgesehene Ausdehnung des Versicherungszwanges werden nach den Berechnungen des Bundesrates schon im Anfange 600,000 Personen gegen Krankheit versichert, was dem Bunde eine Ausgabe von 2,190,000 Franken jährlich verursachen wird. Dazu kommen noch ca. 250,000 Fr. jährlich sonstiger Bundesauslagen.

Der Entwurf stellt für jede zwangsversicherte Person einen Beitrag von täglich einem Rappen in Aussicht.

Im fernern gestattet der Entwurf im Artikel 30 auch die freiwillige Mitgliedschaft für nicht im Lohne arbeitende Personen und für Kinder *aller* Familien. Dadurch ist es auch dem Gewerbetreibenden, dem Geschäftsmanne, den Landwirten u. s. w. möglich, für sich und die Seinen sich die Wohlthat der Krankenversicherung zu verschaffen.

Auch für die freiwillig Versicherten zahlt der Bund den Bundesrappen per Tag, wenn sie schweizerischer Nationalität sind.

Halbversicherte, welche den halben Beitrag zu bezahlen haben, haben nur Anspruch auf unentgeltliche ärztliche Behandlung und Arznei, sowie andere Heilmittel und zur Heilung dienende Gegenstände, wie Brillen, Bruchbänder, sowie den Ersatz notwendiger Transport- und Reisekosten (Art. 49).

Vollversicherte haben ausserdem Anspruch auf ein Krankengeld, das sich nach der Höhe der Lohnklasse richtet und  $\frac{2}{3}$  des eingeschätzten Tagesverdienst beträgt (Art. 50). Ausserdem haben voll- und halbversicherte Mitglieder Anspruch auf Erstattung der ortsüblichen Beerdigungskosten, doch in keinem Falle auf mehr als 60 Fr. (Art. 64), unentgeltliche Beerdigung ausgenommen.

Wöchnerinnen erhalten, ob sie voll- oder halbversichert sind, Ersatz der Kosten der Geburtshülfe, wenn sie vollversichert sind ausserdem auf die Dauer von 6 Wochen das Krankengeld vom Tage der Niederkunft an gerechnet.

Erkrankt eine Wöchnerin vor oder im Verlauf der Kindbett, dann tritt ausser dem Krankengeld auch Anspruch auf unentgeltliche ärztliche Hülfe und Arznei ein. Dann fällt aber der Anspruch auf Ersatz der Geburtshülfekosten weg.

So begrüssenswert obige Bestimmungen sind, namentlich auch in Bezug auf nichterwerbende Familienglieder, so erregt doch die Höhe des Eintrittsgeldes, das die Kassen erheben dürfen (bis zu Fr. 25 für halbversichert und bis zu Fr. 50 für vollversicherte), Bedenken, auch wenn man erwägt, dass die Kassen freizügig sind und ein einmal bezahltes Eintrittsgeld allenthalben gilt. Soll die freiwillige Versicherung auch für die ärmeren Schichten eine Wohlthat werden, dann muss das Eintrittsgeld bedeutend reduziert oder dann für Bedürftige durch den Bund getragen werden.

Die Stimmberechtigung aller handlungsfähigen Kassenmitglieder ist im Entwurfe und in der bundesrätlichen Botschaft anerkannt, so dass auch die weiblichen Mitglieder über 20 Jahre stimmen können und sollen.

So selbstverständlich das nach dem Grundsatz ist: Gleiche Pflichten, gleiche Rechte, so giebt es doch Zöpfe, denen die Bestimmung nicht behagt.

Sowohl an der Stimmberechtigung der weiblichen Mitglieder, sowie an der Teilnahme an der Verwaltung seitens derselben ist strikte festzuhalten, ebenso an der Unantastbarkeit des Krankengeldes gegenüber Gläubigern.

Nun fragt es sich, wer hat die Mittel aufzubringen für die Krankenversicherung?

Der Entwurf bestimmt, dass für die Zwangsversicherten ausser dem Bundesbeitrag von Fr. 3. 65 pro Jahr und pro Mitglied, die Beiträge zu gleichen Teilen vom Arbeitgeber und Arbeitnehmer zu tragen sind, dass aber der erstere für den Beitrag des letzteren haftbar ist.

Ueber die Organisation der Krankenversicherung ist kurz zu bemerken, dass dieselbe Gemeindekrankenkassen, Betriebskrankenkassen und unter Bundesaufsicht stehende freiwillige Hilfskassen vorsieht.

In der ersteren (Gemeindekasse) müssen alle der Zwangsversicherung Unterstellten beitreten, falls sie nicht eines Betriebs (also Fabrikkasse) angehören oder Mitglieder einer vom Staate anerkannten freiwilligen Krankenkasse sind.

Dies ist das wesentliche über die Krankenversicherung. Nun noch wenige Sätze über die *obligatorische Unfallversicherung*.

Dass dieselbe dem humanen Arbeitgeber, wie auch dem Arbeiter besser entspricht, als die Privatversicherung, habe ich schon am Anfang dieses Referates betont.

Während bei der Privatversicherung bis zu 40 und mehr Prozent an die Prämienbeiträge, an Verwaltungskosten, Dividenden etc. draufgehen, übernimmt die Eidgenossenschaft die Einrichtungs- und Verwaltungskosten, Dividenden und Tantiemen fallen auch weg, so dass der Vorteil einleuchtend ist.

Die Kranken- und Unfallversicherung soll ein grosses Ganzes sein, ein Apparat, wo *ein* Stück genau in das andere passt, sonst braucht es viel zu viel Betriebskraft, um diesen Apparat in Gang zu bringen.

Nach dem Entwurfe leistet die Eidgenossenschaft im weiteren ausser den Einrichtungs- und Verwaltungskosten einen Viertel an die notwendige Unfallprämie, den Rest leistet allein der Arbeitgeber.

Als human im Vergleich zu der heutigen Versicherungsmethode ist Art. 33 der Unfallversicherung, der bestimmt, dass der oder die Versicherte, der einen dauernden körperlichen Nachteil erduldet,  $\frac{2}{3}$  des ihm entgehenden Tagesverdienstes lebenslänglich in Rentenform erhält. Je nachdem sich der Nachteil in der Folge als erheblich grösser oder erheblich geringer herausstellt, als anfangs angenommen wurde, kann die Rente erhöht oder reduziert werden.

Inhuman gilt uns die Bestimmung in Artikel 35, dass der Anspruch der Witwe oder des Witwers auf die Hinterlassenrente dahinfallen soll, falls die Verhehlung erst nach dem Unfall erfolgt. Dadurch können Verkürzungen ganz ehrbarer Brautpaare entstehen.

Wenn z. B. 8—14 Tage vor der Hochzeit der Mann verunglückt, er erholt sich wieder etwas und hält Hochzeit, stirbt aber  $\frac{1}{4}$  oder  $\frac{1}{2}$  Jahr nachher an inneren Verletzungen, die sich später zeigten, so erhält das Kind, wenn ein solches da ist, keine Rente, weil die Eltern 14 Tage zu spät geheiratet haben. Jedenfalls wäre ein vor Eintritt des Unfalles gemachtes Eheversprechen zu schützen.

Hätten sie 14 Tage früher geheiratet, so würde die Witwe jährlich 30 Prozent des Jahresverdienstes ihres infolge Unfalls verstorbenen Mannes beziehen bis zu ihrer Wiederverhehlung und ausserdem 15 Prozent für jedes hinterlassene oder nach-

geborene Kind, bis dasselbe 16 Jahre alt ist. Es darf jedoch die Gesamtrente 50 Prozent des Jahresverdienstes des Verstorbenen nicht übersteigen.

Wenn der Mann täglich Fr. 5 verdient, so bekommt die Witwe mit Kindern Fr. 2. 50 täglich und wenn sie auch noch etwas verdient, so kann sie mit den Kindern durchkommen, ohne der Gemeinde zur Last zu fallen. Diese Bestimmung ist doch gewiss ein grosser Fortschritt gegenüber dem bisherigen Zustande.

Dahingegen scheint mir der Artikel 38 des Unfallgesetzes, der über die Unterstützungspflicht gegenüber den unehelichen Kindern handelt, der Erweiterung im humanen Sinne bedürftig zu sein.

Sehr begrüssenswert ist die Ausdehnung der Versicherungspflicht für Unfälle auf alle Personen, die der Zwangsversicherung für Krankheit unterstellt sind.

Wohl trifft da die Arbeitgeber eine etwelche Mehrbelastung, die aber vom Standpunkte der Humanität nur begrüsst werden kann und gerade für Lohnarbeiterinnen von grossem Werte ist.

Die freiwillige Versicherung ist möglich auf Antrag des Versicherungsamtes unter Genehmigung des Bundesrates, so dass auch selbständig Erwerbende von der Wohlthat der staatlichen Unfallversicherung Gebrauch machen können.

Den Freunden der unentgeltlichen Krankenpflege zeigt auch der Artikel 11 ein Entgegenkommen, der den Bund ermächtigt, Heil- oder Kuranstalten, sowie Apotheken zu errichten und zu betreiben, sich an den Errichtungen solcher zu beteiligen und Krankemobilien, orthopädische Gegenstände und andere zur Heilung dienende Waren anzuschaffen.

Durch Ausführung dieser Artikel wird auch der staatlichen Krankenversicherung ein grosser Dienst geleistet und ein weiterer Schritt zur unentgeltlichen Krankenpflege gethan.

Und nun zum Schlusse.

Ich habe mich bemüht, das Gute, das in den Forderschen Entwürfen ist, herauszugreifen und auch das, was namentlich für uns Frauen besser sein könnte, zu bezeichnen.

Ohne Rückhalt wird man zugestehen müssen, dass die Annahme der Entwürfe ohne Verschlimmbesserung durch die eidgenössischen Räte einen weitgehenden, segensreichen Einfluss auch für den weitaus grössten Teil der Frauenwelt ausüben müsste.

Aber die Verhandlungen der nationalrätlichen Kommission und die Angriffe in der Presse haben deutlich gezeigt, dass der Verwirklichung der Entwürfe einflussreiche Mächte entgegenstehen, denen jedes ansehnliche Opfer für die Besitzlosen zu viel ist.



Und dann, wie wollen die Mittel beschafft werden, um die Millionen, die der Bund zu leisten hat, aufzubringen?

Es ist von offizieller Seite deutlich gesagt worden, dass wenn der Bund die Mittel nicht beschaffen kann, die er zu den in den genannten Entwürfen vorgesehenen Leistungen nötig hat — circa  $7\frac{1}{2}$  Millionen Franken per Jahr — er einfach die Leistungen kürzen und die Versicherung minderwertig machen müsse.

Dass für die Aufbringung der Mittel keine Erhöhung der Abgaben auf Massen-Verbrauchsartikel thunlich ist, ausser der Einführung des Tabakmonopols, das ist wohl ohne nähere Begründung einleuchtend.

Eine andere Abgabenerhöhung würde vom Volke mit Recht verworfen werden, da man demselben das, was man ihm Gutes in der Kranken- und Unfallversicherung böte, reichlich auf andere Art aus der Tasche nehmen würde.

Ich weiss, dass es viele Feinde des Monopols giebt, aber das Tabakmonopol ist nun einmal in Aussicht genommen und würde kommen früher oder später auch ohne Kranken- und Unfallversicherung, aber eine bessere, eine segensreichere Verwendung könnte nicht gefunden werden.

Ich möchte Sie daher, verehrte Damen, aufmuntern, mitzuhelfen und mitzuwirken, dieses angefangene schöne Werk zu vollenden, das unserem Vaterlande und uns allen zur Ehre gereichen wird.



## Assurance de la femme contre les risques d'abandon misérable, en cas de maladie, d'accident, de chômage ou pendant la vieillesse.

Par M. Ed. Steiner, député au Grand Conseil neuchâtelois.

*Thèse première.* La meilleure assurance de la femme contre les risques d'abandon misérable, c'est souvent, ce devrait être toujours, le mariage.

S'il est utile de prendre des mesure pour assurer à la femme non mariée, veuve, ou abandonnée par son mari, quelque secours en cas de maladie, d'accident, de chômage forcé ou de vieillesse sans ressources, il est non moins nécessaire de chercher à rendre à la femme non mariée la place qui lui appartient, sa place naturelle au foyer de la famille.

L'homme, majeur, chef de famille est le protecteur naturel de la femme, épouse ou fille, comme il doit être aussi le protecteur de sa mère, si celle-ci devient veuve sans ressources, et de ses sœurs lorsque celles-ci ne sont pas mariées, aussi longtemps qu'elles ne peuvent pas gagner leur vie.

Tous les risques d'abandon misérable de la femme sont conjurés lorsque celle-ci appartient à une famille bien constituée dont le chef exerce une profession lucrative et comprend ses devoirs.

*Obstacles au mariage.* Malheureusement les jeunes hommes et les jeunes filles qui pourraient se marier rencontrent aujourd'hui, semble-t-il, plus d'obstacles qu'autrefois. Nous voyons, dans les villes surtout, le nombre des célibataires augmenter dans une effrayante proportion.

Les obstacles au mariage sont surtout d'ordre matériel. Si les jeunes hommes se marient moins facilement, c'est que, d'une part, les exigences du confort moderne et les entraînements du luxe rendent la vie du ménage plus coûteuse qu'autrefois, et c'est, d'autre part, qu'ils ont plus de peine à choisir une profession lucrative.

Si de nombreuses jeunes filles ne se marient pas, c'est tantôt que ceux qui pourraient les demander en mariage n'osent le faire, n'ayant pas de fortune eux-mêmes et sachant que celle

qu'ils épouseraient n'en a pas non plus — peut-être pas même de quoi s'aider à l'installation du ménage, — tantôt qu'ils découvrent chez elle des habitudes de luxe ou une absence de sens pratique qui leur fait craindre un ménage trop coûteux.

*Obstacles à la prospérité du ménage.* Il y a plus: Même lorsque l'homme se décide à se marier, et même lorsqu'il est économe et sobre, il arrive souvent qu'il a peine à subvenir aux premiers besoins de sa famille. A plus forte raison ne peut-il pas s'engager à payer des primes d'assurances pour lui-même et les siens contre les risques de maladie, d'accident, de chômage forcé, etc. Il peut à peine donner à ses enfants une bonne éducation et une bonne instruction. Il cherche au contraire à les retirer des écoles le plus tôt possible pour qu'ils s'aident à gagner la vie commune. Le plus souvent encore, il ne parvient pas à leur faire faire un apprentissage suffisant et ces enfants, garçons et filles, entrent mal armés dans la vie. Les garçons en souffrent beaucoup, les filles plus encore.

Enfin, un trop grand nombre d'hommes abandonnent leur femme et leurs enfants par un égoïste amour de leurs aises et par suite du dérèglement de leur vie.

Et le spectacle de toutes ces misères de famille détourne encore du mariage plusieurs jeunes gens — hommes et femmes — qui seraient en âge de se marier.

Et les femmes qui restent célibataires — souvent aussi celles qui ont épousé des ouvriers dans la gêne — doivent aller travailler dans les fabriques, dans les ateliers, dans les bureaux. Elles font là une concurrence ruineuse — pouvant se contenter d'un moindre salaire — à un grand nombre d'hommes et augmentent, par conséquent, la difficulté que ceux-ci ont déjà de gagner leur vie. Il arrive ainsi qu'un mal en engendre un autre et que les sociétés civilisées voient se dissoudre peu à peu ce qui fût, jusqu'à présent, leur plus solide fondement: *la famille.*

### *Conclusion générale:*

Dans ces circonstances, le devoir de ceux qui cherchent à améliorer le sort de la femme nous paraît être de travailler avant tout à lui rendre au foyer domestique sa place naturelle d'épouse et de mère.

Ils devront, pour cela, prendre des mesures pour faciliter aux jeunes hommes et aux jeunes filles l'entrée en ménage, appuyer toutes les initiatives publiques et particulières qui ont pour but de procurer des moyens d'existence aux chefs de famille ou de leur rendre la vie moins coûteuse, enfin et subsidiairement: réclamer dans la législation des pénalités plus sévères contre ceux qui seront convaincus d'abandon de famille, par leur faute et sans excuse reconnue valable.

### *Conclusions spéciales :*

*1<sup>re</sup> conclusion.* Pour faciliter aux jeunes gens l'entrée en ménage, nous préconisons la fondation, par les soins de l'initiative privée (des sociétés féministes par exemple) de caisses dotales qui auraient pour but de procurer à la jeune fille qui voudrait se marier, sinon une dot au sens ordinaire du mot, du moins une somme suffisante pour payer sa bonne part de la mise en ménage.

Ces caisses dotales pourraient être alimentées :

A. Par des dons volontaires.

B. Par des contributions régulières des parents qui voudraient mettre leurs filles au bénéfice de ces institutions.

C. Par des subventions de l'Etat.

Afin d'éviter de jeter la défaveur sur ces institutions, il conviendrait de ne pas les destiner aux jeunes filles pauvres seulement, mais de les fonder en vue de toutes celles qui voudraient bien y participer.

Les contributions régulières des parents devraient être de plusieurs catégories et, par conséquent, accessibles à toutes les bourses.

Le système de répartition devrait être conçu de telle façon que les plus petits contribuables participent, toute proportion gardée, dans une plus large mesure aux bienfaits de l'institution que les contribuables les plus riches. Ainsi les jeunes filles riches et leurs parents feraient une bonne œuvre en participant à de telles sociétés.

Il y aurait lieu de prévoir le cas où les jeunes filles, bénéficiaires de ces caisses dotales, ne se marieraient pas.

Les sommes auxquelles elles auraient droit pourraient alors être transformées — lorsqu'elles auraient dépassé un âge qui resterait à fixer — soit en primes uniques leur assurant une rente viagère, soit en un capital au moyen duquel elles pourraient fonder un commerce, à leur convenance.

Comme que l'on conçoive une telle institution, nous croyons qu'elle pourrait rendre de grands services. Il peut paraître étrange, qu'ayant à parler de l'assurance de la femme contre les principaux risques de la vie, nous commençons par préconiser une mesure qui tend à faciliter le mariage. — Mais pour les motifs que nous avons indiqués plus haut, nous voyons une corrélation intime entre la question de l'affermissement de la famille et celle de la protection de la femme contre les risques d'abandon misérable.

En résolvant la première de façon à remplacer dans leur sphère naturelle d'activité, un grand nombre de jeunes filles qui en sont actuellement éloignées, nous les ferons échapper au risque d'abandon misérable, ce qui vaut évidemment mieux encore que



de les y laisser exposées et d'organiser seulement le secours pour le moment où elles seraient abandonnées. — Faciliter le mariage est, à nos yeux, le moyen le plus sûr de prévenir le mal qui nous préoccupe. Nous tenons à insister sur ce point, avant de passer à d'autres considérations. /

*II<sup>e</sup> conclusion.* En dehors de l'initiative dont nous venons de parler, les sociétés féministes feront bien de réclamer, pour les filles et pour les garçons, une plus longue fréquentation obligatoire de l'école. Les dispenses données avant la fin de l'école primaire ou avant l'âge de quatorze ans nous paraissent contraires à une bonne préparation de la femme et de l'homme à l'apprentissage d'abord, à la situation de père ou de mère de famille ensuite.

S'il le faut, l'Etat et les communes devraient instituer des bourses pour les enfants de parents sans fortune, afin d'alléger les charges de ces derniers.

*III<sup>e</sup> conclusion.* Les personnes qui désirent travailler à améliorer le sort de la femme, et particulièrement à lui assurer une place utile au foyer de la famille, ne peuvent qu'appuyer de toutes leurs forces les entreprises qui ont pour but de faire faire aux jeunes filles, comme aux jeunes garçons, de bons apprentissages.

Très souvent les apprentissages sont insuffisants parce que les parents n'ont pas le moyen de payer une rétribution assez forte aux maîtres et maîtresses d'apprentissage. Il y a lieu, ici encore, de faire appel à la libéralité des riches et, cas échéant, aux subventions des pouvoirs publics. — Partout où n'existent pas encore des lois de protection pour les apprentis des deux sexes, on fera bien d'en demander l'élaboration. — La fondation d'écoles professionnelles, l'adaptation de l'enseignement public aux exigences de la vie moderne, seront de précieux auxiliaires pour la préparation des jeunes filles et des jeunes garçons à la vie pratique et à la vie de famille.

Mais, dans ces œuvres publiques et particulières, nous pensons que les jeunes filles doivent être préparées à l'exercice de professions ou de travaux convenables à leur sexe. Nous ne préconisons nullement l'invasion des professions masculines par les femmes, pour les raisons indiquées plus haut. (*Voir ce que nous avons dit des obstacles à la prospérité des familles.*)

*IV<sup>e</sup> conclusion.* Les sociétés féministes ne peuvent pas travailler directement et d'une manière générale au relèvement des salaires. Leur attribuer cette tâche serait les supposer capables de résoudre toute la question sociale; mais elles ne sauraient se désintéresser des efforts faits dans ce sens par les hommes qui ont des familles à entretenir ou qui se préparent au mariage. Elles feront bien, de leur côté, de veiller autant que possible à empêcher l'abaissement des salaires dans les pro-

fessions féminines. Nous voyons se poser la question d'argent chaque fois que nous examinons les causes du mal social et les moyens d'y remédier. Il importe donc que des sociétés comme celles-ci, s'aident à faire comprendre que le premier devoir des personnes qui font appel aux services d'autrui est de rendre à ceux qui les leur fournissent un juste équivalent de leurs peines. En outre, comme nous l'avons fait remarquer plus haut, il y a solidarité étroite entre les salaires de la femme et les salaires de l'homme. L'abaissement des uns entraîne celui des autres.

*V<sup>e</sup> conclusion.* Les sociétés féministes doivent réclamer, où elles n'existent pas encore, des lois et des pénalités sévères contre ceux qui sont convaincus d'avoir abandonné dans la misère leur femme et leurs enfants. Cette conclusion d'ordre restrictif a sa grande importance. Elle se passe de développements.

*Thèse seconde.* Malgré tous les efforts que nous ferons pour maintenir ou rendre à la femme sa place naturelle au foyer de la famille et pour obliger l'homme à remplir à son égard ses devoirs de protection naturelle, nous devons nous préoccuper des femmes non mariées ou abandonnées pour une cause quelconque en dehors du cercle tutélaire de la famille.

Les cas dans lesquels la femme non mariée ou abandonnée risque de tomber dans la misère sont les suivants :

1. Avant l'âge de majorité, en cas de mort ou d'inconduite des parents.
2. Pendant l'âge de majorité, en cas de chômage forcé.
3. Pendant l'âge de majorité, en cas de veuvage.
4. En cas de maladie ou d'accident.
5. Pendant la vieillesse, en cas d'infirmité grave ou d'incapacité de travail.

#### *Conclusion générale.*

Chacun des cas précités mérite une attention spéciale. Nous les diviserons en deux catégories : *A.* ceux où les pouvoirs publics doivent intervenir d'office pour forcer l'assurance ; *B.* ceux qui nous paraissent devoir être laissés autant que possible à l'initiative privée.

Nous placerons dans la première catégorie :

1. Le risque d'abandon avant l'âge de majorité.
2. " " " en cas de maladie ou d'accident.
3. " " " en cas de vieillesse et d'incapacité de travail.

Il ne nous paraît pas qu'en notre siècle de progrès, et au milieu de notre civilisation moderne, si raffinée, si confortable à tant d'égards et pour tant de gens, l'Etat puisse se désintéresser des catégories de femmes abandonnées que nous venons

d'énumérer. Ce serait commettre un crime de lèse-humanité, une omission coupable et barbare qui contredirait à toutes les prétentions de notre civilisation.

Bien plus, nous pensons que les mesures qui sont et doivent encore être prises pour assurer les femmes contre cette première catégorie de risques, doivent être étendues aux hommes qui se trouvent dans une situation analogue.

Ce n'est pas à dire que l'Etat et les communes doivent veiller à cette assurance sans exiger une contribution des particuliers qui en bénéficieront, ou que l'Etat et les communes doivent se constituer *assureurs* au lieu des compagnies libres. Nous laissons absolument de côté la question de savoir dans quelle proportion interviendront, dans l'organisation de l'assurance, l'Etat et les particuliers, aussi bien que celle de savoir s'il convient d'y employer les sociétés et les compagnies existantes. — Nous affirmons seulement que nous sommes partisans du principe d'obligation de l'assurance, pour les femmes comme pour les hommes contre les risques principaux de la vie, savoir : l'abandon pendant l'enfance, l'abandon en cas d'accident et de maladie, et l'abandon pendant la vieillesse.

Nous plaçons dans la seconde catégorie de risques — celle où l'intervention de l'Etat ne nous paraît pas désirable, ou du moins ne devrait se faire qu'avec la plus grande réserve — ceux d'abandon en cas de veuvage et en cas de chômage forcé.

En effet, si l'Etat intervenait, soit en décrétant simplement le principe de l'obligation à l'assurance pour le cas de chômage forcé ou de veuvage, soit en percevant sur le produit général de l'impôt de quoi subvenir aux besoins de ceux qui chôment, soit encore en organisant des chantiers nationaux, on ne manquerait pas de lui reprocher tantôt de donner un ordre qui ne serait garanti par aucune sanction, tantôt de favoriser la paresse, tantôt de s'engager à des dépenses exagérées ou de faire faire des travaux inutiles.

Comment sanctionner le principe de l'obligation de l'assurance contre le chômage, qui ne serait en somme que l'obligation de l'économie ?

Il est clair que plusieurs ne peuvent absolument pas faire d'économies. Leur imposer une pénalité serait injuste. Les dispenser d'en faire et leur garantir pourtant, en faisant usage du trésor public, des moyens d'existence en cas de chômage serait les tenter de s'abandonner, de se livrer à la paresse, et ainsi commettre une injustice à l'égard d'autres plus laborieux et plus soucieux de leur propre sort.

Quant aux chantiers nationaux, l'expérience en a été faite. Ils offrent le double inconvénient de faire une concurrence ruineuse à certaines catégories de travailleurs et d'entraîner l'Etat à des dépenses inutiles.

Sur ce point, cependant, nous devons faire observer que l'Etat et les communes pourraient souvent échelonner l'ouverture des travaux publics avec plus de sollicitude pour ceux qui risquent de se trouver sans travail. A l'entrée de l'hiver par exemple, et pendant les mois de l'année où le chômage est le plus fréquent, où ses conséquences sont particulièrement dures à supporter, on pourrait entreprendre certains travaux qu'il n'est pas absolument nécessaire d'exécuter pendant la belle saison.

Objectera-t-on que tous les travaux publics sont plus difficiles à exécuter et, par conséquent, plus coûteux pendant la mauvaise saison? Nous répondrons que si les pouvoirs publics peuvent, au prix d'un supplément relativement léger de dépenses, soulager chaque hiver l'infortune d'un certain nombre de pères de famille qui ne demandent qu'à travailler, il doivent le faire sans hésiter.

Mais si l'Etat ni les communes ne peuvent garantir absolument l'existence à ceux qui souffrent de chômage forcé, l'initiative privée peut tenter de la garantir.

### *Conclusions spéciales.*

A. S'agissant des risques de première catégorie, c'est-à-dire de l'*enfance abandonnée*, de la *vieillesse abandonnée* et des cas de *maladie et d'accident*, risques pour lesquels nous avons admis l'intervention des pouvoirs publics, nous pensons qu'il convient de chercher la meilleure formule d'assurance qui permette d'assurer tous les citoyens du même pays, sur la base de la mutualité et de l'impôt proportionnel et en se servant si possible pour cela des sociétés existantes.

Nous préférons ce système de mutualité générale à celui de l'assurance des employés par les employeurs que quelque-uns préconisent. Mais nous ne saurions aborder ici ce grand sujet des assurances obligatoires générales. Le cadre de notre rapport ne nous le permet pas. Nous notons seulement que les sociétés qui tendent à améliorer le sort de la femme devraient réclamer l'organisation d'une assurance obligatoire générale pour les trois risques d'abandon plus haut cités, *en insistant pour que la femme soit placée sous ce rapport, sur un pied d'égalité absolue avec l'homme.*

B. Indépendamment d'institutions qui existent déjà dans la plupart des villes, telles que les „ouvroirs“, ateliers libres où ceux qui chôment peuvent travailler et dont les produits sont payés d'avance par des personnes dévouées qui se chargent de les vendre plus tard — institutions qu'il conviendrait de généraliser — nous préconisons la fondation de sociétés qui auraient pour but d'obliger leurs membres à une épargne proportionnée à leurs ressources.



De telles sociétés pourraient être fondées pour les hommes comme pour les femmes.

Ayant à nous occuper ici particulièrement de l'assurance de la femme, nous proposerions la fondation de sociétés de ce genre pour les femmes non mariées — dès l'âge de 25 ans par exemple — et pour les veuves.

Il y aurait avantage, nous semble-t-il, à séparer les sociétés de femmes non mariées et veuves, de sociétés analogues qui seraient ouvertes à toutes les familles, en ce sens que ces sociétés-ci, composées uniquement de personnes du sexe faible pourraient recevoir des subventions des pouvoirs publics, sans que soit posée la question du „socialisme d'Etat.“ En outre, lorsqu'il s'agirait de savoir si le chômage est forcé ou s'il ne l'est pas, des femmes de la même condition seraient plus capables d'en juger.

Et nous entrevoyons l'organisation de ces sociétés d'épargne comme suit :

1. Les femmes non mariées, abandonnées ou veuves, qui en feraient partie, déclareraient en entrant quelles sont leurs ressources par an, par mois ou par semaine.

2. Elles s'engageraient, tant qu'elles pourraient travailler, à épargner chaque semaine, sur leur salaire ou leurs ressources, une somme proportionnée à ce salaire ou à ces ressources.

3. Cet engagement devrait être pris sinon à vie, du moins pour un grand nombre d'années, afin que celles qui le contracteraient ne soient pas tentées de reprendre, à un moment donné une vie plus aisée ou de cesser volontairement de travailler.

4. Les femmes riches, non mariées ou veuves, auraient le droit d'en faire partie, mais seulement à titre bienfaisant, c'est-à-dire en renonçant à bénéficier de l'intérêt que pourrait rapporter l'argent qu'elles y placeraient, aussi bien que des subventions faites à ces sociétés.

Il y aurait donc lieu de fixer le chiffre de ressources au-dessous duquel seulement il serait permis de bénéficier des intérêts du fonds social.

5. Les sociétaires dont les ressources seraient augmentées ou diminuées — d'une année, d'un mois ou d'une semaine à l'autre — seraient obligées d'en faire la déclaration.

6. Aussi longtemps qu'une sociétaire ne déclarerait pas qu'elle subit les conséquences d'un chômage forcé, elle n'aurait droit à toucher ni ses épargnes, ni l'intérêt qui leur serait attribué.

7. La société entretiendrait — selon son importance — un ou plusieurs bureaux de placement, un ou plusieurs ouvriers. Ces institutions devraient être gérées avec la plus stricte économie. Elles pourraient l'être à peu près gratuitement pour peu

qu'une telle œuvre rencontre un accueil bienveillant dans les classes aisées.

8. Lorsqu'une sociétaire déclarerait qu'elle souffre d'un chômage forcé, elle serait immédiatement dispensée de l'obligation de l'épargne et adressée au bureau de placement qui chercherait à lui procurer une nouvelle occupation.

Si ce bureau de placement n'y parvenait pas, elle aurait le droit d'aller travailler à l'ouvrage pendant un nombre de jours qui resterait à fixer et pour un salaire que la société lui paierait.

9. Lorsque ce nombre de jours serait écoulé, la sociétaire aurait le droit de toucher à son épargne, mais une *commission de surveillance* de la société aurait alors à examiner si le chômage en question et la difficulté qu'aurait cette personne de se placer ne proviendrait point de paresse, d'inconduite ou de graves défauts de caractère.

Si cet examen démontrait qu'il y a eu faute grave de la sociétaire, la commission lui donnerait le choix entre les deux alternatives: ou bien de toucher le capital qu'elle aurait épargné mais en reconnaissant sa démission de la société, et sans toucher sa part éventuelle aux bénéfiques, ou bien de chercher à se placer sans recevoir de subside.

Le bureau de placement chercherait pourtant toujours et gratuitement à lui procurer de l'occupation.

10. Lorsque la commission de surveillance reconnaîtrait au contraire qu'aucune faute grave n'aurait été la cause du chômage, la personne qui en souffrirait pourrait toucher non seulement le capital qu'elle aurait épargné, mais sa part aux bénéfiques de la société. Après cela, elle ne conserverait plus que son droit à se servir gratuitement du bureau de placement. Lorsqu'il en faudrait venir au moyen extrême de recourir à l'assistance communale, la société intercéderait auprès de la commune intéressée pour que la victime du chômage forcé soit aussi bien traitée que possible.

### *Résumé des thèses, arguments principaux et conclusions ci-dessus.*

Nous attachons une importance capitale à la première de nos thèses. Réplacer la femme au foyer de la famille en sa qualité de mère et d'épouse, nous paraît être le devoir primordial de ceux qui s'intéressent à son sort. Quand nous aurons réussi à diminuer le nombre des femmes célibataires, nous aurons allégé de beaucoup la tâche de ceux qui cherchent à assurer la femme contre les risques d'abandon misérable.

Subsidiairement, les amis de la cause féministe ne sauraient rester indifférents à la question de l'assurance générale.

Il est clair qu'en assurant l'homme, chef de famille, contre les accidents, la maladie ou l'abandon pendant la vieillesse, nous

assurerons du même coup les femmes qui dépendront de ces chefs de famille, pour peu que ceux-ci comprennent leur devoir.

Subsidiairement encore, l'abandon de la famille devrait être plus sévèrement puni.

Quant à l'assurance directe de la femme célibataire ou veuve contre les risques d'abandon misérable, elle a sa grande importance aussi et doit être organisée parallèlement avec les mesures que nous préconisons pour faciliter le mariage; mais elle ne doit être envisagée que comme d'une utilité secondaire par rapport aux dites mesures. L'assurance de la femme contre l'abandon misérable avant l'âge de la majorité, pendant la vieillesse ou en cas d'accident, de maladie ou de chômage, est à la restauration de la famille, ce que le remède est à l'hygiène. Nous devons tendre par l'hygiène à rendre le remède inutile.

Les diverses mesures que nous préconisons, soit dans la première, soit dans la seconde de nos thèses, forment un ensemble dont les diverses parties doivent se compléter les unes les autres. Il y faut travailler peu à peu, avec patience et persévérance. Dès que le succès couronnera nos efforts d'un côté, la tâche nous paraîtra moins lourde de l'autre.

Cependant, et tout en travaillant à cette œuvre, nous ne devons pas nous dissimuler les difficultés nous rencontrerons. Nous devons trouver pour réussir — même en laissant à l'Etat les soins que nous proposons de lui laisser — beaucoup de dévouement et beaucoup d'argent.

En nous adressant à l'initiative privée, nous ne devons pas négliger de faire remarquer à ceux qui ont le moyen de lui donner essor, que c'est le moment de faire preuve de courage, d'abnégation, de générosité.

Car, si l'initiative privée ne se montre pas à la hauteur de sa tâche, il faudra bien encore recourir au secours de l'Etat. Surtout qu'on ne nous parle pas d'Etatisme et de libéralisme! Peu nous importe qui sèmera, qui labourera, qui arrosera, pourvu que la semence lève et produise des fruits. Il y a des misères cruelles à soulager. Il y a une bonne et magnifique œuvre à faire. La collectivité devra l'entreprendre si l'initiative privée n'y suffit pas!



## Discussion.

Mlle. *Weinwurm* ne comprend pas la différence établie par M. Steiner entre les femmes mariées et les célibataires ou veuves; beaucoup de filles se marient sans cesser de gagner leur vie. Selon le rapport de Mlle. Albert, un tiers des ouvrières de Genève sont mariées. Il n'y a ordinairement que les filles riches qui se marient très-jeunes, la plupart des filles sans fortune ne se marient pas avant la 25<sup>e</sup>, même la 30<sup>e</sup> année; dans son pays (Autriche), par exemple, cela arrive souvent. On ne saurait donc les compter parmi les veuves qui, du reste, peuvent aussi se remarier. Quant aux femmes riches, il n'est pas nécessaire de leur procurer un placement d'argent, parce qu'elles en trouvent assez et même a de meilleures conditions que la caisse proposée, qui donnerait le moins aux plus riches, c'est-à-dire à celles qui ont le plus payé. Il serait difficile de faire verser aux femmes leur obole dans une caisse qui ne leur promettrait aucun avantage; aussi n'a-t-on jamais proposé une pareille assurance aux hommes.

Mlle. *Weinwurm* a grand'peur que les maris attirés par la dot de la fiancée ne soient pas toujours les meilleurs protecteurs, et il lui semble que M. Steiner a eu le même doute, car sa thèse de la dot est suivie d'une autre, demandant des peines plus sévères contre les maris qui abandonnent leurs épouses. Le service rendu aux femmes par de tels lois ne serait pas grand. Souvent une femme abandonnée pourra mieux gagner son pain et élever ses enfants, si le père est absent.

S'il s'agit de couples tout-à-fait pauvres, qui ne peuvent pas mettre de côté même la petite somme suffisante pour les premiers dépenses du ménage, il vaudrait mieux ne pas favoriser leur entrée en ménage, mais les engager à attendre le moment où leur gain serait plus grand. Du reste, les parents de cette classe ont trop de peine à élever leurs enfants pour mettre quelque chose de côté pour la dot d'une fille. Il vaut donc bien mieux faciliter à la jeune fille la possibilité d'avoir une profession honorable et profitable en pourvoyant à un apprentissage complet, sans négliger l'enseignement de tout ce qu'une jeune fille doit savoir pour tenir un ménage. Ne serait-ce pas là la meilleure assurance?

Mlle. *Vidart* communique une lettre de M. Numa Droz qui regrette de ne pouvoir être présent à la séance pour recommander à l'assemblée de ne pas prendre position pour ou contre



l'assurance *obligatoire*, question très complexe, actuellement à l'étude aux chambres fédérales. La seule question qui se pose est celle-ci: *Y a-t-il quelque chose à faire pour faciliter aux femmes la participation aux assurances?*

M. *Boos-Jegher* partage cette opinion. Il pense que tout le monde est unanime sur la question de faire participer les femmes aux assurances contre la maladie, les accidents, la vieillesse, et le chômage. Il n'y aura donc pas discussion à ce point de vue là: il y a quelque chose à faire. Les deux rapports présentés préconisent des caisses d'assurances, de l'Etat ou libres, contre les accidents et la maladie. Il faut que toute femme puisse participer aux assurances.

M. *Steiner* se déclare d'accord avec cette manière de voir. S'il a préconisé une assurance spéciale pour les femmes célibataires et veuves, organisée par les soins de l'initiative privée, c'est seulement *contre les risques de chômage*.

Quant aux autres risques de la vie, il a préconisé au contraire l'admission de la femme — et de toutes les femmes — au même titre que les hommes aux assurances obligatoires de l'Etat, et cela sur la base de la *mutualité générale*, et de l'impôt proportionnel, avec ou sans le concours des compagnies existantes.

Interrogé rapidement sur plusieurs conséquences que l'on peut tirer de ses thèses sur le mariage et la nécessité sociale qu'il y a à l'encourager, M. *Steiner* ne peut — vu le temps qui presse, — que faire remarquer à ses interlocuteurs que *toute la question sociale* se pose, à mesure que l'on examine cet important problème. En toute autre circonstance, lorsqu'on pourra lui en donner le temps, il se fera un plaisir de discuter une à une chacune des objections qui lui sont faites.

La proposition de M. *Boos-Jegher* est présentée à l'assemblée et adoptée.



## Die Beteiligung der Frau an der öffentlichen Verwaltung.

(Von J. O. Grob, Stadtrat in Zürich.)

Das „Recht der Frau“ ist von einem Schriftsteller als „die unverdauliche Thatsache des Jahrhunderts“ bezeichnet worden. Es ist richtig, dass die Unabhängigkeitsbestrebungen der Frau in allen civilisierten Ländern sich bemerkbar machen. Je freier die Staatseinrichtung, je ungehinderter die persönliche Bewegung, desto mehr steht auch die „Frauenfrage“ in der Litteratur und in der Gesetzgebung neben der Arbeiterfrage im Vordergrund. Ein englischer Autor (Henry Maine) fasst die Frage als einen Teil einer weit grösseren Bewegung auf, nämlich derjenigen successiver Loslösung der die Familie bildenden Individuen von der absoluten Macht des Hauptes der Familie. In der fortschreitenden Entwicklung der Civilisation ist den Kindern die Befreiung von der unumschränkten väterlichen Gewalt zu teil geworden, die Befreiung der Frau dagegen bleibt der Zukunft vorbehalten. Die Beziehungen zwischen Mann und Frau müssen noch auf eine höhere Stufe der Vollkommenheit, diejenige der äussern und innern *Gleichberechtigung*, gebracht werden. In der Familie wie im Staat vollzieht sich der allmähliche Uebergang von einem Zustand, wo das einzelne Glied für sich weder Rechte noch Pflichten beansprucht, sondern in unbeschränktem Gehorsam sich unterordnet, zu einem Zustand, in welchem es den ihm zufallenden Teil der Verantwortlichkeit und Selbständigkeit auszuüben verlangt.

Durch die Teilnahme am Fabrikbetrieb hat die Frau eine äussere Wertung der von ihr geleisteten Arbeit erlangt.

Der Verdienst aus der Fabrikarbeit ist ihr Eigentum, während die Arbeit in der Familie ihr nicht als solches angerechnet wird. Der Fortschritt in dem langsamen Prozesse der Erringung ihrer Unabhängigkeit ist deshalb auch da am grössten, wo die Frau sich am meisten an der Fabrikation und in Handel und Industrie beteiligt. „Wo die Frau durch industrielle Thätigkeit sich ökonomische Unabhängigkeit erkämpft, da entwickeln sich auch rasch die damit verknüpften Errungenschaften gleichberechtigter Erziehung, Berufsbildung, Erwerbung von Kenntnissen, Teilnahme am öffentlichen Leben, politische Freiheit und Handlungsfähigkeit.“ (Mrs. Fawcett, Frauenrecht.)

Vor 50 Jahren besaßen die Frauen noch nirgends das Wahlrecht. Heute ist ihnen dasselbe in einer Reihe von Ländern *in vollem Umfange* gewährt. So in einzelnen Staaten der nordamerikanischen Union: Kansas 1861, Wyoming 1869, Colorado 1893, im weitern in Südaustralien und in Neu-Seeland (1893). *Das kommunale Wahlrecht* besitzen die unverheirateten Frauen und Witwen in England (1869), Schottland (1881), Dänemark (1895) und sämtliche Frauen einzelner Unionsstaaten (New-Brunswick 1886, Ontario 1886, Iowa 1894, Utah 1895), im weitern in Quebec 1892. *Das Wahlrecht für den Schulaufsichtsrat* genießen die Frauen in 18 nordamerikanischen Freistaaten (Michigan 1875, Minnesota 1875, New-Hampshire 1878, Oregon 1878, Massachusetts 1879, New-York 1880, Vermont 1880, Nebraska 1881, Wisconsin 1885, Washington 1886, Dakota 1887, Idaho 1887, Montana 1887, Arizona 1887, New-Jersey 1887, Illinois 1891, Connecticut 1893, Ohio 1894).

Im weitern besitzen die Frauen Englands das Wahlrecht in den Kirchspiel- und Distriktratswahlen (1894). In mehreren Staaten der nordamerikanischen Union ist das Geschlecht weder direkt noch indirekt bei Feststellung der Qualifikation für öffentliche Stellen in der Verfassung erwähnt. Hier wäre also die Bekleidung eines öffentlichen Amtes durch eine Frau gesetzlich zulässig, ist aber noch nicht gewöhnlich.

### 1. *Beteiligung der Frau in der Verwaltung.*

*Amerika.* Wo die Frauen das Wahlrecht haben, da sind sie auch in die Verwaltung eingetreten. In den Vereinigten Staaten von Amerika sind 28 weibliche Gewerbeinspektoren thätig, in einzelnen derselben ebenso viele weibliche wie männliche (New-York 13 männliche und 13 weibliche).

In Kansas giebt es thatsächlich weibliche Gemeinderäte, ja sogar einige Gemeindepräsidenten. In Michigan werden 2 Ortschaften ausschliesslich von Frauen verwaltet. In einer Ortschaft von 1500 Einwohnern (Decatur) sind alle Ortsbeamte Frauen, sowie der Arzt, der Postmeister und der Pastor. In Wyoming ist dieses Frühjahr eine Frau als Gouverneur vorgeschlagen worden (Miss Estell Riel, Staatssuperintendentin für Unterricht). In Colorado ist eine Dame (Mrs. Peavey) zum Oberschulrat, in der Stadt Toledo (Ohio) eine solche (Mrs. Siney) zum Oberpostdirektor gewählt worden. In den Vereinigten Staaten giebt es ferner weibliche Kapitäne und Steuermänner auf Dampfschiffen, Armeechirurgen, Leiterinnen von Staatsspitälern u. s. w.

*Australien.* In Melbourne sind dieses Frühjahr am Krankenhaus unter 6 neu zu besetzenden ärztlichen Stellen auch 2 weibliche Aerzte gewählt worden mit der Motivierung, dass die Anstellung befähigter weiblicher Aerzte nur eine Sache der

Gerechtigkeit sei und die 600 Frauen, welche alljährlich im Krankenhause Hülfe suchen, einen Anspruch haben, von Frauen behandelt zu werden.

*England.* In England und Wales sind nach einer neuesten Erhebung über 800 Frauen als Armenpflegerinnen und Armenaufseherinnen thätig. Im Hampstead-Distrikt (London), wo 5 Frauen in der Armenpflege sitzen, hat eine derselben die Ehre erfahren, zum Vizepräsidenten gewählt zu werden. Der grosse Zuwachs von Frauen in diesem Zweige fand statt nach dem Erlasse des Distriktratsgesetzes (1894). Im weitern steht den Frauen die Schulbehörde der staatlichen Elementarschulen offen. Das Unterrichtsministerium hat eine Frau als Direktorin der weiblichen Arbeiten und eine andere als Inspektorin des Kochunterrichtes und der Wäschekurse ernannt (Jahresbesoldung 6000 bis 7000 Fr.). Ebenso sind in diesem Jahre von der Regierung 2 Damen, welche bisher in hervorragender Weise im Lehrfach thätig waren, zu Schulinspektoren gewählt worden.

In Bridgwater wurde eine Dame im Schulaufsichtsrat, wo sie seit 18 Jahren als Mitglied thätig war, zum Vorsitzenden befördert.

Eine Anzahl Damen sitzen seit 1894 auch im Gemeinderat (Parish Councils), so in London 15, in Schottland 40, wo sie neben den männlichen Kollegen ganze Zweige der Verwaltung selbständig besorgen.

In London sind 4 Damen vom Staate bezahlte Inspektorinnen von Werkstätten und Fabriken (Jahresgehalt 5000—7000 Fr.) und eine derselben ist kürzlich Oberinspektorin geworden.

In Kensington (London) bekleiden 2 Damen das Amt von Gesundheitsinspektorinnen. Eine Gemeinde hat diesen Sommer ebenfalls, entgegen dem Gutachten des männlichen Inspektors, eine Frau zur Inspektorin für Wohnungen gewählt. Dieselbe hat die Durchführung des Gesetzes betreffend die Wohnungen und Werkstätten zu überwachen, die teilweise in den verrufensten Quartieren Londons liegen.

Das englische Handelsministerium hat eine Dame als Korrespondent und mehrere Damen für die Bearbeitung von Arbeiterfragen angestellt. Auch im Postdepartement sind Damen in verantwortungsvoller Stellung thätig mit Jahreseinkommen bis auf 10,000 Fr.

*Deutschland.* In Kassel hat man seit 1881 Frauen bei der Armenpflege bethätigt. Es besteht dort für jeden der 13 Armenbezirke ein Armenrat, eine Anzahl Armenpfleger und mindestens eine Armenpflegerin. 17 Pflegerinnen, die eine selbständige Sektion des vaterländischen Frauenvereins bilden und deren Vorsitzende an allen Sitzungen der Armendirektion mit beratender Stimme teilnimmt, wirken daselbst in der öffentlichen Armen-



pflege mit. Die Armenpflegerinnen sind den Armenpflegern gleichberechtigt, sie besorgen die Ueberwachung von 1—6 Unterstüzten und verabreichen Gaben, insbesondere Naturalien.

Die Stadt Kassel hat den Armenpflegerinnen noch folgende Aufgaben überlassen: Verteilung der aus einer grossen Stiftung fliessenden Unterstüzung für Genesende und für solche, die einer Badekur bedürfen, die Ueberwachung der von der städtischen Armendirektion in Familien untergebrachten Pflegekinder und die Erhebung der Mieten in den der Stadt gehörenden Mietswohnungen, welche für wenig bemittelte Familien bestimmt sind. Diese letztere Thätigkeit führt die Pflegerinnen wöchentlich in die Wohnungen. Auf Veranlassung des vaterländischen Frauenvereins haben die Pflegerinnen im weitem übernommen, sich der Fürsorge für Familien zu widmen, in welchen Vater oder Mutter dem Trunke ergeben sind, aus der Schule entlassene Mädchen in rechtschaffene Familien unterzubringen, wo sie in der Haushaltungsführung ausgebildet werden. Auf diese Weise steht der städtischen Armenverwaltung in allen Instanzen die thatkräftige Mitwirkung der Frauen zur Verfügung.

Ueber die rechtliche Stellung dieser Einrichtung schreibt mir Herr Dr. Osius in Kassel: „Die Beteiligung der Frau an der Armenpflege ist gegen die Gesetze, da die Armenpflegeämter Ehrenämter sind, solche nur von Bürgern bekleidet werden und Bürger nur Männer sein können. So ist es in Preussen und auch hier im Geltungsbereich der kurhessischen Gemeindeordnung. Unsere städtische Armenordnung aber, die die Heranziehung der Frauen als städtische Armenpflegerinnen anordnet, hat sich darüber hinweggesetzt und ebenso die dieselbe bestätigende Staatsregierung. Man gieng eben davon aus, dass die Verhältnisse andere geworden.“

Auch im Grossherzogtum Baden arbeiten viele Zweigvereine des badischen Frauenvereins auf ähnliche Weise in der öffentlichen Armenpflege mit.

In einzelnen braunschweigischen Städten sind Frauen als eigentliche Beamte in den Dienst der öffentlichen Armenverwaltung gezogen worden. Die Stadtverwaltungen von Blankenburg im Harz und von Holzmünden haben unter das Armenpflegepersonal eine Gemeindegewesener als städtische Beamtin mit Pensionsberechtigung aufgenommen. Die Stadtschweser bildet den wesentlichsten Faktor für die Vereinigung der öffentlichen und privaten Hilfsthätigkeit und leistet im weitem in der Krankenpflege die nützlichsten Dienste. Auf dem braunschweigischen Städtetag von 1894 haben die Bürgermeister dieser Städte ihren Kollegen dieses Verfahren zur Nachahmung bestens empfohlen.

In Meiningen ist seit 1891 vom Armenpflegerat mit dem Frauenverein die Vereinbarung getroffen, dass der letztere mit

der öffentlichen Armenpflege Hand in Hand geht und derselben überdies eine Anzahl Frauen als Pflegerinnen zur Verfügung stellt.

In Elberfeld wirkt der Frauenverein bei der öffentlichen Armenpflege in freier Bethätigung seit vielen Jahren mit und es wird in allen Fällen, wo eine einfache Gabe nicht genügt, Frauenarbeit hinzugegeben.

Die Armenordnung in Kolmar vom 6. Oktober 1892 hat die Ernennung von Armenpflegerinnen vorgesehen und es sind in den vergangenen 3 Jahren 21 Frauen als Pflegerinnen ernannt worden.

Die Instruktion für den *Berliner* Gemeinde-Waisenrat vom 1. Oktober 1893 sieht die Mitthätigkeit der Frauen überall da vor, wo es sich um die Pflege und Erziehung im Kindesalter stehender Minorennen, um die Ueberwachung des Lebensganges weiblicher Mündel, überhaupt um solche Zweige der Körperpflege und Erziehung handelt, die innerhalb des speziellen Wirkungskreises weiblicher Thätigkeit liegen.

Jedem der 230 Gemeinde-Waisenträte treten in dessen Kommissionsbezirk wohnhafte Frauen zur Seite, welche den Sitzungen mit beratender Stimme beiwohnen.

Auch in Frankfurt a. M. steht die Frage an der Tagesordnung. In der Maisitzung 1896 der Armenbezirksvorsteher beantragte Stadtrat Dr. Flesch, weibliche Armenpfleger anzustellen. Da die Meinungen geteilt waren, wurde die Abstimmung verschoben. Unterdessen haben sich bereits 23 Frauen zur Uebernahme von Armenpflegestellen bereit erklärt.

Der Bund der deutschen Frauenvereine hat im Jahr 1895 eine Eingabe an den Reichstag und an die deutschen Parlamente gerichtet, worin er die Anstellung weiblicher Fabrikinspektorinnen verlangt. Der preussische Handelsminister sprach sich in der Petitionskommission gegen die Neuerung aus. Er wies auf die mangelnde technische Ausbildung der Frau hin, und erklärte, dass bei verschiedenen Schutzvorrichtungen eine sachgemässe und wirksame Kontrolle nur von Personen ausgeübt werden könne, die im Besitze bedeutender technischer Kenntnisse seien. Es seien auch keine Anzeichen vorhanden, dass in der beteiligten Arbeiterbevölkerung ein Bedürfnis hiefür bestehe. Ebenso sei der Widerstand der Unternehmer zu gewärtigen, denen die Inspektion nichts sein könne, da sie nur für die Arbeiterinnen da sei. Trotz dieser Bedenken überwies die Kommission die Eingabe an die Regierung zur Erwägung.

In Hessen fand die Eingabe der Frauenvereine eine noch freundlichere Aufnahme. Die I. hessische Kammer sprach sich am 27. Mai 1895 entgegen der Regierung und der II. Kammer für die weibliche Fabrikinspektion aus, worauf der Ausschuss der letztern beantragte, im nächsten Budget die Mittel für die

Ernennung weiblicher Assistenz der Fabrikinspektion einzusetzen, die mit den Fabrikinspektoren gemeinsam die Betriebe besuchen sollen, in welchen Arbeiterinnen beschäftigt sind. Am 15. Februar 1896 gelangte dieser Antrag vor der II. Kammer zur Behandlung. Ein Abgeordneter beantragte die Anstellung einer gleichberechtigten Fabrikinspektorin. Von den 12 Rednern, die sich an der Diskussion beteiligten, wendete prinzipiell niemand etwas gegen die Forderung ein. Der Streit drehte sich nur darum, ob weibliche Assistenz oder selbständige weibliche Inspektion zweckmässiger sei. Für die letztere wurde angeführt, dass die Arbeitsfreudigkeit grösser sei bei grösserer Selbständigkeit, dass die Assistenzen nichts ganzes sei und dass man unter den weiblichen Aerzten die geeignetsten Fabrikinspektorinnen finden würde. Die Kammer lehnte zwar den Antrag ab, selbständige Fabrikinspektorinnen einzustellen, nahm aber den verbesserten Antrag des Ausschusses einstimmig an, mehrere weibliche Inspektionsassistentinnen zu bethätigen.

Auch im Grossherzogtum Baden ist infolge der Eingabe des Frauenbundes die Frage der Anstellung weiblicher Fabrikinspektoren in parlamentarische Behandlung gezogen worden.

In der I. Kammer referierte am 25. Januar 1896 der Ausschuss ablehnend. Es wurde betont, dass die Arbeiterinnen nur eine weibliche Vertrauensperson nötig haben, um ihr gewisse Mitteilungen über sittliche Verhältnisse in der Fabrik zu machen. Der Regierungsvertreter empfahl Anlehnung an den Frauenverein, ohne Einsetzung eines Beamten. Die Abgeordneten nahmen jedoch den Bericht nicht ohne Widerspruch auf. Die Kammer überwies die Eingabe „zur Kenntnis“ an die Regierung. Am 28. Februar fand die Diskussion in der II. Kammer statt. Die geäusserten Wünsche nach Anstellung weiblicher Beamten und Ausdehnung der Inspektion auf Handwerk- und Hausindustrie wurden vom Regierungsvertreter damit beschwichtigt, dass keine grundsätzliche Abneigung gegen Fabrikinspektorinnen bestehe, dass man aber ihre eigentliche Aufgabe erst mit der Ausdehnung der Inspektion auf die Hausindustrie für gegeben erachte.

*Oesterreich.* Ein Reformplan für die Armenpflege liegt auch bei den Behörden der Stadt Wien in Beratung. Es ist darin vorgeschlagen, dass für Armen-Kinderpflege eigene, von den Armensektionen unabhängige Waisensektionen mit Waisenzüchtlern und Waisenzüchtlern eingerichtet werden. Eine Mitwirkung der Frauen bei der Armenpflege ist nicht vorgesehen.

*Belgien.* In der „Socialen Praxis“ wird gemeldet, dass im Jahr 1893 der belgische Justizminister Lejeune die Wahl der Schriftstellerin Frau Bron zum Mitglied der staatlichen Armendirektion in Monceau an der Sambre bestätigt habe. Damit wurde zum



erstmals einer Frau ein öffentliches Staatsamt übertragen. Die Angelegenheit kam darauf in der Deputierten-Kammer zur Sprache. Der Stabhalter der Brüsseler Anwaltschaft vertrat den Standpunkt, dass das Gesetz die Bekleidung öffentlicher Aemter durch Frauen nicht zulasse. Der Justizminister beantwortete die Interpellation im wesentlichen folgendermassen: „Keine Gesetzesbestimmung kann für die Ausschliessung beigebracht werden, die Frauen sind Lehrerinnen, Direktorinnen der staatlichen Lehrerbildungsanstalten, sie sind in der Verwaltung des Telegraphen- und Fernsprecherdienstes zugelassen und für die Armenpflege und für die Verwaltung der Habe der Armen vortrefflich geeignet.“ Der Minister leistete unter dem Beifall des Hauses den Nachweis, dass nicht nur die geschichtliche Ueberlieferung, sondern auch die gesetzlichen Anordnungen seit 1879 die Zulassung der Frauen zur Armenverwaltung rechtfertigen.

Der Gemeinderat von Ecanssines-Lalaing im Hennegau hat Frau Witwe von Charbonelle zum Gemeindesteuereinnahmer ernannt. Diese Wahl hat die staatliche Genehmigung erhalten (1896). Auch stellt das Unterrichtsministerium jetzt Frauen als staatliche Inspektorinnen für die weiblichen Handarbeiten in den Mittelschulen und Volksschulen mit Gehalt und Reiseentschädigung an, und im Arbeitsministerium sind weibliche Kräfte im Interesse der Frauenarbeit thätig.

*Frankreich.* In Frankreich sind seit 2 Jahren 15 Fabrikinspektorinnen angestellt, wobei 5 in Paris und 10 in den Departements ihre Funktionen ausüben.

In Paris ist am 20. November 1895 die Bestimmung in Kraft getreten: „Frauen können Verwaltungsposten in den Wohlfahrtsämtern der Stadt Paris erhalten.“ So steht ihnen auch hier ein grosses Feld öffentlicher Wirksamkeit offen.

Frl. Saffwoy in Paris, welche nacheinander eine Elementar- und eine Real- und Normalschule geleitet hat, ist in den Oberaufsichtsrat für die Gemeindeschulen gewählt worden.

*Schweiz.* In der Schweiz, wo an einzelnen Hochschulen schon seit einem Vierteljahrhundert (Zürich) das Frauenstudium ermöglicht ist, und wo in allen grösseren Städten seit Jahren weibliche Aerzte eine erfolgreiche Thätigkeit entfalten (Zürich 8, Bern 1, Basel 1, Winterthur 1, St. Gallen 1, St. Moritz 1; Genf 1), hat die selbständige Beteiligung der Frau an der öffentlichen Verwaltung noch kaum Boden gefasst. Die Unterrichtsgesetze der meisten Kantone haben zwar auf dem Gebiete der Schule die Frauen zur Mitarbeit an der Gemeindeverwaltung herbeigezogen zur Beaufsichtigung der Arbeitsschulen für Mädchen.

In der Stadt Zürich sieht die neue Gemeindeordnung vor: Diejenigen Kreisschulpflegen, welche Kindergärten zu beaufsichtigen haben, können den zu diesem Zwecke bestellten



Sektionen Frauen begeben, solchen steht in den Sektionssitzungen beschliessende Stimme zu.

Die Schulbehörde der Stadt Zürich ist dann noch weiter gegangen :

In der Ausichtskommission der höhern Töchterschule wirken seit 1. Januar 1893 neben 13 Männern auch 2 Frauen in sachkundiger Weise mit. Die Frauen sind den männlichen Mitgliedern völlig gleichgestellt.

Die dem Schulvorstand der Stadt Zürich beigegebene Kommission für Schulhygiene weist in ihrem Bestande neben männlichen Fachleuten einen weiblichen Arzt und 2 Lehrerinnen auf, welche in gleichberechtigter Thätigkeit mit den Männern dem städtischen Schulwesen ihre Dienste leisten.

Auch für die Beaufsichtigung der Kochkurse und des Schwimmunterrichts ist eine Frauenkommission bestellt; ebenso zählt die Aufsichtskommission der Privatschulen 3 Frauen zu ihren Mitgliedern.

Die Gesundheitsverwaltung nimmt die Mitwirkung von Frauen in Anspruch zur Ueberwachung der Frauenbadanstalten, insbesondere aber zur Aufsicht über die in der Stadt Zürich untergebrachten Kostkinder. Der Stadtrat Zürich und der Regierungsrat des Kantons Zürich erteilten die Zustimmung zu diesem Modus der Beaufsichtigung von Kostkindern.

Innerhalb kurzer Zeit stellten sich auf Anfrage an die Sektion Zürich des Schweiz. Gemeinnützigen Frauenvereins über 60 Damen zur Verfügung. Jede erhielt durchschnittlich 6 Kinder zur Kontrolle; im ganzen sind rund 360 Kinder zu beaufsichtigen. Die Instruktion leitet der Stadtarzt; zudem erhält jede Dame ein Exemplar der Brochure „Grundsätze für die Gesundheitspflege des Kindes von Dr. Custer“, sowie eine Legitimationskarte und die nötigen Rapportformulare.

Aus andern Schweizerstädten ist mir, abgesehen von staatlicher Beaufsichtigung der weiblichen Arbeitsschulen, nichts bekannt geworden, was über freiwillige gemeinnützige Frauenthätigkeit hinausgeht.

## *2. Urteile über die Bedeutung der Frauenthätigkeit in der öffentlichen Verwaltung.*

Frägt man nach den Erfahrungen, welche bisher mit der Beteiligung der Frau an der Verwaltung in den verschiedenen Ländern gemacht worden sind, so lauten die Berichte durchweg günstig. In der Armen- und Waisenbesorgung wird die Aufopferung und Geduld, das Eingehen und Einleben in die Anschauungsweise und in die individuellen Bedürfnisse der anvertrauten Armen und Waisen hervorgehoben, in der Schulaufsicht das unermüdliche Nachgehen und Zusehen, in der Fabrikinspektion die unbefangene und unerschrockene Beurteilung der Zustände und Per-

sonen anerkennend erwähnt, auf allen Gebieten die gewissenhafte und einsichtige Erfüllung der übernommenen Pflichten den Frauen nachgerühmt.

Hierüber einzelne Belege: Der Bericht des den 2 weiblichen Gesundheitsinspektoren in Kensington (London) vorgesetzten medizinischen Beamten enthält eine ausdrückliche Anerkennung ihrer Thätigkeit: „Die Inspektorinnen haben die Arbeitsräume und Werkstätten ihres Distriktes wieder und wieder besichtigt und Mängel, wie schlechte Beleuchtung, und ungenügende Ventilation, Ueberfüllung etc. entdeckt, deren Abstellung sie mit aller Energie betrieben haben. Sie haben auch vielfach die nicht zur Anmeldung gebrachten Arbeitsstätten ermittelt und hiefür die Einleitung des ordnungsgemässen Verfahrens veranlasst; überall sind sie in gerechter und gerechtfertigter Weise vorgegangen und haben sich auch dabei durch klugen und praktischen Blick bewährt.“

Als der preussische Handelsminister bei Behandlung der Frage der Fabrikinspektorinnen am 12. Februar 1896 im Reichstag berichtete, dass der Versuch der Anstellung weiblicher Fabrikinspektoren in England nach dem Berichte der abgeordneten Kommission als ein geglückter nicht angesehen werden könne, schrieb am 1. April 1896 der frühere Unterstaatssekretär Charles Dilkes: „Die Kommission muss über die weiblichen Fabrikinspektoren in England auffallend schlecht unterrichtet worden sein. Sowohl der frühere, wie der gegenwärtige Staatschreiber des Innern haben beide konstatiert, dass die Einführung des Systems von Anfang an als ein Erfolg zu betrachten war und dass dieser Erfolg andauert. Auch bin ich sicher, dass weder der gegenwärtige Staatschreiber, noch der gegenwärtige Generalgewerbeinspektor irgend eine Aeusserung in abweichender Richtung gethan haben. Ein Beweis dafür, dass nach Ansicht der Ressortleitung das System sich bewährt hat, liegt in seiner Ausdehnung. Weibliche Fabrikinspektoren werden fortgesetzt neu ernannt, und im Parlament stimmen Vertreter der Unternehmer wie des Arbeiterstandes mit den Oberbeamten in ihrem Glauben an dieses System überein.“

Eine englische Dame schreibt mir: „Als Fabrikinspektorinnen werden die Frauen allgemein als ein wirklicher Gewinn betrachtet. Die bisherigen Anstellungen haben sich glücklicherweise als ungewöhnlich gut erwiesen. Die Zahl wird ohne Zweifel wesentlich vermehrt werden, sobald die Mittel es gestatten. Der Bericht der 4 weiblichen Beamten im Arbeitsdepartement des Handelsministers ist ein vortrefflicher Beweis des Wertes der dem Staate von Frauen geleisteten Arbeit und wird unzweifelhaft das Thor öffnen zu einer weiten Ausdehnung ihrer Anstellung. Die Dienste der drei Frauen, welche in der königlichen Aufsichtsbehörde des Sekundarunterrichtes amten,

werden von allen männlichen Mitgliedern sehr geschätzt, ebenso die Leistungen der Frauen, welche an der Spitze der höhern weiblichen Schulen stehen.“

Aus Northumberland wird mir von gut unterrichteter Seite geschrieben: „Im allgemeinen besteht kein Zweifel darüber, dass Frauen eine wertvolle Ergänzung unserer Behörden bilden. Sie liefern eine Summe von Aufmerksamkeit und Eifer für das einzelne, das den Männern oft entgeht. Der grösste Beweis ihres Erfolges ist die Art, wie sie fast immer es erreicht haben, eine anfänglich ablehnende, ja feindselige Stimmung gegen ihre öffentliche Thätigkeit zu einer versöhnlichen zu gestalten. Begreiflich ist das Niveau der Frauen, welche zur Zeit Anspruch erheben auf ein öffentliches Amt, gegenwärtig über dem Durchschnitt. Wir erhalten in öffentlichen Stellungen noch keine unbedeutenden Frauen, wie wir unbedeutende Männer darin haben. Es ist noch nichts bewiesen, als dass eine tüchtige Frau so gut sein kann als ein tüchtiger Mann. Wir können noch nicht sagen, dass wir es gerne sehen würden, wenn die Hälfte der öffentlichen Aemter mit Frauen besetzt wären. Wir können nur sagen, dass die gegenwärtig gewählten Frauen sicher die Leistungsfähigkeit der Behörden erhöhen.“

In Colorado, wo 3 Frauen bereits Parlamentsmitglieder geworden sind, erfreuen sich dieselben einer geachteten Stellung. Eine derselben hat auch bereits eine Gesetzesvorlage über den Schutz der Mädchen eingebracht.

Das Parlament des Staates Wyoming hat am 12. Dezember 1894 bei Gelegenheit des 25. Jubiläums des Frauenstimmrechts folgende Proklamation erlassen:

„Der Besitz und die Ausübung des Stimmrechtes durch die Frauen in Wyoming hat keinerlei schlechte, sondern nach allen Richtungen hin sehr gute Folgen gehabt; er hat in hervorragender Weise dazu beigetragen, Verbrechen und Armut aus diesem Staate zu verbannen, und zwar ohne alle Gewaltmassregeln; er hat friedliche und ordentliche Wahlen, eine gute Regierung, einen bemerkenswerten Grad von Civilisation und öffentliche Ordnung herbeiführen helfen; und wir weisen mit Stolz auf die Thatsache hin, dass nach 25 Jahren, seit die Frauen das Stimmrecht besitzen, kein Distrikt von Wyoming ein Armenhaus besitzt, dass unsere Gefängnisse so gut wie leer und Verbrechen so gut wie unbekannt sind. Als das Ergebnis unserer Erfahrung dringen wir darauf, dass jeder civilisierte Staat auf Erden den Frauen ohne Verzug das Stimmrecht gewährt. Wir beschliessen, dass eine authentische Abschrift dieser Resolution durch den Gouverneur unseres Staates den Regierungen aller Staaten und Territorien Amerikas und allen gesetzgebenden Körperschaften der Welt überreicht werde und wir ersuchen die



Presse der gesamten civilisierten Welt, die Aufmerksamkeit ihrer Leser auf diese Resolution zu lenken.“

Der britische Generalagent von Neuseeland äussert sich über den Erfolg der politischen Gleichberechtigung der Frau folgendermassen:

„Die Frauen eilen in Menge an die Wahlurne. Sie nehmen das grösste Interesse an den politischen Kämpfen und tragen bedeutend dazu bei, dass sie in Ruhe und Frieden abgehen. Die Befürchtung, dass die weiblichen Wähler sich von der Geistlichkeit leiten lassen würden, hat sich nicht erfüllt. Im Gegenteil treten sie mit voller Energie für die jetzige freie, weltliche und obligatorische Schule ein. Das ist allerdings wahr, dass die Frauen in vielen Fällen ihren Eifer für die Mässigkeitssache bezeugten. Aber für gänzliches Verbot des Genusses geistiger Getränke waren die wenigsten. Im ganzen zeigte sie bei der ersten Wahl eher die Tendenz, mit ihren männlichen Mitwählern zu harmonieren, als denselben Opposition zu machen. Einige Politiker schreiben es dem Einfluss der neuseeländischen Frauen zu, dass die Legislatur auch die Ernennung von Frauen zu Inspektorinnen von Irrenhäusern gestattet hat; dass ein Gesetz zum Schutze der Säuglinge gegeben, dass die Adoption von Kindern gesetzlich besser geregelt worden ist und die Behörden jetzt strenger gegen die Prostitution vorgehen (1896).“

Der Jahresbericht des Armenpflegerrates in Meiningen über die im Jahre 1891 getroffene Einrichtung, dass eine Anzahl Damen als Pflegerinnen der öffentlichen Verwaltung zur Verfügung gestellt werden, spricht sich folgendermassen aus:

„Einerseits war die Vermehrung der Zahl der Pfleger ein grosser Gewinn, andererseits trug der Eifer und die Einsicht, welche die Armenpflegerinnen bei Ermittlung des Bedürfnisses, bei Prüfung des Grades der Bedürftigkeit und der Vermittlung der Unterstützung in Geld oder Naturalien bewiesen, dazu bei, die Armenpflege erspriesslicher zu gestalten.“

Herr Stadtrat Dr. Leuch in Zürich berichtet:

Mit einem wahren Feuereifer machten sich die Damen für die Beaufsichtigung der Kostkinder an ihre neue Aufgabe. Dieser Eifer hat mit dem Einleben in die Verhältnisse eher noch zu- als abgenommen. Die Frauen kommen zu den Kosteltern nicht als Amts- sondern als Privatpersonen, nicht als Vorgesetzte sondern als Freundinnen und Beraterinnen; sie erteilen den Kosteltern nicht Befehle, sondern Belehrung und Rat. Bis heute ist noch kein einziger Konflikt zwischen Aufsichts dame und Kosteltern gemeldet worden. Die Damen liegen ihrer Aufgabe mit grossem Takt ob und wenden sich, um allfälligen Anordnungen Nachdruck zu verschaffen, an den Stadtarzt. Vom Oktober 1895 bis September 1896 wurden gestützt auf die eingebrachten Berichte 4 Kinder den Kosteltern amtlich weggenommen



und anderweitig besser versorgt, wobei die getroffene Massregel als eigentlich lebensrettend für die Kinder erscheinen musste.

Was die Damen bei diesen Besuchen den Kindern und Kosteltern, die in der Regel auch nicht begütert sind, sonst noch Gutes erweisen, entzieht sich der offiziellen Berichterstattung, ist aber keineswegs gering anzuschlagen. Die Kosteltern wissen ihre Dienste ebenfalls zu schätzen, indem die Aufsichtsdame schon oft bewirkt hat, dass sie von einer leichtsinnigen Mutter nachträglich das Kostgeld doch bekommen.

### *3. Herbeiziehung der Frau zu der öffentlichen Verwaltung unseres Landes.*

In welchen Gebieten sind nun in unsern schweizerischen Verhältnissen die Frauen zu der öffentlichen Verwaltung herbeizuziehen?

In erster Linie muss die Frau im Schulwesen mitwirken. Die Mutter besorgt die erste Erziehung des Kindes und übt auch während der ganzen Schulzeit die intensivste Wirkung auf dessen Entwicklung aus. Es sollte ihr darum in der Verwaltung und in der Aufsicht über die Schule ein massgebender Einfluss gewährt werden. Die Schule würde einen grossen innern und äussern Gewinn machen, wenn derselben der Reichtum des Unterschiedes der Frau vom Mann zu gute käme. Die Schule bekäme nach und nach ein ganz neues Gepräge. Die weibliche Eigenart des Denkens und Sorgens würde sie zu einer noch freundlicheren Stätte der Erziehung und Bildung emporheben, als sie es unter ausschliesslicher Leitung der Männer sein kann. Es würde in derselben dann wohl auch die körperliche Züchtigung mehr und mehr verdrängt oder wenigstens in den Hintergrund gedrängt werden. Man macht der Schule oft, und teilweise nicht ohne Grund, den Vorwurf, sie habe keine rechte Fühlung mit dem Volke und mit den Bedürfnissen des praktischen Lebens. Die thätige Mitwirkung der Frauen bei der Organisation und bei der Führung der Schulen wäre ein wirksames Mittel, sie mitten in das Fühlen und Leben des gesamten Volkes der Männer und Frauen zu stellen, sie dem politischen Treiben zu entrücken, vor Einseitigkeit zu schützen und ihr für alle Zeiten einen ruhigen und sichern Gang gesunder Entwicklung zu sichern.

In zweiter Linie ist die Frau im Armenwesen am richtigen Platze. Ein Verfechter der Beteiligung der Frau für die Wohlfahrtspflege der Gemeinden, Münsterberg in Hamburg, hat in einer Konferenz der Centralstelle für Wohlfahrtseinrichtungen in Berlin (11. und 12. Mai 1896) sich folgendermassen ausgesprochen:

„Die Frau ist die geborne Helferin der Armen, da ihr alles, was mit Haus und Haushalt zusammenhängt, übertragen wird.

Leitung und Führung der Wirtschaft, Erziehung der Kinder, Pflege erkrankter Familienglieder. Die Unfähigkeit und Unerfahrenheit in allen hauswirtschaftlichen Dingen, die in den dürftigen Familien die Ursache der Verarmung bildet, erfordert individuelle Hilfe, intimes Eingehen in die häuslichen Angelegenheiten. Niemand ist hiezu befähigter und berechtigter als eine erfahrene Frau. Die männliche Thätigkeit kann auf diesem Arbeitsfeld nur ergänzend eintreten. Mann und Frau sollen und werden auch hierin nicht das Gleiche thun, sondern jeder soll das Feld bebauen, für das seine Eigenart ihn am tauglichsten macht.“

Auch unsere Schweizerfrauen würden in die Verwaltung der freiwilligen und der öffentlichen Armenpflege ihre weiblichen Tugenden zum Vorteil der Unterstützten und des Gemeinwesens zur Geltung bringen.

In derselben wohlthätigen Weise werden die Frauen in der öffentlichen Fürsorge für Kinder, also bei der Waisenpflege und beim Vormundschafswesen neben den Männern bethätigt werden. Es ist unnatürlich, dass Kinder, deren Vater gestorben, deren Mutter aber gesund und leistungsfähig ist, der unbeschränkten Gewalt eines männlichen Vormundes überliefert werden, während der natürliche Vormund allein die Mutter wäre. Manche Frau würde mit ihren Kindern das gestörte Gleichgewicht des Haushaltes leichter und schneller wieder herstellen, wenn sie die volle Verantwortlichkeit für das Fortkommen ihrer Kinder zu tragen hätte. Auch das Ansehen der Mutter müsste in den Augen der Kinder nur gewinnen, wenn sie wüssten: nun ist die Mutter allein unser Halt und unsere Stütze, an sie haben wir uns in allen Dingen zu halten. Sie würden sich um so enger an sie anschliessen und ihr zur Sicherung der Weiterexistenz der vaterlosen Familie nach Kräften behülflich sein.

Freilich müsste das Vormundschafswesen anders gestaltet werden. Gegenwärtig wird die Vormundschaft weniger mit Rücksicht auf das Kind als mit Rücksicht auf das zu verwaltende Vermögen bestellt. Nun ist aber in weitaus den meisten Fällen wenig oder gar kein Vermögen zu verwalten, und der für die Vermögensverwaltung gewählte Vormund ist nur selten auch ein Erzieher. Die Vermögensverwaltung sollte ausschliesslich durch die Oeffentlichkeit, d. h. das Waisenamt besorgt werden. Dann sollte man für die Kinder geeignete Erzieher suchen. Diese dürften bei kleinern Kindern sogar ausschliesslich Frauen, d. h. Mütter oder gebildete Erzieherinnen sein. Alleinstehenden Frauen könnten 10 und mehr Kinder verschiedener Familien zugeteilt werden. Auf diese Weise würde sich ein Beruf der Vormünder und Vormünderinnen herausbilden, welche dem Waisenamte treffliche Dienste leisten und in geeigneter Weise die Kinder überwachen

würden. Wo kein Vermögen vorhanden wäre, müssten diese Berufsvormünder von Staat und Gemeinde besoldet werden.

Die Frauen wären auch die richtigen Besorgerinnen der in fremden Familien oder in Anstalten untergebrachten Kostkinder, die in ihrer Mehrzahl aussereheliche Kinder sind und also des öffentlichen Schutzes doppelt bedürfen. Das ist das Verfahren, wie es in der neuen Verwaltung der Stadt Zürich eingerichtet ist, zur Nachahmung für andere Städte und grössere Ortschaften zu empfehlen, vielleicht mit dem Unterschiede, dass den betreffenden Frauen förmlich der Charakter öffentlicher Beamten verliehen und einzelne derselben, die sich dafür besonders eignen, ausschliesslich mit dieser öffentlichen Bethätigung betraut würden. Diese Gemeindevormünderinnen würden nicht nur die besorgten Kinder, sondern auch die Pflegemütter, die ja in vielen Fällen alleinstehende ärmere Witwen sind, mit Rat und That unterstützen können.

Das Gefängniswesen ist ein weiteres Gebiet, in welchem die Frauen eine segensreiche Thätigkeit entfalten können. Mitleid zu üben und menschliches Mitgefühl zu bethätigen, dies ist ja in erster Linie das Vorrecht der Frauen. So lange Strafanstalten notwendig sind, sollten für weibliche Strafgefangene besondere Häuser eingerichtet und unter die Leitung von Frauen gestellt werden. Ich bin überzeugt, dass die Frauen weit mehr Mittel und Wege finden, auch den Verkommensten unter den Aermsten des weiblichen Geschlechtes beizukommen und ihnen den inneren sittlichen Halt zurückzugeben.

Auch in der Gesundheitsverwaltung der Gemeinde würden die Frauen sich mit Erfolg bethätigen, insbesondere wo es sich um die öffentliche Sorge für arme Wöchnerinnen, um öffentliche Hülfeleistungen an dürftige Kranke und Rekonvalescente und um die Fürsorge für Reinlichkeit und Sauberkeit in den Wohnungen der Armen handelt.

Die Aufsichtsorgane über Waisenhäuser, Armenhäuser, Krankenhäuser, Irrenanstalten, Strafanstalten u. s. w. sollten der mitwirkenden Thätigkeit der Frauen in der Organisation, Leitung und Aufsicht nicht mehr entbehren wollen. Die Männer müssen einsehen, dass die Herbeiziehung der weiblichen Eigenart und der mütterlichen Fürsorge zu einer Quelle des Segens insbesondere für die Kinder und erwachsenen weiblichen Personen, welche in diesen Anstalten versorgt sind, werden muss. Wie das ruhige und sichere Schalten und Walten einer guten Hausfrau für die Familie das unbedingte Erfordernis eines glücklichen Heims ist, so wird auch der Einfluss der Frau in diesen Versorgungsanstalten bald als grösste Wohlthat empfunden werden. Die Männer, welche auch in der Familie nicht allein regieren, sollten sich möglichst beförderlich von dem Vorurteil befreien, dass in den grösseren Gemeinschaften der Gemeinde und des Staates nur sie



in richtiger Weise für das Wohl und Wehe der Mitmenschen zu sorgen verstehen und sie allein dazu berufen seien, dem Welt-haushalt ihr Gepräge aufzudrücken. Dann werden sie auch die Bedeutung des ganz neuen Faktors nicht unterschätzen, der im öffentlichen Leben, insbesondere in der Gemeindeverwaltung wirksam gemacht würde, wenn die Männer auch hier mit den Frauen zu Rate gehen müssten.

Aber in gewissen Gebieten ist auch über die Grenzen der Gemeinde hinaus die Beteiligung der Frauen an der öffentlichen Verwaltung zu empfehlen.

Es wird von Frauen und Männern aller Länder darauf hingewiesen, dass die Anstellung weiblicher Fabrikinspektoren eine grosse Wohlthat für die Arbeiterinnen wäre, und die in solchen Stellen amtierenden Frauen dürfen ihre Thätigkeit als sprechenden Beweis hiefür anführen. Auch in der Schweiz ist aus Arbeiterkreisen in neuester Zeit eine solche Forderung wiederholt aufgestellt worden, und der eidgenössische Fabrikinspektor Dr. Schuler hat sich selbst für dieselbe ausgesprochen, immerhin in der Meinung, dass den Inspektoren soweit nötig weibliche Assistenten beigegeben werden. Die Frauen werden es nicht unter ihrer Würde halten, auch in eine untergeordnete Stellung einzutreten, um zu beweisen, dass sie am richtigen Platze, wenn die Männer ihnen Raum im öffentlichen Leben gewähren, auch ihre Stellung einzunehmen verstehen. Die Frauen sind in allen diesen Stellungen vorläufig Pioniere und können nicht verlangen, dass ihre Tüchtigkeit von vorneherein und ohne Beweise anerkannt werde.

Aehnlich verhält es sich mit der Leitung von staatlichen Frauenasylen, Frauenspitälern, Gefängnis- und Irrenhäusern. Auch hier müssen die ersten Frauen den nachfolgenden die Bahn öffnen, und wenn ihnen von den Männern noch nicht die Leitung abgetreten wird, so müssen sie sich mit der Mitwirkung in assistierenden Stellungen begnügen, bis die Männer ihre Ebenbürtigkeit anerkennen.

So ist auch zur Zeit nicht zu erwarten, dass in der Schweiz weibliche Aerzte zur Leitung von Frauenspitälern berufen werden. Denn einmal sind ihrer überhaupt noch zu wenig im Verhältnis zu der Zahl männlicher Aspiranten auf solche Stellen; ferner müssen die Frauenärzte vorerst praktisch als Assistenzärzte in Spitälern und theoretisch durch hervorragende wissenschaftliche und literarische Leistungen ihr Wissen und Können ans Licht zu setzen wissen. Sobald eine Frau, welche infolge unabhängiger ökonomischer Stellung und hervorragender Begabung in der Lage ist, ihre Studien über das gewöhnliche Mass auszudehnen und den Männern ihre Gleichwertigkeit augenscheinlich zu beweisen, wird es ihr gelingen, mit Erfolg auf die Direktion



von Anstalten zu aspirieren, welche ausschliesslich dem weiblichen Geschlecht zu dienen haben.

Wo für jedermann offenkundig ist, dass die Frauen auf einem bestimmten Gebiete besser zu Hause sind als die Männer, sollte sich künftig kein Mann mehr finden lassen, die öffentliche Besorgung zu übernehmen. Es wird hier an die staatliche Organisation und die Leitung des Handfertigkeitsunterrichtes der Mädchen, an die Führung von Koch- und Haushaltungskursen, sowie von Fachschulen für weibliche Arbeiten gedacht. Wenn es auch Männer geben mag, welche in der Jugend mit den Mädchen das Stricken gelernt haben, so dürfte doch wohl kein Mann mit derselben Sachkenntnis die weiblichen Handarbeiten beurteilen und einen Kochkurs leiten, wie dies von der grossen Mehrheit der Frauen zu erwarten ist.

Ich erinnere daran, dass noch vor 25 Jahren die Kurse zur Heranbildung von Arbeitslehrerinnen im Kanton Zürich von einem Seminardirektor geleitet und Frauen nur zur Beibringung der mechanischen Fertigkeiten herbeigezogen wurden. Gegenwärtig ist doch in der Schweiz fast überall wahrzunehmen, dass den Frauen das Gebiet der besondern Arbeiten ihres Geschlechtes überlassen bleibt. Wir haben Arbeitsschulinspektorinnen, Leiterinnen von Fachschulen und Kursen im Kleidermachen, in der Lingerie, im Kochen, Waschen, Plätten, Vorsteherinnen von Haushaltungsschulen u. s. w. Behörden, sowie Vereinsvorstände rufen die Frauen herbei, wenn spezielle Gebiete weiblicher Thätigkeit zu beurteilen sind; so bei Abnahme der Lehrlingsprüfungen oder zur Beurteilung der Frauenarbeiten an kantonalen und schweizerischen Ausstellungen der vom Bunde unterstützten weiblichen Fachschulen.

#### *4. Widerlegung der Einwendungen.*

Die Frauen gehören in die Familie, so ruft man denen unter ihnen zu, die Teil zu nehmen wünschen am öffentlichen Leben, und die sich berufen fühlen, in der Verwaltung der Gemeinden mitzuwirken. „Wollt ihr“, so hält man den Befürwortern dieser Thätigkeit entgegen, „das Familienleben, das durch unsere rasch lebende und komplizierte Gegenwart sonst schon so vielfach gestört und beeinträchtigt wird, ganz aus den Fugen bringen? Hat die Frau nicht die schönste Aufgabe in der Familie, bedarf es hier nicht ihrer vollen Kraft und Hingabe, um den Mann und die Kinder in Ordnung zu halten?“

Ist es nicht nötig, dass die Frau zu Hause sei, wenn der Mann so viel ausser dem Hause ist? Sollen denn die Frauen auch noch auf dem Gebiete der öffentlichen Verwaltung den Männern Konkurrenz machen?“

Auf diese Fragen, die schon hundertmal beantwortet worden sind, aber von Männern und Frauen immer wieder gestellt werden,

möchte ich folgende Gegenfragen stellen: Findet denn auch nur die Hälfte von den Frauen ihre sogenannte natürliche Bestimmung, Gattin und Mutter zu werden, auch wenn sie es noch so sehr wünschten? Sind diese von den Männern nicht Auserwählten die geringeren und minderwertigen? Ist nicht durch die Erfahrung bewiesen, dass die Frauen auch einem Gemeinde-, ja einem Staatshaushalt mit Ehren vorstehen können? Sind denn die Männer ohne weiteres fähig, die öffentlichen Aufgaben in richtiger Weise zu besorgen, oder müssen nicht auch ihre besten sich zuerst hineinarbeiten und sich für die Gemeinde- und Staatsverwaltung ausrüsten? Rufen nicht die Männer den Frauen zu: Wenn ihr die Ehelosigkeit ertragen wollt, so sucht euch einen andern Lebenszweck, ergreift eine selbständige Thätigkeit und zeigt, dass ihr etwas leisten könnt? Und die verheiratete Frau, die Mutter der Kinder, hat sie wirklich gar keine Zeit, sich auch ausser dem Hause im öffentlichen Leben umzusehen? Wäre nicht da der Toilette, dort den Kaffeekränzchen, an einem dritten Orte dem allzuängstlichen Sorgen um das tägliche Brot etwas Zeit abzugewinnen, um sich über öffentliche Dinge zu orientieren oder bei einer Gemeindeangelegenheit mitzuwirken? Fragen nicht die Kinder, besonders die Knaben so viel, worüber die Mutter keinerlei Auskunft zu geben weiss, weil ihr das Verständnis für das öffentliche Leben abgeht? Ist es nicht im Interesse der künftigen Bürger dringend wünschbar, dass sie schon „mit der Muttermilch“ gewisse Voraussetzungen für ein späteres Interesse an den Geschäften der Gemeinde und des Staates in sich aufnehmen? Und wären die Frauen weniger weiblich, wenn das Verständnis der öffentlichen Fragen einen Teil ihres Wissens und Könnens bilden würde? Ist das Heim weniger traulich, wenn sich Mann und Frau auch zu Hause über Dinge der Allgemeinheit aussprechen und wenn die Frau hiebei nicht nur die nehmende, sondern auch die gebende sein kann?

Allerdings gienge es wohl auch den Frauen, wie es etwa Männern geht. Die eine oder die andere liesse sich von öffentlichen Dingen zu viel von Familie und Beruf abziehen, so dass die eigenen Interessen zu Schaden kommen würden. Aber eine solche Ausnahme kann die Thatsache nicht umstossen, dass die Teilnahme der Frau an der Oeffentlichkeit dem Gemeinwesen unschätzbare Vorteile bringen würde. Auch die Stellung der Hausfrau gegenüber den Dienstboten, der Mutter gegenüber dem Gatten und den Kindern könnte nur gewinnen, wenn sie bei Besorgung öffentlicher Angelegenheiten sich allgemeine Achtung und ein gewisses Ansehen zu verschaffen vermöchte. Die Frau würde an ihrer Weiblichkeit gerade so wenig Schaden leiden, wie wenn sie nur im Innern des Hauses weise schaltet und waltet und nur in der Familie ihr Herrschertalent geltend macht. Es würde ja von selbst sich so gestalten, dass für eine ausschliessliche

amtliche Thätigkeit in erster Linie alleinstehende Frauen, dagegen für eine mehr periodische oder teilweise Beteiligung an der öffentlichen Verwaltung auch Hausfrauen und Mütter ausgewählt würden. Auch ist nicht zu erwarten, dass, wenn einmal den Frauen das gesetzliche Recht zusteht, sich an der Verwaltung zu beteiligen, sie dann auch sofort in grosser Zahl in öffentliche Stellungen berufen werden; vielmehr ist als sicher anzunehmen, dass auch in unserm Lande, wo keine Frage plötzlich und sprungweise gelöst wird, die Frauen nur ganz allmählich Gelegenheit bekämen, sich der Besorgung von Zweigen der öffentlichen Verwaltung als gewachsen zu erweisen.

Die Frauen wissen wohl und werden es noch reichlich erfahren, dass die Männer die Alleinherrschaft in öffentlichen Aemtern nicht leicht fahren lassen werden, auch wenn sie prinzipiell sich zur Aufnahme gesetzlicher Bestimmungen zum Zwecke der Herbeiführung der Gleichberechtigung herbeilassen. Wenn in Amerika einzelne Gemeinden vertrauensvoll die ganze Verwaltung den Frauen übertragen, so werden unsere Schweizerfrauen sich dennoch kaum der Hoffnung hingeben, es werde in Bälde die Zeit kommen, da sie die Zügel der Regierung über eine Gemeinde, einen Kanton oder gar die Eidgenossenschaft ergreifen können.

##### *5. Vorbereitung der Frauen für die öffentliche Arbeit.*

Es bleibt den Frauen noch manches zu thun übrig, um sich für die Arbeit in der öffentlichen Verwaltung vorzubereiten.

Vor allem müssen sich die Frauen organisieren. Der Schweizerische gemeinnützige Frauenverein muss sich über das ganze Land ausbreiten, mit Zweigvereinen in allen Städten und grösseren Ortschaften der deutschen, französischen und italienischen Schweiz. Demselben soll ein ständiges, besoldetes Bureau oder wenigstens ein Sekretariat deutscher und französischer Zunge zur Verfügung stehen, damit er die treibende und regulierende Kraft für eine gesunde Entwicklung der Frauenfrage werde. In den Jahresversammlungen hat er sich den grossen gemeinsamen Frauenfragen zu widmen, wie Erlangung politischer Gleichberechtigung auf dem Wege der Gesetzgebung, Hebung der Jugend- und Volkserziehung, Verbesserung der Stellung der Arbeiterinnen, Organisation der Krankenpflege. Den lokalen Zweigvereinen fallen kleinere, doch nicht unwichtige Aufgaben zu, so Heranbildung der Mitglieder zur Uebernahme öffentlicher Funktionen durch Belehrung und Auskunft,<sup>1)</sup> Förderung gemeinnütziger Bestrebungen mehr lokaler Natur.

<sup>1)</sup> Eine solche Einrichtung besitzt die Gesellschaft für Ethische Kultur in Berlin in ihrem Auskunftsbureau.



Die Frauen müssen lernen, sich einem grossen Gedanken unterzuordnen und den Trägerinnen desselben ohne Widerstreben Heerfolge zu leisten. Auch das Heer der Frauen kann nur stark werden, wenn es gross und gut diszipliniert ist. Der vaterländische Frauenverein muss im weitem einen Sprechsaal besitzen für die Interessen der Frauen, ein Organ, in welchem aktuelle Fragen diskutiert werden und über auswärtige Errungenschaften berichtet wird. Ein gut fundiertes vaterländisches Wochenblatt, das von den Frauen gehalten und gelesen wird, kann der guten Sache besser dienen, als ein Dutzend kleiner Sprechsäle, welche fortwährend mit ihrer Existenz zu kämpfen haben. Bis heute haben schon die bestehenden, in jedem Hause willkommenen Frauenzeitungen viel gutes geschaffen, sie veranlassen die Frauen, über ihre eigenen Interessen nachzudenken und an ihrer Weiterbildung zu arbeiten.

Der vaterländische Frauenverein soll aber nicht nur die Frauen des Mittelstandes, sondern die Frauen aller Stände umfassen, er muss insbesondere auch die Arbeiterfrauen herbeiziehen. Es darf keine Frau sich für zu hochstehend halten, um mit niedriger gestellten gemeinsam zu arbeiten und etwas gutes zu erstreben, es darf ebenso wenig eine Frau fürchten, dass ihre Thätigkeit und ihr Streben im Verein mit den stärkeren ohne Wirkung bleibe. Man sagt, dass es den Frauen noch schwieriger werde als den Männern, über Vorurteile des Standes sich hinwegzusetzen und das allgemeine Menschenrecht auch in der geringsten Schwester anzuerkennen. Wenn dem so wäre, so müssten die Frauen nur um so eifriger bestrebt sein, gemeinsam zu arbeiten, um zu erfahren, wie treue Arbeit an einer gemeinsamen Sache nach und nach die Kluft zwischen den widerstrebenden Elementen zu überbrücken und alle mit reiner Freude am gemeinsamen Erfolg zu erfüllen vermag. Die Frauenfrage ist gleichzeitig ein Stück Arbeiterfrage und vor allem ein Stück sozialer Frage; darum ist es notwendig, dass der Frauenverein auch die geringste einlasse, damit sie ihre Ansichten ausspreche und zur Erfüllung ihrer berechtigten Wünsche mitwirke.

Zur Vorbereitung für die Teilnahme der Frau an der öffentlichen Verwaltung gehört aber auch, dass alle Kinder, also auch die Mädchen die öffentlichen Volksschulen besuchen. Es sollen nicht die Reichen und Begüterten für sich besondere Schulen beanspruchen, wo die Kinder nur ihresgleichen finden. Es kommt der allgemeinen Volksschule eine ausgleichende und versöhnende Macht zu, die in dem Masse, als Pestalozzis Menschenliebe sie durchdringt, die Jugend- und Volkserziehung auf immer höhere Stufe hebt.

Die Freundin wird in der Schule nicht immer unter ihresgleichen gesucht und gefunden, sondern oft unter den Kleinen und Schwachen ausgewählt, da knüpfen sich zwischen sehr verschie-



den begabten und verschieden gestellten Kindern Freundschaftsbande fürs Leben und entwickeln sich Eigenschaften, die in besonderm Unterricht und bei ausschliesslicher Erziehung nicht zur Entfaltung gelangen: Mitleid mit den Hülfslosen und Schwachen, milde und gerechte Beurteilung anderer, Anerkennung wirklichen Verdienstes, Gefühl der Zusammengehörigkeit, Freude am Schaffen im Dienste der Gemeinschaft.

Von diesem Standpunkte aus dürfen die Frauen auch die Mischung der Geschlechter in den Volksschulen nicht ängstlich bekämpfen, sondern müssen sie mutig durchführen helfen. Dieselbe ist ein wirksames Mittel, die Vorbereitung der Frau für die Teilnahme an der öffentlichen Verwaltung zu fördern. Wie das Leben in Gemeinde und Staat einseitig und unvollständig ist ohne die Teilnahme der Frau, so muss auch in einer Mädchen- oder in einer Knabenklasse auf eine Reihe wichtiger Erziehungsfaktoren verzichtet werden, welche in einer gemischten Klasse ohne Zuthun der Lehrer und Erzieher von selbst wirksam werden. Man muss nur den Kindern das Vertrauen schenken, dass die Mehrheit gut sei, so wird man auch ohne Bedenken Knaben und Mädchen zusammen in die Schule schicken, wie sie zu Hause ohne Nachteil neben einander aufwachsen. Lehrer und Lehrerinnen besitzen in der Geschlechtermischung für die Knaben ein milderndes, für die Mädchen ein kräftigendes, für beide Geschlechter ein sittiges und veredelndes Element im Unterricht und in der Erziehung.

Es dürfen die Frauen auch deswegen keine besondern Mädchenschulen verlangen, damit sie nicht Gefahr laufen, geringere Schulen zu erhalten. Die Mädchen bedürfen gleichwertiger Schulung mit den Knaben, gleich ernste und auf das selbständige Denken und Handeln gerichtete Entwicklung. Nur die Rücksichten auf die Berufsstellung sollen für die Trennung der Geschlechter massgebend sein.

Und wir Männer, wir wollen im Interesse eines intensiveren allseitigen Fortschrittes mitwirken, dass den Frauen Gelegenheit geboten wird, ihre Kräfte im Dienste der Gemeinde und des Staates zu üben, ihre edelsten Besonderheiten in der Familie weiter zu bethätigen, aber dieselben auch in das öffentliche Leben hinauszutragen und für das ganze nutzbar zu machen. Seien wir künftig nicht mehr alleinige Gesetzgeber, sondern hören wir bei jeder Gesetzesrevision auch auf die Stimme der Frauen. Wir wollen den Frauen bis auf weiteres freiwillig in der öffentlichen Verwaltung Raum gewähren, damit sie Vorurteile zerstören und Bedenken beruhigen können. Auch diejenigen Männer, die zur Zeit noch nicht die Notwendigkeit oder auch nur Wünschbarkeit dieser Mitbeteiligung zugeben, mögen aus Billigkeitsgründen die Hand zu Versuchen bieten, damit die Erfahrung das ausschlaggebende Moment zum Entscheide liefere.

Die Frauen aber, die zu solchen Versuchen herbeigezogen werden, wollen bedenken, dass sie nicht nur ihre eigene Tüchtigkeit und Zuverlässigkeit zu erproben, sondern auch im Interesse ihrer Schwestern einer gesetzmässigen, dem ganzen dienenden Lösung der Frauenfrage vorzuarbeiten haben.

*Thesen:*

1. Die Bewegung zu gunsten der persönlichen und materiellen Unabhängigkeit der Frau in Familie und Staat, welche mit der fortschreitenden Civilisation Hand in Hand geht, hat in einzelnen Ländern bereits die Beteiligung der Frauen an der öffentlichen Verwaltung zur Folge gehabt.
2. Die Frauen eignen sich zur Mitarbeit in der Gemeindeverwaltung auf den Gebieten der Armen- und Waisenpflege, des Gefängniswesens, des Gesundheits-, Erziehungs- und Schulwesens.
3. Die Beteiligung der Frau an der öffentlichen Verwaltung erscheint auch da als geboten, wo es sich um die Leitung und Beaufsichtigung von Arbeits-, Unterrichts- und Wohlfahrts-einrichtungen für das weibliche Geschlecht handelt (Fabrik-inspektion, Leitung und Beaufsichtigung von Fachschulen und Specialunterricht, Leitung und Ueberwachung von Frauen-spitälern und -Asylen).
4. Die Familie wird bei einer Beschränkung der öffentlichen Thätigkeit der Frau keinen Schaden leiden. Einmal besteht für viele Frauen keine Aussicht auf Gründung eines eigenen Haushaltes; im weitern gewährt die Führung einer normalen Haushaltung die nötige Zeit zu einer beschränkteren öffentlichen Thätigkeit; endlich wird durch die letztere auch die Stellung der Frau in der Familie gehoben und gestärkt.
5. Es ist auf dem Wege der Gesetzgebung dahin zu wirken, dass den Frauen die Teilnahme an der öffentlichen Verwaltung in den bezeichneten Gebieten auch in unserm Lande mehr und mehr ermöglicht werde, und es sind bis zum Zeitpunkte der gesetzlichen Regulierung der Verhältnisse die Frauen durch entgegenkommendes Verhalten der Männer versuchsweise zur Mitarbeit herbeizuziehen.



## Les femmes et les administrations publiques.

*Par M. Louis Wuarin, professeur de sociologie à l'Université de Genève.*

Quoi que l'on en puisse penser, les idées mènent le monde. C'est à ce titre que je vous demanderai la permission de débiter par un rapide aperçu du mouvement féministe dans les pays où il est sorti pour ainsi dire des entrailles du sol. Rien ne montre mieux, à mon sens, à quel point il fait partie du progrès moderne, à quelle nécessité il répond.

Je n'ai garde cependant de perdre de vue le sujet spécial qui m'a été confié, et vous allez voir que je ne tarderai pas d'y arriver.

On peut dire qu'il n'y a guère à cette heure que les Anglo-Saxons qui soient entrés vigoureusement dans les voies nouvelles en ce qui regarde l'affranchissement de la femme.

Comment expliquer que cette plante du féminisme qui rencontre en France, en Allemagne et dans nombre d'autres pays un milieu si contraire, se soit épanouie sous d'autres climats? Les causes de cette différence sont sans doute fort multiples, mais entre toutes en voici quelques-unes.

La fatale doctrine du vieux droit romain organisant la famille comme une armée avec un chef omnipotent à sa tête, n'a jamais eu sur les populations anglaises, très individualistes, la même prise que sur d'autres. Et elles ont aussi échappé aux influences déprimantes du vieux droit germanique.

En politique le titre de citoyen au lieu de relever du sexe était le corollaire de la qualité de propriétaire et de contribuable. Ainsi s'explique ce fait que déjà, en 1804, des femmes américaines votèrent dans l'élection présidentielle qui aboutit à confirmer Jefferson dans ses fonctions. C'étaient les femmes de la Nouvelle-Jersey en possession à cette date des franchises politiques, qui leur furent retirées depuis. Ainsi s'explique encore cet autre fait qu'aujourd'hui, dans toute l'Angleterre, la femme propriétaire qui n'a pas de mari pour veiller à la défense de ses intérêts matériels, est à la fois électeur et éligible dans les assemblées correspondant à nos municipalités.

Nommons encore, parmi les causes qui ont favorisé l'essor de la femme anglo-saxonne, l'abandon au moins partiel, à une époque déjà ancienne, de la doctrine de St-Paul ou attribuée à St-Paul qui prononce l'infériorité hiérarchique de la femme dans

l'Église et son incapacité, j'allais dire son indignité, à remplir un sacerdoce quelconque. Une secte peu nombreuse mais connue par sa ferveur pour le bien public, la dénomination des quakers, a contribué sous ce rapport à élargir les esprits, en reconnaissant à la femme le droit de coopérer, si son cœur l'y porte, à l'édification de ses frères en la foi. C'est grâce à ce courant d'idées que celui qui vous parle put assister, il y a trois ans, à Chicago, à la consécration d'une femme au saint ministère.

Mais nous n'aurions pas encore l'explication complète de la situation privilégiée dans laquelle la femme anglo-saxonne se trouve, si nous omettions une dernière circonstance d'une immense portée pratique. Les femmes de langue et d'éducation anglaises ont pris conscience de leurs droits et, en même temps, du devoir qui leur incombe de faire reconnaître ces prérogatives naturelles. Elles sont, on peut dire, entrées en campagne au seuil de ce siècle, au moment où une des leurs traçait, dans les pages admirables de fermeté et de chaleur, le programme presque définitif des revendications féminines. Nous parlons de Mary Wollstonecraft (Mrs. Mary Godwin).

Or c'est un point considérable que ceux qui n'ont pas la place qu'ils s'estiment fondés à occuper fassent entendre leurs griefs. Un commis mal payé et qui ne demande rien à son patron a grand chance d'en rester longtemps à ses maigres appointements. Je ne crois pas, pour ma part, à un esprit de justice et de désintéressement assez général dans nos sociétés humaines, pour oser espérer que les gens qui profitent de certains abus s'en feront eux-mêmes les justiciers. Aussi dirai-je toujours à ceux que l'on violente ou que l'on opprime de quelque manière : „Ne vous laissez pas faire, élevez la voix ! Si vous gardez le silence, ce silence sera interprété comme un acquiescement aux injustices ou aux égoïsmes dont vous êtes les victimes.“ Et c'est aussi pour cela qu'en voyant siéger dans cette salle un congrès qui aspire à formuler dans leurs grandes lignes les revendications féminines, je ne puis qu'applaudir, et je me félicite pour ma part de l'honneur qui m'est échu de pouvoir, si peu que ce soit, collaborer à ses travaux.

Le mouvement qui a été inauguré il y a une centaine d'années dans les pays anglo-saxons y a déjà profondément modifié l'opinion publique, les mœurs et la législation. La situation civile faite à la femme y a consacré de la manière la plus large son droit à disposer de sa personne et de ses biens. J'ai quelquefois honte quand je songe à la triste idée que les Anglaises, les Américaines et les Australiennes peuvent se faire des pays de l'ancien monde, et particulièrement de ceux qui subissent l'ascendant du génie latin. Qu'ont-elles dû penser de Genève, il y a deux ans, en apprenant que le grand conseil était occupé d'une loi pour assurer à la femme mariée le produit de son travail ? Certes il était



temps d'y songer. Et pourtant Genève devançait le canton de Vaud où cette réforme n'est pas accomplie bien qu'elle soit à la veille d'aboutir, et la France où quelques dames viennent de prendre le bon parti de la recommander à l'attention des chambres.

Que doivent-elles dire ces femmes relevées de la sujétion des siècles passés, devenues maîtresses de leurs destinées, en apprenant qu'il est des contrées où il règne, sanctionnée et encouragée par l'Etat, une double morale, l'une pour l'homme, l'autre pour la femme, et grâce à laquelle le premier peut parfois asservir la femme à ses passions les plus honteuses, la faire tomber impunément, mettre à sa charge le poids de fautes communes, et même obtenir des pouvoirs publics qu'ils le protègent, lui, dans l'exercice de sa licence, tout en écrasant sa malheureuse complice?

Nous sommes loin de pareilles choses dans les pays anglosaxons; lorsqu'il m'est arrivé d'avoir à exposer à des chefs de police, par exemple, ou à des médecins, la situation existant à Genève à cet égard, je n'échappais jamais à cette remarque: pareille chose serait impossible chez nous; elle se heurterait à la double opposition de la presse et des églises unanimes.

Le mouvement féministe est lancé avec une si grande force dans les pays qui nous occupent qu'il peut paraître même à plusieurs excéder les bornes.

Nous avons entendu affirmer dans cette enceinte que jamais il ne pourrait monter à l'esprit de conférer à la femme, en politique, des droits identiques à ceux de l'homme. Eh bien, c'est là une erreur. Ce qu'on appelle „le suffrage égal“ existe. Plusieurs des Etats de l'Union américaine, savoir le Wyoming, le Dakota Sud, le Colorado et l'Utah, ont accordé à la femme (le Wyoming possède même en la matière une expérience de plus de 25 ans) des droits politiques identiques à ceux de l'homme; en Océanie, la Nouvelle-Galles et l'Australie du Sud en ont fait autant. En Angleterre où, comme nous l'avons dit, il existe des électeurs féminins en matière municipale, un bill est pour ainsi dire toujours pendant devant le parlement pour aller plus loin et permettre à la femme de participer aux élections de la chambre des communes. Dans les derniers scrutins sur cet objet les partisans du droit de suffrage des femmes n'ont été distancés que de quelques voix.

Je reconnais que la conception de la „femme politique“ prête aux plus sérieuses réserves. Ses adversaires peuvent arguer du fait qu'une société bien organisée doit viser, moins à une égalité qu'à une sage répartition dans les fonctions, et que de demander à la femme de joindre à ses devoirs domestiques la gestion de l'Etat, c'est peut-être mettre en péril l'intérêt du foyer et de la famille, sans grand profit pour la politique. Je

me refuserais, quant à moi, dans l'état de notre civilisation et de nos mœurs, à me joindre, dans mon pays, à un mouvement qui tendrait à décréter une réforme de ce genre; mais je voudrais indiquer en quelques mots pourquoi des femmes éminentes, sages, et des philosophes, tels que John Stuart Mill, ont pu préconiser les droits politiques de la femme.

Nous réclamons ce progrès, affirment-ils, à trois points de vue principaux :

La présence de la femme au sein des assemblées délibérantes y fera régner un esprit meilleur, attendu qu'il suffit de quelques femmes d'éducation et de manières distinguées pour retenir sur les lèvres les paroles qui seraient, pour elles, une insulte à la pudeur.

Il nous faut aussi la femme politique pour appuyer certaines réformes sociales, auxquelles l'homme n'est pas suffisamment porté. Ceci explique comment, à l'heure qu'il est, les avocats les plus décidés du droit du suffrage féminin sont les membres des sociétés de tempérance, qui souhaitent des mesures énergiques contre la vente des alcools: ce sont, en particulier, du côté féminin: en Amérique Miss Frances Willard, présidente de l'Union chrétienne des femmes pour la tempérance, une puissante association qui possède à Chicago un magnifique quartier-général, et en Angleterre Lady Somerset, une grande amie de Miss Willard, qui a fait, elle aussi, de la lutte contre la plaie de la boisson, l'œuvre de sa vie.

Enfin, disent les novateurs, nous désirons conquérir les franchises politiques afin de modifier les idées que l'on se fait de la valeur de la femme en tant qu'individu. Quelqu'un qui ne vote pas est aisément regardé comme un mineur. Une femme, si distinguée soit-elle, fût-elle grand propriétaire, grand philanthrope, docteur en médecine ou en droit, fût-elle Mme Beecher-Stove ou Mme de Staël, reste classée à côté des enfants, pendant qu'un simple manoeuvre, un illettré, le domestique peut-être de cette dame obligée de se taire quand le pays est invité à parler, sera électeur et éligible. Est-ce logique?

Cependant le mot de politique a deux sens. Dans son acception étroite, c'est la gestion de l'Etat par les corps constitués à cet effet: dans son acception large, c'est la coopération de tous aux efforts accomplis en vue du bien de la communauté.

Or, ce qui saute aux yeux immédiatement, c'est que, s'il peut y avoir des raisons pour que la femme reste en dehors de la politique prise au sens restreint du terme, de la politique proprement dite, ces raisons cessent d'exister dès qu'il s'agit de la politique entendue dans son sens large. Une femme qui travaille par les moyens en son pouvoir à épurer la vie politique, à améliorer les institutions et les lois, et à aider les pouvoirs

établis dans leur œuvre administrative, remplit son devoir et mérite une entière approbation.

Dans ce programme d'activité civique qui est celui de la femme autant que celui de l'homme, il est un point qui mérite une attention spéciale; c'est ce qui a trait au rôle de la femme dans les administrations publiques, et nous nous demanderons d'abord de quelle manière et dans quel esprit le problème a été résolu au milieu des pays anglo-saxons.

Il n'est pas d'institution dont les peuples de race anglaise soient plus justement fiers que de leurs écoles publiques. En Amérique, en particulier, on peut dire qu'elles sont l'objet d'un véritable culte. Or, de qui relèvent les questions d'éducation? Dès deux sexes sans doute, mais, en première ligne, de la femme, au moins quand il s'agit de la première initiation aux connaissances humaines et à la vie. Dans les familles, les enfants sont bien plutôt élevés par la mère que par le père. De là l'idée d'associer la femme à la direction des écoles.

On n'aurait pas l'idée, en ces pays, de placer à la tête de l'enseignement élémentaire un homme politique, entouré de quelques fonctionnaires spéciaux. La règle est de placer les écoles sous le contrôle de *school-boards*, soit conseils scolaires, désignés à l'élection par les deux sexes jouissant à cet égard d'attributions égales d'électorat et d'éligibilité. En Angleterre, ces conseils scolaires sont, en outre, formés d'après le principe de la représentation proportionnelle, qui a fait là son apparition.

Les esprits craintifs pourraient redouter de voir se former en cette circonstance des rivalités de sexes, mais il n'en est rien. La pratique a établi un partage des sièges entre les deux classes d'intéressés, et chacune d'elles comprend qu'il ne s'agit pas en cette question d'hommes ou de femmes, mais de l'avenir de la jeunesse.

Miss Mary Anne Greene, le deuxième des avocats féminins qu'ait connus le barreau de Boston, a écrit les lignes qu'on va lire au sujet des *school-boards* d'Amérique, qui datent, en général, d'une ou deux générations. „L'extension du droit de suffrage à la femme, en matière scolaire, présentait un caractère si conservateur, et cette mesure laissait si bien la femme dans sa sphère naturelle, même en concevant cette sphère, ainsi que plusieurs le font, comme très restreinte, qu'elle rencontra une approbation générale.“

Si les hôpitaux des pays qui nous occupent en ce moment étaient gérés par des administrations élues au scrutin, il n'y a aucun doute que les femmes eussent revendiqué, comme pour l'école, le droit de suffrage. Mais les institutions hospitalières sont dans la règle des entreprises privées, en sorte que très naturellement la femme y trouve accès. Leur direction est d'ordinaire confiée aux personnes qui souscrivent en leur faveur des sommes



d'une certaine importance, hommes ou femmes, peu importe, ou à leurs mandataires, désignés de diverses manières. A Londres, par exemple, les hôpitaux sont placés sous le contrôle d'un conseil de „gouverneurs“ fort nombreux et formé d'après le principe que nous venons d'indiquer. Nous avons visité à Baltimore, aux Etats-Unis, l'hôpital Johns Hopkins, une institution absolument modèle. Quand il s'agit de la créer, il y a quelques années, il manquait quelques millions; un mouvement fut alors organisé parmi les femmes d'Amérique pour trouver l'argent nécessaire; la somme fut réunie, mais une condition mise à son emploi. C'est que les élèves en médecine utilisant cet établissement pourraient être aussi bien des femmes que des hommes, ce qui fut accepté. Qui paie commande.

Si parmi les populations de langue anglaise, les orphelinats nous semblent se rapprocher des écoles et des hôpitaux au point de vue de la participation administrative de la femme, les prisons en revanche ne pouvaient guère se prêter à une combinaison du même genre. Ici, le rôle de la femme consiste essentiellement à prêter son concours comme visiteuse. Nous nous plaisons à rappeler que c'est au zèle philanthropique d'une femme, Elisabeth Fry, que se rattache en Angleterre le point de départ de la réforme pénitentiaire qui a cherché à faire des prisons, non pas des lieux où les coupables subissent leur châtement, paient, comme on dit, leur dette à la société, mais des maisons de correction dans lesquelles on s'applique à les ramener à la bonne voie.

Nous pourrions encore parler du rôle de la femme dans l'inspection des fabriques, mais ce point a été touché par M. Grob et je dois me borner.

On conçoit qu'en jouant les rôles considérables que nous venons d'indiquer, la femme anglo-saxonne ait achevé de donner le coup de mort à cette doctrine que les places de l'Etat sont avant tout le monopole des hommes. Elle a aidé, par son influence, à faire triompher le principe que les emplois officiels appartiennent à ceux qui sont le plus capables de les remplir. Le sexe féminin a pris la place prépondérante à l'école, et, dans les services hospitaliers, un soin très grand est apporté à former un personnel d'infirmières à la hauteur de leur vocation. Des mesures très sages assurent à ces femmes dévouées, après les années de travail, une retraite honorable.

A la lumière des expériences que nous venons de rappeler, nous voudrions maintenant répondre à cette question qui domine notre sujet: quelle est la place normale de la femme dans les administrations publiques? Jusqu'à quel point aurions-nous raison en Suisse d'imiter à cet égard, ou de chercher à imiter, les Anglo-Saxons?

Le premier principe à poser, c'est que la femme a le droit de chercher à faire tout ce dont elle s'estime capable. En ce qui



concerne l'homme, la cause est jugée. Allez dire à un membre du sexe fort: „Mon ami, tu manies une aiguille, mais tu plaisantes, c'est l'affaire de la femme!“ Ou bien: „Tu fabriques des pâtés ou de la confiserie, mais ne sais-tu pas que toute cette manutention culinaire revient à la femme!“ Que vous objecterait-il? Qu'il sait ce qu'il a à faire et que cela ne vous regarde pas. Nous le voulons bien, mais à charge de revanche, et nous estimons que, lorsqu'un homme cherche à détourner une femme de certains champs d'activité, celle-ci a le droit de répondre: „En ces choses là, je ne relève que de moi, je suis juge de ce dont je suis capable!“

J'affirme aussi qu'il y a un intérêt majeur à ce que la femme soit associée au fonctionnement de certains rouages administratifs. Elle possède, en effet, des qualités *sui generis* qui semblent plus particulièrement son apanage. Pour gérer un intérieur domestique et pour élever des enfants, je la crois très décidément supérieure à l'homme. Et l'on se priverait de ses services dans les institutions où elle peut apporter des aptitudes particulières et déployer ce large dévouement qui est aussi une des caractéristiques de sa nature! Mais ce serait par trop absurde.

Je constate avec regret que, même au sein de nos démocraties suisses, il y a une disposition à se passer de la femme en une foule de choses où sa présence ne pourrait cependant que porter des fruits excellents. Genève, entre tous les cantons, a une tendance marquée à remettre la direction de ses services publics, non pas seulement à des hommes, mais encore à des fonctionnaires, à l'exclusion des auxiliaires bénévoles. Et de fort braves gens qui se fâchent tout rouge au seul mot de socialisme d'Etat trouvent cela tout naturel, comme s'il y avait rien de pire en fait d'étatisme que cette absorption de tous les organes de l'Etat par la bureaucratie.

J'ai été heureux de voir que je n'étais pas seul à déplorer le fait. Il y a quelques semaines je regardais dans le groupe XXII d'économie sociale à notre Exposition, au-dessus de l'armoire de Mme. Ryff, une carte de Suisse indiquant les contrées dotées de comités d'école féminins. Et, à mes côtés, j'entendais un de nos confédérés de la suisse allemande faire tout haut ses réflexions: „Genève, néant! Il y a des gens qui s'imaginent que ces comités sont faits pour ennuyer les maîtres ou les gouvernements. Quelle erreur! Ils visent au contraire à les aider les uns et les autres dans l'accomplissement de leur tâche. Voici, par exemple, des enfants qui manquent souvent les leçons ou qui s'y rendent sales et négligés. Demander au maître ou à la maîtresse, d'intervenir, c'est difficile. Les parents sont gens à se formaliser de cette démarche. Mais, qu'une tierce personne suive ces enfants, qu'elle fréquente chez eux, et elle pourra dire ce

qu'on n'aurait que difficilement passé au maître ou à la maîtresse. Bien plus, on l'écouterait." Il m'a paru que c'étaient là de sages réflexions.

Dans toutes les choses où les femmes peuvent prêter leur concours aux pouvoirs publics, il est bien qu'elles offrent leurs services. Elles peuvent, sans fausse gêne, parler alors de leurs droits, puisque ces droits sont seulement pour elles la liberté de remplir leur devoir envers la société.

Je pense à tant de femmes inutilisées ou disposant d'une portion de leur temps et qui pourraient devenir des ouvrières incomparables pour le bien public. Et je dis à ceux qui leur ferment le chemin: „Sur quoi vous fondez-vous pour empêcher ces personnes de bonne volonté de faire ce dont vous êtes vous-mêmes incapables? Prenez-y garde! vous n'êtes pas seulement injustes envers elles, vous travaillez contre votre pays.“

Mesdames et messieurs, je résumerai ma pensée dans les deux thèses que voici et qui ont dû vous être distribuées ce matin:

1. Les administrations publiques doivent être conçues de façon à assurer à la société le maximum de résultats utiles.

2. En diverses administrations publiques, il y a un intérêt majeur à ce que l'Etat ne soit pas seul à présider au fonctionnement de certains services, mais à ce qu'il s'entoure de commissions spéciales. Là où la femme peut devenir, à côté de l'homme ou séparément, un auxiliaire utile, il est du devoir des autorités de s'opposer à ce que la question de sexe soit sottement ou perfidement invoquée contre elle, afin de la tenir à distance.

Dans la vie domestique, d'un consentement quasi unanime, la femme est regardée comme la gérante du ménage, la gardienne et la première éducatrice des enfants. Or, certaines institutions officielles, telles que écoles, orphelinats, hôpitaux, prisons, ressemblent assez à la vie domestique pour qu'il soit permis de déclarer que la présence de la femme y est indispensable. Aussi, les institutions similaires d'un caractère privé n'ont-elles garde, en général, de se passer de son concours. Ceux qui dédaignent la coopération qu'elle pourrait fournir, sacrifient le bien de la société à la doctrine surannée et barbare du règne de la force.



## Discussion.

Les conclusions des rapporteurs ne font l'objet d'aucune discussion et sont remises à la Commission permanente qui va être nommée, afin qu'elle en étudie l'application pratique.

## La réforme de la condition légale des femmes

par M. Louis Bridel, professeur à la faculté de droit de Genève.

Les questions relatives aux droits de la femme et à la protection de ses intérêts sont de plus en plus à l'ordre du jour. Ce phénomène social, qu'on a dénommé le „mouvement féministe“, se manifeste actuellement dans tous les pays civilisés: par des associations, des revues, des congrès, sans parler de certaines réformes récemment accomplies ou qui sont à la veille d'aboutir.

Qu'on me permette ici deux mots sur les origines de ce terme de *féministe*, qui ne plaît pas à chacun et qui demande à vrai dire une brève explication.

Sauf erreur, c'est Alexandre Dumas qui l'a introduit dans la langue, sous forme de raillerie, dans un livre de sa première époque, alors qu'il était encore indifférent ou hostile à toute rénovation dans le champ des revendications féminines. Plus tard, Dumas s'est converti à l'idée des droits de la femme; il en est même devenu l'un des plus brillants champions.

Eh bien! ce sobriquet de „féministe“, nous l'avons trouvé bon à prendre, — comme autrefois les *Gueux* des Pays-Bas, partant en guerre contre l'opresseur, arborèrent crânement le terme de mépris dont on les avait affublés!

Vaste est le domaine en présence duquel nous nous trouvons. Il comprend, en effet, des questions relatives à la morale, au droit, à la pédagogie, à l'économique, à la sociologie.

Au fond, c'est toute la question sociale qui est en jeu, envisagée au point de vue de la condition des femmes, — la „question sociale“ qui embrasse tout l'ensemble des problèmes relatifs à la société humaine.

Mais nous n'avons à nous occuper ici que d'une partie de la „question féministe“: ce qui concerne la condition légale de la femme, un sujet déjà suffisamment étendu et qu'il convient de restreindre encore dans une certaine mesure.

Lorsqu'il s'agit de la „condition légale de la femme“, on est assez naturellement amené à partager le sujet dans les trois chapitres principaux que voici: ce qui a trait aux droits publics et politiques; les questions relevant du droit pénal et de police; les droits civils.

Nous laisserons de côté le chapitre des droits politiques; mais non pas sans quelques mots à ce sujet, pour en signaler l'importance au point de vue de la solution de plusieurs problèmes sociaux de premier ordre, tels que la guerre notamment et la prostitution légalement organisée, — ces fléaux de la société qui ne cèderont selon toute probabilité qu'à une intervention positive des femmes.

En ce qui concerne la guerre, la femme jusqu'ici n'a été écoutée qu'après les combats, lorsqu'il s'est agi de soigner les blessés. Avant la bataille, on ne lui reconnaît que le droit de faire de la charpie!

Son intervention ne serait-elle pas désirable pour empêcher l'effusion du sang? Apparemment il vaut mieux supprimer la cause des blessures que de chercher à les panser. Quand les femmes auront voix au chapitre, nul doute qu'elles ne se lèvent comme un seul homme contre la guerre.

Quant à l'organisation légale de la prostitution: quelles sont les femmes qui, en connaissance de cause, sanctionneraient une loi consacrant la ruine et la déchéance de toute une catégorie d'entre elles?

La majorité des hommes d'aujourd'hui voterait-elle une loi condamnant d'autres hommes à la réclusion et à l'infamie pour infraction aux mœurs et à la morale? — Or n'est-ce pas ce qui se passe actuellement à l'égard des malheureuses femmes livrées au libertinage du sexe masculin!

Une participation effective des femmes aux affaires de l'Etat se justifierait donc, au point de vue des intérêts généraux ou de l'utilité sociale aussi bien qu'au nom du droit qui appartient à chaque individu de prendre part au „suffrage universel.“

Mais il est permis de se demander si l'intervention des femmes dans ce domaine doit nécessairement être „légale“, et si le bulletin de vote est le meilleur moyen d'action que puisse avoir la femme en ces matières.

A défaut de participation légale, il y a toujours l'intervention morale: par la plume, par la parole, par l'influence. . . Et certainement les femmes peuvent et doivent agir de cette manière: c'est leur droit; c'est aussi leur devoir, un devoir qui commence à leur apparaître de jour en jour plus manifeste.

Quoi qu'il en soit, la question des droits politiques de la femme n'est pas mûre encore, du moins pas dans notre pays. Or, essentiellement guidés par l'idée des réformes pratiques à opérer dans la législation, en Suisse, nous devons envisager les réformes les plus urgentes, au point de vue de la justice et de l'intérêt général, et qui sont le plus immédiatement réalisables.

C'est donc aux questions relevant au droit civil et du droit pénal que nous devons essentiellement nous attacher. Et



nous donnerons la plus grande place à ce qui concerne le „droit matrimonial et de famille“.

Aussi longtemps, en effet, que les droits de la femme ne seront pas reconnus et garantis par la loi en ces matières-là, la femme ne parviendra que très difficilement à obtenir justice dans les autres domaines où ses droits sont encore foulés aux pieds. Si dans la famille et le mariage la femme n'est légalement envisagée que „en vue de l'homme“, à bien plus forte raison en sera-t-il ainsi en dehors du mariage.

Parmi les réformes à opérer, et qui vont être énumérées, plusieurs ont été réalisées déjà ailleurs: aux Etats-Unis notamment, en Angleterre, en Italie, dans les pays Scandinaves, par le nouveau Code civil allemand, etc.

La plupart n'ont pas encore été faites dans les divers cantons de la Suisse.

Bon nombre des réformes réclamées figurent heureusement: soit dans le „Projet de code pénal“ du professeur Stooss, soit surtout dans „l'Avant-projet du droit des personnes et de famille“ du professeur Huber. — Quant aux autres, nous devons les demander et les poursuivre avec ténacité, afin qu'elles fassent partie intégrante de notre future codification nationale.

Et puisqu'il est question de ces deux grands monuments législatifs en préparation: le code pénal suisse et le code civil suisse, — je me permettrai de plaider auprès des femmes en faveur de l'unification du droit dans notre patrie.

Nous vivons en Suisse, actuellement encore, sous l'empire d'une multitude invraisemblable de petites législations: un état de chose déplorable, au point de vue national comme au point de vue juridique.

Les femmes ont tout à gagner à l'unification du droit. On peut hardiment affirmer, en effet, que la codification nationale s'inspirera de principes tout autrement larges, justes et libéraux que nos petites législations cantonales.

Les thèses qui suivent demanderaient de longs développements, qu'il n'est pas possible de donner ici. La plupart de ces questions ont été étudiées ailleurs plus'en détail: dans mon petit volume „Le droit des femmes et le mariage“ (Paris, Alcan, 1893), auquel je me permet de renvoyer ceux qui voudraient en savoir davantage sur ce sujet.

#### Thèses :

1. La future codification nationale suisse doit garantir les *droits de la femme* et ses intérêts, dans le mariage et hors mariage, droits et intérêts qui sont actuellement plus ou moins méconnus par les différentes législations en vigueur dans notre pays.

2. Abroger les dispositions légales qui excluent la femme du droit d'être nommée *tutrice*, membre d'un conseil de famille, etc.
3. La femme doit pouvoir servir de *témoin* dans les actes publics et privés: actes de l'état-civil, testaments, etc.
4. Affranchir la femme mariée de son état de *subordination légale*, tout en maintenant le principe du mari „chef de la famille“ — dans la mesure où il remplit ses obligations à l'égard des siens.
5. Reconnaître à la femme mariée sa pleine et entière *capacité civile*. Doivent disparaître la „tutelle maritale“ et les autres institutions analogues.
6. En ce qui concerne le règlement des intérêts pécuniaires des époux, le régime légal ou de droit commun doit être celui de la séparation ou de l'*indépendance des biens* (Gütertrennung), un régime qui laisse à chacun des époux la propriété, l'administration et la disposition de ses biens, sous l'obligation de participer aux dépenses communes.
7. Le principe de la *liberté des contrats de mariage* doit d'ailleurs être consacré par la loi, en tant qu'ils ne contiennent rien de contraire à l'ordre public.
8. Quel que soit le régime matrimonial des époux, la loi doit reconnaître et garantir à la femme la libre disposition du *produit de son travail* personnel, sous réserve d'une équitable contribution de sa part aux charges du ménage.
9. Une sanction effective doit accompagner la disposition légale en vertu de laquelle c'est au mari qu'incombe en première ligne l'*obligation de subvenir à l'entretien du ménage*.
10. En matière de succession ab-intestat, l'*époux survivant* doit occuper la première place avec les descendants du défunt.
11. Une part suffisante doit lui être *assurée*, dans tous les cas, sous une forme ou sous une autre (réserve ou pension alimentaire).
12. Un *droit de recours* auprès d'une autorité judiciaire (juge de paix ou président du tribunal) doit être accordé à la mère en cas d'abus de la part du père: au point de vue de l'éducation, de la garde et de la correction des enfants.
13. Dans certains cas déterminés par la loi, tels que le mariage d'un enfant mineur, les *droits de la mère* doivent être égaux à ceux du père.
14. Lorsque le père est décédé, absent, interdit, etc., les *attributs de l'autorité paternelle* doivent passer à la mère. Nulle atteinte ne doit être portée à ses droits par des dispositions non applicables au père en cas de prédécès de la mère.
15. Dans le domaine du droit de *succession*, abroger toute inégalité au détriment des filles ou des parents de la ligne

maternelle — ainsi que cela existe actuellement encore dans quelques cantons de la Suisse.

16. Sous aucun prétexte, la femme ne saurait être soumise, dans le domaine des *rappports intersexuels*, à un système de répression ou de réglementation qui ne serait pas également applicable aux hommes.
17. Des dispositions conformes à la justice doivent être rendue pour édicter la *responsabilité légale de l'homme hors mariage*, notamment en ce qui concerne la séduction des mineures, la paternité naturelle et l'infanticide.

Voilà signalées bien des réformes à poursuivre! Voilà soulevées bien des questions!

Certes, je n'ai pas la prétention d'avoir élucidé tous les points. Il y faudrait une longue étude.

Ce que j'ambitionne, c'est de contribuer à former une *opinion réformiste*, dans ce domaine, en attirant l'attention du public, et celle des femmes en particulier, sur l'importance de ces „questions légales.“

Qu'elles apprennent donc à ouvrir les yeux, les femmes qui se plaignent et se lamentent sur de prétendues injustices de la nature, — alors c'est à la loi qu'il faut s'en prendre: la loi qui est injuste et mauvaise, et qu'on peut réformer!

Encore un mot. Toutes les questions abordées dans ce congrès, celle de la „condition légale“ comme les autres, concernent non seulement les femmes et leurs intérêts, mais les intérêts de la famille et de la société tout entière.

Nul d'entre nous ne songe à opposer les intérêts féminins aux intérêts de l'homme. Pas de privilèges pour les femmes, au détriment des hommes! Mais nous ne voulons plus de privilèges pour le sexe masculin, sous quelque prétexte qu'on cherche à les voiler.

C'est toute une rénovation à entreprendre: d'une part, une œuvre de justice et de liberté individuelle; d'autre part, une œuvre d'utilité sociale et de bien général.

On ne saurait placer trop haut son idéal!

Pour terminer, un bref et chaleureux appel aux femmes de la Suisse, — qui n'ont pas le droit de se désintéresser des questions relatives à leurs intérêts les plus immédiats.

Il sera tenu compte des droits de la femme dans la mesure où les femmes elles-mêmes ne voudront plus être traitées en mineures perpétuelles, comme des êtres de second ordre, incapables ou indignes, — dans la mesure où elles voudront la justice et la liberté parce que ces choses valent la peine d'être voulues, et parce que, lorsque les femmes seront libres, elles pourront agir d'une manière tout autrement efficace, exercer une influence

tout autrement considérable en vue de la haute mission qui leur incombe dans la famille et dans la société.

Pour obtenir, il faut demander. Et quand il s'agit des intérêts les plus sacrés, il faut savoir demander avec insistance, poursuivre avec opiniâtreté et ténacité ce que l'on considère comme devant être réalisé.

Rappelons-nous la parole de l'illustre juriste von Ihering: „Alles Recht in der Welt ist erstritten worden.“ Le droit doit être conquis. — Marchons donc „à la conquête du bon droit,“ pour le plus grand bien des individus, de la famille, de la patrie et de l'humanité!

*Thesen von Herrn G. Wolf, a. Oberrichter, Zürich.*

1. Die verheiratete Frau behält ihre volle civilrechtliche Handlungsfähigkeit bei.
2. Das gesetzliche Güterrecht ist dasjenige der Gütertrennung. Eheverträge sind zulässig.
3. Im gesetzlichen Güterrecht verwaltet und nutzt jeder Ehegatte sein *Vermögen* selbständig. Beide tragen jedoch im Verhältnis zu ihrem Erwerbe an die Lasten der Familie bei.
4. Der Ehefrau ist auch beim System der Gütertrennung ein Konkursprivilegium zu gestatten.
5. Bei Tod, Bevormundung, Landesabwesenheit des Mannes ist die Frau Vormund ihrer Kinder.
6. Bei Entmündigung des einen Ehegatten hat der andere die Rechte des Vormundes.
7. Bei der Scheidung fällt die elterliche Gewalt demjenigen Elternteil zu, der an der Zerrüttung der Ehe keine oder die geringere Schuld trägt. Bei gleichem Verschulden werden die Kinder bis zum 12 Altersjahr der Mutter, von da an die Töchter der Mutter, die Söhne dem Vater zugesprochen.
8. Auch der ausserehelichen Mutter steht die Vormundschaft über ihr Kind zu.
9. Beim Tode eines Ehegatten erbt der andere, wenn Kinder vorhanden, einen Kindsteil zu *Eigentum* und hat das Nutzniessungsrecht an dem Vermögen der Minderjährigen. Diese Nutzniessung bleibt der *Mutter* auch bei der Wiederverheiratung.
10. Neben Erben zweiten Grades (Eltern, Geschwister des Erblassers und ihre Nachkommen) erbt der Hinterlassene Ehegatte die Hälfte des Vermögens zu *Eigentum*, bei entferntern Verwandten das Ganze.
11. Im Erbrecht sind Söhne und Töchter völlig gleichzustellen. Der sogenannte Sohnsvorteil ist zu beseitigen. Auch sonst



fallen im Erbrecht alle Vorrechte des männlichen Geschlechts (zum Beispiel das Vorrecht der Vätermagen) dahin.

12. Im ganzen Privatrecht ist die Frau auch sonst dem Manne gleichzustellen (Wegfall der verminderten Zeugnisfähigkeit, Processfähigkeit, Ausübung der staatlich geregelten Berufsarten u. s. w.)

## Discussion.

M. *le prof. Wuarin* met aux voix la proposition suivante :

„Le congrès appuie auprès des Autorités fédérales les conclusions de M. Stooss dans son projet de code pénal, tendant à interdire toute organisation légale de la prostitution au détriment d'une catégorie de femmes.“

Adopté à l'unanimité et remis pour exécution à la commission permanente.

Mme. *Audeoud-Monod* propose :

„Le Congrès national des Intérêts féminins délègue sa présidente, Mlle. Vidart, à l'assemblée générale de la Fédération qui va avoir lieu à Berne pour y porter les vœux du congrès.“

Adopté à l'unanimité.

Mlle. *Vidart*, au nom du comité d'organisation, met aux voix les propositions suivantes :

1. Le congrès nomme une Commission nationale permanente des intérêts féminins, pour étudier la mise à exécution des principes adoptés par le congrès. Cette commission rendra compte de son activité dans un nouveau congrès qui sera convoqué dans 2 ou 3 ans.

2. La commission permanente se compose de 9 membres, dont 3 constituent le Bureau exécutif qui aura son siège à Genève jusqu'au prochain congrès.

3. Sept membres sont nommés par le congrès; ce sont : *Genève*: Mlle. Vidart; — *Zurich*: M. Boos-Jegher; — *Berne*: Mme. Müller-Vogt (Mme. Ryff n'ayant pas accepté); — *Lucerne*: Mlle. Sophie Stocker; — *Fribourg*: M. le chanoine Quartenoud; — *St-Gall*: Mlle. Zehnder; — *Bâle*: M. le recteur Largiadèr. — Les deux autres membres du bureau seront nommés par la commission.

4. La commission permanente élabore elle-même son règlement.

Adopté sans discussion.

Clôture de la partie officielle du congrès.



## Ethisch-socialwissenschaftliche Vortragskurse

veranstaltet von den  
 ethischen Gesellschaften in Deutschland, Oesterreich und der Schweiz,  
 herausgegeben von der  
 Schweizerischen Gesellschaft für ethische Kultur.

(Züricher Reden.)

nennt sich die Sammlung beachtenswerter Kundgebungen der deutschsprachlichen Vereine für ethische Kultur aus Deutschland, Oesterreich und der Schweiz. In der Weise, wie in vielen Ländern vieles gethan wird, um Bildung und Anregung zu gemeinnütziger Thätigkeit in die weitesten Bevölkerungskreise zu tragen, wird von den „Ethikern“ diese Publikation von Vortragskursen benutzt, um Aufklärung über das Wesen und die Ziele der ethischen Bewegung zu verbreiten. Die Publikation zeichnet sich durch wissenschaftliche und doch allgemeine, verständliche und praktische Behandlung des Stoffes aus. Sowohl in den Fragen der sittlichen und geistigen Erziehung und Fortbildung aller Volksschichten, als in den Problemen der socialwirtschaftlichen Entwicklung werden vielfach hochbedeutsame und neue Gesichtspunkte entwickelt.

Im ganzen erscheinen die zwölf folgenden Bändchen:

- Prof. Harald Höpffding (Kopenhagen): Ethische Prinzipienlehre.  
 Dr. R. Penzig (Berlin): Die ersten Moralunterweisungen der Kinder.  
 Oberstl. a. D. M. von Egidy (Berlin): Ueber Erziehung.  
 Prof. Werner Sombart (Breslau): Socialismus und sociale Bewegung im 19. Jahrhundert, (als Referat).  
 Dr. Emil Reich (Wien): Volkstümliche Universitätsbewegung.  
 Prof. Staudinger (Worms): Beiträge zur Socialpädagogik.  
 Dr. J. Jastrow (Berlin): Die Socialpolitik in der Verwaltung von Staat und Gemeinde.  
 Prof. Wilh. Förster (Berlin): Naturwissenschaft und Lebensführung.  
 Prof. Ferd. Tönnies (Kiel): Die Grundthatsachen des socialen Lebens.  
 Dr. R. Saitschik (Zürich): Zur Reform der Methoden des höhern Unterrichts.  
 Gustav Maier (Zürich): Sociale Entwicklung in Geld- und Kreditwesen, Handel, Industrie und Haushalt.  
 Landrat Stefan Gschwind (Baselland): Ueber Genossenschaftswesen.

Preis des Bandes nur 60 Cts.

„Schweizerische Blätter für Wirtschafts- und Socialpolitik“

Redigiert von A. DREXLER.

Mit Beilage: **Die ethische Bewegung.**

Mitteilungen von GUSTAV MAIER.

Erscheinen alle 14 Tage in der Stärke von 2—3 Bogen.

Preis Fr. 3.— per Quartal.

✱ V. JAHRGANG 1897 ✱

In allen Ländern dreht sich das öffentliche Leben immer mehr um die Politik, und überall absorbiert die Wirtschafts- und Socialpolitik den grössten Teil des öffentlichen Interesses.

Die Schweiz hat auf diesen Gebieten als rein republikanisch-demokratischer Staat in vieler Hinsicht eine führende Stellung. Das einzige wissenschaftliche Organ, welches die gesamten volkswirtschaftlichen Bestrebungen dieses freien Landes vertritt, sind die „Schweizerischen Blätter für Wirtschafts- und Socialpolitik.“

Durch die vorzügliche Redaktion haben sich die „Schweizerischen Blätter für Wirtschafts- und Socialpolitik“ eine weit über die Grenzen der Schweiz gehende Bedeutung erworben.

Alle die grossen Fragen, welche zur Zeit die Schwingen regen den Gesetzgeber, den Politiker, das Volk beschäftigen, sie werden von berufenen Autoritäten in diesen billigen Heften sachlich und volkstümlich besprochen und letztere bilden so für jeden, der sich einigermaßen um den Gang der wirtschaftlich socialen Entwicklung der Zeit bekümmert, ein wertvolles Material.

In der Beilage wird von dem hervorragenden Vertreter der ethischen Bewegung regelmässig Bericht über dieselbe erstattet. Die ethische Bewegung ist als bedeutsames Zeichen unserer Zeit zu betrachten. Sie tritt gegenüber den trennenden Parteikämpfen in allen Kulturländern mächtig hervor, weil sie die verbindenden Gedanken aufsucht, klärt und der Verwirklichung entgegenführt.

Sie strebt danach, dem Menschen Ideale zu geben, höherer Sittlichkeit und Gerechtigkeit zum Siege zu verhelfen, sociale Missstände, ungesunde Privilegien, egoistisches Partei- und Interessengetriebe zu beseitigen, und gleichmässige Bildung und religiöse Gesinnung im höheren Sinne des Wortes zu erringen.

Wer mit diesem Programm einig geht, wird nirgends in so reichem Masse Anregung finden, als in den

**Schweizerischen Blättern für Wirtschafts- und Socialpolitik.**

Rald